



REVUE DE PRESSE

Année 2021

*Allemagne, Espagne, France, Italie,
Pays-Bas, Royaume-Uni*

Open²Europe

France	01.Janvier	Adiac-Congo.fr	Online	8 900	Spontanée	Commerce du bois : les sociétés chinoises s'engagent pour l'exploitation durable des forêts
	01.Janvier	VivAfrik	Online	120 000	Spontanée	Protection des forêts : le continent africain se dote d'une nouvelle technologie
	01.Janvier	Le Commerce du Bois	Online	12 500	Spontanée	Lancement de la plateforme d'observation et de lutte contre la déforestation importée
	01.Janvier	Afrique Agriculture	Print	24 000	Spontanée	Les trois ans de Fair&Precious, garant des forêts du bassin du Congo
	01.Janvier	Le bois International verte	Print	60 000	Spontanée	France Formation en ligne gratuite sur le RBUE et la diligence raisonnée 3 et 5 mars
	02.Février	Adiac Congo	Online	10 200	Spontanée	Afrique centrale : une stratégie « genre » dans la gestion durable des forêts
	02.Février	Le bois International verte	Print	60 000	Spontanée	France Formation en ligne gratuite sur le RBUE et la diligence raisonnée 3 et 5 mars
	03.Mars	Preferred by Nature	Online	3 600	Pitch	Webinaire : le rôle de la certification forestière dans le cadre du RBUE
	03.Mars	Makanisi	Online	25 000	Pitch	Bassin du Congo : la filière forêt-bois en quelques chiffres
	04.Avril	LE BOIS INTERNATIONAL	Print	60 000	Spontanée	Congo : l'ATIBT et Unicongo signent une convention de collaboration
	04.Avril	Côté Maison	Online	497 503	Pitch	Terrasse en bois exotique : ce que vous devez savoir avant de l'acheter
	05.Mai	L'Usine Nouvelle	Online	3461758	Spontanée	Les bois tropicaux et boréaux loupent les Jeux olympiques de Paris 2024
	05.Mai	LE BOIS INTERNATIONAL	Print	12 000	Spontanée	RB UE : une série de formations accessibles en ligne
	06.Juin	Le Moniteur	Online	203 052	Interview	Consommons le bois tropical certifié, comme le café équitable
	06.Juin	VivAfrik	Online	7 875	Interview	« L'ATIBT promeut le bois africain certifié sur le marché », révèle son directeur général
	06.Juin	Les Echos Du Congo	Online	21 000	Spontanée	L'Association Technique Internationale des Bois Tropicaux pour protéger et gérer les forêts africaines toujours menacées
	06.Juin	Conjoncture Economique	Online	210 045	Pitch	Les pays du bassin du Congo renforcent leurs capacités en matière de certification forestière
	06.Juin	All Africa	Online	2 664 000	Pitch	Afrique: La certification forestière au cœur d'un webinaire
	06.Juin	ADIAC CONGO	Online	267 000	Pitch	Afrique centrale : la certification forestière au cœur d'un webinaire
	06.Juin	Le Courrier de Kinshasa	Online	267 000	Pitch	L'Association Technique Internationale des Bois Tropicaux pour protéger et gérer les forêts africaines toujours menacées
	06.Juin	360 Tahiti	Online	1 470	Spontanée	« Consommons le bois tropical certifié comme le café équitable" Benoit Jobbé-Duval, Directeur général de l'ATIBT
	06.Juin	BSMART TV	Online	258 170	Interview	Smart Immo : L'intérêt de la mise en valeur du bois tropical dans l'aménagement immobilier
	06.Juin	LE BOIS INTERNATIONAL	Print	60 000	Pitch	Une webconférence sur le système de certification forestière PAFC dans le bassin du Congo
	07.Juillet	BatiWeb	Online	157 542	Pitch	Les bois tropicaux certifiés sont bien plus que du bois !
	07.Juillet	Le Moniteur	Online	1 428 683	Pitch	Bois local ou exotique: Les JO 2024 font bouger les lignes

	07.Juillet	Maison et Travaux	Print	817 546	Pitch	Revetements de sol: Bois ou composite
	07.Juillet	Le Moniteur	Print	210 000	Pitch	Bois local ou exotique: Les JO 2024 font bouger les lignes
	07.Juillet	Ma Ville à Moi	Online	610 000	CP	Bois Tropicaux Certifiés, bien plus que du bois
	07.Juillet	Cocooning Magazine	Print	370 250	Pitch	Bois Tropicaux Certifiés, bien plus que du bois
	08.Aout	Le Moniteur	Online	203 052	Interview	Au village olympique, les bois tropicaux ne s'avouent pas vaincus
	08.Aout	RFI.fr	Online	1 178 501	Interview	Transformation de grumes l'Afrique Centrale revoit ses engagements
	08.Aout	RFI Radio (Radio)	Radio	205 000	Interview	Transformation de grumes l'Afrique Centrale revoit ses engagements
	09.Septembre	Business News Africa	Online	110 000	RP	Transformation de grumes : L'Afrique centrale revoit ses engagements
	09.Septembre	Construire sa Maison	Print	800 000	RP	Choisissez votre terrasse : équitable et certifiée
	09.Septembre	Système D	Print	348 900	RP	Fair & Precious : pour des bois tropicaux issus d'une gestion durable, éthique et légale
	09.Septembre	La Tempete des Tropiques	Online	25 000	RP	Interdiction des exportations du bois par la CEMAC: les techniciens approuvent
	09.Septembre	Journal de Brazza	Online	12 500	RP	Congo-CEMAC : l'ATIBT approuve l'interdiction des exportations des grumes
	09.Septembre	Les Echos Du Congo	Online	21 000	RP	CEMAC : l'ATIBT soutient l'interdiction des exportations des grumes différée en janvier 2023
	09.Septembre	Le Financier d'Afrique	Online	11 750	RP	L'Atibt soutient le Report différé en Janvier 2023
	09.Septembre	Adiac Congo	Online	8900	RP	Secteur forestier : un nouveau projet au profit des acteurs de la filière bois
	09.Septembre	BSMART TV	TV	258 170	Interview	Emission Smart Immo
	10.Octobre	Forêts magazine	Print	155 320	Interview	Entretien avec Benoît Jobbé-Duval
	10.Octobre	VivAfrik	Online	7 875	RP	Préservation des forêts d'Afrique centrale : Retour sur la mission diplomatique « bois tropical » à Paris
	12.Décembre	Afrik21	Online	543 533	CP	Bassin du congo : les objectifs du nouveau schéma régional de certification des forêts
	12.Décembre	VivAfrik	Online	7 875	CP	Lutte contre la déforestation et le commerce illégal de bois : La PAFC annonce la création d'un schéma de certification unique dans le Bassin du Congo
Pays-Bas	02.Février	europeansttc.com (European Sustainable Tropic Timber Coalition)	Online	1 000	Spontanée	Le développement durable conditionne les investissements des scieries
	03.Mars	Houtwereld.nl	Online	30 000	RP	Webinar : la certification EUTR
	03.Mars	Houtwereld	Online	2 360	RP	Webinar : la certification EUTR
	03.Mars	Form International	Online	15 530	Pitch	Le réseau de partenaires de Form International

	03.Mars	Parquet Plein	Online	1 000	Pitch	Webinar : la certification EUTR
	04.Avril	europeansttc.com (European Sustainable Tropic Timber Coalition)	Online	1 000	Spontanée	L'ATIBT s'engage à maintenir la dynamique du marché des bois tropicaux certifiés
	04.Avril	Houtkrant	Online	500	Pitch	Webinar : certification dans l'EUTR
	04.Avril	VVNH	Online	65 000	Pitch	Webinar : certification dans l'EUTR
	04.Avril	Form International	Online	15 530	Spontanée	New partnership for the Timber Trade Portal
	05.Mai	Houtkrant	Print	10 000	Interview	Fair & Precious focus sur le Bassin du Congo
	09.Septembre	europeansttc.com (European Sustainable Tropic Timber Coalition)	Online	1 000	Spontanée	Netherlands reports further rise in certified imports' market share
Espagne	03.Mars	Madera Sostenible	Online	16 601	Pitch	Gestion durable des Forêts : une solution à la déforestation
	03.Mars	Ciencias Ambientales	Online	20 286	Pitch	Gestion durable des Forêts : une solution à la déforestation
	03.Mars	Youtube: Goodnews with accent	Online	176	Interview	Le Français Benoît Jobbé-Duval lutte dans le monde entier pour une déforestation durable
	04.Avril	Madera Sostenible	Online	16 601	Interview	"L'objectif de notre association est de valoriser les bois tropicaux" itw B.JD
	04.Avril	NEWSLETTER: Madera Sostenible	Online	16 601	Interview	"L'objectif de notre association est de valoriser les bois tropicaux" itw B. JD"
	04.Avril	Agro - El Economista	Online	2 248 934	Tribune	La certification forestière : un cercle vertueux où chômage et conservation coïncident
	04.Avril	Plataforma Tecnológica Forestal Española	Online	N/A	Pitch	Webinar : le rôle de la certification dans l'EUTR
	05.Mai	Forestales	Online	114 314	Pitch	Webinar : le rôle de la certification dans l'EUTR
	05.Mai	Madera Sostenible	Online	16 601	Spontanée	L'ATIBT publie son rapport annuel 2020
	05.Mai	NEWSLETTER: Madera Sostenible	Online	16 601	Spontanée	L'ATIBT publie son rapport annuel 2020
	06.Juin	Madera-Interempresas	Online	1 133 055	Pitch	Les bois tropicaux certifiés : bien plus que du bois
	06.Juin	Facility Management Services	Online	13 923	Pitch	Le programme Fair and Precious promeut le bois certifié comme méthode de décoration durable
	06.Juin	Madera-Sostenible	Online	16 601	Spontanée	Découvrez une gamme de 60 espèces de bois tropicaux sur le site FAIR&PRECIOUS
	07.Juillet	Ecoconstrucción	Online	8 833	Pitch	Fair & Precious: le bois tropical durable
	07.Juillet	Interempresas.net	Online	1 133 055	Pitch	AEIM rejoint l'ATIBT et le programme Fair & Precious
07.Juillet	Ciencias Ambientales	Online	20 286	Pitch	Fair & Precious, le programme qui promeut le bois légal et certifié du Bassin du Congo	

	08.Aout	Industria de la madera	Print	20 000	Spontanée	Le déséquilibre entre l'offre et la demande devrait se poursuivre jusqu'à la fin de l'année
	08.Aout	EFEVerde	Online	148 460	Interview	La gestion durable des forêts, une solution face à la déforestation tropicale
	08.Aout	EFE Agro	Online	264 002	Interview	Une gestion durable des forêts : une solution face à la déforestation tropicale
	08.Aout	El Diario	Online	11 929 308	Interview	Une gestion durable des forêts : une solution face à la déforestation tropicale
	08.Aout	Madera Sostenible	Online	16 601	RP	AEIM rejoint l'ATIBT et le programme Fair & Precious a la ATIBT y al programa Fair & Precious
	08.Aout	Ciencias Ambientales	Online	792 005	RP	AEIM rejoint ATIBT et le programme Fair & Precious
	08.Aout	EFE	Online	14 752 805	Interview	Une gestion durable des forêts : une solution face à la déforestation tropicale
	08.Aout	Posibl.	Online	12 411	Interview	Une gestion durable des forêts : une solution face à la déforestation tropicale
	08.Aout	COPE	Online	7 143 476	Interview	Une gestion durable des forêts : une solution face à la déforestation tropicale
	08.Aout	Stakeholders Sostenibilidad	Online	3 560	Interview	Une gestion durable des forêts : une solution face à la déforestation tropicale
	08.Aout	El Obrero	Online	46 589	Interview	Une gestion durable des forêts : une solution face à la déforestation tropicale
	08.Aout	El Punto Crítico	Online	57 141	Interview	Une gestion durable des forêts : une solution face à la déforestation tropicale
	08.Aout	El Diario	Print	26 610	Interview	Une gestion durable des forêts : une solution face à la déforestation tropicale
	08.Aout	Organización de periodistas iberoamericanos	Online	14 301	Interview	Une gestion durable des forêts : une solution face à la déforestation tropicale
	09.Septembre	Dirigentes Digital	Online	171 455	Interview	Cuidar los bosques es un buen negocio
	10.Octobre	Madera Sostenible	Online	16 601	RP	Iniciativa de París para la conversación de los bosques centroafricanes
	11.Novembre	Madera Sostenible	Online	16 601	CP	PAFC anuncia la creación de un Sistema de Certificación Unico en la Cuenca del Congo
	12.Décembre	Interempresas.net	Online	3 727 017	Spontané	Aeim actualiza las Directrices de Diligencia Debida (DDD) para el cumplimiento del EUTR
	12.Décembre	Madera Sostenible	Online	16 601	Spontané	AEIM actualiza las Directrices de Diligencia Debida (DDD) para el cumplimiento del EUTR
	12.Décembre	Construnario	Online	146 034	Spontané	AEIM actualiza las Directrices de Diligencia Debida (DDD) para el cumplimiento del EUTR (Reglamento Europeo de la Madera)
	12.Décembre	Asociación de Investigación de las Industrias de la Madera	Online	13 703	Spontané	Se actualizan las Directrices de Diligencia Debida (DDD) para el cumplimiento del EUTR en importación de madera
	12.Décembre	Fimma Maderalia	Online	69 867	Spontané	AEIM actualiza las Directrices de Diligencia Debida (DDD) para el cumplimiento del EUTR
Italie	01.Janvier	Xylon.it	Online	26 555	Pitch	Fair & Precious : du bois au développement durable
	04.Avril	Web & Magazine - Facebook	Online	882	Pitch	Webinar : le rôle de la certification dans l'EUTR

	07.Juillet	Focus on Africa	Online	N/A	Pitch	L'Afrique se mobilise pour gérer durablement ses forêts
	09.Septembre	Il Legno	Print	10 000	Interview	Interview sur les activités de ATIBT et ses engagements
	09.Septembre	Il Legno	Online	2 700	Interview	Interview sur les activités de ATIBT et ses engagements
	12.Décembre	Expofairs.com	Online	6 206	CP	Lutte contre la déforestation et le commerce illégal de bois : La PAFC annonce la création d'un schéma de certification unique dans le Bassin du Congo
Royaume-Uni	03.Mars	FM- Magazine	Online	7 712	Interview	Comment repérer les drapeaux rouges de l'exploitation illégale des forêts dans votre chaîne d'approvisionnement ?
	11.Novembre	Edie	Online	2 174 099	Pitch	L'UE commence à mesurer les émissions de carbone incorporé des bâtiments
	12.Décembre	Euractiv.com	Online	2 639 984	Pitch	L'UE commence à mesurer les émissions de carbone incorporé des bâtiments
	12.Décembre	Afrik21	Online	543 533	CP	Bassin du Congo : les objectifs du nouveau schéma régional de certification des forêts
Allemagne	03.Mars	AFRICA Live	Online	12 000	Pitch	Projet ADEFAC : programme de formation aux métiers du bois et à la gestion durable des forêts
	07.Juillet	IMOVE-GERMANY	Online	46 500	Pitch	Programme de formation dans le secteur de la forêt et du bois dans le Bassin du Congo
	07.Juillet	Africa Live	Online	2 000	Pitch	Le Cameroun, le Congo et le Gabon veulent utiliser leurs bois tropicaux de manière plus responsable
	07.Juillet	ForstPraxis	Online	20 000	Pitch	Programme de lutte contre le commerce illégal du bois
	09.Septembre	baulinks.de	Online	310 590	RP	Nachhaltiges Tropenholz mit Zertifikat aus dem Kongobecken
	11.Novembre	ForstPraxis	Online	20 000	CP	La Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques COP26 et le rôle des forêts dans le monde
	12.Décembre	Ecowoman	Online	31 000	CP	PAFC

Économie

Commerce du bois : les sociétés chinoises s'engagent pour l'exploitation durable des forêts

Mercredi 13 Janvier 2021 - 15:36

Abonnez-vous   

Partager :  J'aime 0  Tweeter

L'Association chinoise de distribution des bois et des produits en bois (CTWPDA) et la plateforme internationale des bois tropicaux (ATIBT) viennent de conclure un accord en vue de promouvoir les bonnes pratiques d'exploitation forestière, notamment dans le Bassin du Congo. Cet accord prévoit également le développement d'un commerce durable des bois durs.



Les deux organisations CTWPDA et ATIBT entendent mettre en place une plateforme d'échange entre les entreprises chinoises aux meilleures pratiques et les autres entreprises travaillant en Afrique. Elles ont organisé une rencontre B2B en ligne, les 17 et 18 décembre 2020, afin de mieux comprendre leurs besoins mutuels et d'encourager les meilleures pratiques au sein de l'industrie du bois, en lien avec les Objectifs de développement durable des Nations unies.

Grâce à cette réunion sino-africaine, les deux parties ont exprimé à l'unanimité leur espoir d'utiliser la plateforme pour échanger des informations en temps opportun sur la situation de la foresterie étrangère et les évolutions du marché intérieur, et ainsi permettre d'effectuer les ajustements correspondants pour le commerce ciblé. Les entreprises productrices ont pu obtenir des informations pertinentes et approfondies sur l'industrie chinoise, le plus grand marché de consommation de bois dur, et sur cette base.

Pour les entreprises chinoises, la récente rencontre constitue une innovation. Elle a permis de maximiser les possibilités de coopération future avec les entreprises africaines tout en maintenant la relation de coopération déjà existante. La plateforme internationale des bois tropicaux insiste, quant à elle, sur la nécessité de poursuivre les discussions en vue d'atteindre un plus grand nombre de sociétés membres du CTWPDA.

« Les sujets qui ont été abordés portaient sur les pratiques de gestion durable des forêts et la certification, les capacités de production, les produits à valeur ajoutée et la disponibilité des espèces de bois dites moins connues. L'ATIBT et ses membres apprécient également d'en savoir plus sur la nouvelle loi forestière chinoise en général, et l'article 65 (entrée et sortie des matières premières et des produits) en particulier », souligne le communiqué conjoint de la rencontre.

À noter que plusieurs entreprises chinoises et africaines sont membres des deux entités. L'on peut citer Pallisco CIFM, Rougier, Precious Woods, CIB OLAM et Interholco, China Forestry Materials Company Limited (Zhangjiagang), Wenzhou Timber Group Company Limited, Jingjiang Guolin Forestry Company Limited, Shanghai Guohao Wood Industry Company Limited et Zhangjiagang Hongxi International Trade Company.

Ces sociétés forestières possèdent une superficie totale de plus de 6,34 millions d'hectares de terres forestières certifiées, notamment en République du Congo, en République démocratique du Congo, au Cameroun, au Gabon et leurs principaux produits sont les grumes, le bois d'œuvre, le contreplaqué et les panneaux. Les entreprises chinoises représentaient seules un chiffre d'affaires total combiné de plus de 985 milliards francs CFA en 2019.

Fiacre Kombo

Légendes et crédits photo :

Des grumes dans un parc au nord Congo/Adiac

Notification:

Non

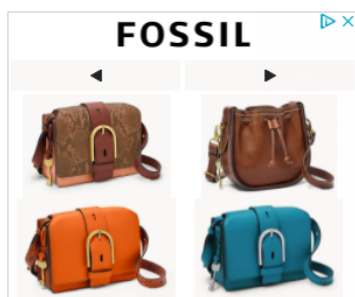
Protection des forêts : le continent africain se dote d'une nouvelle technologie

Par **Moctar FICOU** - 13 janvier 2021

0



7 pays forestiers africains se sont emparés d'une nouvelle technologie de protection des forêts et en 3 ans, la déforestation a reculé de près de 20% dans ces pays. En effet, grâce au programme Global Forest Watch, mis au point par l'Université du Maryland, en Afrique, dès qu'une parcelle de forêt est menacée, gouvernements et ONG reçoivent un email d'alerte.



Depuis 3 ans, le couvert forestier africain se porte mieux. La déforestation ne cesse de reculer dans les 7 pays qui ont adopté le système de surveillance satellitaire Global Land Analysis and Discovery (GLAD) en 2017. Depuis, au Gabon, au Cameroun, au Congo ou encore en RDC, dès qu'une parcelle de forêt se trouve menacée, les abonnés reçoivent une alerte e-mail.

Incendie, exploitation forestière illégale, déboisement non-autorisé sont immédiatement repérés par les satellites qui scrutent chaque parcelle de 1 000 m² de forêt.

Le laboratoire qui a mis au point cette technologie appartient au Département des sciences géographiques de l'Université du Maryland. Il regroupe 17 chercheurs et 9 doctorants et accueille des stagiaires du monde entier. Il utilise les images haute résolution des satellites Landsat 7 et 8 de la Nasa.

Selon une étude récente de Nature Climate Change, si ce système est disponible pour tous les pays forestiers de la planète, c'est en Afrique qu'il a pu déployer toute son efficacité. En Asie et en Amérique du Sud, les autorités et la société civile n'ont pas été aussi réactives et efficaces que les Africains.

« Les gouvernements du Cameroun, de la République du Congo et de la République démocratique du Congo ont tous officiellement adopté ces données (...). Dans ces mêmes pays, entre autres, les groupes de la société civile les utilisent pour responsabiliser les bûcherons, garantissant que les lois du gouvernement sont mieux appliquées.», explique le World Resources Institute.

Moctar FICOU / VivAfrik



ACTUALITÉS



STRATÉGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA DÉFORESTATION IMPORTÉE

22.01.2021

Lancement de la plateforme d'observation et de lutte contre la déforestation importée

Bérangère Abba, secrétaire d'Etat chargée de la Biodiversité, a lancé le 20 janvier la plateforme multisectorielle d'observation et de lutte contre la déforestation importée. Cet outil précurseur en Europe et dans le monde vise à mieux informer les consommateurs sur les produits qui portent un risque de déforestation

importée et sur l'engagement des grandes entreprises de la distribution dans ce domaine.

Alors que les forêts abritent 75% de la biodiversité mondiale, la Stratégie Nationale de lutte contre la Déforestation Importée (SDNI) vise à mettre fin, d'ici à 2030, à l'importation de produits forestiers ou agricoles non durables, contribuant directement ou indirectement à la déforestation au-delà de nos frontières.

Le 18 novembre dernier, lors du deuxième anniversaire de la stratégie, Bérangère ABBA a réuni le Comité de suivi de la SDNI. À cette occasion, elle a annoncé une série d'outils à destination des acteurs privés et publics pour renforcer la lutte contre la déforestation importée, parmi lesquels la plateforme d'observation de la lutte contre la déforestation importée.

Cette plateforme permet désormais d'informer de manière précise les consommateurs comme les entreprises sur les produits présentant un risque de déforestation importée : huile de palme, soja, cacao, caoutchouc naturel, bœuf et ses co-produits, bois et produits dérivés. Elle comprend notamment une carte interactive des flux de déforestation importée (TRASE).

« Cette plateforme offre une réelle transparence aux consommateurs sur les produits que nous consommons, comme aux entreprises sur leur filière d'approvisionnement » indique Bérangère ABBA, secrétaire d'Etat chargée de la Biodiversité.

À terme, le mécanisme d'alerte construit à partir des données douanières croisées avec des données satellitaires viendra renforcer les outils mis à disposition des entreprises. Un label « zéro déforestation » afin d'accompagner les consommateurs dans leurs choix est également à l'étude.

La secrétaire d'Etat chargée de la Biodiversité porte activement ce sujet à l'échelle européenne pour en faire l'un des thèmes majeurs de la présidence française du Conseil de l'Union Européenne.

Les engagements de l'ATIBT en faveur de la lutte contre la déforestation sont présentés sur la plateforme à travers l'initiative Fair&Precious.



Anniversaire



Les trois ans de Fair&Precious, garant des forêts du bassin du Congo

Animé par l'Association technique internationale des bois tropicaux (ATIBT), le programme **Fair&Precious** a été lancé en 2018 avec le soutien des coopérations allemandes (KfW) et française (AFD). Objectif : la protection et le développement durable des forêts d'Afrique de l'Ouest.

Si la légalité des bois est une obligation, la gestion durable des forêts est une exigence qui rassemble l'ensemble des parties prenantes de la filière :

États, organisations internationales, ONG, secteur privé, opinion publique.

Ainsi, en adéquation avec les objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies, les dix engagements de **Fair&Precious** traitent notamment des bonnes pratiques des gestionnaires forestiers, de la protection des forêts contre le réchauffement climatique, de la mise en place des programmes de lutte contre le braconnage et de l'encouragement à la transformation locale du bois.

« Grâce au programme **Fair&Precious**, nous sensibilisons les acteurs publics et privés sur le juste équilibre que constituent les certifications forestières FSC et PEFC-PAFC en matière de préservation des forêts, de protection de la faune et de développement économique et social du bassin du Congo, explique Olman Serrano, président de l'ATIBT. Les États africains s'engagent peu à peu sur ce modèle et encouragent la transformation locale des produits. De leur côté, les professionnels de la filière en Eu-

rope accroissent progressivement la proportion de leurs achats en bois certifiés FSC et PEFC-PAFC, même si un long chemin reste à parcourir en raison des préjugés existants. »

Lancé en 2018, **Fair&Precious** défend un modèle « équilibré et durable » de gestion des forêts. Son programme consiste notamment à élaborer des partenariats avec les États et les Syndicats professionnels du bassin du Congo pour développer des forêts durables.

L. ROCHERY



Afrique

FSC recrute deux nouveaux intervenants dans le bassin du Congo

Depuis début janvier, George Akwah Neba et Esteban Toja Bilbao sont deux nouvelles recrues de l'organisation

FSC. Tous deux basés à Libreville au Gabon, ils occupent respectivement les postes de coordinateur pour le bassin du Congo et de conseiller en certification forestière. «M. Akwah a reçu une formation d'anthropologue de l'environnement et a une vaste expérience professionnelle dans toute l'Afrique francophone en matière de gestion des ressources naturelles et de développement durable. Il a 18 ans d'expérience et a travaillé dans des organisations de premier plan telles que l'UICN, le WWF, le Cifor et l'IITA, dans lesquelles il a géré des initiatives complexes, multinationales et multicontinentales», indique [l'association technique internationale des bois tropicaux \(ATIBT\)](#). «M. Toja est titulaire d'une maîtrise en foresterie et d'une maîtrise en commerce international. Il a également une vaste expérience professionnelle dans le bassin du Congo. Ayant travaillé entre autres chez Danzer et Rougier, il possède une solide connaissance des sociétés forestières du bassin du Congo et a développé des relations avec les principaux acteurs de ces sociétés.» L'organisation professionnelle précise que, dans un premier temps, ces deux nouvelles recrues du label FSC travailleront principalement avec le gouvernement du Gabon, les concessionnaires forestiers et d'autres partenaires du pays pour élaborer et co-exécuter un programme de soutien aux concessionnaires ayant des perspectives de certification. (Source : [ATIBT](#))

Économie

Afrique centrale : une stratégie « genre » dans la gestion durable des forêts

Samedi 6 Février 2021 - 10:45

Abonnez-vous



Partager :



Le Réseau des institutions de formation forestière et environnementale de l'Afrique centrale (Riffeac) prévoit l'intégration de la dimension du genre dans les projets en cours en vue d'atteindre les résultats de développement durable des forêts qui répondent aux besoins et aspirations des femmes, des hommes, des jeunes ainsi que des populations autochtones.

Cette stratégie qui s'inscrit dans le cadre du projet Adéfac (formation continue au service de la gestion durable des forêts) vise en effet à contribuer à l'amélioration de sa performance et la mise en œuvre de l'axe transversal 1 du Plan de convergence révisé de la Commission des forêts d'Afrique centrale (Comifac) sur la formation et le renforcement des capacités dont il est l'opérateur principal.

Pour ce faire, la stratégie genre de la Comifac servira de référence pour l'élaboration de la stratégie genre du Riffeac. En effet, l'élaboration de ladite stratégie a été lancée. Les différents acteurs des institutions membres du Riffeac, tout comme ceux de la coordination régionale du Riffeac, ont reçu du consultant des questionnaires pour leur participation à l'audit genre.

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette stratégie, un certain nombre de femmes ont été ciblées dans chaque institution pour des interviews précises. Cela permettra d'élaborer le diagnostic genre du Riffeac, d'identifier et de mieux cerner les problématiques afin de définir les principaux axes d'action et d'amélioration. Les résultats de ce travail seront partagés au sein du Riffeac après validation par l'Equipe d'exécution technique (Eet) du projet Adéfac, le Riffeac et l'Association technique internationale des bois tropicaux (Atibt).

Le Riffeac est un regroupement de vingt-trois institutions de formation de la sous-région d'Afrique centrale. Il a pour objectif de développer les compétences et les structures nécessaires à la gestion conjointe et durable des ressources environnementales et forestières. S'agissant du projet Adéfac, il vise la mise en place d'un dispositif durable de formation continue dans la filière forêt-bois dans le Bassin du Congo.

Gloria imelda Lossele**Notification:**

Non



Agenda

France

Formation en ligne gratuite sur le RBUE et la diligence raisonnée

3 et 5 mars

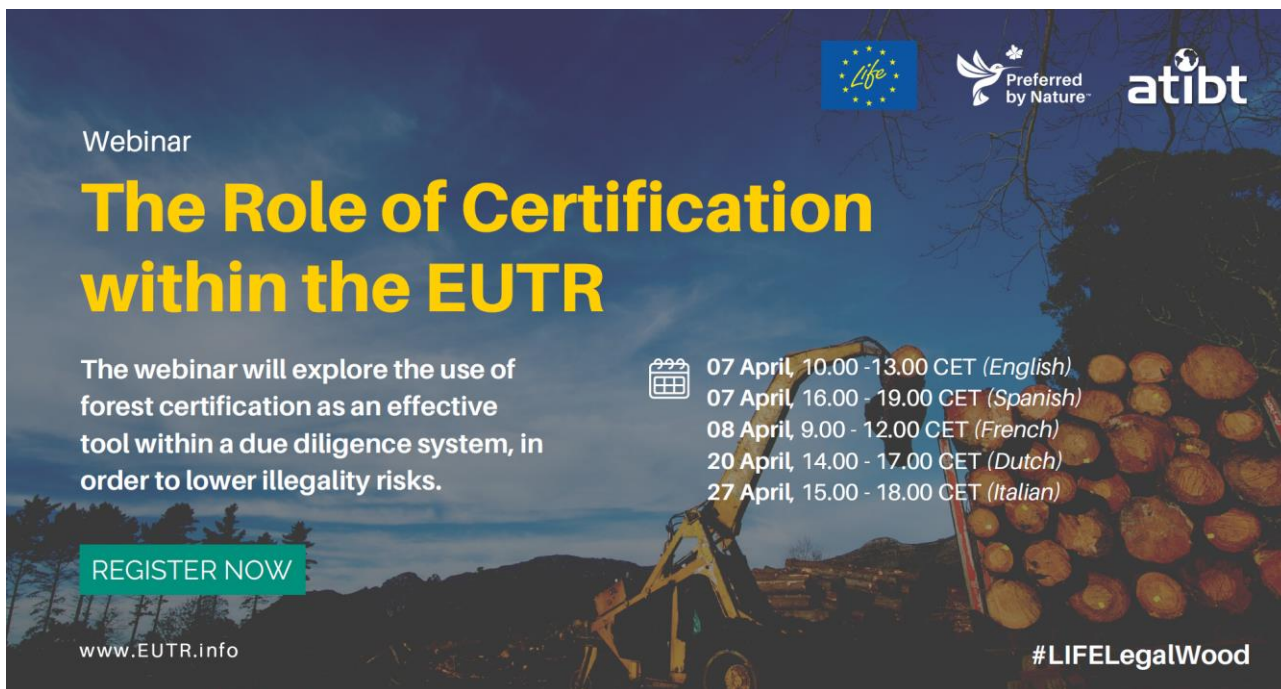
L'organisation à but non lucratif Preferred by Nature (anciennement NEPCon) propose une formation en ligne gratuite sur le Règlement bois de l'Union européenne (RBUE) et sa mise en œuvre au travers de la diligence raisonnée. Elle se déroulera les 3 et 5 mars prochain et sera divisée en deux sessions d'une demi-journée chacune. Cette formation portera notamment sur les exigences du RBUE et le fonctionnement d'un système de diligence raisonnée. Les participants pourront également assister à une présentation des techniques et outils disponibles pour gérer les chaînes d'approvisionnement en produits bois. Ce rendez-vous est principalement destiné aux

entreprises qui importent du bois au sein de l'Union européenne. «*Cependant, toute entreprise exportant du bois vers l'UE ou bien mettant en place un système de diligence raisonnée sur les risques d'illégalité des produits bois ou encore plus généralement tout acteur impliqué dans la légalité du bois peut être intéressé et concerné*», précise l'Association technique internationale des bois tropicaux qui encourage les professionnels à suivre ce webinaire délivré par l'un de ses membres. Cette formation est organisée dans le cadre du Life Legal Wood, un programme international qui vise à offrir des informations gratuites et des outils de diligence raisonnée pour appuyer la mise en œuvre du RBUE.

• **Inscription et renseignements** sur <https://preferredbynature.org>



Webinaire : le rôle de la certification forestière dans le cadre du RBUE



Webinar

The Role of Certification within the EUTR

The webinar will explore the use of forest certification as an effective tool within a due diligence system, in order to lower illegality risks.

REGISTER NOW

www.EUTR.info

#LIFElegalWood

07 April, 10.00 - 13.00 CET (English)
07 April, 16.00 - 19.00 CET (Spanish)
08 April, 9.00 - 12.00 CET (French)
20 April, 14.00 - 17.00 CET (Dutch)
27 April, 15.00 - 18.00 CET (Italian)

L'ATIBT et Preferred by Nature organisent un webinaire conjoint sur le thème de l'utilisation de la certification forestière dans un système de diligence raisonnable conforme au Règlement Bois de l'Union européenne (RBUE).

Ce webinaire s'inscrit en complément de la série d'ateliers sur le RBUE dans son ensemble, qui s'est tenue en février / mars. Il vise à aborder plus en détail l'usage de la certification forestière comme un outil efficace au sein d'un système de diligence raisonnable, dans le but de réduire les risques d'illégalité.

Que vous soyez un opérateur, une autre entité des chaînes de valeur des produits bois ou encore un membre des autorités de contrôle, vous vous posez peut-être certaines questions sur la certification forestière et la diligence raisonnable.

Comment fonctionne un système de certification forestière ? Que se passe-t-il lors d'un audit ? Comment s'assurer qu'un produit bois est certifié ? Que dit le RBUE sur la certification forestière ? Voici quelques questions qui seront abordées lors du webinaire. L'ATIBT partagera notamment son expérience de la certification forestière en Afrique centrale et de l'ouest.

Le webinaire sera proposé gratuitement en plusieurs langues :

- Anglais : 7 avril, 10h-13h CET
- Espagnol : 7 avril, 16h-19h CET
- Français : 8 avril, 9h-12h CET
- Néerlandais : 20 avril 14h-17h CET
- Italien : 27 avril, 15h-18h CET

Cliquez [ici](#) pour vous inscrire au webinaire..

Cette série de webinaire s'inscrit dans le cadre du projet [FLEGT-REDD](#) de l'ATIBT et [Life Legal Wood](#) de Preferred by Nature.

À propos du projet FLEGT-REDD de l'ATIBT

Depuis 2013, l'ATIBT a mis en œuvre un vaste projet [FLEGT-REDD](#) pour améliorer l'implication du secteur privé dans la mise en œuvre du Plan d'action FLEGT (processus APV et renforcement du RBUE) et le mécanisme REDD+. Ce projet s'intitule « Intégration de la filière des bois tropicaux d'Afrique Centrale et de l'Ouest dans les mécanismes FLEGT et REDD+ », il est financé en partie par le FFEM et a pour objectif global de faire contribuer activement le secteur privé forestier à la gestion durable des forêts tropicales et au développement socio-économique des pays producteurs de bois.

À propos du projet LIFE Legal Wood de Preferred by Nature

[LIFE Legal Wood](#) est un projet international qui s'engage à fournir aux professionnels toutes les informations dont ils ont besoin pour comprendre le Règlement sur le Bois de l'UE (RBUE) en mettant gratuitement à disposition des analyses de risque, des séminaires, un accès à des réseaux de parties prenantes, mais aussi des outils de diligence raisonnée en ligne. Le projet est mené par l'ONG Preferred by Nature et soutenu par Amfori, Baskegur, Cesefor, Conlegno, Etifor, Foresna, GD Holz, Le Commerce du Bois, Probos, ainsi que par les autorités compétentes de Belgique, d'Allemagne et d'Espagne.

Bassin du Congo : la filière forêt-bois en quelques chiffres

Par Muriel DEVEY MALU-MALU 21 mars 2021

174



Vue aérienne de la forêt dense de la RDCongo, au dessus de la Tshopo. @MDMM

L'Association Technique Internationale des Bois Tropicaux (ATIBT) a été fondée en 1951 à la demande de la FAO et de l'OCDE. Axée sur la filière des bois tropicaux, elle milite, depuis sa fondation, pour une gestion durable et responsable des forêts tropicales, jouant ainsi un rôle moteur dans la mise en œuvre de projets internationaux dédiés à la préservation de ces forêts.

Dans l'édition 2019 de son rapport d'activité (<https://www.atibt.org/fr/media-categories/3/rapports-dactivite-atibt>), l'ATIBT fait l'état des lieux des forêts de cinq pays du Bassin du Congo : le Cameroun, le Gabon, le Congo, la RDC et la Centrafrique.

Des informations sur la forêt, l'exploitation forestière, l'industrie du bois et diverses données socio-économiques y sont présentées pour chacun des pays concernés. Nous avons extrait certaines données que nous vous présentons dans les tableaux ci-dessous.

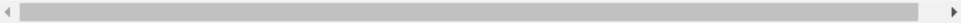
Source : Tableaux de synthèse ATIBT concernant les principales données de la filière forêt-bois du bassin du Congo. Actualisation juin 2020 avec la contribution de l'OFAC et de la COMIFAC ainsi que du ministère de l'Environnement et du développement durable et de la FIB pour la RDC

	Cameroun	Gabon	Congo	RDC	RCA
Forêt et exploitation					
Surface de forêt dense humide accessible	18,6 millions ha	22,3 millions ha	17,1 millions ha	102 millions ha	6,9 millions ha
Surface attribuée à l'exploitation industrielle	6,4 millions ha	14,7 millions ha (OFAC 2018)	14,2 millions ha (OFAC 2017)	12,2 millions ha (OFAC 2018)	3,7 millions ha (OFAC 2018)
Surfaces certifiées totales dont	2,7 millions ha	2,4 millions ha	3,4 millions ha	749 784 ha	0ha
- FSC PAFC/PEFC	0,3 million ha	2 millions ha	2,9 millions ha	0 ha	0 ha
- Légalité+ (certif légalité +FSC CW)	2,7 millions ha	0,4 million ha	1,5 millions ha	0,7 million ha	0 ha
Nbre de grandes entreprises	Une soixantaine	Une quarantaine	Une trentaine	24 dont 18 en activité	Environ une dizaine

Nombre de petites entreprises et d'artisans	ND	ND	15 PME	En 2019, 1500 artisans membres de l'ACEFA	
Production formelle de grumes (m3)	3 Millions	1,5 Million	1,8 Million	0,3 Million	0,5 Million
Production informelle estimée (en équivalent grumes)	2,4 Millions	0,2 Million	0,3 Million	4 Millions	0,1 Million
Part des 4 premiers producteurs sur la production	7%	40%	56%	91%	70%
Principales essences exploitées par l'industrie	Ayous, Sapelli, Tali, Azobé Okan, Fraké, Iroko, Padouk, Kosipo, Dabéma	Okoumé (80%), Okan, Azobé, Béli, Padouk,	Sapelli, Okoumé, Ayous, Tali, Sipo, Okan, Mukulungu	Sapelli, Afromosia, Tali, Sipo, Wenge	Sapelli, Ayous, Mukulungu, Tali, Iroko

Part des 3 premières essences sur la production	50% (2016)	84% (2014)	66% (2016)	44% (2017)	64% (OFAC 2018)
Essences exploitées artisanalement	Ayous, Movingui, Iroko, Sapelli, Bilinga, Moabi	Okoumé, Bilinga, Izombé	Okoumé, Limba (Sud), Sapelli, Sipo (Nord)	Afrormosia, Wenge, Sapelli,	
Exportations de grumes en m3	827 737	0	798 905	139 842	332 920
Exportations de grumes vers la Chine en m3	583 600	0	462 200	ND	ND
Contribution du secteur au PIB	4,7% (2018)	3,3% (2018)	4,9% (2015)	0,15% (2016)	2,8% (2018)
Transformation du bois					
Nbre d'unités industrielles	150	166	29	5	5
Exportations (m3)					
- de sciages	832 845	481 619	104 202	52 124	15 558
- de contreplaqués	9 890	30 405	25 868	0	0
- de placages	75 140	351 810	28 206	312	0
Exportations bois transformé en Chine en m3	134 300	524 700	38 600	ND	ND
Transformation artisanale (sciages)	715 000 m3 (2010)	50 000 m3 (2010)	Env. 100 000 m3 (2011)	Env. 1 million m3 (2014)	ND
Données socio-économiques					
Nombre d'emplois dans le secteur forestier industriel	13 000	3 000 stés forestières 10 000 industries du bois	7 500	4 523	ND
Nbre d'emplois dans le sciage artisanal	40 000	ND	2 000	9 000 à 15 000 sans doute plus	ND
Emplois indirects	150 000	Entre 2 000 et 5 000	5 000	ND	ND

Syndicats et partenaires potentiels	GFBC (12 entreprises), FECAPROBOIS (200 entr.), ANCOVA (450 membres à Yaoundé)	UFIGA (15 entreprises), SIAG (6), UFIAG (11), FGBSP (150).	UNICONGO (4 entreprises), UNIBOIS (environ 15 PME)	FIB (5 entreprises). ACEFA (1400 membres)	
Engagement dans le FLEGT	APV signé en 2010 Mise en œuvre au ralenti Évaluation en cours	APV non signé Négociation en cours	APV signé en 2010 En cours de mise en œuvre	APV non signé Négociation relancée.	APV signé le 28 novembre 2011


Pour avoir des précisions sur ces tableaux et télécharger les 4 derniers rapports d'activité, cliquer sur le lien suivant :



Bois tropicaux Congo : l'ATIBT et Unicongo signent une convention de collaboration

En 2015, l'association technique internationale des bois tropicaux (ATIBT) a signé un accord de siège en république du Congo dans l'objectif d'apporter son soutien à la gouvernance et à la gestion durable des forêts du pays. Depuis 2018, avec l'appui de projets internationaux

et nationaux financés par le FFEM, AFD/DFID, l'Union européenne, le PPECF et le programme FAO-UE-FLEGT, elle a ouvert un bureau à Brazzaville. Amenée à plusieurs reprises à travailler avec l'Union patronale et interprofessionnelle du Congo (Unicongo) sur différents sujets (nouveau code forestier, déploiement du Système informatisé de vérification de la légalité (SIVL)...), l'ATIBT a signé le 16 mars une convention de collaboration avec cette union qui représente les entreprises du secteur privé au Congo. « Cette convention a pour objectif de venir renforcer et officialiser ce travail commun pour le développement durable et responsable la filière forêt-bois en république du Congo », indique l'ATIBT. La convention définit un cadre de collaboration entre les deux parties autour de six axes : appui au secteur privé pour son implication dans la mise en œuvre de l'Accord de partenariat volontaire (APV) signé dans le cadre du processus Flegt entre le Congo et l'Union européenne ; appui aux entreprises pour leur implication dans le cadre du déploiement du SIVL ; amélioration de la communication de la filière ; structuration et renforcement du plaidoyer pour l'ensemble du secteur privé incluant les interactions intersyndicales et les entreprises non affiliées, notamment dans le cadre de l'élaboration des textes d'application de la loi 33-2020 du 8 juillet 2020 portant sur le code forestier ; accompagnement des entreprises vers la certification forestière tierce partie ; et mise en place et gestion d'une veille informationnelle et réglementaire relative au secteur forestier.



Terrasse en bois exotique : ce que vous devez savoir avant de l'acheter

Accueil / Jardin, Terrasse / Terrasse / Terrasse en bois exotique : ce que vous devez savoir avant de l'acheter

Par Constance Biard, publié le 27/04/2021 à 17:00



Terrasse en bois exotique : ce que vous devez savoir avant de l'acheter Paris Terrasse

Avec leurs couleurs qui sortent de l'ordinaire et leurs qualités techniques, les terrasses en bois exotique savent se démarquer. Elles apportent un charme et une élégance à votre extérieur, tout en assurant une belle résistance au passage du temps. Qu'il vienne d'Asie, d'Afrique ou d'Amérique du Sud, le bois tropical est idéal pour une utilisation en extérieur. Il résiste bien aux intempéries, aux insectes, à l'oxydation et même au feu. Découvrez les conseils d'experts afin de faire le bon choix avant de l'acheter.

Ipé, Cumaru ou Iroko... Ces noms ne vous disent rien ? Pourtant ils font partie des bois exotiques les plus populaires dans la construction de terrasses. Avec leurs jolies nuances et leur étonnante résistance au passage du temps, ils sont les alliés de ceux qui souhaitent aménager leur jardin. Malgré leur coût, c'est un choix rentable pour votre extérieur puisqu'il durera plusieurs décennies et ne demande que peu d'entretien. Découvrez tout ce qu'il y a à savoir sur le bois exotique, de ses propriétés au choix d'une essence en passant par l'entretien, ou encore son impact écologique. À condition de bien choisir son fournisseur, ce dernier est moins important que l'on pourrait penser, d'autant que le bois tropical contribue à diversifier et préserver les forêts où il est produit. Timothée Bonnet, cofondateur de Paris Terrasse et Benoît Jobbé-Duval, Directeur Général de l'ATIBT (l'Association Technique Internationale des Bois Tropicaux), vous livrent tous leurs secrets et conseils.

>> **A lire aussi >> [21 idées déco pour une belle terrasse](#)**

Le bois exotique, idéal pour l'extérieur

Le bois exotique est apprécié pour son aspect et ses jolies nuances. Selon Benoît Jobbé-Duval, Directeur Général de l'ATIBT, ces variétés ont "une belle esthétique, une belle coloration et un veinage qui font qu'elles sont reconnues sur le plan de leur beauté naturelle." Mais ce ne sont pas ses seuls atouts. Ces essences sont en effet très résistantes au passage du temps. "Le bois exotique résiste bien au piétinement, c'est pour cela que nous le conseillons souvent sur les terrasses de cafés et restaurants où il y a beaucoup de passage", approuve Timothée Bonnet, co-fondateur de Paris Terrasse. "Les bois exotiques sont beaucoup plus faciles d'entretien et l'on voit tout de suite la différence par rapport au pin marron ou [vert](#)", ajoute-t-il. Cela est dû à leur résistance face à la pourriture et aux [insectes](#), comme le précise Benoît Jobbé-Duval. Ces qualités en font un matériau idéal pour les terrasses, que ce soit en milieu humide - comme en [Bretagne](#) ou en Camargue - ou sec. Autre avantage moins connu : les variétés exotiques résistent très bien au feu, mais également au gel et aux fissures. C'est pour cela qu'elles se retrouvent souvent en [bardage](#) de maison.

>> Pour aller plus loin >> [Jardin, terrasse : 14 façons d'oser la couleur en extérieur](#)

Néanmoins, cette qualité a un prix. "Les bois exotiques sont un produit exclusif en raison de leur coût", explique le Directeur Général de l'ATIBT. Le co-fondateur de Paris Terrasse approuve en précisant que "le prix au mètre carré est élevé." Choisir une essence exotique est donc un investissement sur le long terme. "On parle d'un produit qui va durer au moins entre 30 et 40 ans", ajoute Timothée Bonnet. Plutôt que de changer sa terrasse tous les 5 ou 10 ans, ce qui engendre des coûts de matière première et de main-d'oeuvre, vous la conservez plusieurs décennies. Afin de garder le tout en bon état, il convient évidemment de l'entretenir correctement. Au final, le bois exotique est un pari gagnant.



Le bois exotique se décline au sol et en pergola sur cette grande terrasse. ATIBT

Un bois qui demande peu d'entretien

Avec leur résistance, les essences exotiques vieillissent bien et demandent peu d'entretien. Comme tous les bois, elles ont tendance à griser avec le temps. "Le côté grisé correspond à une oxydation superficielle. Si on ne l'aime pas, on peut le poncer et la régénérer avec des produits antioxydants", précise Benoît Jobbé-Duval. Mais ce phénomène est moins présent que sur des variétés nordiques et européennes. Certains apprécient en revanche cette patine naturelle et décident de laisser le passage du temps faire son effet. Si ce n'est pas votre cas, Timothée Bonnet conseille de "le dégriser tous les deux ans puis de le vernir avec une huile dans le sens de rainure du bois." Cela assure un aspect lisse et propre à votre terrasse. En bref, un entretien simple qui donne un coup de jeune au bois. "Tant qu'il est bien installé et qu'on respecte les règles de pose, c'est un bois qui peut aller de partout sans s'abîmer" précise le co-fondateur de Paris Terrasse. "N'ayons pas peur de choisir un matériau 100% naturel, sans traitement !", encourage le Directeur Général de l'ATIBT.

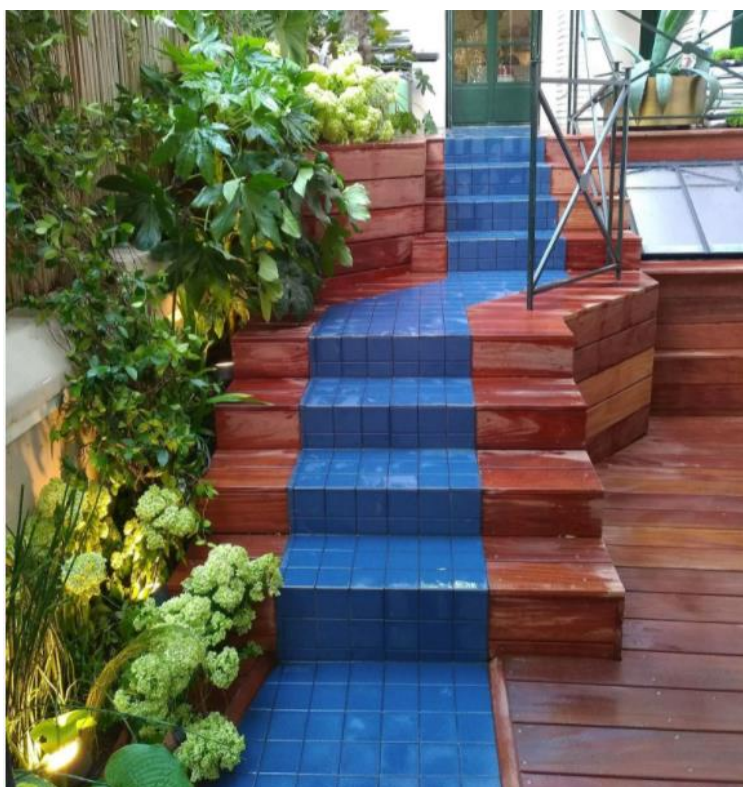


Le bois exotique résiste à tous les climats, même les plus humides ! ATIBT

>> Pour aller plus loin >> [10 solutions pour éliminer la mousse sur une terrasse](#)

La qualité avant tout sur une terrasse en bois exotique

Un des plus gros problèmes avec la terrasse en bois exotique n'est pas la provenance, mais le mode de production de la matière première. En effet, Timothée Bonnet tient à rappeler que "les particuliers demandent de moins en moins ce matériau pour leurs terrasses, car les gens font attention à l'origine du bois." Faire venir un bois depuis l'Amérique du Sud, l'Asie ou le bassin du Congo est en effet plus polluant qu'en choisir un collecté en France ou en Europe. Benoît Jobbé-Duval alerte également sur le commerce illégal du bois tropical. "On considère qu'il y a entre 20 et 30% de bois illégaux sur le marché", précise-t-il. Cependant, tous les produits de cette économie parallèle ne font pas l'objet d'un "crime environnemental". Cela concerne uniquement les bois prélevés dans des [forêts](#) protégées. "Parfois c'est juste une question de taxe et de social, c'est souvent un traitement informel" ajoute le directeur de l'ATIBT. Pour que tout soit en règle, les pays exploitants doivent appliquer les mesures de commerce dites "Fair Trade", qui respectent à la fois l'environnement, mais également les travailleurs locaux en leur assurant un salaire équitable.



>> **A lire aussi >> [Déco : le bois foncé s'invite \(de nouveau\) dans nos intérieurs](#)**

Afin de s'assurer que le bois exotique de votre terrasse est arrivé en toute légalité sur notre territoire et qu'il est de bonne qualité, référez-vous aux labels mis en place. Il en existe deux : le FCS et le PEFC. C'est le rôle de l'ATIBT de distribuer ces distinctions et d'aider les pays producteurs à remplir les conditions nécessaires. Benoît Jobbé-Duval ajoute que l'on retrouve également "des certificats de légalité moins connus, mais avec de la valeur, c'est une étape intermédiaire vers la certification." Dans tous les cas, il conseille de "se tourner vers des enseignes sérieuses et de toujours vérifier la provenance du bois." Il faut préciser que le commerce du bois est essentiel pour les pays producteurs. Dans le bassin du Congo, cette exploitation est par exemple la première du secteur privé. "Le bois tropical est géré durablement, s'il n'est pas consommé, alors les forêts sont transformées en terres agricoles. C'est une nécessité de consommer des bois tropicaux durables afin de préserver la diversité", ajoute-t-il.



Le bambou s'associe à des palettes en bois pour habiller cette terrasse de ville. Paris
Terrasse

>> **Pour aller plus loin >> [15 terrasses de maisons de vacances qui nous font littéralement rêver](#)**

Choisir la bonne essence pour sa terrasse en bois exotique

Ce qui va définir le choix d'un bois exotique pour réaliser une [terrasse](#) est souvent la couleur. Les propriétés des essences sont très similaires et elles s'adaptent bien aux différentes régions du monde. "Le Cumaru et l'ipé sont des valeurs sûres en extérieur", confirme Timothée Bonnet. Le Directeur Général de l'ATIBT mentionne également des bois provenant d'Afrique comme l'iroko, le padouk ou le tali. "L'ipé est le bois le plus utilisé. Mais il faut diversifier les essences que l'on utilise sur les terrasses pour répartir la production et ne pas la fragiliser", précise-t-il. "Dans les pays boréaux, on a deux ou trois essences, en Europe on retrouve entre 60 et 80 essences et dans les pays tropicaux on en a 10 000. Il faut en tenir compte dans la chaîne de distribution. Ces 10 000 essences ont des caractéristiques similaires, c'est souvent la couleur qui change", explique Benoît Jobbé-Duval. Sélectionnez celle qui s'accorde le mieux avec votre façade. Vous pouvez même imaginer un bardage assorti dans ces essences pour votre maison !



Le Cumaru donne du charme à cette terrasse urbaine. Paris Terrasse

>> **A lire aussi >> [Aménager sa terrasse d'appartement : nos ambiances coups de coeur](#)**

Si les bois exotiques sont trop coûteux pour votre budget, le co-fondateur de Paris Terrasse conseille l'acacia. C'est une essence qui reste chère, mais moins que celles venues d'autres continents. Ses propriétés sont similaires et ses jolies nuances apportent un cachet indéniable à une terrasse. "C'est ce que l'on recommande dans 90% des cas, car c'est un bois français, [écoresponsable](#) et qui résiste bien dans le temps." Benoît Jobbé-Duval le décrit comme "le seul bois qui a des propriétés similaires aux bois tropicaux." Il recommande cependant une bonne fixation et des planches plus petites, en longueur et en largeur, que pour des essences exotiques.

>> **Pour aller plus loin >> [Aménager sa terrasse : les 10 erreurs à éviter](#)**



Les bois tropicaux et boréaux loupent les Jeux olympiques de Paris 2024

Des représentants des filières bois et bâtiment s'étonnent de l'exclusion des bois d'origine exotique et boréale dans le cahier de prescriptions d'excellence environnementale du Village olympique des Jeux de Paris 2024. Ils lancent des initiatives destinés à fournir davantage d'indicateurs sur ces filières.

15 jours gratuits et sans engagement

Dans un courrier paru mi-avril, "le cahier de prescriptions d'excellence environnementale du village olympique proscrit, sauf contrainte spécifique liée à la sécurité incendie, les bois d'origine exotique et boréale hors Union européenne", s'étonnent six organisations des filières bois et bâtiment. Un fait étonnant pour ses signataires, qui rappellent que la Société de livraison des ouvrages olympiques (Solideo) communique abondamment sur sa stratégie (recours généralisé aux matériaux biosourcés tels que le bois, préférence accordée à la paille de chanvre plutôt qu'à la laine de verre pour l'isolation...) Le village olympique doit être bâti à partir de structure bois pour les bâtiments de moins de 8 étages.

Une surprise, également, pour ces membres du comité France Bois 2024, qui militent pour maximiser la place accordée à ce matériau dans le cadre des Jeux olympiques, conformément au précédent contrat stratégique de filière, daté de 2018. "Il avait été décidé que 50% du bois serait de provenance française. Or, le quota de bois français a été descendu à 30%, et les bois d'origine exotique et boréale exclus, avec certaines exceptions", s'étonne Alessandra Negri, chef de projet pour l'Association technique internationale des bois tropicaux et Le Commerce du bois, une association issue du regroupement de fédérations d'importateurs et de raboteurs industriels.

source

Le contenu des indices est réservé aux abonnés à L'Usine Nouvelle

Les bois boréaux peuvent notamment être employés en bois de structure, en charpente et en bardage. Ces produits résineux (épicéas, mélèze, sapin...) et feuillus (bouleaux) bénéficient d'une bonne résistance au feu. Les bois tropicaux, issus des forêts tropicales d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Sud, sont pour leur part notamment employés en terrasses, aménagements extérieurs, utilisations industrielles, travaux lourds et en menuiserie. "Les bois tropicaux apportent une durabilité naturelle remarquable. Il y a aussi des qualités d'usinabilité, notamment en termes de fabrication de fenêtres", estime Benoît Jobbé-Duval, directeur général de l'Association technique internationale des bois tropicaux. Parmi les exemples cités, figure le parvis en ipé, un bois exotique brésilien du site François Mitterrand de la Bibliothèque nationale de France, à Paris, réalisé entre 1990 et 1995 et toujours résistant.

Des analyses de cycle de vie en cours

Pour redorer le blason de ces bois, les deux organisations travaillent sur le projet Dryades, destiné à doter les bois tropicaux certifiés issus du bassin du Congo d'analyses de cycle de vie et de données environnementales. Un moyen de se préparer aux futurs calculs rentrant en compte dans la réglementation environnementale RE2020. Les premiers résultats sont attendus d'ici sept à huit mois.

Leurs promoteurs mettent également en avant la mise en place de schémas de certification, et un travail sur l'impact carbone du transport de ces marchandises : "grâce au recours au transport maritime, nous sommes convaincus qu'il ne dépasse pas celui des bois locaux. Pour les bois boréaux, il y a des ports desservant de nombreuses forêts, et des bateaux qui peuvent ne faire que quelques milliers de kilomètres pour venir des pays du Nord", indique Arnaud Hétoit, directeur de l'association Le Commerce du bois.

Une trentaine de chantiers d'ouvrages olympiques doivent être lancés en 2021, garantis "objectif neutralité carbone à horizon 2050"

LES SERVICES DE
L'USINE NOUVELLE

Trouvez des produits et des fournisseurs

@secteur



Escabeau isolant Pro Intensif

@location

Produits

Proposé par :

Recherche le contact d'un décideur ou d'une entreprise industrielle

Trouvez les entreprises industrielles qui recrutent des talents

Ingénieurs Conseils H/F

CNAM - 10/05/2021 - CDI - PARIS

offres d'emploi

Proposé par :





Bois tropicaux

RBUE : une série de formations accessibles en ligne

A l'initiative de Preferred by Nature (anciennement Nepcon), une série de formations organisée en partenariat avec l'association Le Commerce du

bois (LCB) et l'Association technique internationale des bois tropicaux (ATIBT) a été proposée en mars et en avril pour former au règlement bois de l'Union européenne (RBUE) les entreprises qui commercialisent du bois sur le marché européen (import/export). Réalisées dans le cadre du projet Life Legal Wood, ces webconférences peuvent être visionnées en ligne sur la chaîne Youtube «ATIBT Fair&Precious».





« Consommons le bois tropical certifié, comme le café équitable », Benoît Jobbé-Duval, directeur général de l'Association technique internationale des bois tropicaux (ATIBT)

Ma newsletter personnalisée

L'interdiction des bois exotiques, dans la construction des ouvrages des jeux olympiques de 2024, illustre les ravages produits par les importations illégales sur l'image de toute une filière. Initiée en 1951 par l'Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'association technique internationale des bois tropicaux place l'éthique en tête de ses combats pour la valorisation des bois certifiés issus du bassin du Congo.

Les importateurs de bois tropicaux certifiés craignent-ils les effets de la relance de la filière française forêt bois construction ?

Il n'y a pas de compétition entre les bois tropicaux d'un côté, les feuillus et les résineux de l'autre. Chacun sa place, comme le prouve le « guide d'utilisation des bois africains éco-certifiés », publié par l'ATIBT ! Les bois tropicaux relèvent d'un marché de niche, avec 2 à 4 % des volumes consommés en France. A la marge, il peut y avoir une concurrence entre nos produits et le pin rétif injecté, dans les terrasses ou les piscines. Mais dans la grande majorité des cas, les marchés se distinguent sur des critères de durabilité. Cette distinction se retrouve dans la menuiserie : le bois exotique concurrence l'aluminium et le PVC, pas les résineux.

Vos approvisionnements souffrent-ils de la crise des matières premières ?

Oui, nous connaissons des tensions comme les autres matériaux. Mais pour les essences en provenance du bassin du Congo, les impacts sur les prix restent modérés. La stabilité dimensionnelle de nos produits se retrouve dans la stabilité des prix !

Quels impacts attendez-vous de la réglementation environnementale 2020 ?

Au dernier trimestre 2021 ou au tout début 2022, les bois certifiés originaires du bassin du Congo disposeront de leur fiche de déclaration environnementale et sanitaire, à l'issue de l'audit en cours, mené par des bureaux d'études spécialisés. Certes, l'importation suppose une dizaine de milliers de km de transport maritime. Mais il faut rappeler que l'impact de 1000 km en camion équivaut à celui de 7000 km en mer. Dès lors, les circuits courts qui passent par la Roumanie posent question, surtout lorsqu'ils s'ajoutent à une forte pression sur la ressource forestière.

L'exploitation forestière du bassin du Congo respecte-t-elle les droits humains ?

La forêt constitue le deuxième employeur, derrière l'Etat, dans ces pays. Au Congo, cela représente 20 000 emplois aujourd'hui, et sans doute jusqu'à 50 000 dans les années à venir. Les travailleurs disposent d'équipements de protection, leurs enfants vont à l'école, les familles ont accès à l'eau et à la santé. Veut-on développer ces pays ?

Comme l'illustre son soutien au programme Fair and Precious, l'ATIBT défend une filière légale et certifiée, fruit d'un processus long qui offre des garanties aux acheteurs européens. Les 6 millions d'hectares concernés couvrent aujourd'hui 11 à 12 % du bassin du Congo. N'en déplaise aux critiques sur la légèreté des certifications, la réalité des contraintes ne fait pas de doute, et leur non-respect ne pardonne pas.

Le renouvellement du patrimoine forestier est-il assuré par les exploitants certifiés ?

Des plans d'aménagement rigoureux conditionnent la certification. Aujourd'hui, nous arrivons à la fin de la première rotation issue des documents élaborés au début des années 90. Les prélèvements concernent 1 à 2 arbres par hectare, pour des périodes de 30 ans. Il n'y a jamais de coupe rase. Les nouveaux plans chercheront la diversification : seule une dizaine d'essences intéresse aujourd'hui les exploitants, sur un potentiel de 600.

Comment convaincre les donneurs d'ordres de privilégier les bois certifiés ?

Nous les encourageons à se méfier des bois exotiques peu coûteux ! Les importateurs qui tirent les prix vers le bas jouent souvent avec les zones grises de la légalité. Notre volonté de dialogue avec les maîtres d'ouvrage s'est récemment traduite par un courrier à la Solideo. Chargée de construire les ouvrages des prochaines Jeux olympiques, ce donneur d'ordres a proscrié l'utilisation des bois exotiques.

Nous approuvons l'interdiction des importations d'origine douteuse, y compris pour les feuillus ou les essences boréales. Mais au contraire, consommons les produits portés par des valeurs environnementales et sociales, qu'il s'agisse de café équitable ou de bois certifié !

Chiffres clés :

Importations de grumes tropicales : 26 000 m³ en 2020, 30 000 en 2019

Importation de sciages tropicaux : 109 500 m³ en 2020, soit - 4 % par rapport à 2019, à comparer aux 38,3 millions m³ de bois ronds commercialisés en France en 2017.

Tendance depuis 2012 : stabilité.

« L'ATIBT promeut le bois africain certifié sur le marché », révèle son directeur général

Par **Moctar FICOU** - 21 juin 2021



Le Directeur général de l'Association technique internationale des bois tropicaux (ATIBT), Benoit Jobbé-Duval a livré, via une entrevue accordée à VivAfrik, les ambitions phares de sa structure en matière de connaissance du bois tropical, de la gestion durable des forêts tropicales, de la mise en route de la certification forestière, de la communication sur la l'égalité du bois tropical, de la promotion des achats de bois certifié et sur la nécessité de respecter les lois dans les pays producteurs. L'Association s'érige également contre le bois illégal mais aussi contre la déforestation.



Parlez-nous de la structure que vous avez la responsabilité de diriger.

L'Association technique internationale des bois tropicaux (ATIBT) est une association qui a 70 ans. Elle a été créée par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et par l'Organisation de coopération et de

développement économiques (OCDE) au début des années 50 pour que le secteur privé, en lien avec les forêts tropicales, soit représentatif sur le plan international. L'ATIBT a été créée dans le dessein de mieux connaître le bois tropical comme matériau. Au fil des années, son objectif s'est élargi. La connaissance du bois tropical a continué à être l'une des missions importantes de l'association. Et à cela, est venu s'ajouter, le concept de la gestion durable des forêts tropicales avec un certain nombre de corollaires dont la mise en place des plans d'aménagements de la gestion forestière en zone tropicale, initiative qui date des années 90 et la mise en route de la certification forestière auprès d'un certains nombres d'acteurs dans le Bassin du Congo notamment et cela, au début des années 2000.

Votre introduction nous amène à évoquer les différentes étapes autour desquelles l'ATIBT travaille. Quels sont ces étapes ?

Aujourd'hui, on peut, comme vous le dites parler de trois étapes cumulatives de l'Association parce qu'elle a, de nos jours, une mission d'abord de connaissance du bois tropical, une mission de communication sur la légalité du bois tropical et sur la nécessité de respecter les lois dans les pays producteurs donc l'aménagement forestier et ensuite une mission de communication et de promotion de la certification concernant le bois tropical sur les marchés internationaux.

Concernant la connaissance du matériau bois tropical, l'ATIBT, en partenariat avec le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), travaille conjointement avec ce centre de recherche pour la mise en place d'activités visant à promouvoir une meilleure connaissance du bois tropical avec une commission technique de normalisation sur ce matériau-là, nous travaillons également sur la production de fiches techniques pour mieux diffuser les informations sur les différentes essences.

S'agissant du volet de la légalité, je pu vous assurer que nous travaillons beaucoup sur cette légalité. Nous avons un site web qui est une description de tous les concepts de légalité au niveau des pays producteurs de bois puisque, lorsque vous importez du bois dans un pays consommateur, il vous faut, si vous faites bien les choses, apportez du bois légal. La définition de cette légalité se fait sur le terrain dans les pays producteurs. Notre site web fait l'inventaire de tous les éléments dans un pays donné. Cela démontre que vous êtes allez montrer que votre importation de bois est en conformité avec la réglementation existante. En Europe par exemple, cette exigence de l'égalité se fait à travers le respect du règlement bois de l'Union européenne (UE). C'est ce qui fait que nous travaillons beaucoup avec les associations européennes importatrices de bois pour mieux les aider, les informer sur la bonne compréhension de cette l'égalité dans les pays producteurs. Nous commençons également à travailler avec les organisations chinoises pour les aider aussi à bien comprendre cette question de l'égalité du bois dans les pays producteurs. Au niveau des pays producteurs, nous interagissons comme représentants du secteur privé sur les Accords de partenariats volontaires (APV) signés entre l'UE et 9 pays producteurs de bois certifié dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action FLEGT (Ndlr – en anglais : Forest Law Enforcement Governance and Trade) de l'UE pour améliorer la gouvernance forestière de ces pays et mener à des autorisations facilitant le commerce de ce bois.

Le troisième aspect, sur lequel nous travaillons est la certification elle-même sur laquelle, nous intervenons, sur le plan technique pour dialoguer avec les schémas de certification que sont les schémas de certification de gestion durable mais également des schémas de certification de l'égalité pour bien interagir avec eux dans l'évolution de leur référentiel technique puisque ces schémas de certification sont amenés à évoluer régulièrement et ils faut qu'ils évoluent d'une manière qui soit compréhensible pour les entreprises qui sont certifiées ou qui vont l'être.

L'Association Technique Internationale des Bois Tropicaux pour protéger et gérer les forêts africaines toujours menacées



Pour lutter efficacement contre l'exploitation non durable des forêts et le commerce illégal de bois, l'Association Technique Internationale des Bois Tropicaux (l'ATIBT) poursuit son engagement et multiplie ses actions notamment à travers son programme Fair&Precious pour protéger et gérer les forêts africaines toujours menacées.

Partant du constat que la communication sur les bois tropicaux était inexistante depuis 20 ans, et suite à une étude marketing réalisée en 2014, l'ATIBT et ses membres ont mis en place un programme marketing en 2015.

Ce programme vise à "développer de manière durable et responsable la filière "bois africain" par la promotion et la commercialisation de ses produits légaux et certifiés", notamment à travers la marque Fair&Precious.

Cette marque, conçue par les membres présents au Forum de Milan, est principalement destinée à promouvoir le bois tropical certifié. Elle s'appuie sur un Manifeste promouvant ses valeurs, et sur la campagne d'affichage "Le bois africain, bien plus que du bois", destinée à valoriser les avantages sociaux, économiques, techniques et environnementaux des bois tropicaux.

Jack de MAÏSSA / Les Echos du Congo-Brazzaville

Les pays du bassin du Congo renforcent leurs capacités en matière de certification forestière



par **Alexandre Le-grand** — juin 16, 2021



dans **Agro, Bois, Coopération, Développement Durable, Economie, Environnement, Gouvernance**



Certification forestière

En collaboration avec l'Association technique internationale des bois tropicaux (Atibt), le Partenariat pour les forêts du Bassin du Congo (PfcB) organise un webinaire virtuel, le 18 juin prochain axé sur le thème « *La certification de gestion durable des forêts dans le Bassin du Congo : focus sur le nouveau système régional de certification forestière durable Pafc Bassin du Congo* ».

Selon les organisateurs, l'objectif est de mettre en évidence, l'utilisation de la certification forestière comme un outil de traçabilité efficace dans la région du Bassin du Congo. Les bénéfices de cette initiative d'un point de vue social, environnemental et économique seront également abordés. Ainsi que la reconnaissance actuelle par le marché du bois certifié Pafc/Pefc.

Plusieurs points feront l'objet des échanges lors de cette rencontre. Les experts apporteront ainsi des réponses sur ce concept de certification, sur ses bénéfices, ainsi que sur la manière de se faire certifier.

La rencontre verra la participation des expérimentés du secteur qui partageront leur point de vue sur chaque sujet, offrant ainsi une vision générale de la certification dans le Bassin du Congo.

Pour la bonne gouvernance, le PfcB travaille en relation étroite avec la Commission des Forêts d'Afrique centrale (Comifac), organe régional chargé de l'orientation et de l'harmonisation des politiques forestières et environnementales, dans l'intérêt de promouvoir la conservation et la gestion durable des écosystèmes forestiers du Bassin du Congo.

Afrique: La certification forestière au cœur d'un webinaire

14 JUIN 2021



Par Gloria Imelda Lossele

Le Partenariat pour les forêts du Bassin du Congo (Pfc) en collaboration avec l'Association technique internationale des bois tropicaux (Atibt) organisera, le 18 juin prochain, un webinaire virtuel sur le thème « La certification de gestion durable des forêts dans le Bassin du Congo : focus sur le nouveau système régional de certification forestière durable Pafc Bassin du Congo ».

Ce webinaire vise à mettre en évidence l'utilisation de la certification forestière comme un outil de traçabilité efficace dans la région du Bassin du Congo tout en abordant les bénéfices de cette initiative d'un point de vue social, environnemental et économique. Aussi, il abordera la reconnaissance actuelle par le marché du bois certifié Pafc/Pefc.

Au cours de cette rencontre virtuelle, plusieurs points feront l'objet des échanges, à savoir : Qu'est-ce que la certification ? Quels en sont ses bénéfices ? Comment se faire certifier ? A cet effet, l'évènement connaîtra la participation des expérimentés du secteur qui partageront leur point de vue sur chaque sujet, offrant ainsi une vision générale de la certification dans le Bassin du Congo. Il s'agit de : Markus Pfannkuch, consultant technique pour la société Precious Woods, Caroline Duhesme, coordinatrice adjointe des projets Flegt-Redd, et secrétaire de la Commission Certification pour l'Atibt et enfin Germain Yéné Yéné, coordinateur du projet Pafc Bassin du Congo (Pan African Forest Certification).

En rappel, le Pfc travaille en relation étroite avec la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (Comifac), organe régional chargé de l'orientation et de l'harmonisation des politiques forestières et environnementales, dans l'intérêt de promouvoir la conservation et la gestion durable des écosystèmes forestiers du Bassin du Congo.

Économie

Afrique centrale : la certification forestière au cœur d'un webinaire

Lundi 14 Juin 2021 - 14:24

Abonnez-vous



Partager :



Le Partenariat pour les forêts du Bassin du Congo (Pfc) en collaboration avec l'Association technique internationale des bois tropicaux (Atibt) organisera, le 18 juin prochain, un webinaire virtuel sur le thème « *La certification de gestion durable des forêts dans le Bassin du Congo : focus sur le nouveau système régional de certification forestière durable Pafc Bassin du Congo* ».



Ce webinaire vise à mettre en évidence l'utilisation de la certification forestière comme un outil de traçabilité efficace dans la région du Bassin du Congo tout en abordant les bénéfices de cette initiative d'un point de vue social, environnemental et économique. Aussi, il abordera la reconnaissance actuelle par le marché du bois certifié Pafc/Pefc.

Au cours de cette rencontre virtuelle, plusieurs points feront l'objet des échanges, à savoir : Qu'est-ce que la certification ? Quels en sont ses bénéfices ? Comment se faire certifier ? A cet effet, l'évènement connaîtra la participation des expérimentés du secteur qui partageront leur point de vue sur chaque sujet, offrant ainsi une vision générale de la certification dans le Bassin du Congo. Il s'agit de : Markus Pfannkuch, consultant technique pour la société Precious Woods, Caroline Duhesme, coordinatrice adjointe des projets Flegt-Redd, et secrétaire de la Commission Certification pour l'Atibt et enfin Germain Yéné Yéné, coordinateur du projet Pafc Bassin du Congo (Pan African Forest Certification).

En rappel, le Pfc travaille en relation étroite avec la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (Comifac), organe régional chargé de l'orientation et de l'harmonisation des politiques forestières et environnementales, dans l'intérêt de promouvoir la conservation et la gestion durable des écosystèmes forestiers du Bassin du Congo.

AFRIQUE CENTRALE

La certification forestière au cœur d'un webinaire

Le Partenariat pour les forêts du Bassin du Congo (Pfc) en collaboration avec l'Association technique internationale des bois tropicaux (Atibt) organisera, le 18 juin prochain, un webinaire virtuel sur le thème « La certification de gestion durable des forêts dans le Bassin du Congo : focus sur le nouveau système régional de certification forestière durable Pafc Bassin du Congo ».

Ce webinaire vise à mettre en évidence l'utilisation de la certification forestière comme un outil de traçabilité efficace dans la région du Bassin du Congo tout en abordant les bénéfices de cette initiative d'un point de vue social, environnemental et économique. Aussi, il abordera la reconnaissance actuelle par le marché du

bois certifié Pafc/Pefc.

Au cours de cette rencontre virtuelle, plusieurs points feront l'objet des échanges, à savoir : Qu'est-ce que la certification ? Quels en sont ses bénéfices ? Comment se faire certifier ? A cet effet, l'évènement connaîtra la participation des expérimentés du secteur qui partageront leur point de vue sur chaque

sujet, offrant ainsi une vision générale de la certification dans le Bassin du Congo. Il s'agit de : Markus Pfannkuch, consultant technique pour la société Precious Woods, Caroline Duhesme, coordinatrice adjointe des projets Flegt-Redd, et secrétaire de la Commission Certification pour l'Atibt et enfin Germain Yéné Yéné, coordinateur du projet Pafc Bassin du Congo (Pan African Forest Certification).

En rappel, le Pfc travaille en relation étroite avec la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (Comifac), organe régional chargé de l'orientation et de l'harmonisation des politiques forestières et environnementales, dans l'intérêt de promouvoir la conservation et la gestion durable des écosystèmes forestiers du Bassin du Congo.

Gloria Imelda Lossele



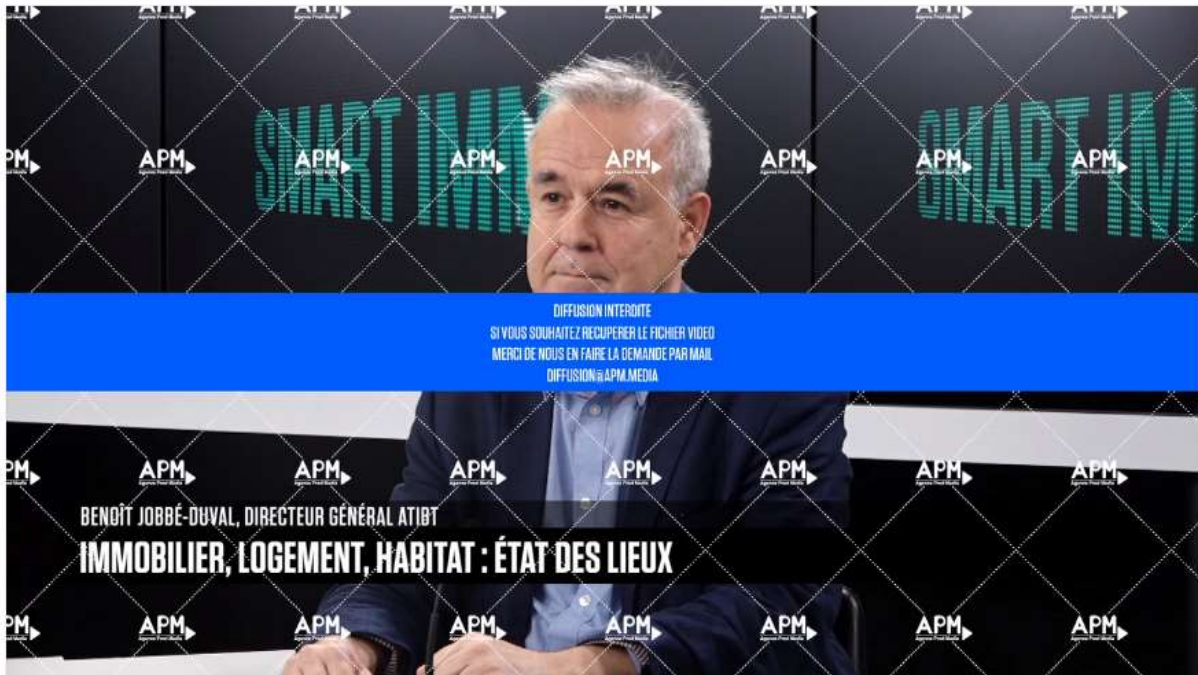
« CONSOMMONS LE BOIS TROPICAL CERTIFIÉ, COMME LE CAFÉ ÉQUITABLE », BENOÎT JOBBÉ-DUVAL, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'ASSOCIATION TECHNIQUE INTERNATIONALE DES BOIS TROPICAUX (ATIBT)

 Toute l'actualité du bâtiment sur Batineo

 Partager sur Facebook



L'interdiction des bois exotiques, dans la construction des ouvrages des jeux olympiques de 2024, illustre les ravages produits par les importations illégales sur l'image de toute une filière. Initiée en 1951 par l'Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'association technique internationale des bois tropicaux place l'éthique en tête de ses combats pour la valorisation des bois certifiés issus du bassin du Congo.



[Lien](#)



Afrique

Une webconférence sur le système de certification forestière PAFC dans le bassin du Congo

18 juin

L'Association technique internationale du bois tropical (ATIBT) organise un webinaire via Zoom, le vendredi 18 juin 2021 à 10 heures, avec le concours de la société Precious Woods et de la Pan african forest certification (PAFC). Il portera sur le programme PAFC bassin du Congo, un nouveau système régional de certification forestière durable dans le bassin du Congo, complémentaire de ce qui existe déjà à l'heure actuelle. L'objectif est d'apporter aux participants des clarifications sur l'usage de la certification forestière comme un outil au sein d'un système de diligence raisonnée. Le webinar se terminera sur la reconnaissance du bois certifié PAFC/PEFC par le marché et sera l'occasion de présenter ensuite les différentes étapes pour se faire certifier. Les trois intervenants de cette webconférence seront Caroline Duhesme, coordinatrice adjointe des projets Flegt-Redd et secrétaire de la commission Certification pour l'ATIBT ; Markus Pfannkuch, consultant technique pour Precious Woods ; et Germain Yene Yene, coordinateur du projet PAFC pour le bassin du Congo.

• Renseignements :**01 43 94 72 64**info@atibt.org

Les bois tropicaux certifiés sont bien plus que du bois !

Communiqué | 23.07.21



Le soleil pointe le bout de son nez et nous avons qu'une seule envie dans ce contexte difficile : profiter de son jardin et sa terrasse ! Or, comment prendre soin de la planète tout en profitant de sa jolie terrasse ? En optant pour du bois tropical certifié ! Les bois tropicaux certifiés présentent des qualités naturelles qui ne nécessitent aucun traitement pour résister au soleil et aux intempéries.

Reconnus comme un outil de développement économique, social et culturel, les écolabels forestiers FSC (Forest Stewardship Council) et PEFC-PAFC (Programme de reconnaissance des certifications forestières - Pan-African Forest Certification) permettent d'y voir plus clair en matière de consommation de bois tropical. Choisir le bon bois pour décorer ses extérieurs n'est pas chose facile, mais avec ces labels, la consommation de ce bois peut être plus simple et plus durable. Dans cette optique, l'Association Technique Internationale des Bois Tropicaux (ATIBT) vise à sensibiliser les Français à la certification gestion durable, en mettant en place le programme Fair&Precious. Ce collectif s'engage sur le respect de la faune et de la flore, ainsi que sur un modèle de développement économique et social respectueux des populations.

Le bois tropical - durable, esthétique et performant

Fair&Precious s'est fixé pour objectif d'encourager les consommateurs à privilégier les bois tropicaux certifiés dans le cadre de leurs achats en lien avec leurs décorations extérieures. Cette certification du bois présente des qualités techniques, esthétiques et environnementales incomparables.

Les bois tropicaux présentent une durabilité naturelle unique, sans usage de produits de traitements. Leur dureté, leur résistance, leur stabilité en milieu humide confèrent aux essences tropicales des qualités techniques exceptionnelles. Leur couleur, leur texture, leur grain, leur homogénéité, procurent une esthétique d'exception à ces essences.

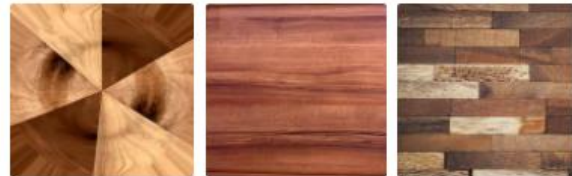
Choisir un bois tropical certifié, c'est investir dans l'avenir, dans un habitat durable tout en agissant en faveur de l'environnement.

Un matériau optimal pour les terrasses au sol et de piscine

Utiliser le bois tropical dans le cadre de la création d'une terrasse est sans aucun doute le trait d'union parfait entre l'intérieur de l'habitat et la nature extérieure.

En effet, les essences tropicales résistent naturellement à l'usure et aux intempéries. La majorité d'entre elles est également imputrescible, insensible au gel, à la pluie et aux insectes, ainsi qu'au chlore ou à l'eau de mer.

En plus de leur extrême résistance, ces bois au grain fin, sans écharde et qui chauffent peu au soleil, sont idéaux pour marcher pieds nus sur une terrasse ou au bord d'une piscine. Sur le plan esthétique, le bois tropical offre une large palette d'essences, aspects, veinage, et nuances :



Facile à entretenir, le bois tropical constitue le meilleur rapport qualité-prix sur le marché

Le bois tropical possède une durée de vie de plusieurs dizaines d'années, notamment grâce à son excellente stabilité dimensionnelle. Il ne nécessite aucun traitement chimique et ne demande pas beaucoup d'entretien. Ces facteurs font des essences tropicales des matériaux offrant un excellent rapport qualité prix. Pour préserver son aspect naturel d'origine, le bois tropical doit être entretenu seulement une à deux fois par an en effectuant un brossage et, en cas de besoin, l'application d'un dégraisseur pour redonner instantanément toute sa teinte originelle au bois, ou d'un restaurateur pour prolonger l'état

Dire non au commerce illégal du bois tropical en optant pour la certification !

Lors de l'achat de bois tropicaux, les consommateurs peuvent lancer un signal fort contre le défrichage illégal et les canaux de distribution non transparents. Pour ce faire, il est nécessaire de s'assurer qu'il provient d'entreprises responsables, certifiées par des institutions de contrôle indépendantes et dont les itinéraires de production peuvent être retracés avec précision.

C'est le cas des entreprises qui ont rejoint Fair&Precious. Elles sont engagées localement dans la gestion durable des forêts, la préservation de la biodiversité et la promotion des emplois locaux dans l'industrie de transformation du bois ainsi que des projets sociaux. L'objectif consiste à promouvoir l'usage d'un matériau éco-responsable et performant. Quiconque soutient ces entreprises contribue à la préservation de la forêt tropicale et au bien-être de ses habitants.

[Cliquez ici pour accéder à l'article](#)



EN DÉBAT

Bois local ou exotique : les JO 2024 font bouger les lignes

Laurent Miguet | le 09/07/2021 | [Bois](#), [JO 2024](#), [RE2020](#), [France](#), [Chine](#)



Ma newsletter personnalisée



Pour lire l'intégralité de cet article, [testez gratuitement lemoniteur.fr](#) - édition Abonné

Matériaux -

L'interdiction des bois exotiques dans la construction des ouvrages des Jeux olympiques de 2024 met en lumière les ravages des [...]

[Cliquez ici pour accéder à l'article](#)



Grand dossier aménager sa terrasse

1

Revêtements de sol Bois ou composite ?

Tout est affaire de goût, direz-vous, certes, mais l'un et l'autre ont leurs atouts propres. On fait le point pour vous aider à choisir.

LES ATOUTS DU BOIS

Le grand + du bois : son aspect naturel et authentique

Chaleureux et authentique, le bois habille avec chic les terrasses. Mais ce n'est pas là son seul argument. Opter pour le bois, c'est :

- Faire un choix écologique et responsable.
- Choisir un matériau facile à poser, qui se plie à toutes les formes, autorise les jeux de niveaux et d'escaliers sans avoir recours au béton, se marie avec n'importe quel autre matériau et peut être peint.
- Payer moins cher, du moins pour les résineux, comparativement à la solution du composite. Le prix des résineux commence à partir de 10 €/m² hors pose, tandis que celui des bois exotiques débute à 40 €/m². Avec la pose, les prix moyens pour les résineux se situent entre 60 et 170 €/m², et entre 100 et 250 €/m² pour les bois exotiques.
- Élire un matériau qui se dilate et vieillit dans le temps, voire se dégrade faute d'entretien. Deux fois par an, il vous faudra brosser votre terrasse pour la démoasser, éventuellement la traiter pour éviter qu'elle ne grise.

Quel bois choisir ?

Il vous faut aussi déterminer l'essence : européenne ou exotique ? Dans la première catégorie, les plus fréquemment utilisés sont le pin, le Douglas, le mélèze ; dans la seconde, on trouve l'ipé, le Cumaru, le teck. Ces derniers sont naturellement plus résistants à l'humidité, mais leur emploi est souvent dénoncé comme aggravant les problèmes de déforestation. Alors, on retiendra deux éléments majeurs : si on opte pour des essences exotiques, on les sélectionne avec le label FSC qui garantit leur provenance de forêts gérées de manière responsable et durable. L'Association technique internationale pour le bois tropicale (ATIBT) préconise l'utilisation, en priorité, des bois d'origine africaine (l'iroko, le padouk, le tali, monabi, le mukulungu). Si on leur préfère des bois européens, on les choisit traités en autoclave, de classe 4, voire 5, aptes à subir les intempéries.



1



2

1. Cette terrasse est parquée en yellow pine, un résineux américain doté d'un veinage marqué et d'une teinte jaune à rouge orangé, classée 4, donc conforme à un usage extérieur. Ce bois a la particularité d'être sans nœuds, ce qui propose un rendu très élégant. SILVERWOOD, 27 x 142 mm, 45,95 € HT/m²

2. Ici en frêne THT, ces lames de terrasse de la gamme Côtéparc de DUCERF sont également disponibles en chêne naturel et en acacia. Elles ont la singularité d'offrir un profil légèrement bombé qui facilite leur entretien en permettant un meilleur écoulement des eaux de pluie.

Matériaux

Bois local ou exotique: les JO 2024 font bouger les lignes

L'interdiction des bois exotiques dans la construction des ouvrages des Jeux olympiques de 2024 met en lumière les ravages des importations illégales sur l'image de toute une filière. Initiée en 1951 par l'agence des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Association technique internationale des bois tropicaux (ATIBT) place pourtant l'éthique en tête de ses combats et promeut les bois certifiés issus du bassin du Congo.

« Seule la ressource hexagonale sera mobilisée »



JULIEN FALSAGNE / LE MONITEUR

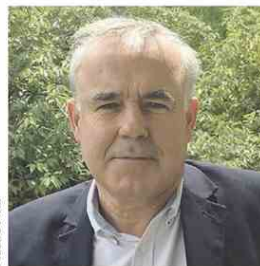
Paul Jarquin, président de l'association interprofessionnelle Fibois France.

« Soyons cohérents dans nos discours et dans nos réponses aux attentes de la société civile, récemment mesurées dans un sondage du CSA commandé par la filière bois: les Français approuvent la gestion forestière du pays et adhèrent à l'idée de soutenir et d'accompagner la mobilisation de la ressource nationale. Le bois exotique ne répondra pas aux besoins de construction des métropoles.

A la marge, ces essences peuvent peut-être répondre à certaines demandes, par exemple pour des instruments de musique, ou pour des œuvres artistiques très spécifiques. Mais elles n'ont pas leur place dans la construction, et encore moins dans l'énergie. C'est pourquoi je me réjouis des engagements de la Solidéo, maître d'ouvrage des équipements des Jeux olympiques, en faveur du bois d'origine française. Ces projets concrets permettent de structurer les circuits courts au service de la filière. Encouragée par la réglementation environnementale, la voie du bon sens écologique consiste à rechercher les ressources le plus près possible des chantiers, plutôt qu'à l'autre bout du monde. Je ne mets pas pour autant en cause le sérieux des labels SFC ou PEFC présentés par des importateurs responsables. Mais ces mêmes labels garantissent la gestion durable de la plupart des forêts européennes, et la France ne court aucun risque de déforestation, bien au contraire. » ●

Mais ce message passe difficilement dans l'interprofession française, à l'heure où la réglementation environnementale 2020 sonne la mobilisation de la ressource nationale. La crise des matières premières aiguise le réflexe patriotique des acteurs de la filière, face à un saisissant retournement d'image colonial: exportatrice de grumes transformées en Chine, la France leur apparaît comme un pays du Tiers-monde. ● Laurent Miguet

« Le bois tropical certifié équivaut au café équitable »



JOBBE-DUVAL

Benoît Jobbé-Duval, directeur général de l'Association technique internationale des bois tropicaux.

« Il n'y a pas de compétition entre les bois tropicaux d'un côté, les feuillus et les résineux de l'autre. Nos produits relèvent d'un marché de niche, avec 2 à 4 % des volumes consommés en France. A la marge, ils peuvent concurrencer le pin rétifé injecté, pour les terrasses ou les piscines. Mais ils ont toute leur place dans la réglementation. Au dernier trimestre 2021 ou au tout début 2022,

les bois certifiés originaires du bassin du Congo disposeront de leurs fiches de déclaration environnementale et sanitaire. Certes, l'importation suppose une dizaine de milliers de kilomètres de transport maritime. Mais l'impact de 1000 km en camion équivaut à celui de 7000 km en mer. Dès lors, les circuits courts qui passent par la Roumanie posent question, surtout lorsqu'ils s'ajoutent à une forte pression sur la ressource forestière. Notre volonté de dialogue avec les maîtres d'ouvrage s'est récemment traduite par un courrier à la Solidéo. Chargé de construire les ouvrages des prochaines Jeux olympiques, ce donneur d'ordres a proscrit l'utilisation de bois exotiques. Nous approuvons l'interdiction des importations d'origine douteuse, souvent vendues à prix trop bas, y compris pour les feuillus ou les essences boréales. Au contraire, consommons les produits portés par des valeurs environnementales et sociales, qu'il s'agisse de café équitable ou de bois certifié! » ●



BOIS TROPICAUX CERTIFIÉS, BIEN PLUS QUE DU BOIS

HABITAT - DECORATION
21-07-2021



PARTAGER



CHOISIR LE BON BOIS POUR DÉCORER SES EXTÉRIEURS N'EST PAS CHOSE FACILE, MAIS GRÂCE AUX LABELS LA CONSOMMATION DE CE BOIS PEUT ÊTRE PLUS SIMPLE ET PLUS DURABLE.

L'Association Technique Internationale des Bois Tropicaux (ATIBT) vise à sensibiliser les Français à la certification gestion durable, en mettant en place le programme Fair&Precious. Ce collectif s'engage sur le respect de la faune et de la flore, ainsi que sur un modèle de développement économique et social respectueux des populations.

[Optez pour la certification](#)

[Optez pour la certification](#)

Les consommateurs peuvent lancer un signal fort contre le défrichement illégal et les canaux de distribution non transparents en s'assurant que **le bois provient d'entreprises responsables, certifiées** par des institutions de contrôle.

C'est le cas des entreprises qui ont rejoint **Fair&Precious**, engagées localement dans la **gestion durable des forêts, la préservation de la biodiversité et la promotion des emplois locaux** dans l'industrie de transformation du bois ainsi que des projets sociaux. **Quiconque soutient ces entreprises contribue à la préservation de la forêt tropicale et au bien-être de ses habitants.**

[Durable, esthétique et performant](#)

Les bois tropicaux présentent une durabilité naturelle unique, sans usage de produits de traitements. Leur dureté, leur résistance, leur stabilité en milieu humide confèrent aux essences tropicales des qualités techniques exceptionnelles. Leur couleur, leur texture, leur grain, leur homogénéité, procurent une esthétique d'exception à ces essences. **Choisir un bois tropical certifié, c'est investir dans l'avenir, dans un habitat durable tout en agissant en faveur de l'environnement.**



[Facile à entretenir](#)

Le bois tropical possède une durée de vie de plusieurs dizaines d'années. Il ne nécessite aucun traitement chimique et ne demande pas beaucoup d'entretien. Ces facteurs font des essences tropicales des matériaux offrant **un excellent rapport qualité prix.**

[Un matériau optimal pour les terrasses](#)

Les essences tropicales résistent naturellement à l'usure et aux intempéries. La majorité d'entre elles est également imputrescible, insensible au gel, à la pluie et aux insectes, ainsi qu'au chlore ou à l'eau de mer. Ces bois au grain fin, sans écharde et qui chauffent peu au soleil, sont idéaux pour marcher pieds nus sur une terrasse ou au bord d'une piscine.

[Cliquez ici pour accéder à l'article](#)

BOIS TROPICAUX CERTIFIÉS

Bien plus que du bois



Choisir le bon bois pour décorer ses extérieurs n'est pas chose facile, mais grâce aux labels la consommation de ce bois peut être plus simple et plus durable. L'Association Technique Internationale des Bois Tropicaux (ATIBT) vise à sensibiliser les Français à la certification gestion durable, en mettant en place le programme Fair&Precious. Ce collectif s'engage sur le respect de la faune et de la flore, ainsi que sur un modèle de développement économique et social respectueux des populations.

Optez pour la certification

Les consommateurs peuvent lancer un signal fort contre le défrichement illégal et les canaux de distribution non transparents en s'assurant que le bois provient d'entreprises responsables, certifiées par des institutions de contrôle. C'est le cas des entreprises qui ont rejoint Fair&Precious, engagées localement dans la gestion durable des forêts, la préservation de la biodiversité et la promotion des emplois locaux dans l'industrie de transformation du bois ainsi que des projets sociaux. Quiconque soutient ces entreprises contribue à la préservation de la forêt tropicale et au bien-être de ses habitants.

Durable, esthétique et performant

Les bois tropicaux présentent une durabilité naturelle unique, sans usage de produits de traitements. Leur dureté, leur résistance, leur stabilité en milieu humide confèrent aux essences tropicales des qualités techniques exceptionnelles. Leur couleur, leur texture, leur grain, leur homogénéité, procurent une esthétique d'exception à ces essences. Choisir un bois tropical certifié, c'est investir dans l'avenir, dans un habitat durable tout en agissant en faveur de l'environnement.

Facile à entretenir,

Le bois tropical possède une durée de vie de plusieurs dizaines d'années. Il ne nécessite aucun traitement chimique et ne demande pas beaucoup d'entretien. Ces facteurs font des essences tropicales des matériaux offrant un excellent rapport qualité prix.

Un matériau optimal pour les terrasses

Les essences tropicales résistent naturellement à l'usure et aux intempéries. La majorité d'entre elles est également imputrescible, insensible au gel, à la pluie et aux insectes, ainsi qu'au chlore ou à l'eau de mer. Ces bois au grain fin, sans échardes et qui chauffent peu au soleil, sont idéaux pour marcher pieds nus sur une terrasse ou au bord d'une piscine. ■





Au village olympique, les bois tropicaux ne s'avouent pas vaincus

Les bois tropicaux veulent revenir dans la course aux marchés des installations des Jeux olympiques de 2024. Certes, le 17 juillet, le maître d'ouvrage Solideo a répété par courrier sa fin de non-recevoir à l'association technique internationale des bois tropicaux (AITBT). Mais avec le soutien de cette dernière, les pays du bassin du Congo répondront par une visite diplomatique, cet automne en France.

« Non, il n'est pas trop tard ». A l'argument du calendrier brandi le 17 juillet par la Solideo, maître d'ouvrage du village olympique, pour fermer la porte aux bois tropicaux, l'Association technique internationale des bois tropicaux (ATIBT) oppose le témoignage de plusieurs industriels associés aux marchés : « Ils éprouvent des difficultés techniques, surtout pour les huisseries, les fenêtres et l'isolation. Jusqu'à la fin de cette année, un amendement au cahier des prescriptions d'excellence environnementale (le CPEE annexé aux marchés de la Solideo, NDLR) pourrait les sortir de l'impasse », plaide le directeur général Benoît Jobbé-Duval.

Science contre science

Engagés dans la rédaction des fiches de déclaration environnementale et sanitaire qui, d'ici à la fin de l'automne, mettront leurs produits en conformité avec la réglementation environnementale 2020, les promoteurs des bois tropicaux ne comprennent pas mieux les arguments relatifs au bilan carbone : « Qu'on nous juge sur pièce », demande l'ATIBT.

Cette dernière se montre dubitative, tant sur « l'intense consultation » qui a précédé la rédaction du CPEE que sur le comité scientifique dont s'est entourée la Solideo dans cet exercice : « Ces consultations n'ont touché ni l'ATIBT, ni d'autres associations professionnelles concernées, et nous ne connaissons pas la liste des scientifiques qui ont accompagné le maître d'ouvrage », réagit le directeur général.

Carbone contre carbone

« Parlons carbone jusqu'au bout », insiste Benoît Jobbé-Duval. Au cœur de sa propre argumentation scientifique, il place la nécessité vitale, pour l'avenir de la planète, de promouvoir la gestion durable des forêts tropicales.

Les grands organismes de certification, en particulier PEFC et SFC, consolident le point de vue de l'association, dont les réflexions scientifiques reposent sur le partenariat avec les français et les belges du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) et de l'université de Gembloux.

ONG contre ONG

Revendiquée par la Solideo, la caution morale de l'organisation non gouvernementale WWF n'impressionne pas plus le directeur général : « WWF fait partie de nos membres et soutient constamment notre démarche, dans nos fréquents échanges. Je suis très surpris que la Solideo l'invoque ».

Après le congrès mondial pour la nature qui lui ouvrira une première tribune début septembre à Marseille, la contre-offensive du bois tropical prendra la forme d'un voyage diplomatique en France des autorités de Malaisie et du bassin du Congo (Cameroun, Gabon, Congo et République démocratique du Congo), soutiens constants des démarches de l'ATIBT aux côtés de trois organisations professionnelles françaises : le Commerce du Bois, l'Union des métiers du bois de la fédération française du bâtiment et l'Union des industries du panneau contreplaqué, cosignataires du courrier qui a lancé l'affaire en avril dernier.

Contre-offensive

« Nous voulons à tout prix éviter qu'un tel précédent ne fasse école », poursuit Benoît Jobbé-Duval, rappelant la symbolique mondiale du rendez-vous de 2024 et la rupture introduite par l'exclusion des bois tropicaux, dans l'histoire des chantiers olympiques. Les entraves à la gestion durable de la forêt tropicale risqueraient selon lui d'ouvrir les vannes de la déforestation au profit de monocultures comme celles de l'hévéa ou du palmier à huile.

A ce contre-modèle, il oppose l'exemplarité du Gabon, qui a rendu la certification de la gestion forestière obligatoire, renforçant la dynamique en cours dans l'ensemble du bassin du Congo, où 3,5 millions d'hectares en instance vont s'ajouter aux 11 millions déjà certifiés. « Des progrès certes trop lents, mais il faut les encourager », estime le directeur général de l'ATIBT.

La controverse révèle à ses yeux la difficulté à retourner une image, comme en témoigne cette anecdote : «



Récemment, un très grand architecte m'a confié son attachement aux qualités techniques et esthétiques de nos produits, tout en ajoutant : " on ne peut pas communiquer dessus. C'est trop sensible " ». La bataille médiatique et politique continue.





Date : 31/08/21

Média : RFI-online

Lien de l'article : <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/chronique-des-mati%C3%A8res-premi%C3%A8res/20210830-transformation-de-grumes-l-afrique-centrale-revoit-ses-engagements>

Audience : 1 178 501 visites

Podcasts / Chronique des matières premières

→ CHRONIQUE DES MATIÈRES PREMIÈRES

Transformation de grumes: l'Afrique centrale revoit ses engagements



Publié le : 31/08/2021 - 00:41



La Société nationale des bois du Gabon à Owendo, le port de Libreville, en octobre 2012. (Photo d'illustration) AFP PHOTO / STEVE JORDAN

Par : Marie-Pierre Olphand 4 mn Écouter l'article

L'Afrique centrale avait prévu d'interdire les exportations de bois brut le 1er janvier prochain. Mais le délai a été finalement repoussé d'un an car la filière n'est pas prête et les finances des pays concernés ne sont pas au beau fixe.

Le commerce de bois brut d'Afrique centrale peut donc continuer encore une année de plus. Les États de la Cemac ont dû se rendre cet été à l'évidence : la date annoncée du 1er janvier n'était ni tenable ni raisonnable. Et ce report n'est peut-être même pas le dernier.

Première raison, la filière transformation est loin de pouvoir répondre aux besoins. Il y a encore beaucoup à faire pour industrialiser le secteur en Guinée-Équatoriale, et en Centrafrique, mais aussi dans une moindre mesure au Cameroun et au Congo-Brazzaville. Le Gabon est seul à faire exception : Libreville a dix ans d'avance dans le domaine et réussi à ne plus exporter de grumes.

La filière a besoin d'être accompagnée

Pour transformer de l'ayous, de l'azobé ou encore du sapelli, il ne suffit en effet pas d'acheter des machines, rappelle le directeur de l'ATIBT (l'Association technique internationale des bois tropicaux) Benoît Jobbé-Duval ; il faut aussi former des milliers de techniciens qualifiés et accompagner les entreprises. Exporter des produits transformés demande beaucoup plus de trésorerie qu'exporter des grumes.

L'autre réalité est financière : le bois brut vendu sur le marché international est une vraie manne pour les États. Les taxes sur l'exportation des grumes sont beaucoup plus élevées que celles sur les superficies de forêt, celles sur l'abattage ou celles sur le bois transformé qui doit rester compétitif, explique Alain Karsenty économiste au Cirad. Et dans une situation budgétaire difficile après une année et demie de pandémie, les pays ne sont pas prêts à voir chuter leurs recettes fiscales forestières.

PUBLICITÉ

Annnonce

La conversion par les mots
Vous manquez de temps pour rendre vos contenus performants ?

Play by Ads up

Une solution intermédiaire n'est pas exclue

Face à une équation qui semble donc difficile à résoudre, des voix plaident pour un compromis, à savoir le maintien d'un quota annuel de grumes à exporter par exemple. Cela garantirait un minimum de taxes à l'État tout en rassurant la filière locale sur la disponibilité de bois à transformer.

L'important est que la transition soit progressive, prévient un expert, pour éviter de provoquer un engorgement dans les pays producteurs, et par ricochet une pénurie sur un marché mondial déjà très tendu.

MATIÈRES PREMIÈRES

AFRIQUE

ÉCONOMIE



Date : 31/08/21

Média : RFI Radio

Lien du fichier audio : <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/chronique-des-mati%C3%A8res-premi%C3%A8res/20210830-transformation-de-grumes-l-afrique-centrale-revoit-ses-engagements>

Audience : 205 000 auditeurs



Chronique des matières premières Transformation de grumes: l'Afrique centrale revoit ses engagements

00:01



01:44



Actualités des marques

Texte Christian Pessey

Fair & Precious : pour des bois tropicaux issus d'une gestion durable, éthique et légale



L'Association technique internationale des bois tropicaux (ATIBT), fondée en 1951, a créé la marque Fair & Precious pour encourager les particuliers utilisant des bois exotiques tropicaux à ne choisir que des bois certifiés FSC ou PEFC-PAFC. Les entreprises forestières adhérentes sont engagées dans la gestion durable des forêts tropicales. Elles entendent promouvoir ainsi des critères environnementaux de préservation de la flore et de la faune, dans le respect des populations et des communautés locales. C'est ce qu'on appelle désormais une démarche « RSE » (responsabilité sociale et environnementale), qui va au-delà de la préservation forestière. Il s'agit d'inciter les consommateurs à lancer un appel fort contre la déforestation



et le défrichement illégal, l'objectif étant la promotion d'un matériau écoresponsable et performant. Un marquage des bois en grumes ou en plateaux et un étiquetage « Fair & Precious » des produits manufacturés signale ces bois. ■ www.fair-and-precious.org/fr



Clés de secours

La Matmut et la startup SecurKeys lancent un service original contre la galère des clés perdues ou de la « porte claquée », clés restées à l'intérieur : le rapatriement de votre trousseau en 1 h, avec livraison 24/24 h, 7/7 jours, pour tout souscripteur d'un contrat d'assurance habitation Matmut bénéficiant de l'option « Assistance incidents domestiques ». Il suffit d'avoir confié ses clés de façon totalement anonyme à SecurKeys. ■

CERTIDEVIS : UNE GARANTIE MMA

Il n'est pas toujours facile, pour le professionnel comme pour le particulier, d'être sûr que les travaux lourds à engager seront couverts par la garantie décennale. L'assureur MMA lance un service très simple : il suffit au premier d'envoyer son devis à la compagnie qui, en quelques minutes, peut attester que les travaux devisés sont couverts par sa décennale. Le client est de son côté assuré qu'en choisissant ce devis, les travaux bénéficient de la décennale. ■ <https://entreprise.mma.fr/votre-activite/devis-decennale-verifie.html>



TRANSITION FIOUL VERS LA PAC

La perspective de l'interdiction d'installer une chaudière fioul dans son logement à partir du 1^{er} janvier 2022 incite beaucoup de particuliers à passer à la pompe à chaleur. Certains s'inquiètent du parcours du combattant qui s'annonce : neutralisation ou dépose de la cuve fioul, démarches pour obtenir des aides, choix du matériel, etc. Engie Home Services propose une offre « Transition » pour évoluer facilement du chauffage fioul vers une PAC air-eau. ■



LE JARDIN CONNECTÉ

Après la maison, c'est au tour du jardin d'être connecté : c'est ce que suggère Devolo qui propose de passer au « smart jardin » avec son système Magic 1 Wifi Mini. Un dispositif qui permet de relier tous les équipements du jardin qui peuvent désormais être connectés : il devient possible de programmer et de suivre la cuisson du barbecue, de gérer l'éclairage et la distribution du son dans le jardin ou encore de piloter un spa, etc. Des petits modules, à peine plus grands qu'une carte de paiement, peuvent être déployés, en conjuguant le CPL (le courant porteur en ligne) et le Wi-Fi. La configuration est très simplifiée. La gestion des équipements depuis votre smartphone devient possible via l'application Devolo Home Network. ■



Transformation de grumes : L'Afrique centrale revoit ses engagements

 La Rédaction

il y a 7 jours



L'Afrique centrale avait prévu d'interdire les exportations de bois brut le 1er janvier prochain. Mais le délai a été finalement repoussé d'un an car la filière n'est pas prête et les finances des pays concernés ne sont pas au beau fixe.

Le commerce de bois brut d'Afrique centrale peut donc continuer encore une année de plus. Les États de la Cemac ont dû se rendre cet été à l'évidence : la date annoncée du 1er janvier n'était ni tenable ni raisonnable. Et ce report n'est peut-être même pas le dernier.

Première raison, la filière transformation est loin de pouvoir répondre aux besoins. Il y a encore beaucoup à faire pour industrialiser le secteur en Guinée-Équatoriale, et en Centrafrique, mais aussi dans une moindre mesure au Cameroun et au Congo-Brazzaville. Le Gabon est seul à faire exception : Libreville a dix ans d'avance dans le domaine et réussi à ne plus exporter de grumes.

La filière a besoin d'être accompagnée

Pour transformer de l'ayous, de l'azobé ou encore du sapelli, il ne suffit en effet pas d'acheter des machines, rappelle le directeur de l'ATIBT (l'Association technique internationale des bois tropicaux) Benoît Jobbé-Duval ; il faut aussi former des milliers de techniciens qualifiés et accompagner les entreprises. Exporter des produits transformés demande beaucoup plus de trésorerie qu'exporter des grumes.

L'autre réalité est financière : le bois brut vendu sur le marché international est une vraie manne pour les États. Les taxes sur l'exportation des grumes sont beaucoup plus élevées que celles sur les superficies de forêt, celles sur l'abattage ou celles sur le bois transformé qui doit rester compétitif, explique Alain Karsenty économiste au Cirad. Et dans une situation budgétaire difficile après une année et demie de pandémie, les pays ne sont pas prêts à voir chuter leurs recettes fiscales forestières.

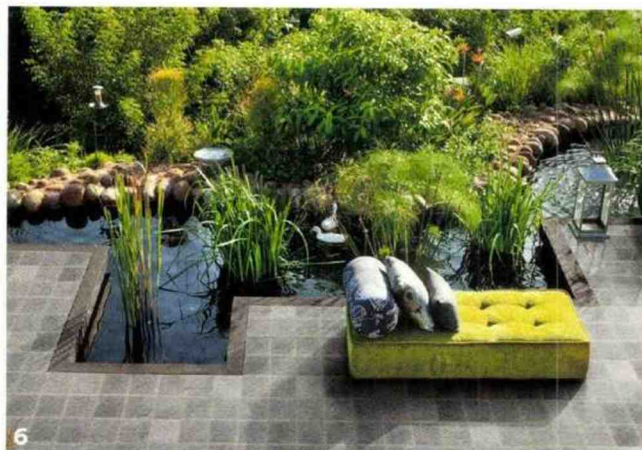
Une solution intermédiaire n'est pas exclue

Face à une équation qui semble donc difficile à résoudre, des voix plaident pour un compromis, à savoir le maintien d'un quota annuel de grumes à exporter par exemple. Cela garantirait un minimum de taxes à l'État tout en rassurant la filière locale sur la disponibilité de bois à transformer.

L'important est que la transition soit progressive, prévient un expert, pour éviter de provoquer un engorgement dans les pays producteurs, et par ricochet une pénurie sur un marché mondial déjà très tendu.



Choisissez votre terrasse



1. DEDANS/DEHORS

En grès cérame, les carreaux de cette terrasse peuvent être cimentés ou posés à même le sol (terre, sable, herbe) à la manière des pas japonais. Collection Outdoor d'Arioste. david-b.fr

2. UNE PIÈCE EN PLUS

Installée en contrebas, dans le prolongement de la maison, cette terrasse s'apparente à une véritable pièce supplémentaire. Lame bois Pin, L. 240 x l. 9,6 cm x ép. 19 mm. 1,90 €/unité, soit 8,25 €/m². www.leroymerlin.fr

3. PÉQUITABLE ET CERTIFIÉ

Si le bois tropical est l'allié des terrasses, il doit provenir d'entreprises responsables, certifiées et dont les itinéraires de production peuvent être retracés avec précision. www.atibt.org et www.fair-and-precious.org

4. FAUX SEMBLANT

Belle imitation parquet pour ce grès cérame facile à poser et à l'entretien réduit. Existe en blanchi, naturel ou gris. Modèle Grum, 13,95 €/m². www.lapeyre.fr

5. DURABLE

Grâce à leur traitement naturel à très haute température, les lames de cette terrasse affichent une très grande résistance. Pin rouge du Nord, 25 x 140 mm. À partir de 45,95 € HT/m². www.silverwood.fr

6. JOLI PAVÉ

Quand le pavé béton démontre tout son potentiel esthétique dans une scénographie méticuleusement organisée. Pavé circulaire Hadès monofomat, finition bosselée, bords droits. 23,50 €/m² TTC. www.pointp.fr

Patio, la nouvelle tendance

Un espace intime, à l'abri des aléas de la météo : le patio pourrait bien gagner du terrain dans la maison neuve. D'autant qu'à l'heure où les parcelles deviennent plus petites, il permet de se préserver du voisinage sans sacrifier le confort et la lumière. Cette demeure contemporaine de 218 m² en donne une belle illustration. « Son architecture en U s'agence autour d'un patio, véritable cocon, agrémenté d'une piscine et d'un salon d'été », explique son constructeur, Maisons Briot (Groupe Geoxia). Autres points forts : « Le séjour de 45 m² profite d'une double exposition et de larges baies ouvertes sur la piscine et le jardin. La cuisine contemporaine s'organise autour d'un îlot central. Un insert double-face délimite le salon. Il permet de profiter du feu à la fois côté salon et côté salle-à-manger. Au rez-de-chaussée, on trouve également une suite parentale avec douche à l'italienne dans la salle d'eau. L'étage, aménagé sous les combes, accueille trois chambres dont une avec un dressing ». www.maisons-briot.fr



Maisons Briot



Gimm - Les Menuiseries Françaises

Ça marche !

L'escalier, ce n'est pas qu'un équipement pratique. C'est aussi un authentique élément de décoration. Témoin la nouvelle ligne que GIMM et Les Menuiseries Françaises viennent de lancer. Affichant un look très contemporain ou plus traditionnel selon les versions, ils sont notamment faits pour s'installer dans les maisons neuves mais conviennent aussi à la rénovation. Disponibles en version bois/acier ou acier/inox, ces escaliers hélicoïdaux permettent aussi de gagner de la place et se posent facilement. À noter : les fabricants ont spécialement étudié la sécurité et la solidité. www.gimm.fr, www.menuiseries-francaises.fr

Franciliens constructifs

L'an dernier, sept mille Franciliens ont déposé un permis de construire pour une maison individuelle révèle le baromètre de l'habitat de l'association Domexpo, qui fédère quatre villages-expositions en Île-de-France. 69 % de ces acquéreurs ont acheté dans la région, notamment en Grande Couronne (Seine-et-Marne, Yvelines et Essonne essentiellement), là où l'offre de terrains est la plus fournie. En revanche, 31 % de ces ménages ont choisi de s'installer hors de l'Île-de-France. Sur ce dernier total, 33 % ont choisi un département de la bordure atlantique, 23 % un département limitrophe de la région parisienne, 12 % un département de l'arc méditerranéen, le solde se répartissant sur le reste du territoire. « La tendance des Parisiens à l'éloignement pourrait s'accroître », estime Daniel Lair-Lachapelle, président de l'association Domexpo. « Avec la pandémie et les épisodes de confinement, les familles sont en quête d'espace et de nature et nombre de départements hors région parisienne disposent d'une offre de terrain plus fournie et à meilleur prix. » Infos : www.domexpo.fr.



Domexpo



ACTUALITES



De Dietrich

Alliance énergétique

En réduisant l'empreinte carbone des énergies, la prochaine Réglementation environnementale 2020, qui entrera en vigueur l'an prochain, pénalise le gaz naturel. Lequel n'a pourtant pas dit son dernier mot, avec le développement des solutions hybrides. Le principe : associer une pompe à chaleur à une chaudière gaz à condensation. Un système intelligent permet de choisir le bon appareil au bon moment, en fonction des besoins des habitants de la maison. En matière de chauffage, par exemple, la chaudière peut prendre le relais de la pompe à chaleur lors des grands froids en hiver, période durant laquelle la Pac voit son rendement baisser. Ces systèmes hybrides produisent également l'eau chaude. En photo, la solution HPI G Hybrid de chez De Dietrich. Associant une Pac et une chaudière gaz à condensation, elle allie performances en toutes saisons, régulation fine et intuitive et fonctionnement silencieux. www.dedietrich-thermique.fr

Au top du design

Silvatone® Line : c'est la nouvelle gamme de plafonds décoratifs que Placo (Groupe Saint-Gobain) vient de lancer. Axés sur le design et le confort, ils sont conçus pour offrir une ambiance très zen aux maisons, en neuf comme en rénovation. En fibre de bois, se posant facilement, ils offrent une grande liberté créative. Ils se déclinent en cinq teintes intemporelles (gris clair, gris foncé, noir, blanc et bois naturel) pour s'adapter à toutes les ambiances. « L'aspect texturé de la fibre de bois d'épicéa de 35 mm d'épaisseur issu de forêts gérées durablement, procure le sentiment d'une matière façonnée à la main, donnant vie à l'intérieur », explique le fabricant. Cette solution peut également être employée en doublage de mur pour apporter du relief. Autre point : le maillage de la fibre de bois offre de bonnes qualités d'isolation phonique. De quoi améliorer l'acoustique d'une pièce et limiter la propagation des bruits ambiants et ainsi favoriser le confort auditif. www.placo.fr



Macorels SCOP



RE 2020 : cap sur le bas carbone

Les textes précisant la Réglementation environnementale 2020 sont parus au milieu de l'été 2021. Cette nouvelle réglementation, qui succède à l'actuelle RT 2012, s'appliquera aux logements neufs (donc aux maisons que l'on fait bâtir) dont le permis de construire sera déposé à compter du 1^{er} janvier 2022. Ce que ce nouveau texte change ? Il augmente la performance du bâti, réduit l'empreinte carbone des énergies et des matériaux et améliore le confort d'été. Explications pour mieux comprendre.

Efficacité > D'un point de vue réglementaire, le coefficient Bbio mesure le besoin en chauffage d'un bâtiment. Plus il est bas, plus la per-

formance du bâti est élevée. La RE 2020 baisse le Bbio de 30 % par rapport à la RT 2012. Au résultat, une maison RE 2020 sera deux fois plus économe qu'une maison RT 2012, cette dernière consommant déjà trois à cinq fois moins que l'ancien. Toutes les solutions techniques peuvent être employées, la RE 2020 reposant sur une obligation de résultats et pas sur une obligation de moyens.

Décarbonation > Autre pilier de la RE 2020 : la réduction de l'empreinte carbone. Les matériaux ne pourront pas dépasser une certaine quantité de CO₂. Les solutions biosourcées comme le bois sont favorisées, mais les industriels de la brique et du béton décarbonent leurs solutions. On s'oriente ainsi vers un mélange de matériaux. L'énergie se décarbone elle aussi : le gaz naturel va perdre du terrain, alors que les énergies renouvelables (thermodynamique, biomasse, solaire) vont en gagner.

Fraîcheur. La RE 2020 augmente les exigences en matière de confort d'été. Le besoin de froid sera pris en compte dans le calcul du Bbio et les maisons devront respecter des règles strictes de contrôle de la température intérieure. La RE 2020 est conçue pour éviter le recours à la climatisation. La priorité sera donnée à la conception bioclimatique et au refroidissement passif (brise-soleil, stores automatiques, surventilation nocturne, pompes à chaleur rafraîchissantes, etc.).

Conséquences > Exigeante, la RE 2020 devrait faire monter le prix des maisons. Mais les constructeurs, accompagnés par les bureaux d'études et les industriels du bâtiment, arriveront sans doute à limiter ces surcoûts. Pour autant, les maisons RE 2020, plus économes à l'usage et plus responsables sur le plan environnemental, prendront davantage de valeur au fil du temps et devraient trouver plus facilement acquéreur lors de la revente. Vogue de l'écologie oblige !



Congo-CEMAC : l'ATIBT approuve l'interdiction des exportations des grumes

Publié le 07.09.2021 à 12h33 par journaldebrazza.com avec lesechos-congobrazza.com

Partager



Face à la décision d'interdire les exportations du bois en grume par les six pays de la **CEMAC** (Cameroun, Congo, Gabon, Tchad, RCA et Guinée équatoriale) qui a été reportée en janvier 2023, l'**Association Technique Internationale du Bois Tropical** (ATIBT), qui vise à sensibiliser les consommateurs à l'importance de la consommation responsable, souhaite faire part de son positionnement positif en soutenant cette décision et plus précisément le fait que la filière a besoin d'être accompagnée, qu'il convient de former des milliers de techniciens qualifiés et d'accompagner les entreprises en ce sens.

Exporter des produits transformés demande beaucoup plus de trésorerie qu'exporter des grumes. Avec pour objectif de toujours encourager le commerce de bois responsable et durable, l'ATIBT et ses partenaires (provenant d'une vingtaine de pays qui produisent et consomment des bois tropicaux) agissent de manière concrète dans les bassins forestiers à la fois sur la protection de la faune et de la flore mais aussi sur le développement socio-économiques des populations des pays producteurs dont l'Afrique (soutien économique, formations, développement et préservation de la filière).

Au Congo, depuis 2018, l'ATIBT mène sur le terrain des activités de concertations et d'informations du secteur forestier privé national avec l'appui de plusieurs bailleurs internationaux, à savoir l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Fonds français pour l'environnement mondial, le Programme de promotion de l'exploitation certifiée des forêts, l'UE, la coopération britannique.

L'application de la décision d'interdire les exportations du bois en grume par les six pays de la Cemac (Cameroun, Congo, Gabon, Tchad, RCA et Guinée équatoriale) ne sera pas effective le 1er janvier 2022, comme il était initialement prévu. C'est la principale information qui ressort d'une réunion des ministres en charge des Forêts, de l'Industrie, de l'Environnement, de l'Économie, de la Planification, des Finances et du Budget des États membres de la Cemac et de la RD Congo, qui a eu lieu le 28 juillet 2021 par visioconférence.

Préparée par Daniel Ona Ondo, le président de la Commission de la Cemac, cette réunion était présidée par Paul Tasong, le ministre délégué auprès du ministre camerounais de l'Économie.

Concrètement, l'interdiction des exportations des grumes est différée d'un an, et ne devra donc se matérialiser qu'à partir de janvier 2023.

En effet, apprend-on, les pays de la Cemac entendent instaurer une période transitoire allant de janvier à décembre 2022, afin de procéder aux études préalables de maturation des projets d'investissements dans la transformation du bois, retenus dans le cadre de la première phase du processus d'interdiction des exportations du bois en grume dans cet espace communautaire.

De janvier à décembre 2022, pour éviter que le changement de paradigme soit brutal et mette les entreprises du secteur en difficulté, la Commission de la Cemac a pris sur elle la responsabilité d'accompagner les États pour faciliter ledit changement. Elle va financer avec l'appui de la BAD, l'élaboration des études de faisabilité sur les 28 projets identifiés, afin de juger de leur maturité. Un dispositif régional de fiscalité forestière harmonisé est prévu, ainsi que l'évaluation des mesures de soutien aux entreprises.

Tags : ATIBT | Cemac | Exportation | Grumes | Interdiction

Partager



Lien de l'article : <https://lesechos-congobrazza.com/environnement/8111-cemac-l-atibt-soutient-l-interdiction-des-exportations-des-grumes-differee-en-janvier-2023>

Audience : 21 000 visits

ENVIRONNEMENT 1 jour

CEMAC : l'ATIBT soutient l'interdiction des exportations des grumes différée en janvier 2023



AFFICHAGE

aA aA

- +

PARTAGER

Face à la décision d'interdire les exportations du bois en grume par les six pays de la CEMAC (Cameroun, Congo, Gabon, Tchad, RCA et Guinée équatoriale) qui a été reportée en janvier 2023, l'Association Technique Internationale du Bois Tropical (ATIBT), qui vise à sensibiliser les consommateurs à l'importance de la consommation responsable, souhaite faire part de son positionnement positif en soutenant cette décision et plus précisément le fait que la filière a besoin d'être accompagnée, qu'il convient de former des milliers de techniciens qualifiés et d'accompagner les entreprises en ce sens.

Au Congo-Brazzaville, depuis 2018, l'ATIBT mène sur le terrain des activités de concertations et d'informations du secteur forestier privé national avec l'appui de plusieurs bailleurs internationaux, à savoir l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Fonds français pour l'environnement mondial, le Programme de promotion de l'exploitation certifiée des forêts, l'UE, la coopération britannique.

L'application de la décision d'interdire les exportations du bois en grume par les six pays de la Cemac (Cameroun, Congo, Gabon, Tchad, RCA et Guinée équatoriale) ne sera pas effective le 1er janvier 2022, comme il était initialement prévu. C'est la principale information qui ressort d'une réunion des ministres en charge des Forêts, de l'Industrie, de l'Environnement, de l'Économie, de la Planification, des Finances et du Budget des États membres de la Cemac et de la RD Congo, qui a eu lieu le 28 juillet 2021 par visioconférence.

Préparée par Daniel Ona Ondo, le président de la Commission de la Cemac, cette réunion était présidée par Paul Tasong, le ministre délégué auprès du ministre camerounais de l'Économie.

Concrètement, l'interdiction des exportations des grumes est différée d'un an, et ne devra donc se matérialiser qu'à partir de janvier 2023.

En effet, apprend-on, les pays de la Cemac entendent instaurer une période transitoire allant de janvier à décembre 2022, afin de procéder aux études préalables de maturation des projets d'investissements dans la transformation du bois, retenus dans le cadre de la première phase du processus d'interdiction des exportations du bois en grume dans cet espace communautaire.

De janvier à décembre 2022, pour éviter que le changement de paradigme soit brutal et mette les entreprises du secteur en difficulté, la Commission de la Cemac a pris sur elle la responsabilité d'accompagner les États pour faciliter ledit changement. Elle va financer avec l'appui de la BAD, l'élaboration des études de faisabilité sur les 28 projets identifiés, afin de juger de leur maturité. Un dispositif régional de fiscalité forestière harmonisé est prévu, ainsi que l'évaluation des mesures de soutien aux entreprises.

Jack de MAÏSSA / Les Echos du Congo-Brazzaville

L'Atibt Soutient Le Report Différé En Janvier 2023

Actualité by Ghislaine Deudjui - 15 septembre 2021



En outre, la Commission de la Cemac a pris sur elle la responsabilité d'accompagner les États pour faciliter ledit changement.

La nouvelle date d'interdiction d'exportation des grumes est connue. En effet, janvier 2023 a finalement été maintenue pour faire appliquer cette nouvelle décision. Les six pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac) vont ainsi instaurer une période transitoire allant de janvier à décembre 2022, pour procéder aux études préalables de maturation des projets d'investissements dans la transformation du bois, retenues dans le cadre de la première phase du processus d'interdiction des exportations du bois en grume.

Lors de ladite phase, deux zones économiques spéciales ont été identifiées dans chaque pays. Des industries de première, deuxième et troisième transformation du bois et deux plantations forestières y seront installées. Comme l'a expliqué Duval Antoine Dembi, Directeur du développement industriel, des mines et du tourisme au sein de la Commission de la Cemac, « les plantations forestières ont un rôle économique, social et surtout écologique pour la préservation des écosystèmes du Bassin du Congo ». La 1ère, 2ème et 3ème transformation du bois sont donc plus qu'une priorité au sein des six pays membres (Cameroun, Congo, Gabon, Tchad, République centrafricaine et Guinée équatoriale).

Pour l'Association technique Internationale du Bois tropical (Atibt), cette décision est importante pour la filière bois en Afrique centrale. L'Atibt qui vise à sensibiliser les consommateurs à l'importance de la consommation responsable, a fait part de son positionnement positif en soutenant cette décision. Pour les membres de cette association, la filière a besoin d'être accompagnée. Il « *convient de former des milliers de techniciens qualifiés et d'accompagner les entreprises en ce sens* », soutient l'Atibt.

Avec pour objectif de toujours encourager le commerce de bois responsable et durable, l'Atibt et ses partenaires agissent de manière concrète dans les bassins forestiers à la fois sur la protection de la faune et de la flore, mais aussi sur le développement socioéconomique des populations des pays producteurs dont l'Afrique. L'Atibt collecte et analyse des informations sur la filière bois grâce à ses relations étroites avec le secteur privé et les institutions publiques, pour la diffusion des connaissances techniques et une large diffusion des meilleures pratiques.

En ce qui concerne l'interdiction d'exportation des grumes, pendant la période de janvier à décembre 2022, la Commission de la Cemac a pris sur elle la responsabilité d'accompagner les États pour faciliter ledit changement. Elle va financer avec l'appui de la Banque africaine de Développement (BAD), l'élaboration des études de faisabilité sur les 28 projets identifiés, afin de juger de leur maturité. Un dispositif régional de fiscalité forestière harmonisé est prévu, ainsi que l'évaluation des mesures de soutien aux entreprises.



LA TEMPÊTE DES TROPIQUES

NATION

POLITIQUE

Interdiction des exportations du bois par la CEMAC: les techniciens approuvent

06/09/2021

Par Marcel Tshishiku

Les membres de l'Association technique internationale du bois tropical (ATIBT), qui vise à sensibiliser les consommateurs à l'importance de la consommation responsable, ont exprimé leur soutien à la mesure d'interdire les exportations du bois en grume par les six pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).

« En effet, l'association soutient cette décision et plus précisément le fait que la filière a besoin d'être accompagnée, qu'il convient de former des milliers de techniciens qualifiés et d'accompagner les entreprises en ce sens. Exporter des produits transformés demande beaucoup plus de trésorerie qu'exporter des grumes », indique une source digne de foi, ajoutant que les exportations ont été reportées en janvier 2023.

La source précise qu'avec pour objectif de toujours encourager le commerce de bois responsable et durable, l'ATIBT et ses partenaires (provenant d'une vingtaine de pays qui produisent et consomment des bois tropicaux) agissent de manière concrète dans les bassins forestiers, non seulement sur la protection de la faune et de la flore, mais aussi sur le développement socio-économiques des populations des pays producteurs, dont ceux de l'Afrique, dans le cadre du soutien économique, de formations, de développement et préservation de la filière.

La CEMAC est composée du Cameroun, du Congo, du Gabon, du Tchad, de la République Centrafricaine (RCA) et de la Guinée équatoriale.

Date : 04/09/21

Média : Adiac-Congo

Lien de l'article : <https://www.adiac-congo.com/content/secteur-forestier-un-nouveau-projet-au-profit-des-acteurs-de-la-filiere-bois-130229>

Audience : 8 900 visits

Économie

Secteur forestier : un nouveau projet au profit des acteurs de la filière bois

Samedi 4 Septembre 2021 - 15:30

Abonnez-vous



Partager :



L'Association technique internationale des bois tropicaux (ATIBT) a récemment signé, avec la délégation de l'Union européenne (DUE) au Congo, un nouveau projet d'Appui au secteur privé (ASP) visant à impliquer les acteurs du secteur dans le processus APV-FLEGT afin de contribuer à l'amélioration de la gouvernance forestière.



Financé par l'UE à hauteur de 500 000 euros, soit 327 978 500 FCFA, pour une durée de trente-deux mois, le projet ASP s'inscrit dans le cadre des actions que mène l'ATIBT en République du Congo depuis son installation en 2018, grâce à un accord de siège signé en 2015. Ce projet permettra aux associations professionnelles du secteur forestier congolais de contribuer à l'amélioration de la gouvernance forestière en vue d'une gestion durable, inclusive et plus transparente des ressources forestières.

Il permettra également à ces associations de disposer des compétences permettant d'informer et de communiquer auprès de l'ensemble des opérateurs du secteur privé forestier de manière appropriée, tout en prenant en compte la dimension genre sur le processus APV-FLEGT.

Pour ce faire, deux associations professionnelles présentes au Congo dans le secteur forestier sont ciblées dans le cadre de la mise en œuvre dudit projet. Il s'agit des groupes Unibois et Unicongo. Outre ces deux groupes, l'ensemble des entreprises du secteur forestier exerçant au Congo est également concerné, notamment les entreprises forestières non encore affiliées à un syndicat.

A noter qu'au Congo, depuis 2018, l'ATIBT mène sur le terrain des activités de concertations et d'informations du secteur forestier privé national avec l'appui de plusieurs bailleurs internationaux, à savoir l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Fonds français pour l'environnement mondial, le Programme de promotion de l'exploitation certifiée des forêts, l'UE, la coopération britannique.

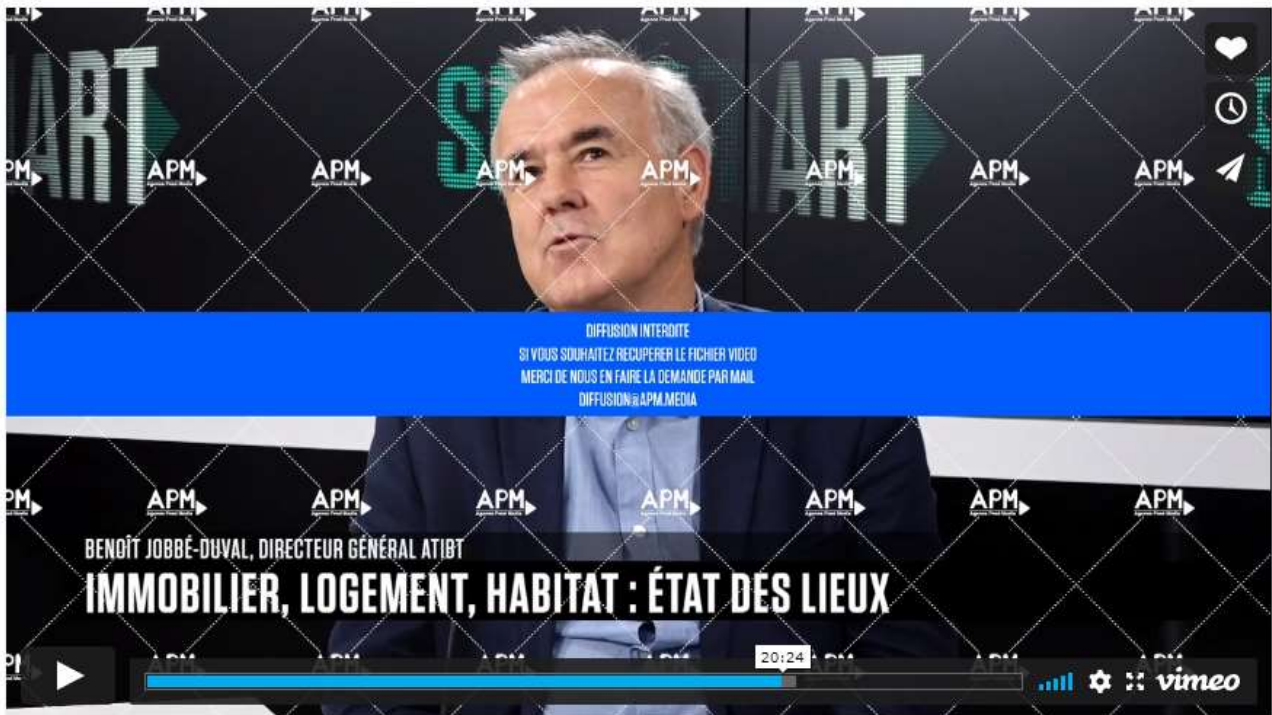
Gloria Imelda Lossele

Légendes et crédits photo :

Un tas de grumes/DR

Notification:

Non



[Lien](#)

Entretien avec
**BENOÎT
JOBÉ-DUVAL**

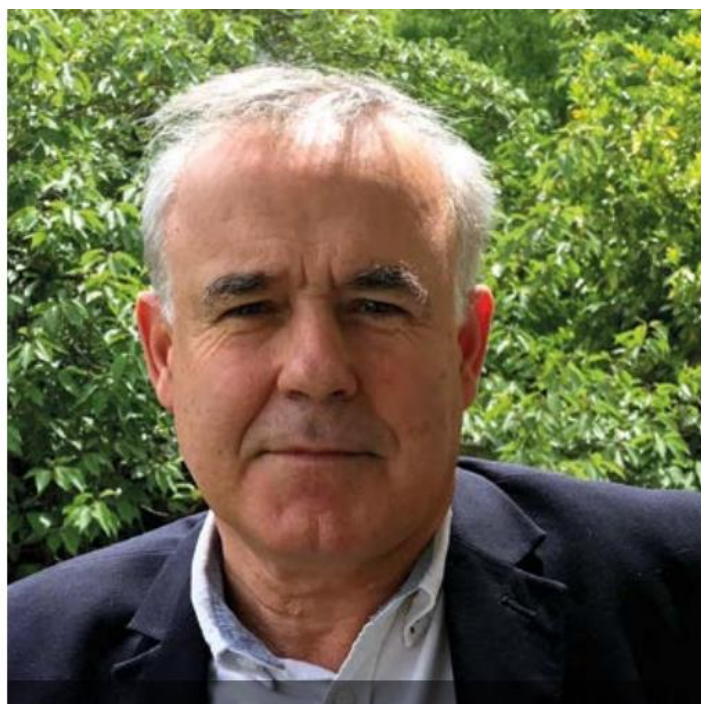
Directeur général ATIBT

« Les menaces que connaissent les forêts africaines et particulièrement les forêts du Bassin du Congo, sont étroitement liées avec les thématiques de développement et de gestion des ressources naturelles des pays concernés ».

Par **GERMAIN DJEUKING**
Gabon



Avec ses treize (13) ans d'expérience dans l'industrie du bois en Europe et quinze (15) autres dans « la recherche et le développement en milieu tropical », période au cours de laquelle il passa huit années entre le Gabon et la Côte d'Ivoire, Benoît Jobbé-Duval est de ceux que nous pouvons considérer comme fins connaisseurs des forêts tropicales.



Benoît JOBBE-DUVAL, Directeur Général ATIBT

Au cours d'un entretien accordé au Magazine Forêtsmag au sujet du programme Fair&Precious de l'ATIBT qui vise à « Protéger et gérer les forêts africaines », le Directeur de l'Association des Techniciens et Industriels des Bois Tropicaux a tenté d'apporter quelques réponses édifiantes quant aux causes de la surexploitation des forêts et les voies de solutions pour y remédier, et favoriser le commerce légal du bois dans le Bassin du Congo.

Une menace persistante sur les forêts du bassin du Congo

Malgré d'importants moyens engagés contre la surexploitation des forêts et le commerce illégal du bois, le problème est resté entier, pourrait-on tenté de croire, au regard des informations avancées par les centres spécialisés et autres rapports sur la situation des forêts dans le monde

et particulièrement en Afrique, que les politiques de gestion durable des forêts continuent d'être inefficaces.

Benoît JOBBE-DUVAL (BJD)

La problématique est complexe au regard des formes que revêt la déforestation ou l'illégalité avec souvent une insuffisance de communication. De prime à bord, les menaces que connaissent les forêts africaines et particulièrement les forêts du Bassin du Congo, sont étroitement liées avec les thématiques de développement et de gestion des ressources naturelles des pays concernés. Les états des pays du bassin du Congo se doivent de faire appliquer les stratégies de bonne gouvernance mises en place par leurs gouvernements avec prise en compte effective des besoins des populations. Enfin, il est nécessaire de disposer d'une politique d'affectation des terres clairement définie et éviter l'émiettement du territoire.

L'engagement de l'ATIBT auprès des pays du bassin du Congo

L'ATIBT à plus de 50 ans d'expérience dans la gestion des bois tropicaux. Comment aide-t-elle les pays du Bassin du Congo à « protéger et gérer » leurs forêts, et comment s'assure-t-elle du retour positif des actions qu'elle engage dans cette lutte, notamment, le respect de la réglementation par les principaux acteurs ?

BJD

L'ATIBT travaille avec les Etats et les syndicats représentant le secteur privé qui regroupent un nombre important de sociétés d'exploitation et de production du bois. Les valeurs et le respect de la réglementation pour une gestion durable des forêts sont fortement encouragés. Cependant, pour s'assurer du meilleur respect de ces principes de gestion sur le terrain, il revient à l'Etat de faire respecter cette réglementation. L'Etat doit être fort

dans l'application des lois qui encadrent la préservation et la gestion durable de ses forêts. Bien entendu, la responsabilité n'est pas que du côté des États ; elle l'est aussi du côté de l'Union européenne (UE), qui doit faire en sorte que le règlement Bois de l'Union Européenne soit bien appliqué.

Il y a une nécessité de sensibiliser sur l'importance d'une économie forestière dans les pays du bassin du Congo, et qui intéresse tous les acteurs. Les moyens engagés dans ce secteur doivent pouvoir aider à poursuivre les programmes de préservation, et aider les communautés forestières à consolider leur rôle de « premiers gardiens » de la biodiversité. Les états doivent être cohérents avec leurs annonces et politiques.

Accès des communautés aux services écosystémiques

L'économie forestière est belle et bien réelle dans le Bassin du Congo. Elle doit prendre en compte les préoccupations des communautés et populations autochtones. Comment l'ATIBT à travers les programmes comme Fair&Precious, garantit-elle l'accès de ces communautés aux services écosystémiques ?

BJD

L'état est propriétaire des forêts. Les sociétés s'engagent à respecter un plan d'aménagement, c'est leur obligation. Les deux acteurs doivent travailler main dans la main pour « trouver une

bonne clé de répartition des services environnementaux ». De bons mécanismes de partage des bénéfices doivent être mis en place. Les acteurs publics et Privés doivent construire une offre viable des services écosystémiques, permettant aux communautés de se développer.

Au-delà de ce que je viens de mentionner, les avantages environnementaux, sociaux, économiques et techniques du programme Fair&Precious portent également sur la certification de premier niveau (sur la légalité : OLB) et la certification de second niveau (sur la gestion durable : FSC, PEFC-PAFC).

Les entreprises certifiées font un effort

Il y a une nécessité de sensibiliser sur l'importance d'une économie forestière dans les pays du bassin du Congo, et qui intéresse tous les acteurs. Les moyens engagés dans ce secteur doivent pouvoir aider à poursuivre les programmes de préservation, et aider les communautés forestières à consolider leur rôle de « premiers gardiens » de la biodiversité.



considérable sur le plan social, appliquent des mesures minimisant la destruction de la biodiversité (coupe rase très limitée aux pistes qui doivent être éphémères autant que possible etc.), et contribuent aussi à la lutte anti braconnage.

Modèle de certification

La certification est de plus en plus avancée et consolidée comme outil permettant d'aboutir efficacement à la gestion durable des forêts. Y aurait-il un modèle à prioriser ?

BJD

Tous les modèles aidant à aboutir à une gestion durable des forêts sont à rechercher. La certification vient renforcer tout le mécanisme déjà mis en place par les états et basé sur le respect de la légalité. Il appartient à chaque entreprise forestière de savoir quel est le schéma de certification qui lui convient le mieux, selon sa taille, ses moyens, et ses propres objectifs. La certification gestion durable est le modèle de certification le plus abouti, avec le FSC, établi depuis presque quinze ans dans le

bassin du Congo, et qui totalise plus de 5 millions d'ha certifiés à ce jour. Le PAFC Bassin du Congo est également en marche, avec un schéma régional qui va couvrir le Cameroun, le Gabon et la République du Congo.

Marché international et bois de source illégal

Est-il possible d'avoir sur le marché international du bois certifié mais de source illégale ?

BJD

Rien n'étant impossible en matière de commerce, je pense qu'il est toutefois difficile d'avoir sur le marché du bois certifié mais de source illégale. Cependant, des certificats illégaux, on en trouverait probablement. Comme tous les autres documents, les permis de conduite par exemple, il y en a des vrais et des faux. Le devoir de l'importateur est de vérifier et de s'assurer de la véracité du certificat avant toute opération ■

La certification vient renforcer tout le mécanisme déjà mis en place par les états et basé sur le respect de la légalité.



atibt

**POUR UN COMMERCE DE BOIS TROPICAL
LÉGAL ET CERTIFIÉ**

Le bois tropical, un bois exceptionnel issu
d'une forêt gérée durablement.

Les principaux défis actuels de l'ATIBT :

Connaissances scientifiques
et techniques

Achat de bois légal et certifié

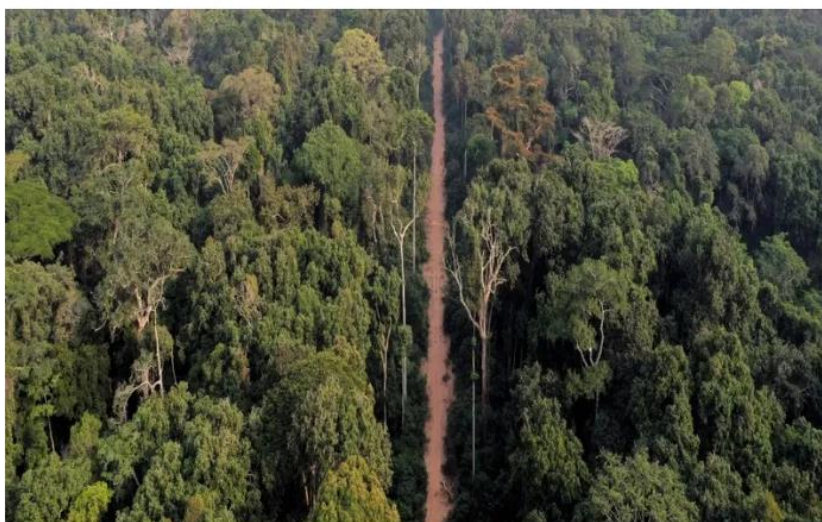
Paiement des services
écosystémiques

Reboisement et Agroforesterie

Préservation des forêts d'Afrique centrale : Retour sur la mission diplomatique « bois tropical » à Paris

Par **Debbo Mballo** - 22 octobre 2021

0



Paris, le 18 octobre 2021 – Les questions relatives au bois tropical sur les marchés européens sont importantes pour la filière du bassin du Congo en raison de l'incompréhension que suscite parfois l'emploi de ce matériau important pour l'avenir des forêts d'Afrique centrale. Aussi, et suite à la décision de la Solideo (Société pour la Livraison des Ouvrages Olympiques) de bannir le bois tropical, y compris le bois tropical certifié, des travaux du village olympique, deux Ministres des Forêts du Bassin du Congo Jules Doret Ndong, ministre des Forêts et de la Faune du Cameroun, et président de la COMIFAC (Commission des Forêts d'Afrique Centrale) et Rosalie Matondo, ministre de l'Economie Forestière du Congo ont décidé, conjointement avec la COMIFAC et l'ATIBT, de mener une mission pour la diplomatie du bois tropical à Paris.

Plusieurs temps forts pour sensibiliser à la préservation des forêts d'Afrique centrale

Avec 268 millions d'hectares, l'Afrique centrale abrite le second massif de forêt tropicale après la forêt amazonienne. En s'étendant sur cinq pays, notamment le Cameroun, le Gabon, la République du Congo, la République démocratique du Congo et la République Centrafricaine, ce deuxième poumon vert mondial est un réservoir majeur de biodiversité, puisqu'il accueille plus de 50% de l'ensemble de la biodiversité de la planète. Avec plus de 40 millions de personnes qui dépendent de cet écosystème, cette forêt reste menacée. Confrontée à la déforestation, elle est fragile et vulnérable. Il est plus que jamais essentiel de reconnaître et sensibiliser autour de l'importance que revêt cette forêt pour la planète, mais aussi de comprendre qu'elle fait vivre un très grand nombre de personnes, et qu'elle constitue le premier employeur après les Etats.



Date : 22 Octobre 2021

Média : VivAfrik

Lien de l'article :

[https://www.vivafrik.com/2021/10/22/preservation-des-forets-dafrique-centrale-retour-sur-la-mission-diplomatique-](https://www.vivafrik.com/2021/10/22/preservation-des-forets-dafrique-centrale-retour-sur-la-mission-diplomatique-bois-tropical-a-paris-a42955.html)

[bois-tropical-a-paris-a42955.html](https://www.vivafrik.com/2021/10/22/preservation-des-forets-dafrique-centrale-retour-sur-la-mission-diplomatique-bois-tropical-a-paris-a42955.html)

Audience : 7 825 visits

Le principal objectif de cette mission diplomatique était de rassembler des personnalités politiques pour mettre en lumière les menaces qui pèsent sur les forêts d'Afrique centrale, tout en montrant les solutions mises en œuvre, au niveau local.

Engagée pour la préservation des forêts d'Afrique centrale, la ville de Paris a organisé cette même semaine une conférence internationale le 6 octobre à l'Hôtel de ville. Cette initiative puissante a donné lieu à des événements annexes et pluriels durant toute la semaine pour sensibiliser le grand public autour de la reconnaissance et la préservation de ces forêts, rassemblant des experts et personnalités politiques de renom. Le Ministre Jules Doret Ndong, ministre des Forêts et de la Faune au Cameroun a fait le discours d'ouverture de cette conférence.

Soulignons que la veille de la conférence, les deux ministres ont été reçus à la Mairie de Paris, pour discuter du dossier Solideo, très sensible pour leurs pays respectifs.

La délégation ministérielle du Congo, menée par Rosalie Matondo, ministre de l'Economie Forestière du Congo, accompagnée d'un responsable du Ministère des Forêts et de la Faune du Cameroun, a également eu une rencontre avec Pierre-Henri Guignard, Ambassadeur et envoyé spécial pour l'Alliance pour la Préservation des Forêts tropicales au Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (MEAE), et l'équipe de la direction Climat et Environnement au MEAE. Pour rappel, l'Alliance regroupe à ce jour 32 pays sur 5 continents.

Ces événements avaient pour objectif de sensibiliser certains acteurs en charge des achats publics sur la consommation de bois tropical géré durablement et d'échanger au plan politique. Les personnalités présentes, mais également l'ATIBT, convergent vers le même objectif : poursuivre la lutte pour la reconnaissance de la gestion durable des forêts et interagir avec les décideurs en promouvant la consommation responsable et l'achat de bois tropicaux certifiés sur les marchés européens.

Un plaidoyer nécessaire pour valoriser le deuxième poumon vert de la planète

En rassemblant une pluralité d'experts, de personnalités politiques, mais aussi de personnes issues de la société civile, cette semaine fut l'occasion d'échanger autour des engagements et des solutions pour préserver au mieux ces forêts d'Afrique centrale, le second poumon vert de la planète.

Les deux ministres en charge des forêts ont saisi l'opportunité pour exprimer sur leur vision à venir.



Date : 22 Octobre 2021

Média : VivAfrik

Lien de l'article :

[https://www.vivafrik.com/2021/10/22/preservation-des-forets-dafrique-centrale-retour-sur-la-mission-diplomatique-](https://www.vivafrik.com/2021/10/22/preservation-des-forets-dafrique-centrale-retour-sur-la-mission-diplomatique-bois-tropical-a-paris-a42955.html)

[bois-tropical-a-paris-a42955.html](https://www.vivafrik.com/2021/10/22/preservation-des-forets-dafrique-centrale-retour-sur-la-mission-diplomatique-bois-tropical-a-paris-a42955.html)

Audience : 7 825 visits

« Cette mission diplomatique à Paris fut un moyen de rassembler des experts sur le plan local, conscients de l'importance que représentent ces forêts. En amont de Glasgow, nous devons attirer l'œil de toutes les institutions, des hommes politiques, mais également de la société civile sur nos forêts qui sont plus que jamais menacées. En plus d'être le second poumon vert de la planète, cette forêt, sur le plan local, est pour nous, un véritable capital. De ce fait, cette forêt représente un enjeu stratégique majeur actuel, un point de contact pluriel tant dans la lutte contre le changement climatique que dans l'adaptation, mais aussi dans la préservation de la biodiversité », déclare Jules Doret Ndongo, ministre des Forêts et de la Faune au Cameroun.

« Aujourd'hui, tous les regards doivent converger sur le Bassin du Congo. Les forêts de ce bassin sont des bijoux et pour les préserver, il convient de mettre en place des annonces réalistes. Nous ne voulons plus faire confiance à des solutions irrationnelles de courte durée, qui ne donnent aucun résultat concret, ni faire face à des prétextes infondés. Nous ne voulons pas faire de mauvais choix. Il est de notre devoir d'alerter nos partenaires privilégiés sur l'importance que revêtent ces forêts pour la planète et de trouver des moyens viables et fiables aujourd'hui pour préserver la bonne santé de nos forêts sur le long terme », déclare Rosalie Matondo, ministre de l'Economie Forestière au Congo.

Monsieur Hervé Maidou, récemment arrivé à la tête de la COMIFAC en tant que Secrétaire Exécutif, a également accompagné la mission et partagé sa vision quant aux principales tâches de l'institution au cours des années à venir : collaboration avec l'ATIBT et les acteurs engagés pour la gestion durable.

Dans cette démarche de préservation des forêts d'Afrique centrale et de valorisation du bois tropical, l'ATIBT vise à poursuivre et intensifier ses activités pour valoriser un modèle de gestion durable des forêts tout en limitant la déforestation. La gestion forestière durable certifiée garantit la légalité des opérations d'exploitation forestière et permet, en plus de conférer une valeur économique à la forêt, le maintien des biens et services écosystémiques, des droits et besoins des communautés locales et peuples autochtones, ainsi que les valeurs de conservation tout en gardant la couverture forestière. Elle contribue également à lutter contre la déforestation, évitant la conversion de la forêt à d'autres usages, tels que des terres agricoles ou des mines.

« A travers nos actions, notamment la création du programme Fair&Precious, nous visons à promouvoir un modèle de gestion sain des forêts au plan local, mais aussi international. Nous devons plus que jamais contribuer à ralentir le rythme de la déforestation et éradiquer le commerce illégal du bois. Aujourd'hui, aux côtés des hommes politiques d'Afrique centrale, nous nous engageons à poursuivre nos actions et à lutter contre ces menaces qui continuent de peser sur le second poumon vert de la planète », déclare Olman Serrano, Président de l'ATIBT.



Date : 22 Octobre 2021

Média : VivAfrik

Lien de l'article :

[https://www.vivafrik.com/2021/10/22/preservation-des-forets-dafrique-centrale-retour-sur-la-mission-diplomatique-](https://www.vivafrik.com/2021/10/22/preservation-des-forets-dafrique-centrale-retour-sur-la-mission-diplomatique-bois-tropical-a-paris-a42955.html)

[bois-tropical-a-paris-a42955.html](https://www.vivafrik.com/2021/10/22/preservation-des-forets-dafrique-centrale-retour-sur-la-mission-diplomatique-bois-tropical-a-paris-a42955.html)

Audience : 7 825 visits

C'est dans cette optique que l'ATIBT vise à poursuivre ses actions afin d'assurer la promotion du développement d'une filière durable, éthique et légale des bois tropicaux, tout en rappelant un principe : « acheter du bois tropical certifié, c'est soutenir la gestion durable des forêts. »

Le bois tropical : un trésor encore trop méconnu qu'il convient de protéger des maintenant

Le monde a une couverture forestière totale de 4,06 milliards d'hectares, dont 1,8 milliard d'hectares de forêts tropicales. La déforestation se produit essentiellement dans quatre pays : le Brésil, l'Indonésie, la République démocratique du Congo et la Malaisie. Pour limiter cette déforestation, une seule solution : la gestion durable des forêts, permettant une valorisation du bois tropical, qui est « bien plus que du bois », tant il est vrai que l'emploi de ce matériau issu d'une gestion durable est nécessaire au maintien des forêts, pour assurer l'avenir des populations, et maintenir la biodiversité.

Même si aujourd'hui les forêts certifiées représentent environ 5,5 millions d'hectares dans le bassin du Congo, il s'agit seulement de 11,4% de sa superficie forestière totale de production, ce qui n'est pas suffisant. (Source : <https://www.fair-and-precious.org/fr/news/349/foret-tropicale-les-faits-et-les-chiffres>)

En promouvant le développement d'une filière bois tropical durable, éthique et légale en tant que ressource naturelle et renouvelable, l'ATIBT soutient les pays producteurs, tout en soulignant les atouts des bois tropicaux certifiés FSC et PEFC-PAFC auprès des pays importateurs.

A travers le programme « Fair&Precious », l'association valorise les avantages environnementaux, sociaux, économiques et techniques des bois tropicaux, tout en s'alliant et en poursuivant son engagement auprès des pays qui continuent de lutter fortement contre le commerce illégal du bois.

A propos de l'ATIBT

L'Association Technique Internationale des Bois Tropicaux (ATIBT) a été fondée en 1951, à la demande de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE). Au service de la filière « bois tropicaux », de la forêt jusqu'au consommateur final, l'association joue un rôle moteur dans la mise en œuvre de projets internationaux dédiés à la gestion durable et responsable des forêts tropicales. Elle se positionne aussi comme l'un des meilleurs référents technique et scientifique de la ressource bois tropical et la certification de gestion durable. Aux côtés d'acteurs européens de la filière « bois tropicaux africains », l'ATIBT rassemble des états (République du Congo, République de Côte-d'Ivoire, République centrafricaine), d'autres associations professionnelles africaines (Gabon, Côte d'Ivoire, Cameroun, République du Congo, République Démocratique du Congo) et européennes, des ONG (à l'image de FSC, PEFC, WWF, WRI, WCS) et de grandes entreprises.

BASSIN DU CONGO: les objectifs du nouveau schéma régional de certification forestière

Par Boris Ngounou - Publié le 1 décembre 2021 / Modifié le 1 décembre 2021



Une nouvelle initiative de lutte contre la déforestation et le commerce illégal de bois voit le jour dans le bassin du Congo, deuxième poumon vert de la planète. La Certification forestière panafricaine (Pafc) et ses partenaires ont mis sur pied un schéma régional de certification dans le bassin du Congo, qui vient renforcer l'offre existante. Objectif, lutter efficacement contre la déforestation et le commerce illégal de bois.

Le système de certification forestière Pan-African Forest Certification (Pafc), dont la mission est de développer la gestion durable de la forêt dans les pays d'Afrique centrale, est désormais doté d'un nouvel outil. Il s'agit d'un schéma unique de certification forestière du bassin du Congo (Pafc bassin du Congo). Adapté aux pays ayant en partage le deuxième plus grand massif forestier au monde (République démocratique du Congo, Cameroun, République du Congo, Gabon, République centrafricaine, la Guinée équatoriale), le Pafc bassin du Congo garantit une exploitation forestière durable, respectueuse de l'environnement, de la faune et des communautés locales.

Composé de plusieurs standards, guides, procédures et annexes développés localement, ce système de certification régional présente de nombreux avantages pour les entreprises forestières souhaitant s'engager. Celles-ci bénéficieront d'un accès au marché international, d'une augmentation des avantages compétitifs et des bénéfices, d'un accès aux marchés exigeants des produits certifiés, d'une traçabilité d'approvisionnement en bois, etc.

Les collaborations du PEFC et de l'ATIBT

Le Pafc bassin du Congo est mis en place avec les contributions du Programme de reconnaissance des certifications forestières (Pefc), et de l'Association technique internationale des bois tropicaux (Atibt), dont les exigences lui garantissent une reconnaissance internationale.

Le Pafc bassin du Congo est la réalisation d'un vœu formulé le 28 juillet 2020 par les ministres en charge des Forêts de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (Cemac). Réunis en session, ces responsables ont demandé à la Pafc de développer une approche régionale de son système de certification forestière.

Lire aussi-AFRIQUE : création d'un forum d'affaires pour l'exploitation durable des forêts

L'exploitation forestière illégale, qui désigne toute coupe de bois pratiquée sans autorisation légale, ou accessoirement par des moyens illégaux, demeure persistante dans le bassin du Congo. Au Cameroun par exemple, un récent rapport produit par le Centre pour l'environnement et le développement (CED) et l'Environmental Investigative Agency (EIA), indique que le pays a perdu 58 millions de dollars (près de 33 milliards de francs CFA), entre janvier 2016 et juillet 2020, à travers l'exportation illégale de son bois vers le Vietnam.

Boris Ngounou

[Lien](#)

Accueil > Actualité > A la Une > Lutte contre la déforestation et le commerce illégal de bois : La...

Actualité A la Une Communiqué de Presse Environnement Responsabilité RSE - RSO

Lutte contre la déforestation et le commerce illégal de bois : La PAFC annonce la création d'un schéma de certification unique dans le Bassin du Congo

Par **Debbo Mballo** - 1 décembre 2021

0



Pour lutter efficacement contre la déforestation et le commerce illégal de bois, la Certification Forestière Panafricaine (PAFC) et le Programme de reconnaissance des certifications forestières (PEFC), avec le soutien de l'Association technique internationale des bois tropicaux (ATIBT), poursuivent leur engagement en faveur d'une gestion durable des forêts africaines. Cet engagement se traduit, aujourd'hui, par la mise en place d'un schéma régional de certification dans le bassin du Congo, qui vient renforcer l'offre existante.

PAFC, PEFC et ATIBT : mobilises pour une gestion durable des forêts africaines

La PAFC, le PEFC et l'ATIBT à travers son programme « Fair&Precious », soutiennent la filière bois tropical durable, éthique et légale en tant que ressource naturelle et renouvelable, en faisant la promotion auprès des pays importateurs.

Grâce à leurs actions, ils visent un objectif commun : permettre une bonne gestion des forêts et des bois tropicaux en valorisant les avantages environnementaux, sociaux, économiques et techniques, mais aussi s'engager auprès des pays qui continuent de lutter fortement contre le commerce illégal du bois.

Pour répondre au mieux aux besoins actuels et préserver l'écosystème et la biodiversité pour les générations futures, PAFC et ses partenaires mettent en place, à travers un schéma régional de certification, une exploitation durable, respectueuse de l'environnement, de la faune et des communautés locales.

La création d'un schéma de certification régional dans le Bassin du Congo

Plus que jamais mobilisés pour améliorer la gestion de leurs forêts, valoriser leurs richesses et notamment leur « or renouvelable », les pays du bassin du Congo souhaitent protéger leur faune, flore et leurs forêts en évitant tout commerce illégal du bois. En abritant le deuxième massif forestier de la planète, le bassin du Congo, dont font partie le Cameroun, la République du Congo et le Gabon est traité de manière exemplaire par quelques entreprises forestières locales, tel que Precious Woods, qui s'engagent à préserver cet écosystème unique. PAFC s'inscrit dans cette vision et souhaite également mettre sa pierre à l'édifice en encourageant la certification de gestion durable des forêts, aux côtés du PEFC et de l'ATIBT.

L'ambition première du système PAFC Bassin du Congo est d'élargir l'offre de bois certifié en proposant un système régional unique de certification PAFC de gestion durable des forêts. Composé de plusieurs standards, guides, procédures et annexes développés localement, basés sur les exigences de PEFC Council et adaptés à l'environnement de la sous-région, ce système de certification régional PAFC apportera de nombreuses opportunités pour toutes les entreprises souhaitant s'engager.

Pour la CEMAC (Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale), la certification des forêts est l'une des principales réformes à réaliser pour réussir la mise en œuvre de la stratégie d'industrialisation durable de la filière bois dans le bassin du Congo. Cette question a d'ailleurs été à nouveau évoquée lors de la réunion des Ministres de la CEMAC, le 28 juillet 2020, et ces derniers ont souhaité que cette organisation prenne une part active à la mise en œuvre de cette approche régionale pour le développement des systèmes de certification PAFC.

La certification PEFC : un moyen de renforcer l'exploitation durable des forêts

Pour continuer de freiner les mauvaises pratiques qui perdurent parfois dans les forêts du bassin du Congo, PAFC encourage l'ensemble des entreprises d'exploitation de la forêt ou de transformation de bois, présentes dans le bassin du Congo, à se faire certifier. En effet, un certificat PAFC atteste une bonne gestion forestière, ainsi que de la traçabilité des bois et produits forestiers issus de forêts gérées durablement dans le bassin du Congo.

Les avantages du certificat PAFC sur le marché mondial sont entre autre un accès au marché international ; une augmentation des avantages compétitifs et des bénéfiques ; un accès aux marchés exigeants des produits certifiés ; une traçabilité d'approvisionnement en bois et un véritable atout compétitif par rapport aux entreprises non certifiées.

A propos de PAFC

Paru au début des années 2000, le système de certification forestière Pan-African Forest Certification (PAFC) a pour objectif de développer la gestion durable de la forêt dans les pays d'Afrique Centrale en s'appuyant sur les exigences PEFC Council, références reconnues internationalement. En 2019, le PAFC Gabon, le PAFC Cameroun et le PAFC Congo, ont eu la volonté commune de développer et promouvoir la certification forestière en Afrique Centrale grâce à un schéma de certification forestière régional adapté au contexte local.

A propos du PEFC Council

Le PEFC Council est une alliance mondiale de systèmes nationaux de certification forestière. En tant qu'organisation internationale non gouvernementale à but non lucratif, elle encourage la gestion durable des forêts par le biais d'une certification indépendante par une tierce partie. Le PEFC Council fournit aux propriétaires forestiers, des plus grands aux plus petits, un outil leur permettant de démontrer leurs pratiques responsables, tout en donnant aux entreprises les moyens d'acheter de manière durable. Le label PEFC permet aux consommateurs de reconnaître les produits provenant d'une forêt certifiée PEFC – une forêt gérée conformément aux exigences environnementales, sociales et économiques les plus strictes.

A propos de l'ATIBT

L'Association Technique Internationale des Bois Tropicaux (ATIBT) a été fondée en 1951, à la demande de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE). Au service de la filière « bois tropicaux », de la forêt jusqu'au consommateur final, l'association joue un rôle moteur dans la mise en œuvre de projets internationaux dédiés à la gestion durable et responsable des forêts tropicales. Elle se positionne aussi comme l'un des meilleurs référents technique et scientifique de la ressource bois tropical. Entre 2016 et 2019, l'ATIBT a connu une augmentation de près de 50% du nombre de ses adhérents, portant son effectif à plus de 130. Aux côtés d'acteurs européens de la filière « bois tropicaux africains », l'ATIBT rassemble des états (république du Congo, république de Côte-d'Ivoire, république centrafricaine), d'autres association professionnelles africaines (Gabon, Côte d'Ivoire, Cameroun, RDC) et européennes, des ONG (à l'image de WWF, WCS ou WRI) et de grandes entreprises.

[Lien](#)



Sustainability shapes mill investment

February 22, 2021 /

Precious Wood's construction of a new heavy duty tropical timber mill in Gabon and the feasibility study that preceded it underlines its policy to make most sustainable use of the forest resource.

The company's Gabonese subsidiary CEB manages 600,000 ha of jointly FSC and PEFC-certified forest concession in the country. It harvests areas on a 25-year cycle, and works zones within designated management regions for five years. A detailed inventory of the latest zone to be harvested, near the town of Okondja, found it to be particularly rich in azobé. A feasibility study followed to assess the volumes of timber, comprising principally the azobé, but also other heavy hardwoods found in the area, that could be extracted sustainably, with only trees over 90cm in diameter felled. From this, Precious Woods decided to go ahead with the new plant on CEB's Bambidie mill site. "From the technical viewpoint, the new mill can handle other species as well, but for the time being it will mostly process azobé due to the high supply from this area," said Precious Woods' forest industries technical consultant Markus Pfannkuch.

In another aspect of the project, the company has formed a partnership with Netherlands based importer, processor and tropical timber construction specialist Wijma. It will take all the timber from new plant, process it and market it Europe-wide. The Dutch business said it was attracted to work with Precious Woods' by its record on sustainable management. It also advised the latter on the construction of the new mill. The plant has capacity to process 17,000m³, with all output jointly FSC and PEFC-certified, and employs 87 people working two shifts. It also forms part of wider development of the Bambidie site, which includes upgrading kilning and storage and construction of new housing for the additional workforce.

Precious Wood's also highlights that the ultra-durable timber from the new mill is a renewable, low carbon alternative to concrete and steel in 'high quality, long lasting applications'. So it will be as sustainable in use as in production.

For the full report on the new mill: www.fair-and-precious.org.

Share this entry



NEWSLETTER

Email Address*

Subscribe

EVENTS

PAST EVENTS



19 November 2020 –
Online Conference:
Holding the line and
moving forward

NEWS



ATIBT committed to
maintaining certified
tropical timber's market
momentum



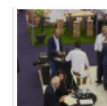
Interholco wood forest
figures win Conversations
about climate change
competition



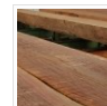
The multiple values of
tropical forests in a
nutshell



CBG, gombé and wildlife



A key conference year for
tropical timber



Sustainability shapes mill
investment



Thémis tool tracks
European sustainable
timber procurement

All news/events items

[Article](#)



WEBINAR OVER EUTR

De [ATIBT](#) en Preferred by Nature zetten samen een serie webinars op over het gebruik van bosbeheercertificaten in Due Diligence-systemen. Daarmee verkleinen importeurs het risico op illegaal hout en voldoen ze aan de Europese Houtverordening (EUTR).

Het Nederlandstalige webinar vindt plaats op dinsdag 20 april van 14.00 tot 17.00 uur. Deelname is gratis. De ATIBT deelt haar ervaringen met de certificering van bossen en bosbouw in het westen en midden van Afrika. De webinars richten zich op marktdeelnemers, waaronder houtimporteurs en handelaren. Maar ook op handhavers en toezichthouders.



Rol van certificering in de EUTR



De ATIBT en Preferred by Nature zetten samen een serie webinars op over het gebruik van bosbeheercertificaten. Heel specifiek wordt gekeken naar het nut ervan in Due Diligence-systemen die inhaken op de eisen van de Europese Houtverordening, de EUTR. Belangrijkste conclusie is dat certificering het risico op illegaal hout flink verkleint. Daarbij deelt de ATIBT haar ervaringen met de certificering van bossen en bosbouw in het westen en midden van Afrika.

De webinars richten zich op marktdeelnemers, waaronder houtimporteurs en handelaren. Maar ook op handhavers en toezichthouders.

Het [Nederlandstalige webinar](#) staat gepland op dinsdag 20 april en duurt van 14.00 tot 17.00 uur. Deelname is gratis.

(foto: ATIBT)

Form international has an extensive network of clients and partners

- [A. Hak Renewable Energy](#)
- [African Development Bank](#)
- [A Rocha](#)
- [Association Technique Internationale des Bois Tropicaux ATIBT](#)
- [Borgman Beheer Advies](#)
- [Commonland](#)
- [Control Union Certifications](#)
- [DOB Ecology](#)
- [Dutch ministry of Foreign Affair](#)
- [Entrepreneurial Development Bank FMO](#)
- [European Forestry Institute EFI](#)
- [European Timber Trade Federation ETTF](#)
- [Finnfund](#)
- [Food and Agriculture Organization FAO](#)
- [Foreco Dalfsen](#)
- [FSC Nederland](#)
- [Global Environment Facility GEF](#)
- [Global Forest and Trade Network GFTN](#)
- [Global Shea Alliance GSA](#)
- [International Timber Trade Organization ITTO](#)
- [IUCN NL](#)
- [IUCN international](#)
- [Kilombero Valley Teak Company](#)

- [Koninklijke Vereniging van Nederlandse Houtondernemingen](#)
- [Natuurmonumenten](#)
- [NEPCon](#)
- [Netherlands Environmental Assessment Agency PBL](#)
- [Nyenrode Business University](#)
- [PEFC Council](#)
- [Presbyterian Agricultural Services \(PAS\)](#)
- [Probos](#)
- [SBL Gabon](#)
- [Staatsbosbeheer](#)
- [Sustainable Trade Initiative IDH](#)
- [TEREA](#)
- [Tropenbos International](#)
- [Unilever](#)
- [Van Hall Larenstein](#)
- [Village Corps](#)
- [Wageningen UR](#)
- [Weekamp Deuren](#)
- [Wijma Kampen](#)
- [Wijma Trading](#)
- [World Resources Institute WRI](#)
- [World Wildlife Fund WWF](#)



Webinar over rol certificering binnen EUTR

Op dinsdagmiddag 20 april organiseren ATIBT en Preferred by Nature een Nederlandstalig webinar (via zoom) over de rol van certificering binnen de Europese houtverordening EUTR. Deelname is gratis. Het webinar is een aanvulling op de in februari en maart gehouden workshops over de EUTR in het algemeen [Zie ook nieuwsitem 'Webinar over Europese houtverordening EUTR' van 20-01-2021].



Het doel van de extra sessie is om het gebruik van boscertificering als een effectief instrument binnen een due diligence-systeem nader uit te werken, om zo de risico's van onwettig handelen door bedrijven (die als eerste hout of houten producten op de EU-markt brengen) te verkleinen. Het programma bevat een inleiding tot boscertificering, een onderdeel EUTR en certificering plus case studies/implementatie (met nadruk op West & Centraal Afrika). Het webinar wordt gefinancierd door het FLEGT-REDD-project geïmplementeerd door ATIBT en het LIFE Legal Wood-project geïmplementeerd door Preferred by Nature. Aanmelden kan via www.atibt.org/en/meetings.

(Parkeplein, 29-03-2021)

<< Begin < Vorige 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 Volgende > Einde >>

[Article](#)

[ATIBT committed to maintaining certified tropical timber's market momentum](#)



Photo: CIFOR

Environmental certification in the tropics faces challenges, but is a key instrument in combating deforestation and safeguarding the forest's wealth of biodiversity and its role in mitigating human-made global warming. In fact, as our understanding of the impacts and urgency of the climate crisis grows, the significance of certification is set to increase.

That is the view of the International Tropical Timber Technical Association (ATIBT) and why it is committed to continue supporting forest operations through the certification process and to growing the market for the resulting certified tropical timber and wood products. "Conservation is an essential ally in the fight against deforestation," said ATIBT Managing Director Benoît Jobbé-Duval. "But it's through a genuine legal, sustainable and certified forestry economy that we will incentivise forest maintenance and achieve our goals in climate mitigation and habitat and biodiversity preservation."

In ATIBT's key focus area of the Congo Basin, 18% of the near 52 million ha of production forests is under certified sustainable forest management (SFM) or legality certification. Due to a range of factors, the advance of certification has slowed and to help overcome the obstacles, ATIBT is supporting a key programme of the Programme for the Promotion of Certified Forest Operations (PPECF). This involves establishment of specialists within forest sector professional unions to coach businesses step-wise towards certification. Another ATIBT objective is to develop and promote synergies between the certification process and the EU Forest Law Enforcement, Governance and Trade initiative (FLEGT). "Through joint action with local stakeholders, we see potential for building links between certification and FLEGT to increase the momentum of both," said Mr Jobbé-Duval. "Working with professional associations and business partners, the aim is to improve companies' legality and traceability performance and competence and to support those which wish to commit to certification through the coaching services mentioned earlier."

ATIBT also sees its consumer-facing role via its Fair&Precious (F&P) tropical timber marketing initiative as vital. Not only it maintains, is it essential to underpin uptake of certified sustainable forest management with healthy demand for its output, the lack of such a market could increase the temptation to convert forest land to other commercial uses. ATIBT describes F&P as a 'collective brand' to promote tropical timber and wood products from sustainably, ethically and legally managed sources. To use it, companies must commit to strictest environmental standards and to developing a 'humane economy that protects people and nature'. "By encouraging purchase of certified tropical wood among target consumer audiences, it acts to enhance the value of the Congo Basin forest resource and to promote good practices within the tropical wood sector," said Mr Jobbé-Duval.

Looking forward, ATIBT highlights the importance of reaching out to a still wider audience to further the cause of tropical forest and timber certification. "It is particularly important to take into account Chinese businesses, which consume over 50% of wood produced in the Congo Basin," said Mr Jobbé-Duval. "They are key players in the move towards ever more sustainable procurement and we expect them to become increasingly involved in coming years."

Webinar Certificering en EUTR



De koepelorganisatie ATIBT en de ngo Preferred by Nature houden op 20 april a.s. een Nederlandstalig webinar over certificering (duurzaam en legaal) en de Europese Houtverordening EUTR. Ook Belgische geïnteresseerden worden voor het webinar uitgenodigd. De kennissessie is met name gericht op iedereen die te maken heeft met de import van hout op de Europese markt, met een focus op West- en Centraal Afrika. Ook handhavers en toezichhouders worden door de ATIBT en Preferred by Nature uitgenodigd om deel te nemen en de Nederlandse Warenautoriteit NVWA verleend haar medewerking aan het initiatief.

Aan de hand van praktijksituaties worden de deelnemers voorgelicht over regelgeving, due diligence en valkuilen, die bij de import van legaal en duurzaam geproduceerd hout uit met name West- en Centraal-Afrika kunnen spelen. Aan de orde komen onder andere certificering: definitie, doelstellingen, middelen, werking, de verschillende systemen (duurzaam, wettelijk), auditing. Ook de plaats van certificering binnen EUTR en de integratie in due diligence komen aan de orde.

Nadere informatie en inschrijven: atibt.org/en/meetings

Certification webinaire et certification EUTR | ATIBT - Préféré par la nature

Le 20 avril, l'organisation [fa ti re ATIBT](#) et l'[ONG Preferred by Nature](#) tiendront un webinaire néerlandais sur la certification (durable et légale) et le règlement européen sur le bois EUTR. Les parties intéressées belges sont également invitées au webinaire. La session de connaissance s'adresse principalement à tous ceux qui doivent faire face à l'importation de bois sur le marché européen, en se concentrant sur l'Afrique de l'Ouest et centrale. Les forces de l'ordre et les superviseurs sont également invités par l'ATIBT et Preferred by Nature à participer et la NVWA de l'Autorit  néerlandaise de sécurité des produits de consommation coopère à l'initiative.

Sur la base de situations pratiques, les participants sont informés de la réglementation, de la diligence raisonnable et des pièges, qui peuvent jouer un rôle dans l'importation de bois produit légalement et durablement en provenance d'Afrique de l'Ouest et centrale en particulier. Entre autres choses, la certification est discutée : définition, objectifs, moyens, fonctionnement, différents systèmes (durables, légaux), audit. Le lieu de certification au sein de l'EUTR et l'intégration dans la diligence raisonnable sont également discutés.

Nouveau partenariat pour le Portail du commerce du bois!

[L'Organisation internationale du bois tropical \(OIBT\)](#), Form International et [l'International Tropical Timber Technical Association \(ATIBT\)](#) ont signé le 8 mars 2021 un nouvel accord pour l'expansion et l'amélioration du Portail du commerce du bois. Le nouveau partenariat de 2021: « Timber Trade Portal: Towards well-informed legal trade » permettra de poursuivre l'évolution et l'amélioration du TTP en: - **Étendre la couverture géographique et linguistique du site web actuel du TTP**: ajouter six nouveaux profils de pays, principalement en Asie, et traduire l'ensemble du site en chinois.

- **Redessiner le site web** pour moderniser le design et améliorer sa convivialité.
- **Accroître la publicité et l'audience du site grâce à** une nouvelle stratégie de marché et à sa promotion lors d'événements pertinents cette année.

Le projet sera financé par l'OIBT, l'un des partenaires financiers soutenant le TTP en 2015, et sera mis en œuvre par ATIBT (propriétaire du site Web) et Form International (chef de projet) en étroite collaboration avec le Secrétariat de l'OIBT.

ATIBT, Form International et l'OIBT sont ravis de commencer par ce nouveau projet, en vue de renforcer les synergies dans leur approche commune de la gestion durable des forêts et de la promotion du commerce du bois et des produits forestiers légaux et durables.

Histoire du TTP Le TTP a été développé pour la première fois en 2015 par la Fédération européenne du commerce du bois (ETTF) et soutenu par l'OICT et la Coalition européenne pour le bois tropical durable (STTC) de l'IDH. En 2017, [l'ETTF et ATIBT](#) ont uni leurs forces pour fusionner leurs sites respectifs de légalité du bois dans le cadre de l'actuel Portail du commerce du bois (www.timbertradeportal.com). Le TTP est une plate-forme unique avec des informations bien résumées et approfondies sur les cadres de légalité du bois de 23 pays pertinents dans le commerce international du bois.

En 2019 et 2020, le site web a été maintenu et mis à jour par ATIBT dans le cadre d'un accord d'assistance technique avec Form

International. Cela a conduit à un examen et une mise à jour de tous les profils de pays et à la traduction du site Web en Français l'année dernière. Jusqu'en septembre 2020, l'ATIBT et Form International bénéficiaient du financement du Fonds Français pour l'Environnement ([FFEM](#)), dans le cadre d'un [grand projet](#) mis en œuvre par l'ATIBT depuis 2013.

Bienvenue à l'OTO

L'Organisation internationale du bois tropical (OTO) est une organisation intergouvernementale qui promeut la gestion et la conservation durables des forêts tropicales et l'expansion et la diversification du commerce international du bois tropical à partir de forêts gérées et récoltées légalement.

Cette nouvelle phase du TTP est pertinente pour le Programme de l'OTO sur les chaînes d'approvisionnement légales et durables (LSSC) pour le bois tropical et les produits forestiers.

Dans le cadre de ce programme, l'OIT s'associe à l'initiative globale de la chaîne [d'approvisionnement verte \(GGSC\)](#), lancée à Beijing en juin 2018 avec le soutien de l'OIT, pour créer une plate-forme commune en vue de promouvoir l'échange d'informations commerciales sur le commerce du bois et des produits forestiers légaux et durables. Dans le cadre de l'initiative GGSC, un groupe d'entreprises chinoises progressistes de commerce et de transformation du bois (représentant >15 % des importations chinoises) se sont déjà engagées à accroître leur approvisionnement durable en bois. La traduction du site Web du Portail du commerce du bois en chinois contribuera grandement à ces efforts en fournissant des informations sur la légalité et la durabilité du bois.



Fair & Precious focust op Congo-bekken

WAGENINGEN - Ondanks alle inspanningen is het percentage duurzaam geproduceerd tropisch hout met een keurmerk dat op de Nederlandse, maar vooral op de Europese markt verschijnt nog altijd laag. In 2020 bedroeg dat Europese percentage nog geen 30 procent. Het initiatief **Fair & Precious (F&P)** van de keurmerk-overkoepelende organisatie **ATIBI** werkt er hard aan om dat percentage te verhogen.

Tropisch hout heeft in veel landen nog steeds een negatief imago, omdat het geassocieerd wordt met ontbossing. Echter, dat het gebruik van aantoonbaar duurzaam geproduceerd en dus FSC- en PEFC- gecertificeerd hout juist bijdraagt aan bosbehoud en het stimuleren van duurzaam bosbeheer is veel minder bekend. Om juist de positieve kanten van het gebruik van duurzaam geproduceerd hout te benadrukken, is het F&P programma in het leven geroepen.

Centraal-Afrika

Het **Fair & Precious** programma is een initiatief van de International Tropical Timber Technical Association (ATIBI), dat weer nauw samenwerkt met de European Sustainable Tropical Timber Coalition (STTC). **ATIBI** richt zich met name op het Congo-bekken in Centraal-Afrika. Slechts 18 procent van de ruim 52 miljoen hectare productiebos in die regio is voorzien van FSC- of PEFC-gecertificeerd duurzaam bosbeheer (SFM) of legale certificatie, zoals

OLB, TVL en LegalSource. Het F&P programma heeft als doel om dit percentage in versneld tempo te verhogen.

Fair & Precious werd in 2018 gelanceerd met de steun van Duitse (KfW) en Franse (AFD) ontwikkelingsbanken. Het programma richt zich met bewustmakings- en communicatieacties op de bescherming en duurzame ontwikkeling van deze Centraal-Afrikaanse bossen. F&P moedigt duurzame aankopen aan en wil FSC- en PEFC-gecertificeerde bedrijven in de spotlights zetten.

Probos

Probos werd door **ATIBI** benaderd om onder andere de (Engelstalige) F&P-nieuwsbrief te verzorgen en de PR voor haar rekening te nemen. "**ATIBI** had dat ook aan een persbureau kunnen vragen, maar wij hebben net iets meer kennis van de inhoudelijke kant en de ac-

tuele thema's binnen het verduurzamingsverhaal. Als Probos steunen wij de doelen die **ATIBI** met het F&P programma nastreeft, namelijk duurzame en gecertificeerde houtoogst, als middel om duurzaam bosbeheer en bosbehoud te stimuleren en om de vraag naar en de omzet van gecertificeerd hout te verhogen. Tropisch hout wordt toch nog altijd geassocieerd met illegale kap. Wij werken er hard aan om te laten zien dat houtoogst en gecertificeerd, duurzaam bosbeheer uitstekend samen kunnen gaan en helpt om bossen hun waarde te geven", zegt Probos-directeur Mark van Benthem, die direct uitlegt dat **Fair & Precious** geen nieuw keurmerk is. "F&P is een overkoepelende initiatief. We zijn keurmerkonafhankelijk en willen uit de stammenstrijd tussen bijvoorbeeld PEFC en FSC blijven." Op dit moment telt de Engelstalige nieuwsbrief zo'n 2500 adressen waarvan circa driekwart in Europa.

Uitgangspunten

ATIBI werd in 1951 opgericht op verzoek van de Voedsel- en Landbouworganisatie van de Verenigde Naties (FAO) en de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling (OESO). Ten dienste van de sector 'tropisch hout' van het bos tot de eindverbruiker speelt de vereniging een rol in de uitvoering van internationale projecten die gericht zijn op een duurzaam en verantwoord beheer van tropische bossen.

Van Benthem: "Het **Fair & Precious** programma van **ATIBI** zag in 2018 het levenslicht. In dat programma werden tien uitgangspunten opgenomen waaraan goed en duurzaam bosbeheer moet voldoen, zoals het bosbestand behouden door minder te oogsten dan de natuurlijke bijgroei, de leefruimte van de fauna verzorgen en behouden en het opzetten van anti-stroperijprogramma's. Ook is er aandacht voor het welzijn van de

bevolking en het ter plaatse opzetten van opleidingen in de bosbouw en houtberoepen.

Het programma stelt zich verder tot doel om de lokale economieën te stimuleren middels investeringen in de houtverwerkende industrie, om toegevoegde waarde te creëren. Deze uitgangspunten sluiten in grote lijnen aan bij die van PEFC en FSC. We hebben dan ook een letter of support van FSC en PEFC, waarmee zij onze doelstellingen onderschrijven."

Covid 19

Het **Fair & Precious** programma richt zich met name op de beslissers in de markt, bijvoorbeeld architecten en woningbouwverenigingen. Een mooi voorbeeld is de betrokkenheid van F&P bij de strijd tegen Covid 19 van de aangesloten bosbeheerders. Sinds het begin van de crisis zijn er verschillende gezondheidsmaatregelen en lokale initiatieven georganiseerd om werknemers te beschermen en de activiteiten van de houtindustrie in het Congo-bekken in stand te houden. De kern van de activiteiten is een oproep tot bewustwording om de duizenden werknemers van de aangesloten bedrijven en hun gezinnen te informeren, te onderwijzen en te beschermen in deze strijd tegen de pandemie.

Toekomst

Dat de focus voor wat betreft het programma op dit moment vooral op het Centraal-Afrikaanse Congo-bekken ligt, heeft alles te maken met de Duitse en Franse fi-



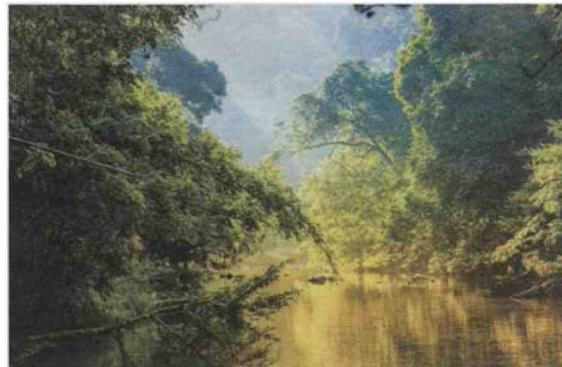


nanciers van het project. Van Benthem: "Je kunt het Fair & Precious programma als een project zien met als doel het imago van duurzaam gecertificeerd hout uit het Congo Bekken te promoten. Dat betekent dus dat het eindig is. Maar F&P wil verder. Bedrijven die aan de voorwaarden voldoen kunnen partner van F&P worden. Daarmee kunnen ze profiteren van een aantal voordelen, maar leveren zij ook een financiële deelnemersbijdrage aan het programma. Daarmee kan F&P zichzelf mogelijk op termijn bedruipen. Ook wordt er samenwerking gezocht met gelijkgestemde organisaties, zoals STTC, waarmee ook de geografische scope wordt uitgebreid. Het uiteindelijke doel van ATIBT is duurzaam bosbeheer in alle tropische bossen wereldwijd."

NADERE INFORMATIE:
WWW.FAIR-AND-PRECIOUS.ORG

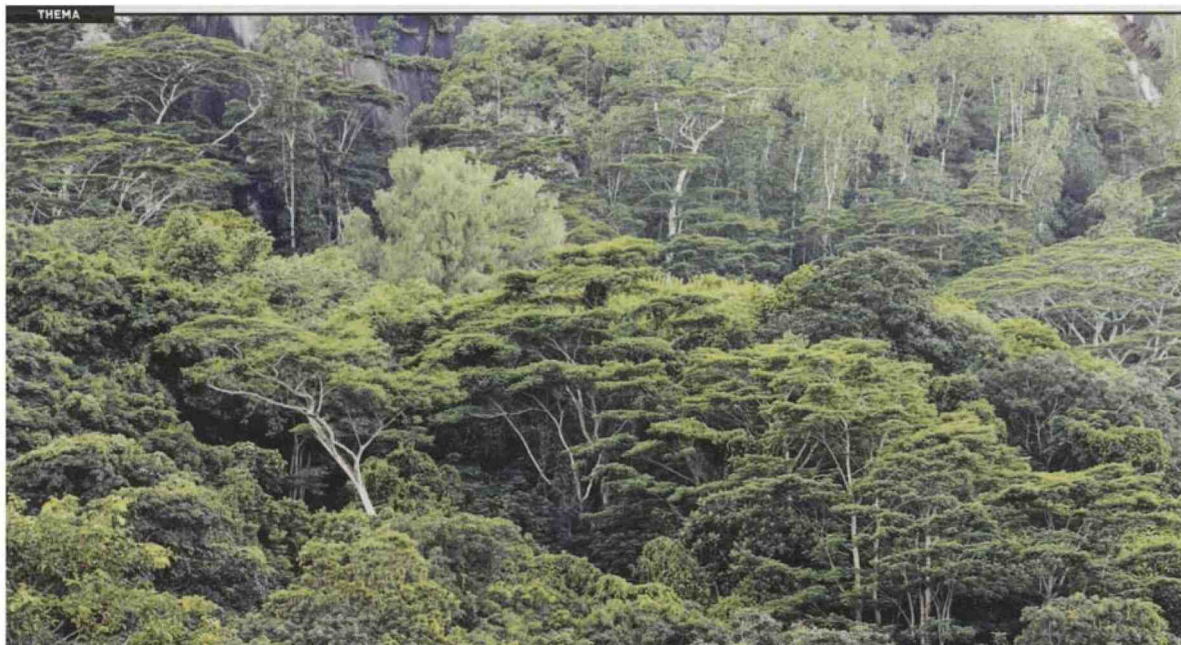
"Het uiteindelijke doel van ATIBT is duurzaam bosbeheer in alle tropische bossen wereldwijd."

MARK VAN BENTHEM
Directeur Probos



▲ Het uiteindelijke doel van ATIBT is duurzaam bosbeheer in alle tropische bossen wereldwijd.





Speerpunt van het [Fair & Precious-programma](#) is het Congo-bekken in Centraal Afrika.





ATIBT verwelkomt nieuw lid Toubois

Houtnieuws

- Marjolein - 23 september 2021



Panelen van Toubois

ATIBT staat voor: Association Technique Internationale des Bois Tropicaux of in he Engels: International Tropical Timber Technical Association. Deze organisatie stimuleert de duurzame, ethische en legale handel van tropisch hout als een natuurlijke en hernieuwbare hulpbron. Onlangs heeft Toubois zich als lid aangesloten bij ATIBT.

Toubois is een Franse specialist in technische en decoratieve panelen op maat. Sinds 1947 vervaardigt het bedrijf deze panelen in zowel kleine als middelgrote series. Op basis van een brede technische kennis en ervaring produceert Toubois de panelen voor uiteenlopende doeleinden. Hierdoor is het in staat om alle soorten projecten uit te voeren in de sectoren: nautisch, scheepsbouw, traditionele en industriële houtbewerking, voertuigmontage, spoorwegen en interieurontwerp.

Arbor Group

Toubois zelf behoort weer tot de Arbor Group die het samen met Placages Déroulés du Gabon, Allin, Multideck en Leroy Déroulage de Champagne in 2002 heeft opgericht. Alle partijen zijn belangrijke spelers in de houtverwerkingssector. Na de overname en het economisch herstel van vijf gespecialiseerde bedrijven in 18 jaar, werd de Arbor Group geboren. Dit vanuit de wens om zelfstandig de opgedane knowhow in te zetten voor het hele proces; van bosbouw tot de productie en levering van afgewerkte producten zoals multiplex en decoratieve & technische panelen.

Toen de bedrijven in juli 2020 de oprichting van de Arbor Group bekend maakten, kondigde directeur Eric Le Mière de oprichting aan van een nieuw fineerbedrijf in Libreville: CPL (Compagnie des placages de la Lowé). Dit bedrijf is gespecialiseerd in de fabricage van geschild okouméfineer en exotische houtsoorten zoals Sapelli en Movingui. Het werkt samen met Precious Wood; een bosbouwbedrijf dat 600.000 hectare FSC-gecertificeerd hout beheert.

De Arbor Group biedt werk aan bijna 500 mensen in Frankrijk en Gabon en realiseert een omzet van 65 miljoen euro.

Tags: ATIBT, Toubois, tropisch hout



Reageer (0)

[Article](#)

📅 18 marzo, 2021 **Opinión**

Gestión forestal sostenible, una solución a la deforestación

ATIBT considera fundamental sensibilizar a todos los actores de la cadena.



Por iniciativa del programa Fair&Precious, la ATIBT -Asociación Técnica Internacional de la Madera Tropical- se compromete con la gestión forestal sostenible y la compra de madera certificada.

Al fomentar el comercio responsable y sostenible de la madera, la ATIBT y sus socios (procedentes de una veintena de países productores y consumidores de maderas tropicales) llevan a cabo acciones concretas en las cuencas forestales para proteger la flora y la fauna y también para promover el desarrollo socioeconómico de las poblaciones de los países productores (apoyo económico, formaciones, desarrollo y preservación del sector).

La ATIBT participa activamente en el diálogo internacional e interviene en las decisiones de política forestal nacional e internacional, actuando como facilitador a través de la colaboración concreta con ministerios nacionales y organizaciones internacionales como la FAO (Organización de las Naciones Unidas para la Agricultura y la Alimentación), la Unión Europea, la Agencia Francesa de Desarrollo, KFW (cooperación alemana), WWF, FSC, PEFC / PAFC o la Comisión Forestal de África Central, y muchas otras organizaciones...



La gestión forestal sostenible, una solución a la deforestación

 Fairtrade  España  Noticias Ambientales 17 Marzo 2021

Con motivo del **Día Internacional de los Bosques**, que tendrá lugar **el 21 de marzo**, os propongo de hacer hincapié acerca de los principales actores implicados en la **lucha contra la deforestación y el comercio ilegal de madera**.



Para ello, os invito a intercambiar opiniones con el Sr. Benoit Jobbé-Duval, Director General de la Asociación Técnica Internacional de las Maderas Tropicales (ATIBT).

Por iniciativa del programa Fair & Precious (www.fair-and-precious.org), la ATIBT se compromete con la gestión forestal sostenible y la compra de madera certificada.

Al fomentar el comercio responsable y sostenible de la madera, la ATIBT y sus socios (procede de una veintena de países productores y consumidores de maderas tropicales) llevan a cabo acciones concretas en las cuencas forestales para proteger la flora y la fauna y también para promover el desarrollo socioeconómico de las poblaciones de los países productores (apoyo económico, formaciones, desarrollo y preservación del sector).

La ATIBT participa activamente en el diálogo internacional e interviene en las decisiones de política forestal nacional e internacional, actuando como facilitador a través de la colaboración concreta con ministerios nacionales y organizaciones internacionales como la FAO (Organización de las Naciones Unidas para la Agricultura y la Alimentación), la Unión Europea, la Agencia Francesa de Desarrollo, KFW (cooperación alemana), WWF, FSC, PEFC / PAFC o la Comisión Forestal de África Central, (y muchas otras organizaciones).

Porque hoy en día es fundamental sensibilizar a todos los actores de la cadena (operadores, compradores, consumidores) sobre los beneficios de una industria sostenible, ética y legal de los bosques de maderas tropicales como recurso natural y renovable, les invito a hacer un balance de los compromisos y las soluciones aplicadas para hacer frente a los desafíos de los bosques tropicales.


Contacto de prensa: Andrea González a.gonzalez@open2europe.com +33 1 55 02 14 71



PAYS : Espagne
DATE : 29 mars 2021
MEDIA : Goodnews with accent

CATEGORIE : Online / YouTube
FREQUENCE : Quotidien
AUDIENCE : 176 abonnés



 **Goodnews with accent**
176 abonnés





PAYS : Espagne
DATE : 29 mars 2021
MEDIA : Goodnews with accent

CATEGORIE : Online / YouTube
FREQUENCE : Quotidien
AUDIENCE : 176 abonnés





PAYS : Espagne
DATE : 29 mars 2021
MEDIA : Goodnews with accent

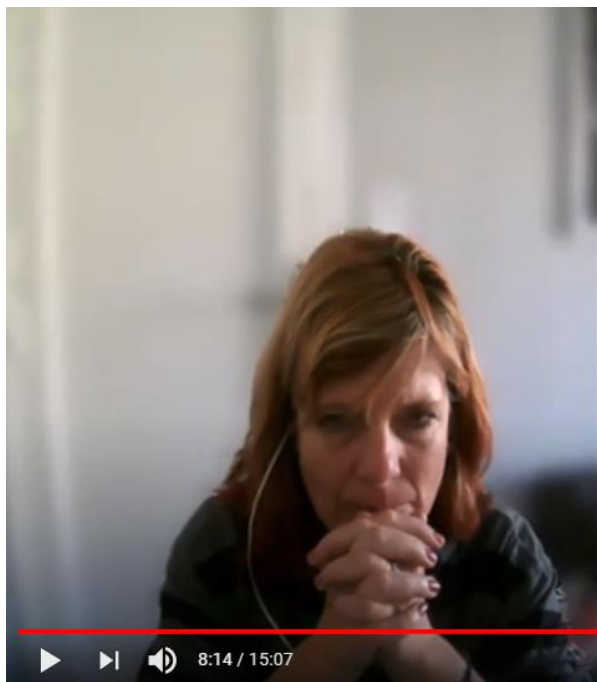
CATEGORIE : Online / YouTube
FREQUENCE : Quotidien
AUDIENCE : 176 abonnés





PAYS : Espagne
DATE : 29 mars 2021
MEDIA : Goodnews with accent

CATEGORIE : Online / YouTube
FREQUENCE : Quotidien
AUDIENCE : 176 abonnés



📅 12 abril, 2021 **Madera** | Opinión

“El objetivo de nuestra asociación es dar valor a los bosques tropicales. A la madera tropical”

Benoit Jobbé-Duval, Director General de la ATIBT.



En torno a la madera tropical se han unido una serie de organizaciones del mundo del desarrollo, de las relaciones con los países del sur, temas agrícolas y forestales, desarrollo sostenible, etc. Ahí se encuentra [ATIBT](#), la Asociación Técnica Internacional de la Madera Tropical. MADERA SOSTENIBLE ha hablado con su director general, Benoit Jobbé-Duval.

“La ATIBT es poco conocida en España y aún son pocas las empresas del país que utilizan nuestros servicios”, admite.

¿Cómo es posible dar valor hoy en día al bosque tropical?

La lucha contra la deforestación se hace a través de acciones de conservación. Pero es imposible poner en conservación toda la masa forestal en la cuenca del Congo, el Amazonas, Indonesia... Son diversos los mecanismos que hay que poner en marcha para lograrlo. La gestión sostenible, que nos ha permitido en Europa promover el uso de la madera y crear riqueza en torno a su uso, nos lleva hoy a tener, en España y en Europa, una masa forestal que está en crecimiento.

En los países tropicales estamos unos pasos por detrás en todos estos mecanismos, porque las acciones de plantación forestal no son aún muy desarrolladas, por diferentes razones, y aún quedan muchos bosques naturales. Estos bosques naturales han de ser mantenidos. Son objeto de acciones de conservación, y también de acciones de gestión forestal sostenible y explotación.

Lo que busca la ATIBT es luchar contra la madera ilegal, promover el uso de la madera de origen sostenible y el uso de la certificación. En definitiva, promover la madera certificada. Y apoyar de diferentes maneras, tanto en los países productores como en los países consumidores, todos los mecanismos que nos lleven a luchar contra la madera de origen ilegal y promover el uso de madera de origen sostenible.



Benoit Jobbé-Duval, Director General de ATIBT.



En este sentido, ¿qué labor desempeña ATIBT en el día a día?

Tenemos que trabajar a nivel del origen mismo de la madera. Hay que ser buenos conocedores de lo que ocurre a nivel de las concesiones forestales. Identificar aquellas concesiones que son un modelo para muchas otras y desarrollar todos los mecanismos de trazabilidad y de control en la cadena de valor, para garantizar que la madera de origen sostenible pueda llegar a los mercados europeos.

A nivel del mercado, por ejemplo, hemos organizado este 7 de abril un webinar para explicar a las empresas españolas el papel de la certificación en el EUTR. Hemos tenido bastante audiencia, con más de un centenar de empresas conectadas.



¿Está siendo útil para alcanzar vuestros objetivos la marca "Fair & Precious"?

La marca "Fair & Precious" ha madurado. Recordemos que tiene por objetivo promover a nivel de los mercados europeos la madera tropical certificada. La madera tropical no ha sido hasta ahora una prioridad en los esquemas de certificación FSC y PEFC a nivel europeo. Las cosas pueden cambiar, y creo que poco a poco están yendo de otra manera. Lo que hemos hecho con "Fair & Precious" ha sido apoyar tanto el FSC como el PEFC para suplir la falta de comunicación y de promoción que estos esquemas de certificación han llevado a cabo en Europa, y apoyar este desarrollo.



FSC y PEFC Internacional son socios de la marca "Fair & Precious". La reconocen y participan de diferentes maneras en los contenidos que publicamos tanto en las redes sociales como en nuestra propia web, que contribuyen a dar contenido a esta marca. Sumamos cada año en torno a 150 publicaciones, una presencia continua en las redes sociales y, sobre todo, un trabajo de información a nivel de mercado, de lo que hacen y saben hacer los operadores certificados, que venden en el mercado europeo madera certificada.

¿Cómo está respondiendo el mercado español a la marca "Fair & Precious"?

Me sorprende que son muy pocas las empresas españolas interesadas por la madera tropical que interactúan con nosotros. Esto no quiere decir que no las haya. En los últimos años, siempre ha habido alguna empresa que ha llegado a ser miembro de la Asociación, y que se mantiene en ella.

El escaso número de empresas miembros de ATIBT también se debe a la falta de promoción de la madera certificada en España.

En los mercados europeos, la madera tropical certificada tiene un peso en Escandinavia y Países Bajos (por encima del 70%). En el Reino Unido el porcentaje se acerca al 50%. Pero en Francia no llega al 15%, y en España estamos tan solo en torno al 7% de consumo de madera tropical certificada.

Con todo, la madera tropical certificada tiene muy escasa visibilidad en el mercado español. Pero nuestro trabajo es apoyarla y promoverla. Sobre todo, hacer que en los mercados públicos haya más interés por ella. Que poco a poco en los pliegos de condiciones de los proyectos se incluya como requisito la exigencia de que la madera empleada sea certificada.



¿Qué logros ha sumado ATIBT en materia de desarrollo sostenible en los últimos años?

Las empresas forestales que producen madera tropical históricamente nunca han comunicado lo que hacen o su forma de hacer el trabajo. No lo han hecho. Y hasta que nació la marca “Fair & Precious” de la ATIBT, no ha habido ninguna iniciativa de marketing y de promoción de la madera tropical en los mercados europeos.

El consumo de madera tropical se derrumbó a raíz de la crisis financiera del año 2008. Como todos los mercados madereros. Y el que nunca recobró toda su fuerza fue precisamente el mercado de la madera tropical. Entre otras razones, por el coste de esta materia prima. La madera tropical es un lujo, un producto de alto valor.



Asistimos a un desarrollo de mercado basado en las maderas de Europa del Norte, que son más baratas y más abundantes. Y más acordes con el mundo de la construcción, sobre todo a nivel estructural.

Las maderas tropicales han perdido terreno. A esto hay que sumar que las maderas tropicales han sido objeto de campañas de desprestigio y ataque, por parte de organizaciones que han apuntado a las malas prácticas que, todo hay que decirlo, han existido.

¿Conoce el mercado que existen empresas que gestionan el bosque tropical correctamente?

Efectivamente, sí que existe una serie de operadores que trabajan y funcionan de una forma legal y totalmente acorde a una política de gestión sostenible.

El hecho de que existan malas prácticas en algunos países no significa que no haya que reconocer lo que otros hacen bien.

El sector de la madera tropical en los países productores como Camerún, Gabón o el Congo es la primera fuente de empleo. Incluso muy por delante de otros sectores como el petróleo, al cual cuadruplican en número de trabajadores.



Es fuente de empleo, fuente de riqueza y de divisas. La existencia de esta economía forestal hace que los gobiernos de estos países estén interesados en mantener su bosque natural. Si no hay economía forestal la decisión es, tarde o temprano, convertir estas superficies en plantaciones de palma, cacao, etc.

Hay que dar valor al bosque, hay que consumir de una forma responsable y hay que animar a los países productores a que continúen llevando a cabo una política de gestión forestal sostenible, ayudándoles a luchar contra las malas prácticas y contra la madera ilegal.

¿Qué otras acciones han podido ir desarrollando ATIBT en estos últimos años?

Estamos desarrollando especialmente la formación profesional. Desde hace un año, estamos implementando un ambicioso proyecto en los países de África central, con centros y profesionales, formando a formadores para que el desarrollo industrial y la mejora de la transformación de la madera in situ se pueda beneficiar también de competencias locales.

Para el año 2022, los países de la CEMAC han previsto prohibir la exportación de madera en tronco. Con el objetivo de que el valor añadido de la madera y su transformación se quede en África. Y que los países productores avancen en la segunda y tercera transformaciones de la madera. Para que puedan llevar a cabo inversiones, tiene que haber personal preparado y jóvenes a quienes interese el mundo de la madera, y estén formados.



Actualmente hay muchas empresas asiáticas que se instalan en Gabón, que traen sus propios trabajadores chinos o indios. Entendemos que en un primer tiempo sea necesario suplir la falta de personal con trabajadores extranjeros, pero tarde o temprano queremos que sea la propia mano de obra de los países productores la que pueda contribuir y beneficiarse de este desarrollo.

¿Crece el peso de la ATIBT como interlocutor necesario para hablar sobre madera tropical?

Creo sinceramente que ha crecido. Hemos ido manteniendo el número de asociados, incluso incrementándolo. La asociación ha ganado visibilidad; tenemos presencia continua en Camerún, Gabón y Congo, e interactuamos de manera muy estrecha con las autoridades de diferentes países y con el sector privado que representamos. También mantenemos relación con las asociaciones de profesionales de los países productores y los representantes del sector privado en cada país. Y tenemos con ellos intercambios de información, de manera continua. Si hablamos de Africa Central y Africa del Oeste, podemos decir que somos verdaderamente el referente y representante de todo un sector forestal maderero profesional en estos países.



Nuestra presencia en América Latina es mucho más débil. Y estamos estrechando lazos con las asociaciones malayas, que quieren sumar esfuerzos con nosotros para la promoción de la madera tropical en los países europeos.

Para concluir, le pedimos que transmita un mensaje a las empresas y profesionales de la madera en España, sobre los bosques y la madera tropicales.

Que sepan darle valor a la madera tropical de origen sostenible. Detrás de la madera tropical de origen sostenible hay personas, hay familias, que viven de ello.

Vivimos extremadamente preocupados por los problemas que conllevan los intensos flujos migratorios a Europa; tenemos la obligación de contribuir de todas las maneras posibles a que las personas encuentren trabajo y puedan acceder a un nivel de vida cada vez mejor en los países productores. La madera es excelente en este sentido, porque da trabajo a mucha gente. Los países africanos están auto consumiendo cada vez un poco más su propia madera, pero siguen necesitando la exportación.

Que el mercado español no tema consumir madera tropical, siempre que sea legal y de origen sostenible. Si se pide la opinión al consumidor final, acerca de la madera tropical, la mayoría nos dice que no quieren contribuir a la deforestación. La madera no es el primero ni el segundo ni el quinto causante de la deforestación. La deforestación la causan la agroindustria y la agricultura. El consumo de madera de origen sostenible es garantía de conservación de bosques naturales.

Desde ATIBT animamos al consumidor a que conozca el valor de la madera tropical de origen sostenible, que conozca el valor de la certificación, que se interese por ello y que no tema por consumir productos realizados con esta materia prima.



Madera Sostenible

PAYS: Espagne
DATE: 12 avril 2021
MEDIA: MADERA-SOSTENIBLE.COM

CATEGORIE: Online
FREQUENCE: Quotidien
AUDIENCE: 16 601 visits/mois



Madera Sostenible

+ Madera



¿CONOCES NUESTRO
FILM ESTIRABLE BIODEGRADABLE?
ES LA SOLUCIÓN DE ENFARDADO MÁS SOSTENIBLE,
MÁS EFICAZ Y ECONÓMICA DEL MERCADO

BIO-V[®]
it is bio for real

CONTROLPACK[®]
FABRICATED MANUFACTURE SYSTEM

“El objetivo de nuestra asociación es dar valor a los bosques tropicales. A la madera tropical”



Benoit Jobbé-Duval, Director General de la ATIBT.

[Continuar leyendo...](#)





Madera Sostenible



BIO-V
CONTROL PACK

"El objetivo de nuestra asociación es dar valor a los bosques tropicales. A la madera tropical"



Realizado por: David Sánchez - 06/04/2021

[Continuar leyendo...](#)



EL MEJOR BORDO
de impresión
de Madera 100%

KIDER
WOOD
FLOOR

La madera en el hogar, aliada silenciosa contra el coronavirus



Desde el inicio de la pandemia por Covid-19, muchos han notado que se han beneficiado de la madera en el hogar, ya que es un material que ayuda a reducir el ruido y a mejorar el bienestar.

[Continuar leyendo...](#)



INCLUSIÓN SOCIAL
SOLIDARIA
DESDE Y SINCE 2009



imos
soluciones de software

EXPO CHAGA: Confirmadas más de 150 firmas e igualtoras de 27 países



Realizado por: Julia Ballester - 04/11/2021 - 12/11/2021

[Continuar leyendo...](#)

[Lien](#)



Benoît Jobbé-Duva
Director ejecutivo de la Asociación Técnica Internacional
de las Maderas Tropicales (ATBT)

Certificación forestal: un círculo virtuoso en el que el desempleo y la conservación coinciden

Los bosques tropicales cubren sólo el 7% del planeta, pero contienen el 50% de la biodiversidad mundial. Sus ecosistemas regulan los flujos mundiales de agua, así como el clima. Apoyan directamente la subsistencia de más de mil millones de personas.

El impacto del desarrollo económico mundial en la biodiversidad y las dificultades para frenar el cambio climático son hoy en día dos hechos indiscutibles. La confusión resultante entre algunos, así como la conciencia del papel fundamental de los bosques tropicales dentro de las principales instituciones (FAO, Unión Europea, One Planet Summit), pone de relieve la importancia de los gestores forestales que iniciaron, hace muchos años, por ejemplo, una reflexión en profundidad sobre el futuro de los bosques de la Cuenca del Congo.

La iniciativa francesa, y pronto europea, de la Estrategia Nacional de Lucha contra la Deforestación Importada (Stratégie Nationale de Lutte Contre la Déforestation Importée - "SNDI"; ver abajo), es un enfoque original y urgente a implementar para prevenir la desaparición de los bosques, despejando el camino para las plantaciones de soja o de aceite de palma. Si bien es común escuchar hablar de iniciativas concretas para reforestar áreas degradadas, es mucho más raro hoy en día presentar soluciones para combatir esta deforestación.

Sin embargo, ahora sabemos que la deforestación de los ambientes tropicales libera un promedio de 300 toneladas de CO₂ por hectárea con un efecto inmediato -sin mencionar la pérdida de biodiversidad como una de las consecuencias más resaltantes-. En comparación, los efectos de la "reforestación" en términos de absorción de carbono sólo se sentirán en 10 a 15, o incluso 20 años, a un ritmo de 100 toneladas de CO₂/ha. Cabe recordar que, según un estudio de las Naciones Unidas, el costo estimado para la sociedad de una tonelada de carbono es de 100 dólares. En vista de esto, está claro que salvar los bosques tropicales es la forma más eficaz y, por mucho, la más rentable para reducir nuestras emisiones de carbono.



Injustamente criticado durante demasiado tiempo, el sector forestal en África Central es el segundo mayor empleador después del Estado, y esto en lugares donde sus servicios están ausentes a menudo. Con la certificación forestal, ha surgido un círculo virtuoso de empleo y conservación. Los beneficios sociales y económicos de los servicios que prestan las empresas forestales certificadas se estiman en varios cientos de miles de millones de dólares.

Estas empresas son, sin duda, las mejores embajadoras del espíritu de responsabilidad del cual Europa quiere ser líder. Es vital que el sector forestal sea mejor comprendido por la sociedad civil y por las entidades públicas o privadas que pueden ayudarlos. Ahora hay una necesidad urgente de cambiar el sector de los bosques tropicales hacia la certificación a mayor escala.

Dentro de los ecosistemas tropicales, las empresas forestales certificadas en gestión sostenible son actores ejemplares, aunque poco conocidos. Estas empresas, certificadas desde hace unos 10 a 12 años por el FSC, y algunas más recientemente por la PAFC, representan un poco más de 5,1 millones de hectáreas, siendo alrededor de 11,5% de los 45 millones de hectáreas dedicados a la industria forestal.



■
Salvar los bosques tropicales es la forma más eficaz y rentable para reducir nuestras emisiones de carbono
■

Estos gestores forestales son verdaderos actores económicos, notables en todos los aspectos en diferentes campos, proporcionando una serie de servicios a las poblaciones locales, preservando la biodiversidad y protegiendo la vida silvestre y su hábitat.

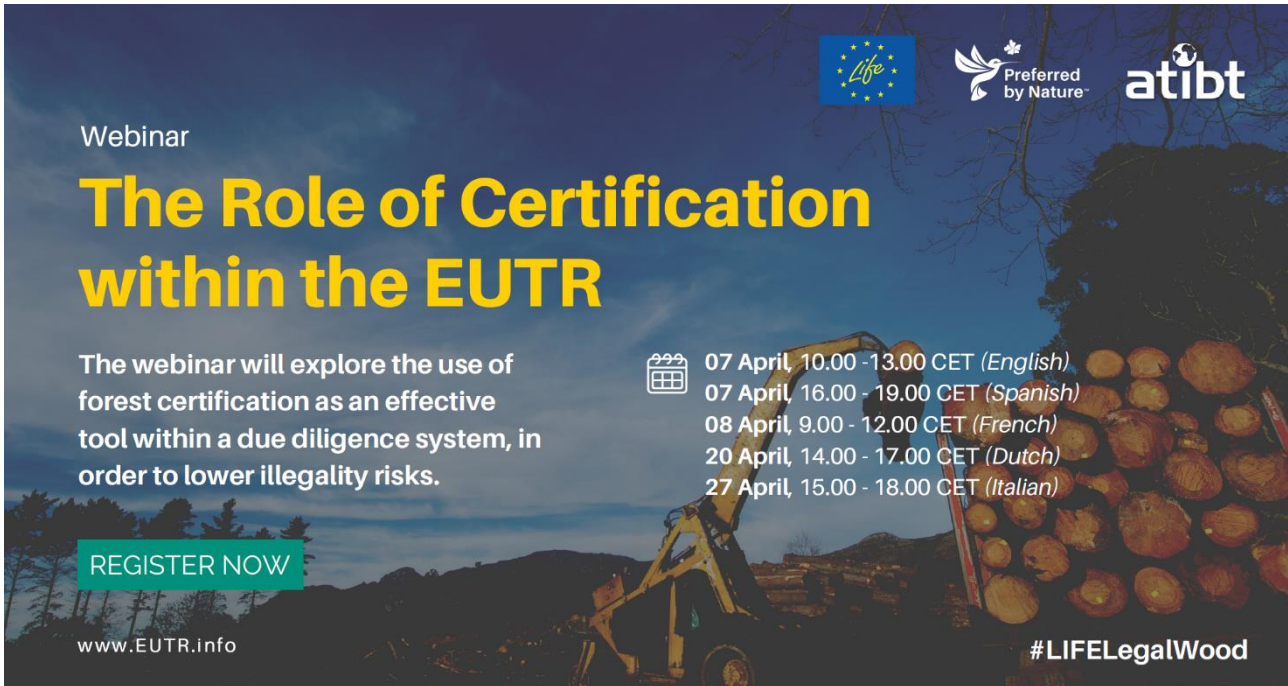
Lamentablemente, estas empresas no logran valorizar ampliamente su producción de la madera tropical certificada. El costo generado por su compromiso en este exigente proyecto de RSE, está lejos de ser absorbido por la comercialización de este material en el mercado.

Sin embargo, si pensamos en ello, la venta de la madera certificada permite asumir una parte de los costes generados por la prestación de los "eco-servicios" suministrados por estas empresas. No cabe duda de que estas empresas forestales se encuentran claramente en el mercado de la conservación y contribuyen al logro de la mayoría de los Objetivos de Desarrollo Sostenible definidos por las Naciones Unidas (véase más adelante).

"Si queremos desarrollar el número de hectáreas de bosques certificados, que hasta ahora sigue siendo insuficiente, y llevar a otras empresas hacia el camino de la certificación forestal, es imperativo que el modelo económico de las concesiones certificadas sea equilibrado" explica Stéphane Glannaz de la sociedad Precious Woods, "para esto, es esencial que el financiamiento destinado a la conservación, ya sea de origen público o privado, apoyen a las empresas certificadas y a aquellas que deseen llegar a serlo. La ecuación es difícil, pero no imposible si los Estados y las mayores empresas del planeta ¡finalmente juegan el juego!".

En España, el consumo de la madera certificada se encuentra en torno al 7%, frente a un 15% en Francia y un 50% en el Reino Unido. La Certificación Forestal cuenta hoy en día con poca visibilidad en el mercado español. Por ello, el trabajo de ATIBT en la actualidad no trata solo de apoyar y promover nuestro trabajo económico y social en los países que conforman la Cuenca del Congo, sino también de educar al consumidor para alentar sobre su uso, específicamente en los mercados públicos. Esto traerá consigo, a medio plazo, una mayor exigencia por parte de los diferentes gobiernos a exigir el empleo de la madera certificada en futuros proyectos.

Webinar: The Role of Certification within the EUTR



Webinar

The Role of Certification within the EUTR

The webinar will explore the use of forest certification as an effective tool within a due diligence system, in order to lower illegality risks.

[REGISTER NOW](#)

www.EUTR.info

#LIFElegalWood

07 April, 10.00 - 13.00 CET (*English*)
07 April, 16.00 - 19.00 CET (*Spanish*)
08 April, 9.00 - 12.00 CET (*French*)
20 April, 14.00 - 17.00 CET (*Dutch*)
27 April, 15.00 - 18.00 CET (*Italian*)

ATIBT and Preferred by Nature are offering a joint webinar on the use of forest certification within a EUTR-compliant due diligence system.

This webinar is additional to the February/March workshops on the EUTR (EU Timber Regulation) in general. The aim of this extra session is to detail the use of forest certification as an effective tool within a due diligence system, in order to lower illegality risks.

Whether you are an operator, another entity along timber supply chains or an enforcement officer, you might wonder how forest certification and the EUTR requirements articulate.

How is forest certification working? What happens during an audit? How to ensure that a forest product is certified? What does the EU Timber Regulation really say about certification? These are some of the questions that will be answered during the webinar. ATIBT will specifically share its extended experience on forest certification in West & Central Africa.

This webinar is offered in several languages:

- English: 07 April, 10.00 – 13.00 CET
- Spanish: 07 April, 16.00 – 19.00 CET
- French: 08 April, 9.00 – 12.00 CET

- Dutch: 20 April, 14.00 – 17.00 CET
- Italian: 27 April, 15.00 – 18.00 CET

Please click [here](#) to register for a webinar.

This series of webinars is offered as part of the [ATIBT FLEGT-REDD](#) project and [Preferred by Nature's LIFE Legal Wood project](#).

About ATIBT FLEGT-REDD project

Since 2013, ATIBT has implemented a wide FLEGT-REDD project to improve private sector involvement in the implementation of the FLEGT Action Plan (VPA process and REDD+ mechanism). This project is entitled "Integration of the Central and West African tropical timber sector into the FLEGT and REDD+ mechanisms". It is partly funded by FFEM (French Facility for Global Environment) and has the overall objective of getting the private forestry sector to actively contribute to the sustainable management of tropical forests and to the socio-economic development of timber-producing countries.

About Preferred by Nature LIFE Legal Wood project

LIFE Legal Wood is an international project committed to providing professionals with all the information they need to understand the European Timber Regulation (EUTR) through free risk assessments, stakeholder networks and seminars, and online due diligence tools. The project is led by Preferred by Nature, an NGO, and is supported by Amfori, Baskegur, Cesefor, Conlegno, Etifor, Foresna, GD Holz, Le Commerce du Bois, Probos, and the Competent Authorities of Belgium, Germany and Spain.

Ilustre Colegio Oficial de Ingenieros Técnicos Forestales y Graduados en Ingeniería Forestal y del Medio Natural | 

ACCESO ÁREA PRIVADA

Una ingeniería para la vida

Inicio El Colegio Servicios al Colegiado Oficina virtual Empleo **Noticias** Café Forestal Avisos

Estás en: [Noticias](#) > [Actualidad](#) > Acceso al Webinar «El Papel de la Certificación Forestal en el EUTR» organizado por la Asociación Técnica Internacional de los Bosques Tropicales.

ACTUALIDAD

13 may 2021 Acceso al Webinar «El Papel de la Certificación Forestal en el EUTR» organizado por la Asociación Técnica Internacional de los Bosques Tropicales.

[f](#) [in](#) [t](#) [m](#)

Más Información

[🔗](#) Acceso al Webinar «El Papel de la Certificación Forestal en el EUTR» organizado por la Asociación Técnica Internacional de los Bosques Tropicales.

Vote: ★★★★★ | Resultados: ★★★★★ | 0 Votos

Búsqueda rápida
Palabra clave

[↶](#) [🖨](#)



[Lien](#)



📅 27 mayo, 2021 **Forestal | Panorama**

ATIBT publica su informe anual de 2020

Con motivo de su Asamblea General del 28 de mayo de 2021.



La Asamblea General de ATIBT, la Asociación Técnica de la Industria de la Madera Tropical, se celebrará el 28 de mayo de 2021. Estará precedida por una Junta Directiva el 26 de mayo.

Al igual que en 2020, la Asamblea General se celebrará por videoconferencia. Se enviarán invitaciones con zoom a todos los miembros de la Asociación, para que todos puedan participar en la reunión anual.

Con motivo de la celebración de la reunión, [ATIBT](#) publica su **informe anual de 2020**.





Instante de la Asamblea General de ATIBT en 2019.

[Lien](#)



Arte en madera y movimiento: El Museo y Casa-Taller Herminio Revilla



Más de 600 tallas realizadas con maderas nobles autóctonas.

[Continuar leyendo...](#)

[Lien](#)

Las maderas tropicales certificadas: algo más que madera

02/06/2021

812



Reconocidas como una herramienta de desarrollo económico, social y cultural, las ecoetiquetas forestales FSC (Forest Stewardship Council) y PEFC-PAFC (Programme for the Endorsement of Forest Certification schemes - Pan-African Forest Certification) permiten ver con mayor claridad el consumo de madera tropical. Elegir la madera adecuada para decorar su exterior no es fácil, pero con estas etiquetas, el consumo de esta madera puede ser más sencillo y sostenible. En este sentido, la Asociación Técnica Internacional de las Maderas Tropicales (ATIBT) pretende dar a conocer la certificación de gestión sostenible en Francia mediante la creación del programa **Fair&Precious**. Este colectivo apuesta por el respeto a la flora y la fauna, así como por un modelo de desarrollo económico y social que respete a las poblaciones.

Madera tropical: sostenible, estética y eficiente

El objetivo de Fair&Precious es animar a los consumidores a elegir maderas tropicales certificadas a la hora de comprar decoraciones de exterior. Esta certificación de la madera ofrece unas cualidades técnicas, estéticas y medioambientales incomparables.

Las maderas tropicales tienen una durabilidad natural única, sin necesidad de utilizar productos de tratamiento. Su dureza, su resistencia y su estabilidad en un entorno húmedo confieren a las sustancias tropicales unas cualidades técnicas excepcionales. Su color, textura, veteado y homogeneidad proporcionan a estas maderas un atractivo estético excepcional.

Elegir una madera tropical certificada significa invertir en el futuro, en un hábitat sostenible y actuar en favor del medio ambiente.

Un material óptimo para suelos y cubiertas de piscinas

El uso de madera tropical en la creación de una terraza es, sin duda, el vínculo perfecto entre el interior de la casa y la naturaleza del exterior.

De hecho, las especies tropicales son naturalmente resistentes al desgaste y a las inclemencias del tiempo. La mayoría de ellos son también resistentes a la putrefacción, insensibles a las heladas, la lluvia y los insectos, así como al cloro o al agua de mar.

Además de su extrema resistencia, estas maderas de grano fino, que no se astillan y no se calientan mucho al sol, son ideales para caminar descalzo por una terraza o junto a una piscina. En cuanto a la estética, la madera tropical ofrece una amplia gama de especies, aspectos, vetas y matices:

Fácil de mantener

La madera tropical tiene una vida útil de varias décadas, gracias a su excelente estabilidad dimensional. No necesita ningún tratamiento químico y no requiere mucho mantenimiento. Estos factores hacen que la madera tropical sea un material con una excelente relación calidad-precio. Para conservar su aspecto natural original, las maderas tropicales deben mantenerse sólo una o dos veces al año, cepillándolas y, si es necesario, aplicando un decapante para devolver instantáneamente a la madera su color original, o un saturador para prolongar el brillo.

No al comercio ilegal de madera tropical

Al comprar madera tropical, los consumidores pueden enviar una fuerte señal contra la tala ilegal y los canales de distribución no transparentes. Para ello, es necesario asegurarse de que procede de empresas responsables, certificadas por instituciones de control independientes y cuyas rutas de producción pueden rastrearse con precisión.

Este es el caso de las empresas que se han adherido a Fair&Precious. Están comprometidas a nivel local con la Gestión Forestal Sostenible, la preservación de la biodiversidad y la promoción de empleos locales en la industria de la transformación de la madera, así como con proyectos sociales. El objetivo es promover el uso de un material eco-responsable y eficiente. Cualquiera que apoye a estas empresas contribuye a la preservación de la selva tropical y al bienestar de sus habitantes

[Lien](#)


NOTICIA


Vivienda sostenible

El programa Fair and Precious promueve la madera con certificación como método sostenible de decoración



07/06/2021 | ATIBT

 La Asociación Técnica Internacional de las Maderas Tropicales (ATIBT) pretende dar a conocer la certificación de gestión sostenible en Francia mediante la creación del programa 'Fair&Precious'. Este colectivo apuesta por el respeto a la flora y la fauna, así como por un modelo de desarrollo económico y social que respete a las poblaciones.

 Reconocidas como una herramienta de desarrollo económico, social y cultural, los movimientos creados a través de ecoetiquetas como FSC (Forest Stewardship Council) permiten ver con mayor claridad el consumo de madera tropical. Elegir la madera adecuada para decorar su exterior no es fácil, pero con estas etiquetas, el consumo de esta madera puede ser más sencillo y sostenible.

El objetivo de 'Fair&Precious' es animar a los consumidores a elegir maderas tropicales certificadas a la hora de comprar decoraciones de exterior. Esta certificación de la madera ofrece unas cualidades técnicas y estéticas, además de sus características medioambientales incomparables. Tienen una durabilidad natural única, sin la necesidad de utilizar ningún producto para su conservación ni tratamiento, lo que permite alargar el **ciclo de vida de este material**. Por eso, desde la asociación promueven el uso de estas **maderas tropicales como sinónimo de futuro y hábitat sostenible**.

Vínculo entre exterior e interior

El uso de madera tropical en la creación de una terraza es, sin duda, el vínculo perfecto entre el interior de la casa y la naturaleza del exterior. Estas maderas de grano fino, que no se astillan ni calientan con la temperatura del sol, pueden colocarse en terrazas o junto a piscinas, ya que no retienen el calor. De hecho, las especies tropicales son naturalmente resistentes al desgaste y a las inclemencias del tiempo, por eso se pueden utilizar tanto en zonas templadas como en frías. La mayoría de ellos son también **resistentes a la putrefacción, insensibles a las heladas, la lluvia y los insectos**, así como al cloro o al agua de mar.

Además, debido a la amplia gama de especies, aspectos, vetas y matices que ofrece esta madera, permite colores y texturas homogéneos, lo que las hace más atractivas visualmente.

La certificación de la excelencia

La madera tropical tiene una vida útil de varias décadas, gracias a su excelente estabilidad dimensional. No necesita ningún tratamiento químico y no requiere mucho mantenimiento. Estos factores hacen que la madera tropical sea **un material con una excelente relación calidad-precio**. Para conservar su aspecto natural original, las maderas tropicales deben mantenerse sólo una o dos veces al año. Por ejemplo, cepillándolas y, si es necesario, aplicando un decapante para devolver instantáneamente a la madera su color original, o un saturador para prolongar el brillo.

El comercio ilegal, un problema para el medio ambiente

Al comprar madera tropical, los consumidores pueden **enviar una fuerte señal contra la tala ilegal y los canales de distribución no transparentes**. Sin embargo, el comercio ilegal supone un problema para estos mensajes sociales. Para combatirlo, es necesario asegurarse de que la madera procede de empresas responsables, certificadas por instituciones y cuyas rutas de producción pueden rastrearse con precisión.

Este es el caso de las empresas que se han adherido a **'Fair&Precious'**. Están comprometidas a nivel local con la Gestión Forestal Sostenible, la preservación de la biodiversidad y la promoción de empleos locales en la industria de la transformación de la madera, así como con proyectos sociales. El objetivo es promover el **uso de un material eco-responsable y eficiente**. Cualquiera que apoye a estas empresas contribuye a la preservación de la selva tropical y al bienestar de sus habitantes.

Archivado en:

Actualidad, Sostenibilidad y eficiencia energética

[Lien](#)



1 julio, 2021 **Destacada** | **Madera**

Descubra una gama de 60 especies de madera tropical en el sitio web de FAIR&PRECIOUS

Nuevos contenidos sobre las diferentes maderas africanas.



El [sitio web de Fair&Precious](#) se ha enriquecido desde hace unos meses con nuevos contenidos sobre las diferentes maderas africanas.

Este trabajo tiene un doble objetivo: mejorar la visibilidad de las páginas web de Fair&Precious y de la ATIBT, y promover la madera certificada FSC y PEFC-PAFC de la cuenca del Congo. En el sitio web de Fair&Precious se presentan sesenta especies para informar al público en general sobre las características y cualidades de las maderas tropicales.



Essences de bois tropical

Abura



Essences de bois tropical

Acajou d'Afrique



Essences de bois tropical

Afrormosia



Essences de bois tropical

Aiele



Essences de bois tropical

Alep



Essences de bois tropical

Andoung



Essences de bois tropical

Angueuk



Essences de bois tropical

Aniégré



Essences de bois tropical

Awoura



Essences de bois tropical

Ayous



Essences de bois tropical

Azobe



Essences de bois tropical

Bété

Cada especie tiene una página específica, que presenta el árbol, su distribución geográfica y, sobre todo, los usos de la madera y sus características en términos de durabilidad natural, resistencia, etc. Se proporcionan enlaces a las fichas Tropix elaboradas por el CIRAD, así como al sitio web mytropicaltimber.org. La idea de estas páginas de especies es ofrecer un contenido popularizado y accesible al mayor número de personas, al tiempo que se remite a fuentes más científicas y técnicas. Además de las fichas de Tropix, el libro Les arbres utiles du Gabon, el Atlas de las Maderas Tropicales y NumBA, la biblioteca en línea del CIRAD, son las principales fuentes de estas «fichas de especies».





De las sesenta páginas de especies del sitio, casi cuarenta están ya completas y muestran ya una amplia gama de maderas tropicales y sus usos. Las páginas de especies que aún no están totalmente terminadas ofrecen por el momento una breve descripción del árbol y de los usos de la madera; todas las especies estarán terminadas a finales del verano. Con el tiempo, el sitio web Fair&Precious presentará sesenta especies de madera africana, desde la abura hasta la zingana, con el fin de ofrecer **información sobre la madera tropical certificada** y sus cualidades como material natural y sostenible. El sitio web de la ATIBT también incluye estas fichas de especies, que forman parte de su mediateca.

[Lien](#)

📅 23/07/2020 / 👤 Miguel / 👁 347



Fair&Precious: Madera Tropical Sostenible



Las ecoetiquetas forestales del FSC y del PEFC-PAFC son ahora reconocidas por muchos actores como una herramienta para el desarrollo económico, social y cultural, así como para la conservación de la biodiversidad y la lucha contra la deforestación. En los últimos años se han adoptado varios reglamentos en apoyo de este enfoque: políticas nacionales de desarrollo sostenible, políticas de adquisición pública, el Reglamento de la Madera de la Unión Europea (EU TAR), etc.

Por iniciativa de la Asociación Técnica Internacional de Maderas Tropicales (ITTTA), los administradores forestales comprometidos con este enfoque responsable en la cuenca del Congo (Congo, Gabón, Camerún), mediante la certificación de la gestión sostenible, han creado la marca Fair&Precious. Este colectivo, apoyado por las cooperaciones alemana (KFW) y francesa (AFD), se compromete a respetar la fauna y la flora, así como a un modelo de desarrollo económico y social respetuoso con las poblaciones.

Madera tropical: duradera, estética y eficiente

Fair&Precious se ha fijado el objetivo de restablecer la confianza de los consumidores en las maderas tropicales certificadas que poseen cualidades técnicas, estéticas y medioambientales incomparables.

Las maderas tropicales tienen una durabilidad natural única sin el uso de productos de tratamiento. Su dureza, resistencia y estabilidad en un ambiente húmedo le dan a las especies tropicales cualidades técnicas excepcionales. Su color, textura, grano y homogeneidad dan a estas especies un aspecto estético excepcional.

Elegir una madera tropical certificada significa invertir en el futuro, invertir en un hábitat sostenible y actuar a favor del medio ambiente fomentando las buenas prácticas.

Un material óptimo para las terrazas del suelo y las terrazas de las piscinas

El uso de la madera tropical en la construcción de una terraza crea un vínculo perfecto entre el interior de la casa y la naturaleza del exterior. Las especies de madera tropical son naturalmente resistentes al desgaste y a la intemperie. La mayoría de ellos son también a prueba de putrefacción, insensibles a las heladas, la lluvia y los insectos, así como al cloro o al agua de mar. Además de su extrema resistencia, estas maderas de grano fino y sin astillas, que no se calientan mucho al sol, son ideales para caminar descalzo en una terraza o al lado de una piscina. Estéticamente, la madera tropical ofrece una amplia gama de especies, aspectos, vetas y tonos. Desde el rojo intenso de Padouk hasta el marrón profundo de Azobe y el amarillo de Bilinga, la belleza de estos bosques es inigualable.

Además de las especies mencionadas anteriormente, el ATIBT recomienda especialmente a Niové, Mukulungu, Aleppo, Iroko, Landa, Tali y Osanga para la construcción de terrazas, playas con piscinas e instalaciones al aire libre.

Fácil de mantener, relación calidad-precio

La madera tropical tiene una vida útil de varias décadas, sobre todo debido a su excelente estabilidad dimensional. No requiere ningún tratamiento químico y no requiere mucho mantenimiento. Estos factores hacen de las maderas tropicales materiales que ofrecen una excelente relación calidad-precio. Para conservar su aspecto natural original, la madera tropical debe mantenerse sólo una o dos veces al año cepillando y, si es necesario, aplicando un desengrasante para devolver instantáneamente a la madera su color original, o un saturador para prolongar el brillo.

Garantías serias para la producción sostenible

Al comprar madera tropical, los consumidores pueden enviar una fuerte señal contra la tala ilegal y los canales de distribución no transparentes. Para ello, es necesario asegurarse de que procede de empresas responsables certificadas por instituciones de control independientes y cuyas rutas de producción pueden trazarse con precisión.

Este es el caso de las empresas que se han unido a Fair&Precious. Están comprometidos localmente con la ordenación forestal sostenible, la preservación de la biodiversidad y la promoción de empleos locales en la industria de procesamiento de la madera, así como con proyectos sociales. El objetivo es promover el uso de un material eco-responsable y eficiente. Todo aquel que apoye a estas empresas contribuye a la preservación de la selva tropical y al bienestar de sus habitantes.

[Lien](#)

Aeim se une a ATIBT y al programa Fair & Precious

27/07/2021



La Asociación Técnica Internacional de Maderas Tropicales (**ATIBT**) continúa su desarrollo en todo el mundo y ahora cuenta con una nueva institución entre sus miembros: la Asociación Española de Comercio e Industria de la Madera (**Aeim**). Con esta nueva asociación, la ATIBT refuerza sus relaciones con los países hispanohablantes.

Aunque la asociación española ya estaba representada en parte dentro de la ATIBT por Sotomar* desde 2018, e Invoicegreen** desde 2020, su adhesión es ahora una señal fuerte para la organización internacional.

Creada en 1957 como Agrupación Nacional de Importadores de la Madera, Aeim inició su actividad con el comercio de importación de maderas tropicales. En la actualidad, la Aeim es una organización privada sin fines de lucro de distribuidores, agentes y oficinas de venta de madera.

Los principales objetivos de la asociación son defender los intereses de sus miembros, promover actividades comerciales que garanticen un comercio internacional justo de la madera y ambientalmente responsable, así como promover el consumo responsable de la madera como producto natural, renovable y sostenible.

Aeim, que ya es miembro de la Federación Europea del Comercio de la Madera, se une a la ATIBT para participar en las reflexiones y compromisos internacionales.

Comprometidas con cuestiones sociales, económicas y medioambientales de vital importancia para la preservación del bosque tropical a largo plazo, ambas instituciones desean contribuir, con todos sus miembros, a dar más visibilidad a la madera tropical y a los retos de la gestión forestal sostenible. Esta ambición común se refleja también en el programa Fair & Precious.

** Sotomar es un agente de madera con sede en Torrente, España, principalmente para bosques tropicales en países de África Occidental.*

*** Invoicegreen es importador de maderas tropicales, establecido en Valencia.*

[Cliquez ici pour accéder à l'article](#)

Fair & Precious, ¡El programa de ATIBT que promueve la madera legal y certificada de la Cuenca del Congo!

Fair&Precious España Noticias Ambientales 28 Julio 2021

Para luchar eficazmente contra la explotación insostenible de los bosques y el comercio ilegal de madera, la **Asociación Técnica Internacional de los Bosques Tropicales mantiene su compromiso y multiplica sus acciones para proteger y gestionar los bosques africanos** que todavía están amenazados, en particular a través de su programa Fair&Precious. El respeto hacia las especies protegidas, así como a los diámetros de explotación, protección de árboles semilleros, métodos de explotación de bajo impacto y las conocidas rotaciones de 25 a 30 años para cumplir con los periodos de descanso, son medidas que se aplican a diario en pro del desarrollo de la madera certificada y legal.



“LA MADERA AFRICANA, MÁS QUE MADERA”

Al promover el desarrollo de una industria de madera tropical sostenible, ética y legal como recurso natural y renovable, la ATIBT apoya a los países productores y muestra las ventajas de la madera tropical certificada para los países importadores.

Con su programa “Fair&Precious”, la asociación promueve los beneficios medioambientales, sociales, económicos y técnicos de la madera tropical, aliándose y manteniendo su compromiso con los países que siguen luchando arduamente contra el comercio ilegal de madera.

DIFERENTES MERCADOS DE MADERA TROPICAL

Se estima que el mercado nacional se desarrollará rápidamente debido al crecimiento demográfico en África. Este mercado necesita mejor regulación, concienciando a los habitantes de los bosques y consumidores locales acerca de la necesidad de respetar las normas de explotación y el valor de la madera como recurso renovable. Con el aumento de la transformación local de madera (se prevé el cese total de la exportación de troncos a mediano plazo), este consumo local podría tener un impacto positivo, específicamente en la construcción de viviendas de calidad.

Los mercados de exportación son predominantes y se han desplazado hacia el continente asiático en los últimos 10-15 años. Estos mercados no tienen la misma visión en cuanto al aprovisionamiento sostenible, mientras que algunos países comprenden bien el valor de la certificación - como los países escandinavos, los Países Bajos y el Reino Unido. Otros, por el contrario, no están muy conscientes de ello por ahora, principalmente en el sur de Europa y los países asiáticos, este último exporta más del 50% de la madera producida en la cuenca del Congo. El consumo de madera certificada y la valorización de los servicios ecosistémicos son temas que forman parte de las prioridades de la ATIBT.

Camerún, Congo y Gabón: 3 países que quieren mejor valorizar su madera tropical y sus bosques

África está más movilizada que nunca para mejorar la gestión de sus bosques, valorizar sus riquezas y en particular su “oro sostenible”, la madera tropical, que, como lo dice ATIBT, es “más que madera”.

La Cuenca del Congo, que incluye Camerún, Congo y Gabón, alberga el segundo bosque más grande del planeta que representa casi 5,5 millones de hectáreas de bosques certificados FSC (Forest Stewardship Council). Según algunos investigadores y científicos, la Cuenca de Congo es tratada de forma ejemplar por las empresas forestales certificadas FSC. También hay que destacar la aparición de otra certificación de gestión sostenible, el PAFC – Cuenca del Congo.

Camerún:

Camerún es el primer país africano que impone la obligación de utilizar madera de origen legal en sus mercados públicos. El país lanzó una campaña de concientización nacional sobre el uso de madera de origen legal en los principales centros urbanos del país en colaboración con el Ministerio de Bosques y Fauna (MINFOP). Siendo el mayor país exportador de madera, su gran población se beneficia de los recursos forestales y, por tanto, debe ser consciente de su importancia.

Congo:

País que posee una gran superficie de explotación y una de las mayores superficies certificadas FSC. El Congo multiplica las acciones para proteger sus recursos con la adopción de un nuevo código forestal que muestra la determinación de sus responsables de valorizar al máximo sus recursos forestales. Un proyecto innovador de reparto de producción que pretende fomentar la transformación local.

Gabón:

En 2020, el país adoptó una fuerte política medioambiental al decretar que todos los bosques concedidos del país deberán adoptar el modelo de certificación FSC para 2022. Un compromiso continuo que está teniendo un gran impacto y que permite que su madera tropical sea reconocida en el mundo entero. Gabón ha sido precursor en la lucha contra las ilegalidades, fue el primer país en prohibir la exportación de troncos, entre otras medidas.

Gabón recibirá sus primeros pagos internacionales como recompensa por la protección de sus bosques. Noruega pagará una recompensa de 17 millones de dólares a cambio de las toneladas adicionales de carbono no emitido gracias a las medidas aplicadas para luchar contra la deforestación. De hecho, comparado a la media de emisiones a nivel mundial desde el 2006 hasta el 2016, se capturaron 3,4 millones de toneladas a lo largo de los años 2016 y 2017.

[Cliquez ici pour accéder à l'article](#)

Las empresas socialmente responsables son parte de la solución frente a la deforestación tropical

3 de agosto de 2021



El director general de la **Asociación Técnica Internacional de los Bosques Tropicales** (ATIBT), Benoît Jobée-Duval, señaló en una entrevista con el medio Efe que las explotaciones madereras tropicales “tienen mala imagen” debido a que “algunas empresas son **poco respetuosas** con las reglas y perjudican al sector” en su conjunto.

Por otro lado, Jobée-Duval aseguró que “el sector forestal de los países de la cuenca del **Congo** es la primera fuente de empleo tras el Estado”. En el caso específico de esta república, el director general de ATIBT considera que incentivar el consumo responsable “**mantendrá al sector maderero como fuente de riqueza y trabajo**”.

La ATIBT es una entidad francesa que reúne a **140 empresas, organizaciones y centros de investigación** con el objetivo de “impulsar la gestión forestal sostenible de los bosques tropicales”.

La visión que comparte la asociación considera que la explotación responsable de madera de los bosques tropicales evita las talas ilegales. Además, aseguran que esta práctica convertiría amplias zonas de selva en **una fuente de riqueza y trabajo sostenible** para la población local, sin necesidad de buscar fuentes de empleo en otros lugares.

La selva tropical del Congo: una experiencia para el ejemplo

Los lugares donde la ATIBT desarrolla sus actividades son la República del **Congo**, Camerún y **Gabón**. Las selvas tropicales de estos países se encuentran amenazadas por

“la agricultura, el desarrollo de la ganadería, el aumento de población y el desarrollo de infraestructuras”, según comenta la organización.

Jobée-Duval asegura que las empresas forestales responsables que actúan en el sector tropical en esta región **“no llevan a cabo actos de deforestación”**. Esto se debe a que la cantidad que extraen aproximadamente **corresponde a uno o dos árboles por hectárea**, durante un periodo de 25 años.

Al margen de su actividad maderera, los miembros de ATIBT han puesto en marcha algunos programas contra la caza furtiva, además de combatir aquellas actividades madereras que son de origen ilegal, en especial las que ocurren en las zonas de mayor valor ecológico.

Las empresas responsables **“tienen en cuenta a las comunidades rurales**, respetan sus espacios y les brindan servicios de salud y de educación”. Estas organizaciones también incentivan “el desarrollo laboral de los lugareños y ofrecen acceso al agua potable y viviendas dignas”, comenta Jobée-Duval.

“Si no se consume madera tropical de origen sostenible, las iniciativas de conservación no serán suficientes por sí solas para mantener los espacios selváticos de la cuenca del Congo”,

Director de la ATIBT.

Es por ello que la asociación considera que la labor de las empresas socialmente responsables es necesaria para luchar contra la deforestación y el cambio climático.

Con información de Efe Verde

Etiquetas: **Empresas, Medio Ambiente, reforestación, Responsabilidad Social Empresarial, siembra de árboles, sostenibilidad**

[Cliquez ici pour accéder à l'article](#)

11 agosto, 2021 **Destacada** | **Madera**

AEIM se une a la ATIBT y al programa Fair & Precious

La Asociación Técnica Internacional de Maderas Tropicales refuerza así sus relaciones con los países hispanohablantes.



La Asociación Técnica Internacional de Maderas Tropicales (ATIBT) continúa su desarrollo en todo el mundo y ahora cuenta con una nueva institución entre sus miembros: la Asociación Española de Comercio e Industria de la Madera (AEIM). Con esta nueva asociación, la ATIBT refuerza sus relaciones con los países hispanohablantes.



AEIM ya estaba representada en ATIBT por SOTOMAR* desde 2018, e INVOICEGREEN** desde 2020, pero su adhesión es ahora una señal fuerte para la organización internacional.

Creada en 1957 como «Agrupación Nacional de Importadores de la Madera», la AEIM inició su actividad con el comercio de importación de maderas tropicales. En la actualidad, la AEIM es una organización privada sin fines de lucro, que integra a los principales distribuidores, importadores, agentes e industriales de toda España. Los principales objetivos de la asociación son:



- Defender los intereses de sus miembros, promover actividades comerciales que garanticen un comercio internacional justo de la madera y ambientalmente responsable.

- Promover el consumo responsable de la madera como producto natural, renovable y sostenible.

AEIM, que ya es miembro de la Federación Europea del Comercio de la Madera (ETFE), se une a la ATIBT para participar en las reflexiones y compromisos internacionales. Comprometidas con cuestiones sociales, económicas y medioambientales de vital importancia para la preservación del bosque tropical a largo plazo, ambas instituciones desean contribuir, con todos sus miembros, a dar más visibilidad a la madera tropical y a los retos de la gestión forestal sostenible. Esta ambición común se refleja también en el programa Fair & Precious.

* SOTOMAR es un agente de madera con sede en Torrente, España, principalmente para bosques tropicales en países de África Occidental.

** INVOICEGREEN es importador de maderas tropicales, establecido en Valencia.



Empresas asociadas en AEIM
✓ **PROFESIONALIDAD Y COMPROMISO AMBIENTAL**

[Cliquez ici pour accéder à l'article](#)

La Asociación Española del Comercio e Industria de la Madera se une a la ATIBT y al programa Fair & Precious

ATIBT España Noticias Ambientales 12 Agosto 2021

La Asociación Técnica Internacional de Maderas Tropicales (ATIBT) continúa su desarrollo en todo el mundo y ahora cuenta con una nueva institución entre sus miembros: la Asociación Española de Comercio e Industria de la Madera. Con esta nueva asociación, la ATIBT refuerza sus relaciones con los países hispanohablantes.



Aunque la asociación española ya estaba representada en parte dentro de la ATIBT por SOTOMAR desde 2018, e INVOICEGREEN desde 2020, su adhesión es ahora una señal fuerte para la organización internacional.

Creada en 1957 como "Agrupación Nacional de Importadores de la Madera", la AEIM inició su actividad con el comercio de importación de maderas tropicales. En la actualidad, la AEIM es una organización privada sin fines de lucro de distribuidores, agentes y oficinas de venta de madera.

Los principales objetivos de la asociación son:

- Defender los intereses de sus miembros, promover actividades comerciales que garanticen un comercio internacional justo de la madera y ambientalmente responsable.
- Promover el consumo responsable de la madera como producto natural, renovable y sostenible.

La AEIM, que ya es miembro de la Federación Europea del Comercio de la Madera, se une a la ATIBT para participar en las reflexiones y compromisos internacionales.

Comprometidas con cuestiones sociales, económicas y medioambientales de vital importancia para la preservación del bosque tropical a largo plazo, ambas instituciones desean contribuir, con todos sus miembros, a dar más visibilidad a la madera tropical y a los retos de la gestión forestal sostenible. Esta ambición común se refleja también en el programa Fair & Precious.

Contacto de prensa: Andrea González a.gonzalez@ope2europe.com +33 01 55 02 14 71

[Cliquez ici pour accéder à l'article](#)



MEDIOAMBIENTE

La gestión sostenible, una solución frente a la deforestación tropical

MANUEL MONCADA / MADRID

Explotar la madera de los bosques tropicales de forma responsable evita las talas ilegales y convierte amplias zonas de selva en una fuente de riqueza y trabajo sostenible para la población local.

Así lo explica el director general de la Asociación Técnica Internacional de los Bosques Tropicales (ATIBT), Bennoit Jobée-Duval, quien señala en una entrevista que las explotaciones madereras tropicales «tienen mala imagen» debido a que «algunas empresas son poco respetuosas con las reglas y perjudican al sector» en su conjunto.

Sin embargo, Jobée-Duval asegura que «el sector forestal de los países de la cuenca del Congo es la primera fuente de empleo tras el Estado», por lo que incentivar el consumo responsable «mantendrá al sector maderero como fuente de riqueza y trabajo».

La ATIBT es una entidad francesa que reúne a 140 empresas, organizaciones y centros de investigación con el objetivo de «impulsar la gestión forestal sostenible de los bosques tropicales».

En concreto, la ATIBT desarrolla sus actividades en la República del Congo, Camerún y Gabón, países subsaharianos cuyas selvas tropicales están amenazadas por «la agricultura, el desarrollo de la ganadería, el aumento de población y el desarrollo de infraestructuras».

Las empresas forestales «responsables» que actúan en el sector tropical en esta región «no llevan a cabo actos de deforestación», asegura Jobée-Duval, ya que «de media se extraen uno o dos árboles por hectárea cada 25 años».

Al margen de su actividad maderera, los miembros de ATIBT han puesto en marcha «programas contra la caza furtiva» y combaten «las actividades madereras ilegales en las zonas de mayor valor ecológico».

Las empresas responsables «tienen en cuenta a las comunidades rurales, respetan sus espacios y les brindan servicios de salud y de educación», además de incentivar «el desarrollo laboral de los lugareños y ofrecer acceso al agua potable y viviendas dignas».

La ATIBT trata de fomentar la gestión forestal sostenible a través

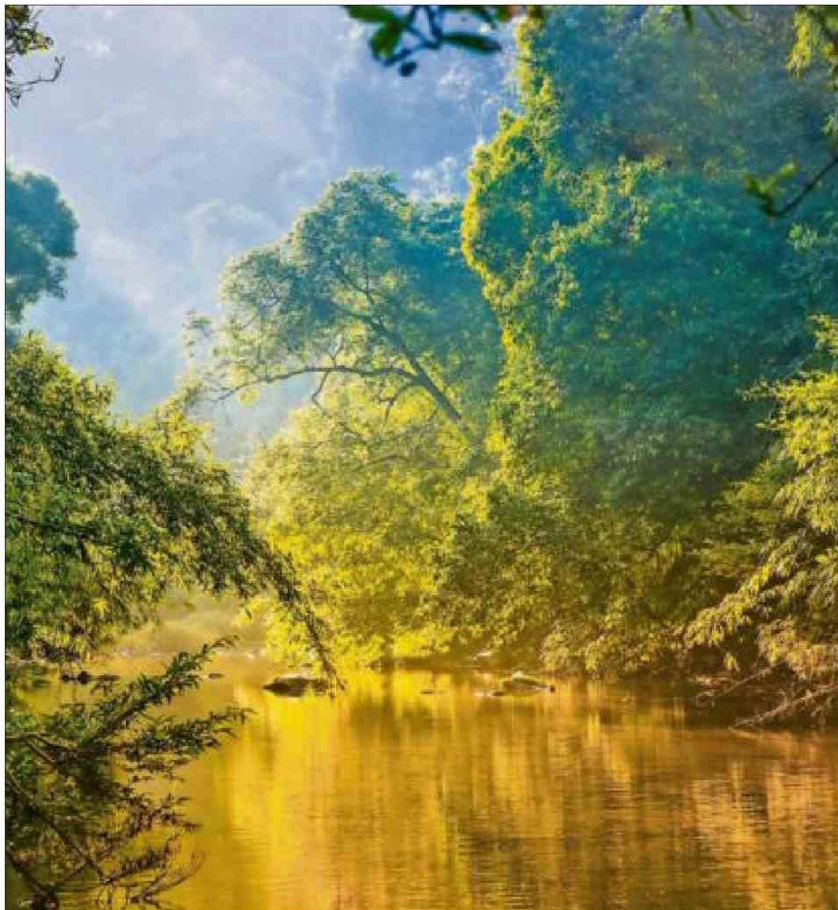


Imagen de la selva tropical de la cuenca del Congo. ./EFE

de la promoción en los mercados mundiales de la madera tropical certificada por el Consejo de Administración Forestal (FSC) o por la Certificación Forestal Panafricana (PAFC), unos sellos que «actualmente gozan de poco reconocimiento», lamenta el director de esta asociación maderera.

OBJETIVO. La madera tropical «se utiliza mayoritariamente en suelos interiores, ventanas, mobiliario, o tableros contrachapados», unas aplicaciones que sacan partido de las cualidades mecánicas de este material, entre las que destacan «la densidad y resistencia a la podredumbre, así como su estética y su estabilidad». «Algunos arquitectos

aprecian la madera tropical como sinónimo de material noble, elegante y frecuentemente asociado a un alto nivel adquisitivo», pero también porque su uso implica «un compromiso medioambiental y social para el mantenimiento del sector maderero tropical».

No obstante, «no pretendemos que el consumo de madera tropical sea masivo, ya que este material es más bien exclusivo y sinónimo de alta calidad», señala Jobée-Duval.

«Si no se consume madera tropical de origen sostenible, las iniciativas de conservación no serán suficientes por sí solas para mantener los espacios selváticos de la cuenca del Congo», por lo que la

labor de las empresas responsables es «necesaria» para luchar contra la deforestación. A pesar de que promover la legalidad del comercio de la madera «es una responsabilidad colectiva», el consumidor desempeña un papel «fundamental», ya que tiene la capacidad de «reconocer la labor de las empresas comprometidas con los territorios en los que desarrollan su actividad» pagando un «precio justo» por la madera certificada.

Sin embargo, este objetivo atañe también a «los gobiernos de los países productores», que «deben disponer de los medios suficientes para hacer respetar las reglas del comercio de la madera», asevera Jobée-Duval.

Aelm se une a ATIBT y al programa Fair & Precious

La Asociación Técnica Internacional de Maderas Tropicales (ATIBT) continúa su desarrollo en todo el mundo y ahora cuenta con una nueva institución entre sus miembros: la Asociación Española de Comercio e Industria de la Madera (Aelm). Con esta nueva asociación, la ATIBT refuerza sus relaciones con los países hispanohablantes.

Aunque la asociación española ya estaba representada en parte dentro de la ATIBT por Sotomar desde 2018, e Involcogreen desde 2020, su adhesión es ahora una señal fuerte para la organización internacional.

Creada en 1957, Aelm inició su actividad con el comercio de importación de maderas tropicales. En la actualidad, es una organización privada sin fines de lucro de distribuidores, agentes y oficinas de venta de madera.

Los proyectos de construcción en altura con madera, protagonistas de Rebuild 2021

El Foro de Construcción en Madera del Congreso Nacional de Arquitectura Avanzada y Construcción 4.0 presenta dos proyectos de construcción en altura con madera.

Por un lado, el proyecto 'Petit Village' de Aguir Arquitectos, ganador del premio Reinventing Cities en Madrid. El primer edificio de build to rent para co-living y co-working de consumo casi nulo con estructura de madera a 7 alturas. Y, el edificio 'Els Creuers', ubicado en Barcelona, un proyecto pionero de la mano de K.H. que se presentará en exclusiva en Rebuild 2021 (Ifema, del 21 al 23 de septiembre) como el edificio más alto construido con madera, con un total de 8 plantas. Además, otras sesiones centran el debate con el papel de la madera para la descarbonización del sector y el objetivo de cero emisiones de CO₂ de la ONU.



Nueva Junta directiva en la Asociación Española de la Biomasa

La Asociación Española de la Biomasa (Avebiom) renueva su Junta directiva con representantes de todos los sectores de la cadena de la biomasa y el ánimo de seguir trabajando por situar a la biomasa en el lugar que le corresponde como fuente de energía renovable y sostenible indispensable en la transición energética del país.



Se incorpora por primera vez a la Junta directiva la compañía Enso, representada por Emilio López, profesional con experiencia en materia de generación eléctrica con biomasa. También Ingresan Juan Cabello, en representación de Calordom, firma con una gran trayectoria en proyectos de biomasa térmica en comunidades de vecinos.

Ingresan, asimismo, Premium Pellets Spain, representada por Javier D. Manteca, que aportará la visión de un sector en progreso y tan necesario como es el de los biocombustibles sólidos provenientes de la biomasa agrícola. El resto de puestos en la dirección se mantiene con Enerlan, representada por Román Monasterio; el fabricante de pellets Naturpellet, representada por Roberto Bravo; y Alberto Bodero, jurídico experto en el sector de la biomasa.

Javier Díaz González seguirá una legislatura más al frente de esta Junta directiva para "seguir trabajando por situar a la biomasa en el lugar que le corresponde como fuente de energía renovable y sostenible indispensable en la transición energética del país".

DEFORESTACIÓN MADERA

Gestión forestal sostenible, una solución frente a la deforestación tropical

1 ago. 2021

Imagen de la selva tropical de la cuenca del Congo. EFE/Asociación Técnica Internacional de los Bosques Tropicales (ATIBT)

Explotar la madera de los bosques tropicales de forma responsable evita las talas ilegales y convierte amplias zonas de selva en una fuente de riqueza y trabajo sostenible para la población local.

Así lo explica el director general de la Asociación Técnica Internacional de los Bosques Tropicales (ATIBT), Bennoît Jobée-Duval, quien señala en una entrevista con Efe que las explotaciones madereras tropicales “tienen mala imagen” debido a que “algunas empresas son poco respetuosas con las reglas y perjudican al sector” en su conjunto.

Sin embargo, Jobée-Duval asegura que “el sector forestal de los países de la cuenca del Congo es la primera fuente de empleo tras el Estado”, por lo que incentivar el consumo responsable “mantendrá al sector maderero como fuente de riqueza y trabajo”.

La ATIBT es una entidad francesa que reúne a 140 empresas, organizaciones y centros de investigación con el objetivo de “impulsar la gestión forestal sostenible de los bosques tropicales”.

En concreto, la ATIBT desarrolla sus actividades en la República del Congo, Camerún y Gabón, países subsaharianos cuyas selvas tropicales están amenazadas por “la agricultura, el desarrollo de la ganadería, el aumento de población y el desarrollo de infraestructuras”.

Las empresas forestales “responsables” que actúan en el sector tropical en esta región “no llevan a cabo actos de deforestación”, asegura Jobée-Duval, ya que “de media se extraen uno o dos árboles por hectárea cada 25 años”.

Al margen de su actividad maderera, los miembros de ATIBT han puesto en marcha “programas contra la caza furtiva” y combaten “las actividades madereras ilegales en las zonas de mayor valor ecológico”.

Las empresas responsables “tienen en cuenta a las comunidades rurales, respetan sus espacios y les brindan servicios de salud y de educación”, además de incentivar “el desarrollo laboral de los lugareños y ofrecer acceso al agua potable y viviendas dignas”.

La ATIBT trata de fomentar la gestión forestal sostenible a través de la promoción en los mercados mundiales de la madera tropical certificada por el Consejo de Administración Forestal (FSC) o por la Certificación Forestal Panafricana (PAFC), unos sellos que “actualmente gozan de poco reconocimiento”, lamenta el director de esta asociación maderera.

La madera tropical “se utiliza mayoritariamente en suelos interiores, ventanas, mobiliario, o tableros contrachapados”, unas aplicaciones que sacan partido de las cualidades mecánicas de este material, entre las que destacan “la densidad y resistencia a la podredumbre, así como su estética y su estabilidad”.

“Algunos arquitectos aprecian la madera tropical como sinónimo de material noble, elegante y frecuentemente asociado a un alto nivel adquisitivo”, pero también porque su uso implica “un compromiso medioambiental y social para el mantenimiento del sector maderero tropical”.

No obstante, “no pretendemos que el consumo de madera tropical sea masivo, ya que este material es más bien exclusivo y sinónimo de alta calidad”, señala Jobée-Duval.

“Si no se consume madera tropical de origen sostenible, las iniciativas de conservación no serán suficientes por sí solas para mantener los espacios selváticos de la cuenca del Congo”, por lo que la labor de las empresas responsables es “necesaria” para luchar contra la deforestación.

A pesar de que promover la legalidad del comercio de la madera “es una responsabilidad colectiva”, el consumidor desempeña un papel “fundamental”, ya que tiene la capacidad de “reconocer la labor de las empresas comprometidas con los territorios en los que desarrollan su actividad” pagando un “precio justo” por la madera certificada.

Sin embargo, este objetivo atañe también a “los gobiernos de los países productores”, que “deben disponer de los medios suficientes para hacer respetar las reglas del comercio de la *madera*”, asevera Jobée-Duval.

Manuel Moncada

[Cliquez ici pour accéder à l'article](#)

DEFORESTACIÓN MADERA

Gestión forestal sostenible, una solución frente a la deforestación tropical

Manuel Moncada



Agencia EFE

Tiempo de lectura: 2' 01 ago 2021 - 11:46 Actualizado 11:48

Manuel Moncada

Explotar la madera de los bosques tropicales de forma responsable evita las talas ilegales y convierte amplias zonas de selva en una fuente de riqueza y trabajo sostenible para la población local.

Así lo explica el director general de la Asociación Técnica Internacional de los Bosques Tropicales (ATIBT), Bennoît Jobée-Duval, quien señala en una entrevista con Efe que las explotaciones madereras tropicales tienen mala imagen debido a que algunas empresas son poco respetuosas con las reglas y perjudican al sector en su conjunto.

Sin embargo, Jobée-Duval asegura que el sector forestal de los países de la cuenca del Congo es la primera fuente de empleo tras el Estado, por lo que incentivar el consumo responsable mantendrá al sector maderero como fuente de riqueza y trabajo.

La ATIBT es una entidad francesa que reúne a 140 empresas, organizaciones y centros de investigación con el objetivo de impulsar la gestión forestal sostenible de los bosques tropicales.

En concreto, la ATIBT desarrolla sus actividades en la República del Congo, Camerún y Gabón, países subsaharianos cuyas selvas tropicales están amenazadas por la agricultura, el desarrollo de la ganadería, el aumento de población y el desarrollo de infraestructuras.

Las empresas forestales responsables que actúan en el sector tropical en esta región no llevan a cabo actos de deforestación, asegura Jobée-Duval, ya que de media se extraen uno o dos árboles por hectárea cada 25 años.

Al margen de su actividad maderera, los miembros de ATIBT han puesto en marcha programas contra la caza furtiva y combaten las actividades madereras ilegales en las zonas de mayor valor ecológico.

Las empresas responsables tienen en cuenta a las comunidades rurales, respetan sus espacios y les brindan servicios de salud y de educación, además de incentivar "el desarrollo laboral de los lugareños y ofrecer acceso al agua potable y viviendas dignas.

La ATIBT trata de fomentar la gestión forestal sostenible a través de la promoción en los mercados mundiales de la madera tropical certificada por el Consejo de

Administración Forestal (FSC) o por la Certificación Forestal Panafricana (PAFC), unos sellos que actualmente gozan de poco reconocimiento, lamenta el director de esta asociación maderera.

La madera tropical se utiliza mayoritariamente en suelos interiores, ventanas, mobiliario, o tableros contrachapados, unas aplicaciones que sacan partido de las cualidades mecánicas de este material, entre las que destacan la densidad y resistencia a la podredumbre, así como su estética y su estabilidad.

Algunos arquitectos aprecian la madera tropical como sinónimo de material noble, elegante y frecuentemente asociado a un alto nivel adquisitivo, pero también porque su uso implica un compromiso medioambiental y social para el mantenimiento del sector maderero tropical.

No obstante, no pretendemos que el consumo de madera tropical sea masivo, ya que este material es más bien exclusivo y sinónimo de alta calidad, señala Jobée-Duval.

Si no se consume madera tropical de origen sostenible, las iniciativas de conservación no serán suficientes por sí solas para mantener los espacios selváticos de la cuenca del Congo, por lo que la labor de las empresas responsables es necesaria para luchar contra la deforestación.

A pesar de que promover la legalidad del comercio de la madera es una responsabilidad colectiva, el consumidor desempeña un papel fundamental, ya que tiene la capacidad de reconocer la labor de las empresas comprometidas con los territorios en los que desarrollan su actividad pagando un precio justo por la madera certificada.

Sin embargo, este objetivo atañe también a los gobiernos de los países productores, que deben disponer de los medios suficientes para hacer respetar las reglas del comercio de la madera, asevera Jobée-Duval.

[Cliquez ici pour accéder à l'article](#)

DEFORESTACIÓN MADERA

Gestión forestal sostenible, una solución frente a la deforestación tropical



Bosque tropical en la cuenca del Congo. EFE/ATIBT

Publicado por: efeverde 1 agosto, 2021 Madrid   

Explotar la madera de los bosques tropicales de forma responsable evita las talas ilegales y convierte amplias zonas de selva en una fuente de riqueza y trabajo sostenible para la población local.

Así lo explica el director general de la Asociación Técnica Internacional de los Bosques Tropicales (ATIBT), **Benoît Jobée-Duval**, quien señala en una entrevista con Efe que las explotaciones madereras tropicales “*tienen mala imagen*” debido a que “*algunas empresas son poco respetuosas con las reglas y perjudican al sector*” en su conjunto.

Sin embargo, Jobée-Duval asegura que “*el sector forestal de los países de la cuenca del Congo es la primera fuente de empleo tras el Estado*”, por lo que incentivar el consumo responsable “*mantendrá al sector maderero como fuente de riqueza y trabajo*”.

La ATIBT es una entidad francesa que reúne a 140 empresas, organizaciones y centros de investigación con el objetivo de “*impulsar la gestión forestal sostenible de los bosques tropicales*”.

Selvas tropicales de la cuenca del Congo

En concreto, la ATIBT desarrolla sus actividades en la República del Congo, Camerún y Gabón, países subsaharianos cuyas selvas tropicales están amenazadas por “*la agricultura, el desarrollo de la ganadería, el aumento de población y el desarrollo de infraestructuras*”.

Las empresas forestales “*responsables*” que actúan en el sector tropical en esta región “*no llevan a cabo actos de deforestación*”, asegura Jobée-Duval, ya que “*de media se extraen uno o dos árboles por hectárea cada 25 años*”.



Al margen de su actividad maderera, los miembros de ATIBT han puesto en marcha “*programas contra la caza furtiva*” y combaten “*las actividades madereras ilegales en las zonas de mayor valor ecológico*”.

Las empresas responsables “*tienen en cuenta a las comunidades rurales, respetan sus espacios y les brindan servicios de salud y de educación*”, además de incentivar “*el desarrollo laboral de los lugareños y ofrecer acceso al agua potable y viviendas dignas*”.

Certificación forestal

La ATIBT trata de fomentar la gestión forestal sostenible a través de la promoción en los mercados mundiales de la madera tropical certificada por el Consejo de Administración Forestal (FSC) o por la Certificación Forestal Panafricana (PAFC), unos sellos que “*actualmente gozan de poco reconocimiento*”, lamenta el director de esta asociación maderera.

Madera tropical



La madera tropical “*se utiliza mayoritariamente en suelos interiores, ventanas, mobiliario, o tableros contrachapados*”, unas aplicaciones que sacan partido de las cualidades mecánicas de este material, entre las que destacan “*la densidad y resistencia a la podredumbre, así como su estética y su estabilidad*”.

“*Algunos arquitectos aprecian la madera tropical como sinónimo de material noble, elegante y frecuentemente asociado a un alto nivel adquisitivo*”, pero también porque su uso implica “*un compromiso medioambiental y social para el mantenimiento del sector maderero tropical*”.

No obstante, “*no pretendemos que el consumo de madera tropical sea masivo, ya que este material es más bien exclusivo y sinónimo de alta calidad*”, señala Jobée-Duval.

“*Si no se consume madera tropical de origen sostenible, las iniciativas de conservación no serán suficientes por sí solas para mantener los espacios selváticos de la cuenca del Congo*”, por lo que la labor de las empresas responsables es “*necesaria*” para luchar contra la deforestación.

Consumo responsable

A pesar de que promover la legalidad del comercio de la madera “*es una responsabilidad colectiva*”, el consumidor desempeña un papel “*fundamental*”, ya que tiene la capacidad de “*reconocer la labor de las empresas comprometidas con los territorios en los que desarrollan su actividad*” pagando un “*precio justo*” por la madera certificada.

Sin embargo, este objetivo atañe también a “*los gobiernos de los países productores*”, que “*deben disponer de los medios suficientes para hacer respetar las reglas del comercio de la madera*”, asevera Jobée-Duval. EFEverde

Secciones: [Actualidad](#) [Biodiversidad](#) [Plantas](#)

[Cliquez ici pour accéder à l'article](#)

Noticia servida automáticamente por la Agencia EFE

Gestión forestal sostenible, una solución frente a la deforestación tropical



Gestión forestal sostenible, una solución frente a la deforestación tropical

Madrid 1 ago (EFE). - Explotar la madera de los bosques tropicales de forma responsable evita las talas ilegales y convierte amplias zonas de selva en una fuente de riqueza y trabajo sostenible para la población local. Así lo explica el director general de la Asociación Técnica Internacional de los Bosques Tropicales (ATIBT)

—1 de agosto de 2021 12:51h

Madrid 1 ago (EFE). - Explotar la madera de los bosques tropicales de forma responsable evita las talas ilegales y convierte amplias zonas de selva en una fuente de riqueza y trabajo sostenible para la población local.

Así lo explica el director general de la Asociación Técnica Internacional de los Bosques Tropicales (ATIBT), Bennoît Jobée-Duval, quien señala en una entrevista con Efe que las explotaciones madereras tropicales "tienen mala imagen" debido a que "algunas empresas son poco respetuosas con las reglas y perjudican al sector" en su conjunto.

Sin embargo, Jobée-Duval asegura que "el sector forestal de los países de la cuenca del Congo es la primera fuente de empleo tras el Estado", por lo que incentivar el consumo responsable "mantendrá al sector maderero como fuente de riqueza y trabajo".

La ATIBT es una entidad francesa que reúne a 140 empresas, organizaciones y centros de investigación con el objetivo de "impulsar la gestión forestal sostenible de los bosques tropicales".

En concreto, la ATIBT desarrolla sus actividades en la República del Congo, Camerún y Gabón, países subsaharianos cuyas selvas tropicales están amenazadas por "la agricultura, el desarrollo de la ganadería, el aumento de población y el desarrollo de infraestructuras".

Las empresas forestales "responsables" que actúan en el sector tropical en esta región "no llevan a cabo actos de deforestación", asegura Jobée-Duval, ya que "de media se extraen uno o dos árboles por hectárea cada 25 años".

Al margen de su actividad maderera, los miembros de ATIBT han puesto en marcha "programas contra la caza furtiva" y combaten "las actividades madereras ilegales en las zonas de mayor valor ecológico".

Las empresas responsables "tienen en cuenta a las comunidades rurales, respetan sus espacios y les brindan servicios de salud y de educación", además de incentivar "el desarrollo laboral de los lugareños y ofrecer acceso al agua potable y viviendas dignas".

La ATIBT trata de fomentar la gestión forestal sostenible a través de la promoción en los mercados mundiales de la madera tropical certificada por el Consejo de Administración Forestal (FSC) o por la Certificación Forestal Panafricana (PAFC), unos sellos que "actualmente gozan de poco reconocimiento", lamenta el director de esta asociación maderera.

La madera tropical "se utiliza mayoritariamente en suelos interiores, ventanas, mobiliario, o tableros contrachapados", unas aplicaciones que sacan partido de las cualidades mecánicas de este material, entre las que destacan "la densidad y resistencia a la podredumbre, así como su estética y su estabilidad".

"Algunos arquitectos aprecian la madera tropical como sinónimo de material noble, elegante y frecuentemente asociado a un alto nivel adquisitivo", pero también porque su uso implica "un compromiso medioambiental y social para el mantenimiento del sector maderero tropical".

No obstante, "no pretendemos que el consumo de madera tropical sea masivo, ya que este material es más bien exclusivo y sinónimo de alta calidad", señala Jobée-Duval.

"Si no se consume madera tropical de origen sostenible, las iniciativas de conservación no serán suficientes por sí solas para mantener los espacios

selváticos de la cuenca del Congo”, por lo que la labor de las empresas responsables es “necesaria” para luchar contra la deforestación.

A pesar de que promover la legalidad del comercio de la madera “es una responsabilidad colectiva”, el consumidor desempeña un papel “fundamental”, ya que tiene la capacidad de “reconocer la labor de las empresas comprometidas con los territorios en los que desarrollan su actividad” pagando un “precio justo” por la madera certificada.

Sin embargo, este objetivo atañe también a “los gobiernos de los países productores”, que “deben disponer de los medios suficientes para hacer respetar las reglas del comercio de la madera”, asevera Jobée-Duval.

Manuel Moncada

ETIQUETAS
[Sociedad](#) / [Economía](#)

[Cliquez ici pour accéder à l'article](#)

LUCHA DEFORESTACIÓN

La gestión forestal sostenible, una solución frente a la deforestación tropical

Explotar la madera de los bosques tropicales de forma responsable evita las talas ilegales y convierte amplias zonas de selva en una fuente de riqueza y trabajo sostenible para la población local.

2 AGOSTO 2021

Efeagro



Bosque tropical. Efeagro/ATIBT

Así lo explica el director general de la Asociación Técnica Internacional de los Bosques Tropicales (Atibt), Bennoît Jobée-Duval, quien señala en una entrevista con Efe que **las explotaciones madereras tropicales “tienen mala imagen” debido a que “algunas empresas son poco respetuosas con las reglas y perjudican al sector” en su conjunto.**

Sin embargo, Jobée-Duval asegura que **“el sector forestal de los países de la cuenca del Congo es la primera fuente de empleo tras el Estado”, por lo que incentivar el consumo responsable “mantendrá al sector maderero como fuente de riqueza y trabajo”.**

La Atibt es una entidad francesa que reúne a 140 empresas, organizaciones y centros de investigación con el objetivo de **“impulsar la gestión forestal sostenible de los bosques tropicales”.**

En concreto, la Atibt desarrolla sus actividades en la República del Congo, Camerún y Gabón, países subsaharianos cuyas selvas tropicales están amenazadas por “la agricultura, el desarrollo de la ganadería, el aumento de población y el desarrollo de infraestructuras”. Las empresas forestales “responsables” que actúan en el sector tropical en esta región “no llevan a cabo actos de deforestación”, asegura Jobée-Duval, ya que “de media se extraen uno o dos árboles por hectárea cada 25 años”.

Acciones contra la actividad ilegal

Al margen de su actividad maderera, los miembros de Atibt han puesto en marcha **“programas contra la caza furtiva”** y **combaten “las actividades madereras ilegales en las zonas de mayor valor ecológico”**.



Industria maderera en la ciudad de Altamira, en el estado amazónico de Pará (Brasil). Efeagro/Marcelo Sayão

Las empresas responsables “tienen en cuenta a las comunidades rurales, respetan sus espacios y les brindan servicios de salud y de educación”, además de incentivar “el desarrollo laboral de los lugareños y ofrecer acceso al agua potable y viviendas dignas”.

La Atibt **trata de fomentar la gestión forestal sostenible a través de la promoción en los mercados mundiales de la madera tropical certificada por el Consejo de Administración Forestal (FSC) o por la Certificación Forestal Panafricana (PAFC)**, unos sellos que “actualmente gozan de poco reconocimiento”, lamenta el director de esta asociación maderera.

La madera tropical “se utiliza mayoritariamente en suelos interiores, ventanas, mobiliario, o tableros contrachapados”, unas aplicaciones que sacan partido de las cualidades mecánicas de este material, entre las que destacan “la densidad y resistencia a la podredumbre, así como su estética y su estabilidad”.

“Algunos arquitectos aprecian la madera tropical como sinónimo de material noble, elegante y frecuentemente asociado a un alto nivel adquisitivo”, pero también porque **su uso implica “un compromiso medioambiental y social para el mantenimiento del sector maderero tropical”**.

Promover un uso responsable

No obstante, **“no pretendemos que el consumo de madera tropical sea masivo, ya que este material es más bien exclusivo y sinónimo de alta calidad”**, señala Jobée-Duval.

“Si no se consume madera tropical de origen sostenible, las iniciativas de conservación no serán suficientes por sí solas para mantener los espacios selváticos de la cuenca del Congo”, por lo que la labor de las empresas responsables es “necesaria” para luchar contra la deforestación.

A pesar de que promover la legalidad del comercio de la madera “es una responsabilidad colectiva”, el consumidor desempeña un papel “fundamental”, ya que tiene la capacidad de “reconocer la labor de las empresas comprometidas con los territorios en los que desarrollan su actividad” pagando un “precio justo” por la madera certificada.

Sin embargo, este objetivo atañe también a “los gobiernos de los países productores”, que “deben disponer de los medios suficientes para hacer respetar las reglas del comercio de la madera”, asevera Jobée-Duval.

[Cliquez ici pour accéder à l'article](#)

Gestión forestal sostenible, una solución frente a la deforestación tropical

02 agosto 2021

Escrito por Manuel Moncada

Publicado en [Planeta](#)



Explotar la madera de los bosques tropicales de forma responsable evita las talas ilegales y convierte amplias zonas de selva en una fuente de riqueza y trabajo sostenible para la población local.

Así lo explica el director general de la Asociación Técnica Internacional de los Bosques Tropicales (ATIBT), Bennoît Jobée-Duval, quien señala en una entrevista con Efe que las explotaciones madereras tropicales tienen mala imagen debido a que algunas empresas son poco respetuosas con las reglas y perjudican al sector en su conjunto.

Sin embargo, Jobée-Duval asegura que el sector forestal de los países de la cuenca del Congo es la primera fuente de empleo tras el Estado, por lo que incentivar el consumo responsable mantendrá al sector maderero como fuente de riqueza y trabajo.

La ATIBT es una entidad francesa que reúne a 140 empresas, organizaciones y centros de investigación con el objetivo de impulsar la gestión forestal sostenible de los bosques tropicales.

En concreto, la ATIBT desarrolla sus actividades en la República del Congo, Camerún y Gabón, países subsaharianos cuyas selvas tropicales están amenazadas por la agricultura, el desarrollo de la ganadería, el aumento de población y el desarrollo de infraestructuras.

Las empresas forestales responsables que actúan en el sector tropical en esta región no llevan a cabo actos de deforestación, asegura Jobée-Duval, ya que de media se extraen uno o dos árboles por hectárea cada 25 años.

Al margen de su actividad maderera, los miembros de ATIBT han puesto en marcha programas contra la caza furtiva y combaten las actividades madereras ilegales en las zonas de mayor valor ecológico.

Las empresas responsables tienen en cuenta a las comunidades rurales, respetan sus espacios y les brindan servicios de salud y de educación, además de incentivar "el desarrollo laboral de los lugareños y ofrecer acceso al agua potable y viviendas dignas.

La ATIBT trata de fomentar la gestión forestal sostenible a través de la promoción en los mercados mundiales de la madera tropical certificada por el Consejo de Administración Forestal (FSC) o por la Certificación Forestal Panafricana (PAFC), unos sellos que actualmente gozan de poco reconocimiento, lamenta el director de esta asociación maderera.

La madera tropical se utiliza mayoritariamente en suelos interiores, ventanas, mobiliario, o tableros contrachapados, unas aplicaciones que sacan partido de las cualidades mecánicas de este material, entre las que destacan la densidad y resistencia a la podredumbre, así como su estética y su estabilidad.

Algunos arquitectos aprecian la madera tropical como sinónimo de material noble, elegante y frecuentemente asociado a un alto nivel adquisitivo, pero también porque su uso implica un compromiso medioambiental y social para el mantenimiento del sector maderero tropical.

No obstante, no pretendemos que el consumo de madera tropical sea masivo, ya que este material es más bien exclusivo y sinónimo de alta calidad, señala Jobée-Duval.

Si no se consume madera tropical de origen sostenible, las iniciativas de conservación no serán suficientes por sí solas para mantener los espacios selváticos de la cuenca del Congo, por lo que la labor de las empresas responsables es necesaria para luchar contra la deforestación.

A pesar de que promover la legalidad del comercio de la madera es una responsabilidad colectiva, el consumidor desempeña un papel fundamental, ya que tiene la capacidad de reconocer la labor de las empresas comprometidas con los territorios en los que desarrollan su actividad pagando un precio justo por la madera certificada.

Sin embargo, este objetivo atañe también a los gobiernos de los países productores, que deben disponer de los medios suficientes para hacer respetar las reglas del comercio de la madera, asevera Jobée-Duval.

[Cliquez ici pour accéder à l'article](#)



PAYS : Espagne
PERIODICITE : Quotidienne

DATE : 2 août 2021
AUDIENCE : 14.301 VU/mois

Gestión forestal sostenible, una solución frente a la deforestación tropical

02 agosto, 2021



Madrid, 2 ago (EFE). - Explotar la madera de los bosques tropicales de forma responsable evita las talas ilegales y convierte amplias zonas de selva en una fuente de riqueza y trabajo sostenible para la población local.

Así lo explica el director general de la Asociación Técnica Internacional de los Bosques Tropicales (ATIBT), Benoît Jobée-Duval, quien señala en una entrevista con Efe que las explotaciones madereras tropicales "tienen mala imagen" debido a que "algunas empresas son poco respetuosas con las reglas y perjudican al sector" en su conjunto.

Sin embargo, Jobée-Duval asegura que "el sector forestal de los países de la cuenca del Congo es la primera fuente de empleo tras el Estado", por lo que incentivar el consumo responsable "mantendrá al sector maderero como fuente de riqueza y trabajo".

La ATIBT es una entidad francesa que reúne a 140 empresas, organizaciones y centros de investigación con el objetivo de "impulsar la gestión forestal sostenible de los bosques tropicales".

Selvas tropicales de la cuenca del Congo

En concreto, la ATIBT desarrolla sus actividades en la República del Congo, Camerún y Gabón, países subsaharianos cuyas selvas tropicales están amenazadas por "la agricultura, el desarrollo de la ganadería, el aumento de población y el desarrollo de infraestructuras".

Las empresas forestales "responsables" que actúan en el sector tropical en esta región "no llevan a cabo actos de deforestación", asegura Jobée-Duval, ya que "de media se extraen uno o dos árboles por hectárea cada 25 años".



PAYS : Espagne
PERIODICITE : Quotidienne

DATE : 2 août 2021
AUDIENCE : 14.301 VU/mois

Al margen de su actividad maderera, los miembros de ATIBT han puesto en marcha "programas contra la caza furtiva" y combaten "las actividades madereras ilegales en las zonas de mayor valor ecológico".

Las empresas responsables "tienen en cuenta a las comunidades rurales, respetan sus espacios y les brindan servicios de salud y de educación", además de incentivar "el desarrollo laboral de los lugareños y ofrecer acceso al agua potable y viviendas dignas".

Certificación forestal

La ATIBT trata de fomentar la gestión forestal sostenible a través de la promoción en los mercados mundiales de la madera tropical certificada por el Consejo de Administración Forestal (FSC) o por la Certificación Forestal Panafricana (PAFC), unos sellos que "actualmente gozan de poco reconocimiento", lamenta el director de esta asociación maderera.

Madera tropical

La madera tropical "se utiliza mayoritariamente en suelos interiores, ventanas, mobiliario, o tableros contrachapados", unas aplicaciones que sacan partido de las cualidades mecánicas de este material, entre las que destacan "la densidad y resistencia a la podredumbre, así como su estética y su estabilidad".

"Algunos arquitectos aprecian la madera tropical como sinónimo de material noble, elegante y frecuentemente asociado a un alto nivel adquisitivo", pero también porque su uso implica "un compromiso medioambiental y social para el mantenimiento del sector maderero tropical".

No obstante, "no pretendemos que el consumo de madera tropical sea masivo, ya que este material es más bien exclusivo y sinónimo de alta calidad", señala Jobée-Duval.

"Si no se consume madera tropical de origen sostenible, las iniciativas de conservación no serán suficientes por sí solas para mantener los espacios selváticos de la cuenca del Congo", por lo que la labor de las empresas responsables es "necesaria" para luchar contra la deforestación.

Consumo responsable

A pesar de que promover la legalidad del comercio de la madera "es una responsabilidad colectiva", el consumidor desempeña un papel "fundamental", ya que tiene la capacidad de "reconocer la labor de las empresas comprometidas con los territorios en los que desarrollan su actividad" pagando un "precio justo" por la madera certificada.

Sin embargo, este objetivo atañe también a "los gobiernos de los países productores", que "deben disponer de los medios suficientes para hacer respetar las reglas del comercio de la madera", asevera Jobée-Duval. EFEverd.

[Cliquez ici pour accéder à l'article](#)



02 de agosto de 2021 Medio Ambiente

Gestión forestal sostenible, una solución frente a la deforestación tropical

Explotar la madera de los bosques tropicales de forma responsable evita las talas ilegales y convierte amplias zonas de selva en una fuente de riqueza y trabajo sostenible para la población local.



Así lo explica el director general de la Asociación Técnica Internacional de los Bosques Tropicales (ATIBT), Benoît Jobée-Duval, quien señala en una entrevista con Efe que las explotaciones madereras tropicales “tienen mala imagen” debido a que “algunas empresas son poco respetuosas con las reglas y perjudican al sector” en su conjunto.

Sin embargo, Jobée-Duval asegura que “el sector forestal de los países de la cuenca del Congo es la primera fuente de empleo tras el Estado”, por lo que incentivar el consumo responsable “mantendrá al sector maderero como fuente de riqueza y trabajo”.

La ATIBT es una entidad francesa que reúne a 140 empresas, organizaciones y centros de investigación con el objetivo de “impulsar la gestión forestal sostenible de los bosques tropicales”.

Selvas tropicales de la cuenca del Congo

En concreto, la ATIBT desarrolla sus actividades en la República del Congo, Camerún y Gabón, países subsaharianos cuyas selvas tropicales están amenazadas por “la agricultura, el desarrollo de la ganadería, el aumento de población y el desarrollo de infraestructuras”.

Las empresas forestales “responsables” que actúan en el sector tropical en esta región “no llevan a cabo actos de deforestación”, asegura Jobée-Duval, ya que “de media se extraen uno o dos árboles por hectárea cada 25 años”.

Al margen de su actividad maderera, los miembros de ATIBT han puesto en marcha “programas contra la caza furtiva” y combaten “las actividades madereras ilegales en las zonas de mayor valor ecológico”.

Las empresas responsables “tienen en cuenta a las comunidades rurales, respetan sus espacios y les brindan servicios de salud y de educación”, además de incentivar “el desarrollo laboral de los lugareños y ofrecer acceso al agua potable y viviendas dignas”.

Certificación forestal

La ATIBT trata de fomentar la gestión forestal sostenible a través de la promoción en los mercados mundiales de la madera tropical certificada por el Consejo de Administración Forestal (FSC) o por la Certificación Forestal Panafricana (PAFC), unos sellos que “actualmente gozan de poco reconocimiento”, lamenta el director de esta asociación maderera.

Madera tropical

La madera tropical “se utiliza mayoritariamente en suelos interiores, ventanas, mobiliario, o tableros contrachapados”, unas aplicaciones que sacan partido de las cualidades mecánicas de este material, entre las que destacan “la densidad y resistencia a la podredumbre, así como su estética y su estabilidad”.

“Algunos arquitectos aprecian la madera tropical como sinónimo de material noble, elegante y frecuentemente asociado a un alto nivel adquisitivo”, pero también porque su uso implica “un compromiso medioambiental y social para el mantenimiento del sector maderero tropical”.

No obstante, “no pretendemos que el consumo de madera tropical sea masivo, ya que este material es más bien exclusivo y sinónimo de alta calidad”, señala Jobée-Duval.

“Si no se consume madera tropical de origen sostenible, las iniciativas de conservación no serán suficientes por sí solas para mantener los espacios selváticos de la cuenca del Congo”, por lo que la labor de las empresas responsables es “necesaria” para luchar contra la deforestación.

Consumo responsable

A pesar de que promover la legalidad del comercio de la madera “es una responsabilidad colectiva”, el consumidor desempeña un papel “fundamental”, ya que tiene la capacidad de “reconocer la labor de las empresas comprometidas con los territorios en los que desarrollan su actividad” pagando un “precio justo” por la madera certificada.

Sin embargo, este objetivo atañe también a “los gobiernos de los países productores”, que “deben disponer de los medios suficientes para hacer respetar las reglas del comercio de la madera”, asevera Jobée-Duval.

Fuente

[Cliquez ici pour accéder à l'article](#)



Gestión forestal sostenible, una solución frente a la deforestación tropical

EFE [CIENCIA](#) CREATED: 03 AUGUST 2021

ESPAÑA, 2 de agosto 2021.- Explotar la madera de los bosques tropicales de forma responsable evita las talas ilegales y convierte amplias zonas de selva en una fuente de riqueza y trabajo sostenible para la población local.

Así lo explica el director general de la Asociación Técnica Internacional de los Bosques Tropicales (ATIBT), Benoît Jobée-Duval, quien señala en una entrevista con Efe que las explotaciones madereras tropicales “tienen mala imagen” debido a que “algunas empresas son poco respetuosas con las reglas y perjudican al sector” en su conjunto.

Sin embargo, Jobée-Duval asegura que “el sector forestal de los países de la cuenca del Congo es la primera fuente de empleo tras el Estado”, por lo que incentivar el consumo responsable “mantendrá al sector maderero como fuente de riqueza y trabajo”.

La ATIBT es una entidad francesa que reúne a 140 empresas, organizaciones y centros de investigación con el objetivo de “impulsar la gestión forestal sostenible de los bosques tropicales”.

Selvas tropicales de la cuenca del Congo

En concreto, la ATIBT desarrolla sus actividades en la República del Congo, Camerún y Gabón, países subsaharianos cuyas selvas tropicales están amenazadas por “la agricultura, el desarrollo de la ganadería, el aumento de población y el desarrollo de infraestructuras”.

Las empresas forestales “responsables” que actúan en el sector tropical en esta región “no llevan a cabo actos de deforestación”, asegura Jobée-Duval, ya que “de media se extraen uno o dos árboles por hectárea cada 25 años”.

Al margen de su actividad maderera, los miembros de ATIBT han puesto en marcha “programas contra la caza furtiva” y combaten “las actividades madereras ilegales en las zonas de mayor valor ecológico”.

Las empresas responsables “tienen en cuenta a las comunidades rurales, respetan sus espacios y les brindan servicios de salud y de educación”, además de incentivar “el desarrollo laboral de los lugareños y ofrecer acceso al agua potable y viviendas dignas”.
Certificación forestal

La ATIBT trata de fomentar la gestión forestal sostenible a través de la promoción en los mercados mundiales de la madera tropical certificada por el Consejo de Administración Forestal (FSC) o por la Certificación Forestal Panafricana (PAFC), unos sellos que “actualmente gozan de poco reconocimiento”, lamenta el director de esta asociación maderera.

Madera tropical

La madera tropical “se utiliza mayoritariamente en suelos interiores, ventanas, mobiliario, o tableros contrachapados”, unas aplicaciones que sacan partido de las cualidades mecánicas de este material, entre las que destacan “la densidad y resistencia a la podredumbre, así como su estética y su estabilidad”.

“Algunos arquitectos aprecian la madera tropical como sinónimo de material noble, elegante y frecuentemente asociado a un alto nivel adquisitivo”, pero también porque su uso implica “un compromiso medioambiental y social para el mantenimiento del sector maderero tropical”.

No obstante, “no pretendemos que el consumo de madera tropical sea masivo, ya que este material es más bien exclusivo y sinónimo de alta calidad”, señala Jobée-Duval.

“Si no se consume madera tropical de origen sostenible, las iniciativas de conservación no serán suficientes por sí solas para mantener los espacios selváticos de la cuenca del Congo”, por lo que la labor de las empresas responsables es “necesaria” para luchar contra la deforestación.
Consumo responsable

A pesar de que promover la legalidad del comercio de la madera “es una responsabilidad colectiva”, el consumidor desempeña un papel “fundamental”, ya que tiene la capacidad de “reconocer la labor de las empresas comprometidas con los territorios en los que desarrollan su actividad” pagando un “precio justo” por la madera certificada.

Sin embargo, este objetivo atañe también a “los gobiernos de los países productores”, que “deben disponer de los medios suficientes para hacer respetar las reglas del comercio de la madera”, asevera Jobée-Duval.

[Cliquez ici pour accéder à l'article](#)

EUROPA

Cuidar los bosques es un buen negocio

La madera como bien sostenible gana importancia en la lucha contra el cambio climático. En este contexto la agricultura y la construcción tienen que cambiar radicalmente.

11 DE MAYO DE 2021, 08:11H [Stefanie Claudia Müller](#)

El ingeniero francés Benoît Jobbé-Duval ha sido empresario y ejecutivo durante muchos años. Ahora lucha contra el uso ilegal de la madera en el marco de la "Association Technique Internationale des Bois Tropicaux" (ATIBT) la cual preside. ATIBT denuncia, sobre todo, las talas ilegales y promueve sellos de calidad que garantizan la compra de madera sostenible: "Para evitar el negocio ilegal hay que darle un valor real a la madera y a los bosques." Boston Consulting Group (BCG) lo ha hecho. Según ellos el valor actual de los bosques mundiales oscila entre los 50 y los 150 billones de dólares. Para BCG son principalmente cinco amenazas las causantes de la destrucción del valor de los bosques y con ello también el de la madera: el cambio en el uso de la tierra, incluida su conversión para usos agrícolas, el aumento de las temperaturas globales, la tala no sostenible de árboles, perturbaciones abióticas tales como incendios forestales y alteraciones bióticas tales como la propagación de plagas y enfermedades. "Los bosques tropicales en América Latina no se destruyen para usar la tierra para cultivar otra cosa más rentable como hemos visto en el caso de Brasil", dice Jobbé-Duval.

La masa forestal en Europa crece

Sin embargo, es muy buena noticia que la masa forestal en Europa esté en crecimiento actualmente porque la gestión es ya sostenible. "Hay que volver a lo que era habitual hace 50 años o más cuando España era un productor de madera importante", recuerda el economista Javier Morillas. Estamos ante el logro de que las talas en Europa son en gran medida ya sostenibles, lo que quiere decir que se plantan dos árboles nuevos por un árbol talado. "Tenemos el conocimiento para enseñar a otros

cómo hacerlo pero para ello hay que fomentar de nuevo una economía sostenible alrededor de los bosques”, dice Jobbé-Duval. También entre algunos activistas ecologistas se promociona ya el regreso al uso de la madera. El estudiante de ingeniería forestal, Álvaro Alexander Bernat Müller, forma parte de un grupo creciente de ingenieros de montes que está a favor de promocionar la construcción de viviendas con madera: “Si se observa todo el ciclo de construcción y su consumo energético, la madera es mucho mejor material que el cemento y el ladrillo”.

Para salvar los bosques el hispano-alemán de 22 años está también a favor de una agricultura vegana para no “robar tierras al bosque y malgastar energía”. Además, él cree que es triste que la carpintería en España ya no sea tan artesanal como antes. Mientras, en España hay 18 millones de hectáreas arboladas, dejando a la nación en el tercer puesto en toda Europa, estando Suecia y Finlandia por delante. De los bosques españoles solo se extraen 17 millones de metros cúbicos de madera. “Una cantidad 3 veces menor que en Alemania”, dice Jobbé-Duval. Para él, una manera económicamente interesante de cuidar el bosque español es volver a la industria del corcho para promocionar el alcornoque: “El vino está mejor con un corcho de verdad que con uno de plástico. El negocio del corcho ha perdido valor en los últimos años pero es, sin duda, una manera muy buena para dar valor a los árboles y al alcornoque en concreto que, por cierto, es mi árbol favorito”, dice el francés.

La madera sirve para construir

Para usar la madera para la construcción hay ya múltiples tratamientos a los que se puede someter el material para circunstancias poco favorables, siendo el más popular el termotratado, cuenta Bernat Müller: “Es un proceso relativamente simple y no requiere la utilización de componentes químicos nocivos. En esencia consiste en elevar la temperatura de la madera hasta el punto en el que se producen cambios en la estructura interna de la misma para que se consiga mayor rigidez, mejor protección térmica, y para que se alargue la vida útil del material.” Para la monja española Regina, que trabaja en un proyecto solidario en Senegal, la madera también es un bien valioso para frenar la fuga de jóvenes de los países africanos a Europa: “En mi barrio cerca de Dakar estamos ahora construyendo un taller para que los hombres jóvenes aprendan otra vez trabajar la madera y así tener una fuente de ingresos.” Etelvina Casado, como se llama en su pasaporte español, está buscando actualmente a empresas que la apoyen en su proyecto de un centro de formación profesional.

La mujer de 80 años, que vive desde hace más de 20 años en Senegal, quiere ayudar a un país que ahora mismo es, después de Marruecos, el que más migración clandestina hacia España registra en África: “Esto es malo para todo el mundo, sobre todo porque en Europa a estos jóvenes les espera a veces lejos de su familia una situación peor que en su propio país arriesgando su vida en el trayecto”.

[Lien](#)



18 octobre, 2021 **Forestal** | **Panorama**

Iniciativa de París para la conservación de los bosques centroafricanos

La gestión sostenible de los bosques, una solución para conservar el segundo pulmón del planeta.



El Ayuntamiento de París y el periódico Le Monde organizaron el 6 de octubre una jornada sobre el tema de la conservación de los bosques centroafricanos. La conferencia internacional celebrada en París para conocer y preservar los bosques de África Central y sus poblaciones reunió a autoridades locales, representantes de asociaciones, universidades y empresas, así como a expertos y grandes testigos europeos y africanos que reclamaron la necesidad de actuar para preservar esta región.

El encuentro se estructuró en torno a sesiones plenarias y mesas redondas, centrándose en particular en 4 temas cruciales:

- La preservación del bosque ecuatorial africano y su biodiversidad
- El papel central de las poblaciones
- La lucha contra el calentamiento global
- El desarrollo de nuevas prácticas agrícolas y alimentarias

Nos gustaría volver a esta jornada para subrayar la forma en que las intervenciones, y en particular las de los representantes de los países de la cuenca del Congo, han puesto de manifiesto los beneficios de la gestión forestal sostenible y la certificación para la preservación de los ecosistemas y el desarrollo económico y social. Sin embargo, esta conferencia tiene lugar en un contexto particular, el de la exclusión de las maderas tropicales por parte de la Société pour la Livraison des Ouvrages Olympiques (**SOLIDEO**) de la construcción de las estructuras olímpicas para los Juegos Olímpicos de verano de París 2024.

Los bosques de la cuenca del Congo son el segundo macizo forestal tropical más grande, después del Amazonas. Alberga un patrimonio natural excepcional, tanto por su diversidad faunística como florística, y permite el secuestro de 140 millones de toneladas de carbono al año (Pr. Lee White). Como tal, representa una apuesta crucial en la preservación de la biodiversidad mundial y en la lucha contra el cambio climático, como resumió claramente en una frase Lee White, Ministro gabonés de Aguas y Bosques: *«Si perdemos la cuenca del Congo, perderemos la batalla contra el cambio climático»*.

De los debates surgieron varios retos importantes:

- El importante crecimiento demográfico en los países de la cuenca del Congo, y la consiguiente población joven
- La agricultura, que amenaza con destruir las zonas forestales
- La dendroenergía, muy utilizada en esta región

Ante la complejidad y la mezcla de estos problemas principales, se plantea la cuestión de la gestión de los recursos forestales, en un contexto en el que la creciente población tiene cada vez más necesidades de vivienda y alimentación. Parece que la preservación de los bosques tropicales debe combinarse con un desarrollo económico y social que respete tanto los ecosistemas como las poblaciones. En este sentido, la gestión forestal sostenible (GFS) parece ser una solución adecuada.

Como han señalado muchos expertos, una tala bien gestionada y controlada contribuye al desarrollo forestal sostenible (Alain Karsenty, CIRAD). Los sistemas de certificación no son perfectos, pero mejoran constantemente. De hecho, varios estudios científicos sobre el tema realizados en los últimos años han demostrado que la tala bien gestionada tiene poco impacto en los bosques, e incluso puede servir de red de conexión entre diferentes áreas protegidas (Sylvie Gourlet-Fleury, CIRAD. [Vea su presentación](#)). Para ello, hay que respetar un sencillo principio: no explotar más de lo que permite la tasa de renovación de la especie, principio que tienen en cuenta los sistemas de certificación y los planes de gestión.

Las imágenes de satélite muestran cómo la deforestación está presente alrededor de una concesión gestionada de forma sostenible, mientras que la cubierta forestal se conserva dentro de la concesión (Stéphane Glannaz, Precious Wood. [Vea la](#)

presentación). Además, el sector maderero-forestal proporciona empleo e ingresos a una población joven, en su gran mayoría activa. La gestión forestal sostenible puede y debe ser inclusiva para las poblaciones locales.

En el futuro, los bosques gestionados de forma sostenible podrían ser considerados como áreas protegidas, preservando la fauna y la flora, pero también garantizando el respeto de los derechos de los pueblos indígenas, asegurando las tierras y evitando su desalojo en favor de las áreas protegidas o los parques naturales (Geoffrey Mauvais, UICN. Vea la presentación). Al considerar los bosques gestionados de forma sostenible como áreas protegidas, abriríamos la puerta al desarrollo de una economía sana, aportando beneficios sociales y respetando los ecosistemas forestales al incluir en lugar de excluir.

Sin embargo, no basta con reconocer los beneficios de la gestión forestal sostenible y de la certificación de las maderas tropicales: Francia, y en general Europa, debe abrir su mercado a la madera tropical certificada. Como ha señalado el ministro gabonés Lee White, los países productores de maderas tropicales son muy conscientes de que Europa no comprará madera si es ilegal, amenaza la biodiversidad y pone en peligro a los pueblos indígenas.

Los gobiernos y las empresas forestales que participan en la certificación están realizando costosos esfuerzos para desarrollar una industria sólida y virtuosa. Pero corresponde a los actores europeos apoyar estos esfuerzos y crear una economía forestal sostenible abriendo sus mercados a una madera certificada que garantice la protección de los bosques y el desarrollo económico y social local (Ver el debate).

Para desarrollar este mercado sano, es necesario desarrollar una interconexión entre los niveles local, nacional e internacional, y dar un lugar y un valor a la madera tropical certificada. En este sentido, la decisión de SOLIDEO de prohibir el uso de las maderas tropicales no es acertada e incluso podría ser contraproducente al desalentar los esfuerzos por mejorar la gestión forestal en los países productores.

ATIBT, la Asociación Técnica Internacional de la Madera Tropical, espera que esta jornada rica en intercambios haya hecho reflexionar a SOLIDEO para que abra su mercado a la madera tropical certificada para un evento tan internacional y simbólico como los Juegos Olímpicos.

En la foto principal: Mesa redonda en la conferencia con el Ministro Lee White y el investigador del CIRAD Alain Karsenty

[Cliquez ici pour accéder à l'article](#)



📅 24 noviembre, 2021 Breves | Forestal

PAFC anuncia la creación de un Sistema de Certificación Unico en la Cuenca del Congo

En colaboración con ATIBT y PEFC International.



Para luchar eficazmente contra la deforestación y el comercio ilegal de madera, Pan African Forest Certification ([PAFC](#)) y el Programa para el Reconocimiento de la Certificación Forestal ([PEFC](#)), con el apoyo de la Asociación Técnica Internacional de las Maderas Tropicales ([ATIBT](#)), **prosiguen su compromiso con la gestión sostenible de los bosques africanos.** Este compromiso se refleja ahora en la implantación de un sistema de certificación regional en la cuenca del Congo, que refuerza la oferta existente.

El PAFC, el PEFC y la ATIBT, a través de su programa *“Fair&Precious”*, apoyan al sector de las maderas tropicales sostenibles, éticas y legales como recurso natural y renovable, promocionándolo ante los países importadores.



A través de sus acciones, pretenden alcanzar un objetivo común: permitir una gestión adecuada de los bosques tropicales y de la madera potenciando los beneficios medioambientales, sociales, económicos y técnicos, pero también comprometerse con los países que siguen luchando duramente contra el comercio ilegal de la madera.

Para satisfacer mejor las necesidades actuales y preservar el ecosistema y la biodiversidad para las generaciones futuras, el PAFC y sus socios están aplicando un sistema de certificación regional para una explotación sostenible que respete el medio ambiente, la fauna y las comunidades locales.

CREACIÓN DE UN SISTEMA DE CERTIFICACIÓN REGIONAL EN LA CUENCA DEL CONGO

Más que nunca movilizados para mejorar la gestión de sus bosques, para desarrollar sus riquezas y en particular su *«oro renovable»*, los países de la cuenca del Congo desean proteger su fauna, su flora y sus bosques evitando todo comercio ilegal de madera. La cuenca del Congo, que incluye Camerún, la República del Congo y Gabón, alberga la segunda selva más grande del planeta y es tratada de forma ejemplar por varias empresas forestales locales, como Precious Woods, que se han comprometido a preservar este ecosistema único. El PAFC forma parte de esta visión y también desea contribuir a la promoción de la

certificación de la gestión forestal sostenible, junto con el PEFC y la ATIBT.

La principal ambición del sistema PAFC de la cuenca del Congo es ampliar la oferta de madera certificada ofreciendo un único sistema regional de certificación PAFC para la gestión forestal sostenible. Compuesto por varias normas, guías, procedimientos y anexos desarrollados a nivel local,



basados en los requisitos del Consejo PEFC y adaptados al entorno de la subregión, este sistema regional de certificación PAFC ofrecerá numerosas oportunidades a todas las empresas que deseen participar.

Para la CEMAC (Comunidad Económica y Monetaria de África Central), la certificación forestal es una de las principales reformas que hay que llevar a cabo para aplicar con éxito la estrategia de industrialización sostenible del sector maderero en la cuenca del Congo. Esta cuestión se planteó de nuevo en la reunión de los ministros de la CEMAC del 28 de julio de 2020, quienes expresaron su deseo de que esta organización participe activamente en la aplicación de este enfoque regional para el desarrollo de los sistemas de certificación de la PAFC.

LA CERTIFICACIÓN PEFC: UNA FORMA DE REFORZAR LA SILVICULTURA SOSTENIBLE

Para seguir frenando las malas prácticas que a veces persisten en los bosques de la cuenca del Congo, la PAFC anima a todas las empresas forestales y de transformación de la madera de la cuenca del Congo a certificarse. El certificado PAFC acredita la buena gestión forestal y la trazabilidad de la madera y los productos forestales procedentes de bosques gestionados de forma sostenible en la cuenca del Congo.

Las ventajas del certificado PAFC en el mercado mundial:

- Acceso al mercado internacional,
- Mayores ventajas competitivas y beneficios,
- Acceso a mercados exigentes para los productos certificados,
- La trazabilidad del suministro de madera,
- Una verdadera ventaja competitiva sobre las empresas no certificadas.



PAFC

El programa de Certificación Forestal Panafricana (**PAFC**) se puso en marcha a principios de la década de 2000 para desarrollar la gestión forestal sostenible en los países de África Central, basándose en los requisitos del Consejo PEFC, reconocido internacionalmente. En 2019, el PAFC Gabón, el PAFC Camerún y el PAFC Congo, tuvieron la voluntad común de desarrollar y promover la certificación forestal en África Central a través de un sistema de certificación forestal regional adaptado al contexto local.

El Consejo PEFC

El **Consejo PEFC** es una alianza mundial de sistemas nacionales de certificación forestal. Como organización internacional, no gubernamental y sin ánimo de lucro, promueve la gestión sostenible de los bosques mediante la certificación independiente de terceros. El Consejo PEFC proporciona a los propietarios de bosques, desde los más grandes a los más pequeños, una herramienta para demostrar sus

prácticas responsables, al tiempo que capacita a las empresas para comprar de forma sostenible. La etiqueta PEFC permite a los consumidores reconocer los productos procedentes de un bosque con certificación PEFC, es decir, un bosque gestionado de acuerdo con los más altos requisitos medioambientales, sociales y económicos.

ATIBT

La Asociación Técnica Internacional de las Maderas Tropicales ([ATIBT](#)) fue fundada en 1951 a petición de la Organización de las Naciones Unidas para la Agricultura y la Alimentación (FAO) y la Organización para la Cooperación y el Desarrollo Económico (OCDE). Al servicio del sector de las «maderas tropicales», desde el bosque hasta el consumidor final, la asociación desempeña un papel destacado en la ejecución de proyectos internacionales dedicados a la gestión sostenible y responsable de los bosques tropicales. También se posiciona como uno de los mejores referentes técnicos y científicos del recurso madera tropical.

Entre 2016 y 2019, la ATIBT ha experimentado un aumento de casi el 50% en su número de miembros, superando así los 130. Junto a los actores europeos del sector de las «maderas tropicales africanas», la ATIBT reúne a Estados (República del Congo, República de Costa de Marfil, República Centroafricana), a otras asociaciones profesionales africanas (Gabón, Costa de Marfil, Camerún, RDC) y europeas, a ONG (como WWF y la Fundación Príncipe Alberto II) y a grandes empresas.

[Cliquez ici pour accéder à l'article](#)



PAYS: Espagne
DATE: 02 DEC 2021
MEDIA: INFOMADERA.NET

CATEGORIE: Online
FREQUENCE: Quotidien
AUDIENCE: 13 703 visits/mois

NOTICIAS

2 de diciembre de 2021

Se actualizan las Directrices de Diligencia Debida (DDD) para el cumplimiento del EUTR en importación de madera



La Junta directiva de AEIM decidió en su reunión celebrada el pasado 29 de noviembre actualizar las Directrices de Diligencia Debida (DDD) que ha desarrollado para el cumplimiento del EUTR (Reglamento Europeo de la Madera) por parte de sus empresas asociadas.

En concreto, la actualización se centra en la evaluación y mitigación de riesgos por especies de madera, según su proveniencia. Esta actualización se centrará inicialmente en las 70 especies de maderas más comerciales dentro del mercado español. En concreto, las especies analizadas corresponden a 11 maderas de coníferas, 20 frondosas y 39 tropicales. Se han seleccionado según un completo estudio, sobre consumo de madera aserrada en toda España, realizado entre los miembros de la Junta directiva.

El referido estudio está, asimismo, sirviendo de base para la información sobre el perfil ambiental de especies de maderas que se incluirá en la nueva publicación de AEIM sobre maderas comerciales que se difundirá a comienzos del año próximo. Dicho perfil ambiental de las maderas incluye además la disponibilidad en origen sobre certificación forestal (FSC y PEFC) y de legalidad (OLB y otros). La evaluación de riesgos, punto central de los sistemas de Diligencia Debida, junto con la mitigación de riesgos, distingue, en las DDD de AEIM, la diversa procedencia de la madera aserrada referida a una sola especie, cuando se importa de distintas áreas del mundo. Así sucede con varias maderas de coníferas y frondosas.

Con esta evaluación se matiza también el riesgo genérico por país en cuanto a la proveniencia de la madera, de tal forma que dentro de un mismo país se pueden establecer distintos tipos de riesgo según el producto que se importe.

Esta actualización se completará con una revisión de los "informes de expertos" sobre Camerún y Brasil, principales proveedores de madera tropical aserrada a nuestro país.

Asimismo, en la referida Junta directiva se destacó la participación de AEIM en el Grupo Operativo GO IMAI (Grupo Operativo identificación de maderas e inteligencia artificial) junto con dos prestigiosas Universidades, para desarrollar un dispositivo móvil de identificación de especies, que contribuirá al cumplimiento de dichas Directrices.

La "Diligencia Debida" es un concepto que cada vez va adquiriendo mayor importancia en la regulación de la Unión Europea. Así se pone de manifiesto en la propuesta de Reglamento del Parlamento Europeo y del Consejo relativo a la comercialización en el mercado de la Unión y a la exportación desde la Unión de determinados productos asociados a la deforestación y la degradación de los bosques, que se presentó en Bruselas el pasado 17 de noviembre. Acceso a la propuesta en inglés.

Al respecto de las DDD de AEIM, la actualización de las mismas responde asimismo a las Directrices de la Federación Europea del Comercio de la Madera (ETTF) a la que pertenece la Asociación y que se van actualizando periódicamente, en consonancia con las exigencias generales de los Sistemas de Diligencia Debida.

AEIM, Asociación Española del Comercio e Industria de la Madera, integra a los principales distribuidores, almacenistas y agentes de madera y productos derivados, así como a empresas industriales. En la actualidad forman parte de AEIM 127 empresas radicadas en toda España. A nivel internacional AEIM pertenece a Forest Legality Initiative; ETTF (European Timber Trade Federation) y ATIBT.

Para más información:

AEIM
Asociación Española del Comercio e Industria de la Madera
www.aeim.org - aeim@aeim.org

Aeim actualiza las Directrices de Diligencia Debida (DDD) para el cumplimiento del EUTR

Redacción Interempresas 02/12/2021



La Junta directiva de la Asociación Española del Comercio e Industria de la Madera (Aeim) decidió en su reunión celebrada el pasado 29 de noviembre actualizar las Directrices de Diligencia Debida (DDD) que ha desarrollado para el cumplimiento del EUTR (Reglamento Europeo de la Madera) por parte de sus empresas asociadas.



Junta directiva de Aeim, de izquierda a derecha, Carlos Fernández (Maderas del Noroeste), Jorge Blanquer (Maderas y Chapas Blanquer), Javier Saiz (Álvarez Maderas y Envases), Jesús Rodríguez (Cuadrado Cia de Maderas), Susana Martínez (Grupo Siero), Ramón Gabarró Taulé (Gabarró Hermanos), Almudena García (presidenta de Maderas García Varona), Alberto Romero (secretario general de Aeim), Laura Alberch (Alberch, S.A.), Francisco José Espejo (AE Maderas), Jordi Grau (Grau i Grau) y Manuel Cones (Iberia Agencia de Maderas).

En concreto, la actualización se centra en la evaluación y mitigación de riesgos por especies de madera, según su proveniencia. Esta actualización se centrará inicialmente en las 70 especies de maderas más comerciales dentro del mercado español. En concreto, las especies analizadas corresponden a 11 maderas de coníferas, 20 frondosas y 39 tropicales. Se han seleccionado según un completo estudio, sobre consumo de madera aserrada en toda España, realizado entre los miembros de la Junta directiva.

El referido estudio está, asimismo, sirviendo de base para la información sobre el perfil ambiental de especies de maderas que se incluirá en la nueva publicación de Aeim sobre maderas comerciales que se difundirá a comienzos del año próximo. Dicho perfil ambiental de las maderas incluye además la disponibilidad en origen sobre certificación forestal (FSC y PEFC) y de legalidad (OLB y otros).

La evaluación de riesgos, punto central de los sistemas de Diligencia Debida, junto con la mitigación de riesgos, distingue, en las DDD de Aeim, la diversa procedencia de la madera aserrada referida a una sola especie, cuando se importa de distintas áreas del mundo Así sucede con varias maderas de coníferas y frondosas.

Con esta evaluación se matiza también el riesgo genérico por país en cuanto a la procedencia de la madera, de tal forma que dentro de un mismo país se pueden establecer distintos tipos de riesgo según el producto que se importe.

Esta actualización se completará con una revisión de los “informes de expertos” sobre Camerún y Brasil, principales proveedores de madera tropical aserrada a nuestro país.

Asimismo, en la referida Junta directiva se destacó la participación de AEIM en el Grupo Operativo GO Imai (Grupo Operativo identificación de maderas e inteligencia artificial) junto con dos prestigiosas Universidades, para desarrollar un dispositivo móvil de identificación de especies, que contribuirá al cumplimiento de dichas Directrices.



La Diligencia Debida es un concepto que cada vez va adquiriendo mayor importancia en la regulación de la Unión Europea. Así se pone de manifiesto en la propuesta de Reglamento del Parlamento Europeo y del Consejo relativo a la comercialización en el mercado de la Unión y a la exportación desde la Unión de determinados productos asociados a la deforestación y la degradación de los bosques, que se presentó en Bruselas el pasado 17 de noviembre. Acceso a la propuesta en inglés.

Al respecto de las DDD de Aeim, la actualización de las mismas responde asimismo a las Directrices de la Federación Europea del Comercio de la Madera (ETTF) a la que pertenece la asociación y que se van actualizando periódicamente, en consonancia con las exigencias generales de los Sistemas de Diligencia Debida.

La Asociación Española del Comercio e Industria de la Madera (Aeim) integra a los principales distribuidores, almacenistas y agentes de madera y productos derivados, así como a empresas industriales. En la actualidad forman parte de Aeim 127 empresas radicadas en toda España. A nivel internacional Aeim pertenece a Forest Legality Initiative; ETTF (European Timber Trade Federation) y ATIBT.

[Lien](#)



2 diciembre, 2021 Destacada | Madera

AEIM actualiza las Directrices de Diligencia Debida (DDD) para el cumplimiento del EUTR

Una decisión adoptada en la reunión de Junta directiva celebrada el pasado 26 de noviembre.



La Junta directiva de [AEIM](#) decidió en su reunión celebrada el pasado 29 de noviembre actualizar las Directrices de Diligencia Debida (DDD) que ha desarrollado para el cumplimiento del EUTR (Reglamento Europeo de la Madera) por parte de sus empresas asociadas.



En concreto, **la actualización se centra en la evaluación y mitigación de riesgos por especies de madera, según su procedencia.** Esta actualización se centrará inicialmente en las 70 especies de maderas más comerciales dentro del mercado español. En concreto, las especies analizadas corresponden a 11 maderas de coníferas, 20 frondosas y 39 tropicales. Se han seleccionado según un completo estudio, sobre consumo de madera aserrada en toda España, realizado entre los miembros de la Junta directiva.



El referido estudio está, asimismo, sirviendo de base para la información sobre el perfil ambiental de especies de maderas que se incluirá en la nueva publicación de AEIM sobre maderas comerciales que se difundirá a comienzos del año próximo. Dicho perfil ambiental de las maderas incluye además la disponibilidad en origen sobre certificación forestal ([FSC](#) y [PEFC](#)) y de legalidad (OLB y otros).

La evaluación de riesgos, punto central de los sistemas de Diligencia Debida, junto con la mitigación de riesgos, distingue, en las DDD de AEIM, la diversa procedencia de la madera aserrada referida a una sola especie, cuando se importa de distintas áreas del mundo. Así sucede con varias maderas de coníferas y frondosas.

Con esta evaluación se matiza también el riesgo genérico por país en cuanto a la procedencia de la madera, de tal forma que dentro de un mismo país se pueden establecer distintos tipos de riesgo según el producto que se importe.

Esta actualización se completará con una revisión de los *"informes de expertos"* sobre Camerún y Brasil, principales proveedores de madera tropical aserrada a nuestro país.





Asimismo, en la referida Junta directiva se destacó la participación de AEIM en el [Grupo Operativo GO IMAI](#) (Grupo Operativo identificación de maderas e inteligencia artificial) junto con dos prestigiosas Universidades, para desarrollar un dispositivo móvil de identificación de especies, que contribuirá al cumplimiento de dichas Directrices.

La “*Diligencia Debida*” es un concepto que cada vez va adquiriendo mayor importancia en la regulación de la Unión Europea. Así se pone de manifiesto en la propuesta de Reglamento del Parlamento Europeo y del Consejo relativo a la comercialización en el mercado de la Unión y a la exportación desde la Unión de determinados productos asociados a la deforestación y la degradación de los bosques, que se presentó en Bruselas el pasado 17 de noviembre. [Acceso a la propuesta en inglés.](#)



Al respecto de las DDD de AEIM, la actualización de las mismas responde asimismo a las Directrices de la Federación Europea del Comercio de la Madera (ETTF) a la que pertenece la Asociación y que se van actualizando periódicamente, en consonancia con las exigencias generales de los Sistemas de Diligencia Debida.

[AEIM](#), Asociación Española del Comercio e Industria de la Madera, integra a los principales distribuidores, almacenistas y agentes de madera y productos derivados, así como a empresas industriales. En la actualidad forman parte de AEIM 127 empresas radicadas en toda España. A nivel internacional AEIM pertenece a [Forest Legality Initiative](#) ; [ETTF \(European Timber Trade Federation\)](#) y [ATIBT](#).

Foto Principal: Junta directiva de AEIM. 26 de noviembre, 2021: De izda. a dcha: Carlos Fernández (Maderas del Noroeste), Jorge Blanquer (Maderas y Chapas Blanquer), Javier Saiz (Alvarez Maderas y Envases), Jesús Rodríguez (Cuadrado Cia de Maderas), Susana Martínez (Grupo Siero), Ramón Gabarró Taulé (Gabarró Hermanos), Almudena García (Presidenta. Maderas García Varona), Alberto Romero (AEIM. Secretario General), Laura Alberch (Alberch, S.A), Francisco José Espejo (AE Maderas), Jordi Grau (Grau i Grau) y Manuel Cones (Iberia Agencia de Maderas).



Empresas asociadas en AEIM

✓ PROFESIONALIDAD Y COMPROMISO AMBIENTAL

[Lien](#)

AEIM actualiza las Directrices de Diligencia Debida (DDD) para el cumplimiento del EUTR (Reglamento Europeo de la Madera)

Una decisión adoptada en la reunión de Junta directiva celebrada el pasado 26 de noviembre. En concreto, la actualización se centra en la evaluación y mitigación de riesgos por especies de madera, según su proveniencia



Junta directiva de AEIM, 26 de noviembre, 2021: De izda. a dcha: Carlos Fernández (Maderas del Noroeste), Jorge Blanquer (Maderas y Chapas Blanquer), Javier Saiz (Alvarez Maderas y Envases), Jesús Rodríguez (Cuadrado Cia de Maderas), Susana Martínez (Grupo Siero), Ramón Gabarró Taulé (Gabarró Hermanos), Almudena García (Presidenta, Maderas García Varona), Alberto Romero (AEIM, Secretario General), Laura Alberch (Alberch, S.A), Francisco José Espejo (AE Maderas), Jordi Grau (Grau i Grau) y Manuel Cones (Iberia Agencia de Maderas).

La **Junta directiva de AEIM** decidió en su reunión celebrada el pasado 26 de noviembre actualizar las **Directrices de Diligencia Debida (DDD)** que ha desarrollado para el cumplimiento del **EUTR (Reglamento Europeo de la Madera)** por parte de sus empresas asociadas.

En concreto, la actualización se centra en la evaluación y mitigación de riesgos por especies de madera, según su proveniencia. Esta actualización se centrará inicialmente en las 70 especies de maderas más comerciales dentro del mercado español. En concreto, las especies analizadas corresponden a 11 maderas de coníferas, 20 frondosas y 39 tropicales. Se han seleccionado según un completo estudio, sobre consumo de madera aserrada en toda España, realizado entre los miembros de la Junta directiva.

El referido estudio está, asimismo, sirviendo de base para la información sobre el perfil ambiental de especies de maderas que se incluirá en la **nueva publicación de AEIM sobre maderas comerciales** que se difundirá a comienzos del año próximo. Dicho perfil ambiental de las maderas incluye además la disponibilidad en origen sobre certificación forestal (FSC y PEFC) y de legalidad (OLB y otros).

La evaluación de riesgos, punto central de los sistemas de Diligencia Debida, junto con la mitigación de riesgos, distingue, en las DDD de AEIM, la diversa procedencia de la madera aserrada referida a una sola especie, cuando se importa de distintas áreas del mundo. Así sucede con varias maderas de coníferas y frondosas.

Con esta evaluación se matiza también el riesgo genérico por país en cuanto a la procedencia de la madera, de tal forma que dentro de un mismo país se pueden establecer distintos tipos de riesgo según el producto que se importe.

Esta actualización se completará con una revisión de los "informes de expertos" sobre Camerún y Brasil, principales proveedores de madera tropical aserrada a nuestro país.

Asimismo, en la referida Junta directiva **se destacó la participación de AEIM** en el Grupo Operativo GO IMAI (Grupo Operativo identificación de maderas e inteligencia artificial) junto con dos prestigiosas Universidades, para desarrollar un dispositivo móvil de identificación de especies, que contribuirá al cumplimiento de dichas Directrices.

La "Diligencia Debida" es un concepto que cada vez va adquiriendo mayor importancia en la regulación de la Unión Europea. Así se pone de manifiesto en la propuesta de Reglamento del Parlamento Europeo y del Consejo relativo a la comercialización en el mercado de la Unión y a la exportación desde la Unión de determinados productos asociados a la deforestación y la degradación de los bosques, que se presentó en Bruselas el pasado 17 de noviembre. Acceso a la propuesta en inglés.

Al respecto de las DDD de AEIM, la actualización de las mismas responde asimismo a las Directrices de la Federación Europea del Comercio de la Madera (ETTF) a la que pertenece la Asociación y que se van actualizando periódicamente, en consonancia con las exigencias generales de los Sistemas de Diligencia Debida.

AEIM, Asociación Española del Comercio e Industria de la Madera, integra a los principales distribuidores, almacenistas y agentes de madera y productos derivados, así como a empresas industriales. En la actualidad forman parte de AEIM 127 empresas radicadas en toda España. A nivel internacional AEIM pertenece a Forest Legality Initiative; ETTF (European Timber Trade Federation) y ATIBT.

[Lien](#)



AEIM actualiza las Directrices de Diligencia Debida (DDD) para el cumplimiento del EUTR

Ramón Sabater - 9 diciembre, 2021 - Novedades expositores

La



Una decisión adoptada en la reunión de Junta directiva celebrada el pasado 26 de noviembre.

Junta directiva de AEIM decidió en su reunión celebrada el pasado 29 de noviembre actualizar las Directrices de Diligencia Debida (DDD) que ha desarrollado para el cumplimiento del EUTR (Reglamento Europeo de la Madera) por parte de sus empresas asociadas.

En concreto, la actualización se centra en la evaluación y mitigación de riesgos por especies de madera, según su proveniencia. Esta actualización se centrará inicialmente en las 70 especies de maderas más comerciales dentro del mercado español. En concreto, las especies analizadas corresponden a 11 maderas de coníferas, 20 frondosas y 39 tropicales. Se han seleccionado según un completo estudio, sobre consumo de madera aserrada en toda España, realizado entre los miembros de la Junta directiva.

PAYS: Espagne
DATE: 09 DEC 2021
MEDIA: Fimma Maderalia

CATEGORIE: Online
FREQUENCE: Quotidien
AUDIENCE: 69 867visits/mois

El referido estudio está, asimismo, sirviendo de base para la información sobre el perfil ambiental de especies de maderas que se incluirá en la nueva publicación de AEIM sobre maderas comerciales que se difundirá a comienzos del año próximo. Dicho perfil ambiental de las maderas incluye además la disponibilidad en origen sobre certificación forestal (FSC y PEFC) y de legalidad (OLB y otros).

La evaluación de riesgos, punto central de los sistemas de Diligencia Debida, junto con la mitigación de riesgos, distingue, en las DDD de AEIM, la diversa procedencia de la madera aserrada referida a una sola especie, cuando se importa de distintas áreas del mundo Así sucede con varias maderas de coníferas y frondosas.

Con esta evaluación se matiza también el riesgo genérico por país en cuanto a la proveniencia de la madera, de tal forma que dentro de un mismo país se pueden establecer distintos tipos de riesgo según el producto que se importe.

Esta actualización se completará con una revisión de los “informes de expertos” sobre Camerún y Brasil, principales proveedores de madera tropical aserrada a nuestro país.

Asimismo, en la referida Junta directiva se destacó la participación de AEIM en el Grupo Operativo GO IMAI (Grupo Operativo identificación de maderas e inteligencia artificial) junto con dos prestigiosas Universidades, para desarrollar un dispositivo móvil de identificación de especies, que contribuirá al cumplimiento de dichas Directrices.

La “Diligencia Debida” es un concepto que cada vez va adquiriendo mayor importancia en la regulación de la Unión Europea. Así se pone de manifiesto en la propuesta de Reglamento del Parlamento Europeo y del Consejo relativo a la comercialización en el mercado de la Unión y a la exportación desde la Unión de determinados productos asociados a la deforestación y la degradación de los bosques, que se presentó en Bruselas el pasado 17 de noviembre. Acceso a la propuesta en inglés.

Al respecto de las DDD de AEIM, la actualización de las mismas responde asimismo a las Directrices de la Federación Europea del Comercio de la Madera (ETTF) a la que pertenece la Asociación y que se van actualizando periódicamente, en consonancia con las exigencias generales de los Sistemas de Diligencia Debida.

AEIM, Asociación Española del Comercio e Industria de la Madera, integra a los principales distribuidores, almacenistas y agentes de madera y productos derivados, así como a empresas industriales. En la actualidad forman parte de AEIM 127 empresas radicadas en toda España. A nivel internacional AEIM pertenece a Forest Legality Initiative; ETTF (European Timber Trade Federation) y ATIBT.

Pie de la Foto Principal: Junta directiva de AEIM. 26 de noviembre, 2021: De izda. a dcha: Carlos Fernández (Maderas del Noroeste), Jorge Blanquer (Maderas y Chapas Blanquer), Javier Saiz (Alvarez Maderas y Envases), Jesús Rodríguez (Cuadrado Cia de Maderas),

PAYS: Espagne
DATE: 09 DEC 2021
MEDIA: Fimma Maderalia

CATEGORIE: Online
FREQUENCE: Quotidien
AUDIENCE: 69 867visits/mois

Susana Martínez (Grupo Siero), Ramón Gabarró Taulé (Gabarró Hermanos), Almudena García (Presidenta. Maderas García Varona), Alberto Romero (AEIM. Secretario General), Laura Alberch (Alberch, S.A), Francisco José Espejo (AE Maderas), Jordi Grau (Grau i Grau) y Manuel Cones (Iberia Agencia de Maderas).

Para más información:
AEIM

Asociación Española del Comercio e Industria de la Madera

www.aeim.org – aeim@aeim.org

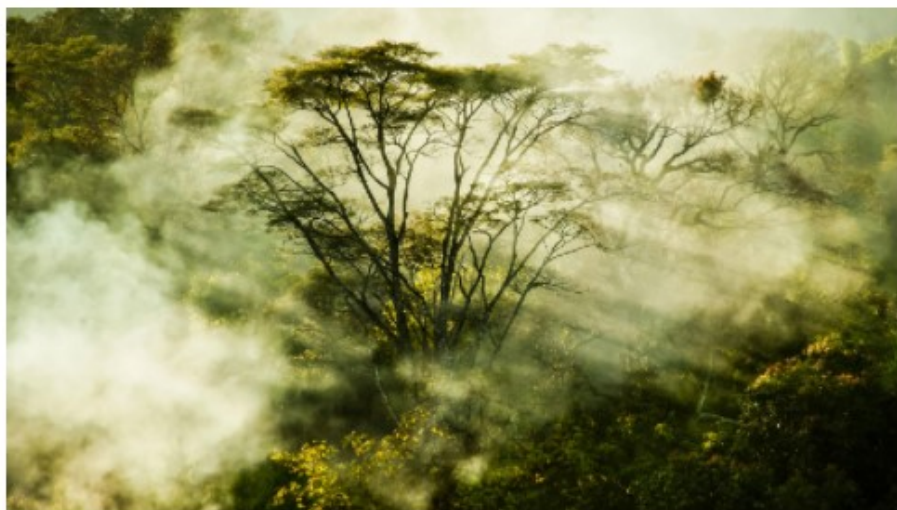
Promovemos la madera para un mundo más sostenible y saludable

[Lien](#)

HOME

IN PRIMO PIANO

Fair&Precious: dal legno alla sostenibilità ambientale



7 GENNAIO 2021

Quando il progetto Fair&Precious nacque, nel 2018, l'obiettivo era chiaro: proteggere le foreste, promuovendo lo sviluppo e la gestione sostenibile delle stesse nell'Africa occidentale. Un comune progetto guidato da **Atibt** – International Association Technique Internationale des Bois Tropicaux – e che, con il supporto dell'Istituto di credito tedesco KfW e dell'agenzia francese per lo sviluppo Afd, ha speso a novembre tre candeline.


*"Grazie al programma Fair&Precious – ha sottolineato **Olman Serrano**, presidente di Atibt – stiamo gradualmente sensibilizzando gli stakeholder pubblici e privati sul giusto equilibrio che le certificazioni forestali Fsc (Forest Stewardship Council, ndr.) e Pefc-Pafc (Programme for Endorsement of Forest Certification schemes, un'organizzazione composta da gruppi ambientalisti, un organo nato come iniziativa volontaria e senza scopo di lucro di alcuni proprietari forestali, ndr.) rappresentano in termini di conservazione delle foreste, protezione della fauna selvatica e sviluppo economico e sociale nel bacino del Congo. Gli Stati africani incoraggiano la trasformazione locale dei prodotti".*

Tre anni di esperienza alle spalle e dieci "impegni" da prendersi dopo, il comune denominatore resta sempre lo stesso: salvaguardare l'ambiente e promuovere l'utilizzo di legno certificato, sviluppando al tempo stesso le conoscenze sulla biodiversità e stimolando l'economia dei paesi produttori valorizzando la foresta e favorendo la lavorazione locale del legno. Sensibilizzare oggi, per prevenire i danni ambientali di domani.



PAYS : Italie
DATE : 21 avr 2021
MEDIA : Web & Magazine – FB

CATEGORIE : Online – Social Media
FREQUENCE : Quotidien
AUDIENCE : 871 abonnés


 Web and Magazine srl
5h · 🌐

📅 **Martedì 27 aprile 2021**, alle ore 15.00 si terrà un **Webinar gratuito** 🟢 e organizzato da **ATIBT** e **Preferred by Nature**, dal titolo **'The role of certification within the EUTR'**, che tratterà il tema dell'utilizzo delle certificazioni forestali all'interno di un sistema di *due diligence*, in conformità con il **Regolamento Legno dell'Unione europea (EUTR)** 🇪🇺 🇩🇪

L'obiettivo è quello di fornire chiarimenti sull'uso della **certificazione forestale** come strumento efficace all'interno di un sistema di *due diligence*, con lo scopo di ridurre i rischi di illegalità

📄 **Per iscriversi:** http://bit.ly/atibt_webinar

Sfoggia gratis **Il Legno**: 📖 <https://bit.ly/ilLegno> 📖



WEBANDMAGAZINE.MEDIA
Il Legno | Web and Magazine
Il Legno rivista bimestrale giunta al suo 100° anno, costituisce un sicuro pun...

[Learn More](#)



Fair & precious, il programma che promuove il legno legale e certificato del bacino del Congo

🕒 13 Luglio, 2021 Di Chiara Fonda 📁 Primo piano

Per lottare efficacemente contro lo sfruttamento non sostenibile delle foreste e il commercio illegale di legname, l'International Tropical Timber Technical Association prosegue il suo impegno e moltiplica le sue azioni, in particolare attraverso il suo programma Fair&Precious, per proteggere e gestire le foreste africane ancora minacciate.

Il rispetto delle specie protette e dei diametri di sfruttamento, la protezione degli alberi da seme, i metodi di sfruttamento a basso impatto e le rotazioni da 25 a 30 anni sono alcune delle misure attuate che, insieme all'impegno per la conservazione delle foreste e la protezione della biodiversità, permettono l'avanzare del legno certificato e legale.

«IL LEGNO AFRICANO, MOLTO PIÙ CHE SEMPLICE LEGNO»

Promuovendo lo sviluppo di una filiera del legname tropicale sostenibile, etica e legale come risorsa naturale e rinnovabile, ATIBT sostiene i paesi produttori, evidenziando i vantaggi del legname tropicale certificato per i paesi importatori.

Attraverso il programma "Fair&Precious", l'associazione promuove i benefici ambientali, sociali, economici e tecnici del legname tropicale, impegnandosi al fianco dei paesi che continuano a lottare duramente contro il commercio illegale.

I DIFFERENTI MERCATI DEL LEGNO TROPICALE

Per il mercato interno è previsto un forte sviluppo dovuto alla crescita della popolazione in Africa. Questo mercato deve essere meglio regolato sensibilizzando gli abitanti delle foreste e i consumatori locali sulla necessità di rispettare le regole di taglio e sul valore del legno come risorsa rinnovabile. Con l'aumento della lavorazione locale del legno (un blocco totale delle esportazioni di tronchi è previsto a medio termine), questo consumo locale potrebbe aumentare ulteriormente, in particolare nel campo della costruzione di abitazioni di qualità.

I mercati di esportazione sono attualmente predominanti e si sono spostati in Asia negli ultimi 10-15 anni. Questi mercati non hanno tutti la stessa consapevolezza in termini di acquisto responsabile. Mentre alcuni paesi comprendono il valore della certificazione, come i paesi scandinavi, i Paesi Bassi e il Regno Unito, altri ne sono ancora poco coscienti, soprattutto nell'Europa meridionale, o addirittura poco interessati, per quanto riguarda i paesi asiatici, verso i quali viene esportato più del 50% del legno prodotto nel bacino del Congo. Il consumo di legno certificato, ma anche la migliore valorizzazione dei servizi ecosistemici sono temi che fanno parte delle attuali priorità di ATIBT.

Camerun, Congo e Gabon, 3 paesi che desiderano valorizzare di più i loro boschi tropicali e le loro foreste.

L'Africa non è mai stata così attiva per migliorare la gestione delle sue foreste, per sviluppare le sue ricchezze e soprattutto il suo "oro rinnovabile", il legno tropicale, che è, come dice spesso ATIBT, "molto più che semplice legno".

Il bacino del Congo, che comprende Camerun, Congo e Gabon e ospita la seconda area forestale più grande del pianeta, presenta quasi 5,5 milioni di ettari di foreste certificate FSC (Forest Stewardship Council) e, secondo ricercatori e scienziati, è un'area trattata in maniera esemplare dalle aziende forestali certificate FSC.

Inoltre, è emerso nella zona un secondo marchio di gestione sostenibile, il PAFC – Bacino del Congo.

Il Camerun:

Il Camerun è il primo paese africano a imporre l'obbligo negli appalti pubblici di utilizzare legno di origine legale. Il paese ha lanciato una campagna nazionale di sensibilizzazione sull'utilizzo del legname legale nei principali centri urbani del paese in collaborazione con il Ministero delle Foreste e della Fauna Selvatica (MINFOF). Essendo il paese che esporta più legno, la sua grande popolazione beneficia delle risorse forestali e dovrebbe quindi essere consapevole della sua importanza.

Il Congo:

Questo paese, importante in termini di superficie sfruttata e che possiede la più grande superficie certificata FSC, sta moltiplicando le azioni per proteggere le sue risorse, in particolare adottando un nuovo codice forestale che illustra la volontà delle figure responsabili di valorizzare le sue risorse forestali. Un progetto innovativo di condivisione della produzione è destinato a promuovere la trasformazione locale.

Il Gabon:

Nel 2020, il paese ha adottato una solida politica ambientale decretando che tutte le foreste in concessione del paese dovranno adottare il modello di certificazione FSC entro il 2022. Un impegno ancora in atto che sta avendo un forte impatto e che permette al suo legname tropicale di essere valorizzato in tutto il mondo. Il Gabon è stato a lungo un precursore nella lotta contro l'illegalità, è stato infatti il primo paese a vietare l'esportazione di tronchi, tra le altre misure.

Il paese riceverà i suoi primi pagamenti internazionali come ricompensa per la protezione delle sue foreste. Una somma di 17 milioni di dollari sarà pagata dalla Norvegia in cambio delle tonnellate supplementari di carbonio catturate grazie alle misure attuate per combattere la deforestazione. Infatti, sulla media di emissioni registrate nell'ultimo decennio, il paese è riuscito a catturare 3,4 milioni di tonnellate nel corso del biennio 2016-2017.

A proposito di ATIBT

L'International Tropical Timber Technical Association (ATIBT) è stata fondata nel 1951 su richiesta dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'alimentazione e l'agricoltura (FAO) e dell'Organizzazione per la cooperazione e lo sviluppo economico (OCSE). Al servizio del settore del legname tropicale, dalla foresta fino al consumatore finale, l'associazione svolge un ruolo di primo piano nella realizzazione di progetti internazionali dedicati alla gestione sostenibile e responsabile delle foreste tropicali, e rappresenta uno dei principali punti di riferimento tecnico-scientifici. Tra il 2016 e il 2019, l'ATIBT ha registrato un aumento di quasi il 50% nel numero dei suoi membri, che sono oggi più di 130. Accanto ai principali attori europei nel settore del legname tropicale africano, l'ATIBT riunisce Stati (Repubblica del Congo, Repubblica della Costa d'Avorio, Repubblica Centrafricana), altre associazioni professionali africane (Gabon, Costa d'Avorio, Camerun, Repubblica Democratica del Congo) ed europee, ONG (come il WWF e la Fondazione Principe Alberto II) e grandi aziende.



100 CENTO di Pietro Ferrari SOSTENIBILITÀ E LEGALITÀ

L'IMPEGNO COSTANTE DI ATIBT IN UN PERIODO DI ESTREMA DIFFICOLTÀ TRA MUTAMENTI CLIMATICI E PROBLEMATICHE SOCIO-POLITICHE.

Incontriamo in rete Olman Serrano, presidente della Associazione tecnica internazionale sul legno tropicale (ATIBT) è l'occasione per fare il punto di questa associazione che si impegna con decisione e con diplomazia nella difesa delle risorse forestali tropicali e della sopravvivenza della foresta pluviale.

PIETRO FERRARI – Qual è l'equilibrio esatto delle

tematiche del legno tropicale rispetto alle diverse varietà in funzione della disponibilità e della richiesta sul mercato?

OLMAN SERRANO – Per quanto riguarda la sua domanda, al fattore disponibilità e al fattore richiesta del mercato, io aggiungerei quelli della sostenibilità e della legalità. Fino a trent'anni fa nessuno parlava della sostenibilità né degli aspetti legali, questo aspetto è entrato in gioco negli ultimi venti-trent'anni principalmente dopo la discussione cominciata a Rio De Janeiro nel 1992 nel corso del summit in cui le tr convinzioni che abbiamo messo in campo sul clima, sulla biodiversità e sulla desertificazione hanno una spinta alla coscienza su tematiche su cui a quel tempo la società non si interrogava a sufficienza nell'ambito del prelievo dei legnami tropicali. Questo summit è stato un momento di presa di coscienza non solo a livello politico ma anche a livello sociale. Questo ha spostato l'attenzione dalle singole specie anche sulla modalità

di gestione della foresta tropicale. Fortunatamente, già negli anni Novanta-inizio anni Duemila, le società responsabili della gestione di queste foreste e membri della nostra associazione, hanno cominciato a introdurre delle norme per la sostenibilità e anche, ovviamente, per gli aspetti legali: questo percorso è continuato con il regolamento del legname dell'Unione Europea che ha introdotto l'elemento legalità. In conseguenza di



Olman Serrano, presidente della Associazione tecnica internazionale sul legno tropicale (ATIBT). Spettacolare visione delle foreste del bacino del Congo.

SUSTAINABILITY AND LEGALITY

The constant commitment of ATIBT in a period of extreme di culty between climate change and socio-political di culties.

We meet Olman Serrano online, president of the Inter-

national Tropical Timber Technical Association

(ATIBT), it is an opportunity to take stock of the commitment of this association that is committed to defense with determination and diplomacy. tropical forest resources and rainforest survival.

Pietro Ferrari – What is the exact balance of tro-

pical wood issues with respect to the di erent varieties according to the availability and demand on the market?

Olman Serrano – As for your demand, to the availability factor and the market demand factor, I would add those of sustainability and legality. Until thirty years ago no one was

100 CENTO

Un impatto sociale positivo.



ciò abbiamo visto dei cambiamenti significativi non soltanto sul mercato ma anche sul comportamento delle aziende che hanno dovuto adattarsi a questa evoluzione, un'evoluzione positiva, perché sappiamo molto bene che le foreste tropicali non sono solo legname ma ospitano una biodiversità molto complessa. Con queste norme è possibile gestire non solo l'aspetto del prelievo forestale ma anche quello della biodiversità della fauna, della flora e anche quello della tutela delle popolazioni totali: negli ultimi anni da questo punto di vista il miglioramento è stato significativo. Questi aspetti hanno naturalmente avuto un impatto nel tipo di legname che si trova sul mercato: ovviamente abbiamo le specie classiche che su questo mercato sono sempre state presenti e che sono ancora presenti, però sostenibilità vuol dire anche utilizzare altre specie, non soltanto quelle che conosciamo da sempre: Da qui nasce una sfida per l'industria e anche per il commercio per introdurre delle specie che venti o trent'anni fa non si utilizzavano. Questo è positivo per la foresta: non ha senso aprire delle strade nella foresta per prelevare un solo tronco, per questo occorre introdurre nuove specie sul mercato, cosa non facile, soprattutto in mercati molto conservatori, di cui, va detto, l'Italia non fa parte, perché in Italia c'è più fantasia e si sa come utilizzare anche prodotti e materiali innovativi in maniera molto creativa, soprattutto nei prodotti di haut de gamme.

PIETRO FERRARI – Il buon Dio ha dato i legni tropicali in paesi che non hanno istituzioni così solide come si vorrebbe. Immagino che, soprattutto in questi anni in cui la conflittualità è cresciuta in molti scenari del quadrante geopolitico, il vostro compito non sia stato così semplice. Qual è il vostro approccio con le autorità

talking about sustainability or legal aspects, this aspect has come into play in the last twenty-three years mainly after the discussion started in Rio De Janeiro in 1992 during the summit in which the between convictions we have fielded on climate, biodiversity and desertification have a boost to the conscience on issues on which at that time society did not question itself sufficiently in the context of the harvesting of tropical timber. This summit was a moment of awareness not only on a political level but also on a social level. This has shifted attention from individual species to the way the tropical forest is managed. Fortunately, already in the 1990s-early 2000s, the companies responsible for the management of these forests and members of our association began to introduce regulations for sustainability and also, of course, for the legal aspects: this path continued with the European Union timber regulation which introduced the legality element. As a result of this we have seen significant changes not only on the market but also on the behavior of companies that have had to adapt to this evolution, a positive evolution, because we know very well that tropical forests are not just timber but host a very complex biodiversity. . With these rules it is possible to manage not only the aspect of forest harvesting but also that of the biodiversity of fauna, flora and also that of the protection of total populations: in recent years, from this point of view, the improvement has been significant. These aspects have naturally had an impact on the type of wood that is on the market: obviously we have the classic species that have always been present on this market and are still present, but sustainability also means using other species, not just those we know. always: Hence a challenge for industry and also for trade to introduce species that had not been used for twenty or thirty years. This is positive for the forest: it makes no sense to open roads in the forest to take a single trunk, for this reason new species must be introduced on the market, which is not easy, especially in very conservative markets, of which, it must be said, Italy does not it belongs, because in Italy there is more imagination and we know how to use innovative products and materials in a very creative way, especially in haut de gamme products.

Pietro Ferrari – The good Lord has given tropical

woods to countries that do not have as solid institutions as one would like. I imagine that, especially in these years in which the conflict has grown in many scenarios of the geopolitical quadrant, your task has not been so simple. What is your approach with government authorities, with the bodies in charge of these activities, is it the approach of diplomats or technical consultants?

Olman Serrano – The levels of dialogue and relationship with governments are many: obviously, in relations with the countries of the Congo Basin, the technical

part is relevant, because in these countries there are neither the knowledge nor the skills nor the personnel suitable for following what is happening throughout the tropical timber chain, from the forest to the finished product. So technical support is essential, this is often hired by companies operating in the area that take on tasks that the local authorities are unable to carry out. There is also a commitment on a social and environmental level, as most of the companies active in the forest take care of schools, take care of the health not only of their collaborators but also of the community: for example, the IFO company, positioned in the North of the Congo it takes care of over 16 thousand people living in their reference basin. There are different types of contacts at a technical level, therefore not only in managing forests or in wood processing but also in relation to the internal political part, for example in the development of regulations: in this field we work together with the legislative authorities but also with the bodies that international entities such as the World Bank, the European Union or the FAO are involved in the development of the law relating to the forest world, in order to try to improve the laws relating to the forest. This is a technical aspect but also with major political implications. So there is the purely political part which is very delicate, because, unfortunately, we are well aware of the problems that exist in these countries where, unfortunately, corruption exists at different levels, from those who control a departing truck to the highest government levels. This scenario is not easy for us, because here what we can define unfair competition comes into play, where some companies, for example, use false documents for the collection, transport and marketing of wood. Unfortunately, unfair competition is harmful, because it penalizes those companies that try to practice their business correctly, making them a little less competitive on the market.

Pietro Ferrari – In another sector that my publishing house follows, such as the textile one,

100 CENTO



governative, con gli enti preposti a queste attività, è un approccio da diplomatici o da consulenti tecnici?

OLMAN SERRANO – I livelli di dialogo e di relazione con i governi sono molteplici: ovviamente, nei rapporti con i Paesi del Bacino del Congo, la parte tecnica è rilevante, perché in questi Paesi non ci sono né le conoscenze né la capacità né il personale adatto per seguire quello che succede in tutta la catena del legname tropicale, dalla foresta fino al prodotto finito. Quindi il supporto tecnico è fondamentale, questo viene spesso assunto dalle aziende operanti sul territorio che si assumono compiti che le autorità locali non sono in grado di portare avanti. C'è poi un impegno a livello sociale e a livello ambientale, in quanto la maggior parte delle aziende attive in foresta si occupano delle scuole, si occupano della salute non soltanto dei loro collaboratori ma anche della comunità: per esempio, la ditta IFO, posizionata al Nord del Congo si occupa di oltre 16mila persone che vivono nel loro bacino di riferimento. Sono diverse le tipologie di contatti a livello tecnico, quindi non soltanto nel gestire le foreste o nella trasformazione del legno ma anche relativamente alla parte politica interna, per esempio nello sviluppo delle normative: in questo campo lavoriamo assieme alle autorità legislative ma anche agli enti che si occupano dello sviluppo della norma relativa al mondo forestale, entità internazionali come la Banca Mondiale, l'Unione Europea o la FAO, per cercare di migliorare le leggi relative alla foresta. Questo è un aspetto tecnico ma anche con risvolti politici di grande rilievo. Quindi c'è la parte puramente politica che è molto delicata, perché, purtroppo, conosciamo bene i problemi esistenti in questi Paesi dove

purtroppo la corruzione esiste a diversi livelli, da chi controlla un camion in partenza ai più alti livelli governativi. Questo scenario non è facile per noi, perché qui entra in campo quella che possiamo definire concorrenza sleale, dove alcune imprese, per esempio, utilizzano documenti falsi per il prelievo, il trasporto e la commercializzazione del legno. Purtroppo la concorrenza sleale è dannosa, perché va a penalizzare quelle aziende che si sforzano di praticare correttamente la loro attività, rendendole meno competitive sul mercato.

[...]

[Lien](#)

100 CENTO SOSTENIBILITÀ E LEGALITÀ

di Pietro Ferrarri

L'IMPEGNO COSTANTE DI ATIBT IN UN PERIODO ESTREMAMENTE DIFFICILE TRA CAMBIAMENTI CLIMATICI E PROBLEMATICHE SOCIO-POLITICHE.

Incontriamo in rete **Olman Serrano** presidente della **Associazione tecnica internazionale sul legno tropicale (ATIBT)** è l'occasione per fare il punto di questa associazione che si impegna con decisione e con diplomazia nella difesa delle risorse forestali tropicali e della sopravvivenza della foresta pluviale.

PIETRO FERRARRI - Qual è l'equilibrio esatto delle tematiche del legno tropicale rispetto alle diverse varietà in funzione della disponibilità e della richiesta sul mercato?

OLMAN SERRANO - Per quanto riguarda la sua domanda, al fattore disponibilità e al fattore richiesta del mercato, io aggiungerei quelli della sostenibilità e della legalità. Fino a trent'anni fa nessuno parlava della sostenibilità né degli aspetti legali, questo aspetto è entrato in gioco negli ultimi vent'anni principalmente dopo la discussione cominciata a Rio De Janeiro nel 1992 nel corso del summit in cui le tre convenzioni che abbiamo messo in campo sul clima, sulla biodiversità e sulla desertificazione hanno una spinta alla coscienza su tematiche su cui a quel tempo la società non si interrogava e a sufficienza nell'ambito del prelievo dei legnami tropicali. Questo summit è stato un momento di presa di coscienza non solo a livello politico ma anche a livello sociale. Questo ha spostato



Olman Serrano, presidente della Associazione tecnica internazionale sul legno tropicale (ATIBT).

Silvicultura ridotta della Foresta del Indio del Camp.

l'attenzione dalle singole specie anche sulla modalità di gestione della foresta tropicale. Fortunatamente, già negli anni Novanta inizio anni Duemila, le società responsabili della gestione di queste foreste e membri della nostra associazione, hanno cominciato a introdurre delle norme per la sostenibilità e anche, ovviamente, per gli aspetti legali: questo percorso è continuato con il regolamento del legname dell'Unione Europea che ha introdotto l'elemento legalità. In conseguenza di

SUSTAINABILITY AND LEGALITY

The constant commitment of ATIBT in a period of extreme difficulty between climate change and socio-political difficulties.

We meet **Olman Serrano** online, president of the **International Tropical Timber Technical Association (ATIBT)**, it is an opportunity to take stock of the commitment

and diplomacy, tropical forest resources and rainforest survival.

Pietro Ferrarri - What is the exact balance of tropical wood issues with respect to the different varieties according to the availability and demand on the market?

Olman Serrano - As for your demand, to the availability factor and the market demand factor, I would add those of sustainability and legality. Until thirty years ago no one was

100 CENTO



Un futuro possibile, positivo.

ciò abbiamo visto dei cambiamenti significativi non soltanto sul mercato ma anche sul comportamento delle aziende che hanno dovuto adattarsi a questa evoluzione, un'evoluzione positiva, perché sappiamo molto bene che le foreste tropicali non sono solo legname ma ospitano una biodiversità molto complessa. Con queste norme è possibile gestire non solo l'aspetto del prelievo forestale ma anche quello della biodiversità della fauna, della flora e anche quello della tutela delle popolazioni locali: negli ultimi anni da questo punto di vista l' miglioramento è stato significativo.

Questi aspetti hanno naturalmente avuto un impatto nel tipo di legname che si trova sul mercato: ovviamente abbiamo le specie classiche che su questo mercato sono sempre state presenti e che sono ancora presenti, però sostenibilità vuol dire anche utilizzare altre specie, non soltanto quelle che conosciamo da sempre. Da qui nasce una sfida per l'industria e anche per il commercio per introdurre delle specie che venti o trent'anni fa non si utilizzavano. Questo è positivo per la foresta: non ha senso aprire delle strade nella foresta per prelevare un solo tronco, per questo occorre introdurre nuove specie sul mercato, cosa non facile, soprattutto in mercati molto conservatori, di cui, va detto, l'Italia non fa parte, perché in Italia c'è più fantasia e si sa come utilizzare anche prodotti e materiali innovativi in maniera molto creativa, soprattutto nei prodotti di haut de gamme.

PIETRO FERRARRI - Il buon Dio ha dato i legni tropicali in paesi che non hanno istituzioni così solide come si vorrebbe. Immagino che, soprattutto in questi anni in cui la conflittualità è cresciuta in molti scenari del quadrante geopolitico, il vostro compito non sia stato così semplice. Quali è il vostro approccio con le autorità

talking about sustainability or legal aspects, this aspect has come into play in the last twenty-three years mainly after the discussion started in Rio De Janeiro in 1992 during the summit in which the between conventions we have held on climate, biodiversity and desertification have a boost to the conscience on issues on which at that time society did not question itself sufficiently in the context of the harvesting of tropical timber. This summit was a moment of awareness not only on a political level but also on a social level. This has shifted attention from individual species to the way the tropical forest is managed. Fortunately, already in the 1990s-early 2000s, the companies responsible for the management of these forests and members of our association began to introduce regulations for sustainability and also, of course, for the legal aspects: this path continued with the European Union timber regulation which introduced the legality element. As a result of this we have seen significant changes not only on the market but also on the behavior of companies that have had to adapt to this evolution, a positive evolution, because we know very well that tropical forests are not just timber but host a very complex biodiversity. With these rules it is possible to manage not only the aspect of forest harvesting but also that of the biodiversity of fauna, flora and also that of the protection of total populations: in recent years, from this point of view, the improvement has been significant. These aspects have naturally had an impact on the type of wood that is on the market: obviously we have the classic species that have always been present on this market and are still present, but sustainability also means using other species, not just those we know: always. Hence a challenge for industry and also for trade to introduce species that had not been used in this sense new species must be introduced on the market, which is not easy, especially in very conservative markets, of which, it must be said, Italy does not belong, because in Italy there is more imagination and we know how to use innovative products and materials in a very creative way, especially in haut de gamme products.

quadrant, your task has not been so simple. What is your approach with government authorities, with the bodies in charge of these activities, is it the approach of diplomats or technical consultants?

Olman Serrano - The levels of dialogue and relationship with governments are many; obviously, in relations with the countries of the Congo Basin, the technical part is relevant, because in these countries there are neither the knowledge nor the skills nor the personnel suitable for following what is happening throughout the tropical timber chain, from the forest to the finished product. So technical support is essential, this is often hired by companies operating in the area that take on tasks that the local authorities are unable to carry out. There is also a commitment on a social and environmental level, as most of the companies active in the forest take care of schools, take care of the health not only of their collaborators but also of the community; for example, the IFCO company positioned in the North of the Congo it takes care of over 10 thousand people living in their reference basin. There are different types of contacts at a technical level, therefore not only in managing forests or in wood processing but also in relation to the internal political part, for example in the development of regulations: in this field we work together with the legislative authorities but also with the bodies that international entities such as the World Bank, the European Union or the FAO are involved in the development of the law relating to the forest, in order to try to improve the laws relating to the forest. This is a technical aspect but also with major political implications.

So there is the purely political part which is very delicate, because, unfortunately, we are well aware of the problems that exist in these countries where, unfortunately, corruption exists at different levels, from those who control a departing truck to the highest government levels.

This scenario is not easy for us, because here what we can define unfair competition comes into play, where some companies, for example, use false documents for the collection, transport and marketing of wood. Unfortunately, unfair competition is harmful, because it penalizes those companies that try to produce their business correctly, making them a little less competitive on the market.

Pietro Ferrarri - The good Lord has given tropical woods to countries that do not have as solid institutions as one would like. I imagine that, especially in these years in which the conflict has grown in many scenarios of the geopolitical

Pietro Ferrarri - In another sector that my publishing house follows, such as the textile one,

100

governative, con gli enti preposti a queste attività, è un approccio da diplomatici o da consulenti tecnici?

OLIMAN SERRANO - I livelli di dialogo e di relazione con i governi sono molteplici: ovviamente, nei rapporti con i Paesi del bacino del Congo, la parte tecnica è rilevante, perché in questi Paesi non ci sono né le conoscenze né la capacità né il personale adatto per seguire quello che succede in tutta la catena del legname tropicale, dalla foresta fino al prodotto finito. Quindi il supporto tecnico è fondamentale, questo viene spesso assunto dalle aziende operanti sul territorio che si assumono compiti che le autorità locali non sono in grado di portare avanti. C'è poi un impegno a livello sociale e a livello ambientale, in quanto la maggior parte delle aziende attive in foresta si occupano delle scuole, si occupano della salute non soltanto dei loro collaboratori ma anche della comunità: per esempio, la ditta IFO, posizionata al Nord del Congo si occupa di oltre 10 mila persone che vivono nel loro bacino di riferimento. Sono diverse le tipologie di contatti a livello tecnico, quindi non soltanto nel gestire le foreste o nella trasformazione del legno ma anche relativamente alla parte politica interna, per esempio nello sviluppo delle normative: in questo campo lavoriamo assieme alle autorità legislative ma anche agli enti che si occupano dello sviluppo della norma relativa al mondo forestale, entità internazionali come la Banca Mondiale, l'Unione Europea o la FAO, per cercare di migliorare le leggi relative alle foreste. Questo è un aspetto tecnico ma anche con risvolti politici di grande rilievo. Quindi c'è la parte puramente politica che è molto delicata, perché, purtroppo, conosciamo bene i problemi esistenti in questi Paesi dove purtroppo la

corruzione esiste a diversi livelli, da chi controlla un camion in partenza ai più alti livelli governativi. Questo scenario non è facile per noi, perché qui entra in campo quella che possiamo definire concorrenza sleale, dove alcune imprese, per esempio, utilizzano documenti falsi per il prelievo, il trasporto e la commercializzazione del legno. Purtroppo la concorrenza sleale è dannosa, perché va a penalizzare quelle aziende che si sforzano di praticare correttamente la loro attività, rendendole meno competitive sul mercato.

PIETRO FERRARI - In un altro settore che la mia casa editrice segue, come quello tessile, attraverso la pressione dell'opinione pubblica sulle grida della moda si riescono a creare comportamenti virtuosi nel campo della sostenibilità. Questo accade o potrebbe accadere anche nel campo del legno tropicale che finisce, poi, in una forma o nell'altra, nelle case della gente?

OLIMAN SERRANO - Ci stiamo adoperando in questo senso: ovviamente il settore del legno tropicale non è così vasto e pubblicizzato come quello del tessile-abbigliamento o del diamante, è un settore relativamente piccolo nella scala economica. Purtroppo ogni anno, che questo sia giustificato o no, si è andata creando un'opinione generalmente molto negativa sul mondo del legname tropicale, basta fare una ricerca su Internet per trovare un gran numero di siti che ne parlano



through the pressure of public opinion on fashion brands it is possible to create virtuous behaviors in the field of sustainability. Does this happen or could it also occur in the field of tropical wood which ends up, in one form or another, in people's homes?

Oliman Serrano - We are working towards this: obviously the tropical wood sector is not as vast and publicized as that of textiles-clothing or diamonds, it is a relatively small sector on the economic scale. Unfortunately, over the years, whether this is justified or not, a generally very negative opinion has been created on the world of tropical timber. Just do a search on the internet to find a large number of sites that speak negatively about it. In part these claims are justified, because there are a certain number of companies, mostly Asian, that do not respect the national laws of the withdrawal areas and do not pay attention to sustainability issues. However, we, as ATIBT, have created a dialogue platform to demonstrate that this is not always the case and that it does not have to be: this concept was developed with the "Fair and Precious" brand, with its own website, to demonstrate that they exist of the serious companies, five in our case, which work in the Congo basin and refer to this brand and its program.

In a context like this, we show that it is possible to find and maintain a balance between the economic part, the social part and the environmental part in the use of tropical wood. All this not only from the very important point of view of legality but also from the increasingly important one of sustainability. These five companies are FSC and/or PEFC certified, the two certificates recognized at European and international level which demonstrate that it is possible to use tropical wood without harm to the environment and to the populations residing in forest areas and also to local fauna.

However, the negative information on tropical wood makes it very difficult to explain to the often superficial public opinion these absolutely correct practices in the tropical forest sector. However, the situation is improving, as are the positions taken by the various countries: slowly the perception of the fact that tropical timber is not always synonymous with damage to forests and wild deforestation, but rather can be a help for the resource protection, proper forestation or reforestation and for those countries that adopt regulations for the protection of the sector.

Pietro Ferrari - Does tropical wood have advantages that it is not right to give up?

Oliman Serrano - The aesthetic advantages of tropical wood are evident, but let's talk about their uses in external surfaces where they are difficult to replace, let's think about the physical-mechanical qualities of these woods that other woods do not have except through treatments and modifications that are not always healthy and these contradictions to the environment, many people do not know.

Pietro Ferrari - In fact, one of the tasks that the magazine Il Legno has set itself in all these years has also been to fight a certain ecological "fatalism" which, instead of perceiving wood as something renewable, albeit in times that are not short, he considers it as something lost forever.

Oliman Serrano - Absolutely. Tropical wood is a renewable material, in the logic and correct criteria of forest management: if a forestry company begins today, in 2021, to negotiate a part of a concession, it will return to that part no earlier than forty years later for a second harvesting, thus giving the forest the opportunity to continue to grow and

100

negativamente. In parte queste affermazioni sono giustificate, perché esiste un certo numero di società, in gran parte asiatiche, che non rispettano le leggi nazionali delle aree di prelievo e non hanno attenzione per le tematiche di sostenibilità. Noi, però, come ATIBT abbiamo creato una piattaforma di dialogo per dimostrare che non è sempre così e che così non deve essere: questo concetto è stato sviluppato con il marchio "Fair and Precious", con un proprio sito Internet, per dimostrare che esistono delle società serie, cinque nel caso nostro, che lavorano nel bacino del Congo e fanno riferimento a questo brand e al suo programma.

In un contesto come questo dimostriamo che è possibile trovare e mantenere un equilibrio tra la parte economica, la parte sociale e la parte ambientale nell'utilizzo del legno tropicale. Tutto questo non solo dal punto di vista, importantissimo, della legalità ma anche da quello, sempre più importante, della sostenibilità. Queste cinque società sono certificate FSC e/o PEFC, i due certificati riconosciuti a livello europeo e a livello internazionale che dimostrano che è possibile utilizzare il legno tropicale senza danno per l'ambiente e per le popolazioni residenti nelle aree forestali e anche della fauna locale.

L'informazione negativa sul legno tropicale rende però molto difficile spiegare all'opinione pubblica, spesso superficiale, queste prassi assolutamente corrette nel settore delle foreste tropicali. La situazione sta però migliorando, così come le prese di posizione dei diversi Paesi: lentamente si sta strada la percezione del fatto che il legname tropicale non è sempre sinonimo di danni per le foreste e di deforestazione selvaggia, ma piuttosto può essere un aiuto per la protezione delle risorse, una corretta forestazione o riforestazione e per quei Paesi che adottano delle normative di tutela del settore.

Pietro Ferrari - Il legno tropicale ha dei vantaggi a cui non è giusto rinunciare?

OLIMAN SERRANO - I vantaggi estetici del legno tropicale sono evidenti, parliamo però del loro uti-

lizzo in superfici esterne in cui sono difficilmente sostituibili, pensiamo alle qualità fisico-meccaniche di questi legni che altri legni non hanno se non attraverso trattamenti e modifiche non sempre salutari e queste controindicazioni per l'ambiente, molto persone non le conoscono.

Pietro Ferrari - In effetti, uno dei compiti che si è posta la rivista Il Legno in tutti questi anni è stato anche quello di combattere un certo "fatalismo" ecologista che, invece di percepire il legno come qualcosa di rinnovabile, sia pure in tempi non brevi, lo considera come qualcosa di perso per sempre.

Oliman Serrano - Assolutamente. Il legno tropicale è un materiale rinnovabile, nella logica e nel criterio corretto della gestione forestale: se una società forestale inizia oggi, nel 2021, a trattare una parte di una concessione, tornerà su quella parte non prima di quarant'anni dopo per un secondo prelievo, dando così l'opportunità alla foresta di continuare a crescere e di mantenere il proprio equilibrio ecologico, equilibrio tra alberi giovani e alberi ormai vecchi, di cui hanno bisogno le foreste, tutelando anche la biodiversità forestale: utilizzare il legname tropicale non è sinonimo di deforestazione. Nel peggiore dei casi possiamo parlare di degradazione della foresta, quando quest'ultima viene gestita in maniera non sostenibile con conseguente decadimento della qualità della foresta stessa.

Deforestazione è una cosa diversa e si verifica quando viene eliminata una foresta per iniziare al suo posto una coltura agricola differente: questo non è il caso dell'utilizzazione del legno della foresta.

Un altro punto molto importante è che non soltanto c'è una rigenerazione della foresta ma il legname che proviene da questa foresta viene prelevato viene trasformato in un prodotto che sarà utilizzato per molti anni. Imprigionando in questo prodotto il carbonio, questo è un vantaggio molto importante nell'usare il legname in generale, ma in particolare, quello delle foreste tropicali, per

maintain its ecological balance, balance between young trees and trees that are now old, which forests need, while also protecting forest biodiversity: using tropical timber is not synonymous of deforestation. In the worst case, we can speak of forest degradation, when the latter is managed in an unsustainable manner with consequent deterioration of the quality of the forest itself.

Deforestation is a different thing and occurs when a forest is cleared to start a different agricultural crop in its place: this is not the case with the use of forest wood.

Another very important point is that not only is there a regeneration of the forest but the timber that is taken from this forest is transformed into a product that will be used for many years, trapping carbon dioxide in this product, this is a very important advantage in using wood in general, but in particular, that of tropical forests, because the products that use it have a long long life cycle. We consider that to curb climate change it is important to use wood rather than PVC or metal, for example in outdoor furniture, because the use of this material is much more advantageous.

The negative impact of PVC, metal, aluminum is decidedly negative in comparison with the mitigation of climate change.

Pietro Ferrari - Despite the presence of alternative materials, tropical wood continues to exert enormous charm and to rely on an intense and qualified question, what is its secret?

Oliman Serrano - Fortunately, tropical wood has many qualities starting from its beauty that makes it special with high-value aesthetic qualities, if we add the part of durability the advantages multiply. Tropical wood, even if it is sometimes improperly considered as such, is not a commodity, it is something beautiful and durable over time. To give an example, I saw the other day of buildings in China built in 1500 with tropical wood, this is just an example but there are many cases of wooden buildings that maintain not only their structural practicality but also their beauty. Without forgetting that for centuries they have contributed to absorb and imprison carbon dioxide, one of the gases responsible for climate change.

We think that, despite the controversy against the use of tropical wood, having a piece of furniture of precious essence is not like having a lion's head or elephant tusks as a trophy, but appreciating the never-equal beauty of a renewable material.



100 ANNI

ché i prodotti che lo utilizzano hanno un lungo lungo ciclo di vita. Consideriamo che per frenare il cambiamento climatico è importante utilizzare il legno piuttosto che del pvc o del metallo, per esempio in mobili per esterno, perché l'utilizzo di questo materiale è molto più vantaggioso.

L'impatto di pvc, metallo, alluminio è decisamente negativo nel confronto della mitigazione del cambiamento climatico.

PIETRO FERRARI – Nonostante la presenza di materiali alternativi il legno tropicale continua a esercitare un enorme fascino e a far conto su di una domanda intensa e qualificata, qual è il suo segreto?

OLIVIERO SERRANO – Per fortuna il legno tropicale ha tante qualità a partire dalla sua bellezza che lo rende speciale con delle qualità estetiche di alto valore, se aggiungiamo la parte della durabilità i vantaggi si moltiplicano. Il legno tropicale, anche se a volte impropriamente lo si considera tale, non è una commodity, è qualcosa di bello e durabile nel tempo. Per fare un esempio, vedeva l'altro globo delle costruzioni in Cina edificate nel 1500 con legno tropicale, questo è solo un esempio ma sono molti i casi di costruzioni di legno che mantengono non solo la loro praticità strutturale ma anche la loro bellezza. Senza dimenticare che contribuiscono da secoli ad assorbire il biossido di carbonio, uno dei gas responsabili del cambiamento climatico. Pensiamo che, nonostante le polemiche contro l'utilizzo del legno tropicale, avere un mobile di pregiata essenza non sia come avere una testa di leone o delle zanne d'elefante come trofeo, ma apprezzare la bellezza mai uguale a se stessa di un materiale rinnovabile.

I TRE ANNI DI FAIR&PRECIOUS

IL PROGRAMMA FAIR&PRECIOUS, GUIDATO DALL'**INTERNATIONAL ASSOCIATION TECHNIQUE INTERNATIONALE DES BOIS TROPICAUX (ATIBT)**, È STATO LANCiato NEL 2018 CON IL SUPPORTO DELLA COOPERAZIONE TEDESCA (GFW) E FRANCESE (AFD). UNA RAPIDA PANORAMICA DELLA POSTA IN GIOCO E DEI PROGRESSI COMPIUTI IN QUESTA GRANDE SFIDA PER LA PROTEZIONE E LO SVILUPPO SOSTENIBILE DELLE FORESTE DELL'AFRICA OCCIDENTALE.

PARIGI, 5 NOVEMBRE 2020 - MENTRE LA LEGALITÀ DEL LEGNAME È UN OBBLIGO CHE DEVE ESSERE APPLICATO IN TUTTO IL MONDO, LA GESTIONE SOSTENIBILE DELLE FORESTE È OGGI UN REQUISITO CHE RIUNISCE TUTTI GLI ATTORI DEL SETTORE: GOVERNI, ORGANIZZAZIONI INTERNAZIONALI, ONG, SETTORE PRIVATO E OPINIONE PUBBLICA.

IN LINEA CON GLI OBIETTIVI DI SVILUPPO SOSTENIBILE DELLE NAZIONI UNITE, I 10 IMPEGNI "FAIR&PRECIOUS" INDICANO LE BUONE PRATICHE DEI GESTORI FORESTALI CERTIFICATI FSC O PEFC-PAFC:

1. GESTIRE E PROTEGGERE LE FORESTE PER COMBATTERE IL RISCALDAMENTO GLOBALE.
 2. PRESERVARE LE RISORSE FORESTALI RACCOLGENDO MENO DI QUANTO NON LO SIA LA CRESCITA NATURALE.
 3. SVILUPPARE LE CONOSCENZE SULLA BIODIVERSITÀ PER FACILITARE IL RIPOPOLAMENTO DELLE SPECIE.
 4. ASSICURARE IL MANTENIMENTO DELLO SPAZIO VITALE DELLA FAUNA.
 5. IMPOSTARE DEI PROGRAMMI ANTI-BRACCONAGGIO.
 6. CONTRIBUIRE AL BENESSERE DELLA POPOLAZIONE FACILITANDO L'ACCESSO ALL'ISTRUZIONE, ALL'ASSISTENZA SANITARIA E ALL'ALLOGGIO.
 7. STIMOLARE L'ECONOMIA DEI PAESI PRODUTTORI VALORIZZANDO LA FORESTA E FAVORENDO LA LAVORAZIONE LOCALE DEL LEGNO.
 8. ISTITUIRE CORSI DI FORMAZIONE PER LE PROFESSIONI FORESTALI E DEL LEGNO.
 9. FORNIRE CONOSCENZE TECNICHE SULLA DIVERSITÀ DELLE SPECIE TROPICALI E IL LORO UTILIZZO.
 10. PROMUOVERE L'ACQUISTO RESPONSABILE DI UN MATERIALE DI QUALITÀ ECCEZIONALE.
- L'ATIBT, SUPPORTATA DAI SUOI PARTNER TECNICI E FINANZIARI, ATTUA, ATTRAVERSO QUESTO MARCHIO COLLETTIVO, AZIONI DI SENSIBILIZZAZIONE E COMUNICAZIONE PER FAVORIRE UN ACQUISTO RESPONSABILE E VALORIZZARE I SERVIZI AMBIENTALI FORNITI DALLE AZIENDE CERTIFICATE.

dal 1922
100 anni

16 IL LEGNO agosto 2021

PAFC, in collaborazione con ATIBT & PEFC INTERNATIONAL, annuncia la creazione di uno schema di certificazione unico nel bacino del Congo



PRISMA news. Torino, 7 dicembre 2021 – Per combattere efficacemente la deforestazione e il commercio illegale di legname, la Pan African Forest Certification (PAFC) e il Programme for the Endorsement of Forest Certification (PEFC), con il sostegno dell'International Tropical Timber Technical Association (ATIBT), stanno portando avanti il loro impegno per la gestione sostenibile delle foreste africane. Impegno che si riflette ora nella realizzazione di uno schema di certificazione regionale nel bacino del Congo, che rafforza l'offerta esistente.

PAFC, PEFC & ATIBT: MOBILITAZIONE PER LA GESTIONE SOSTENIBILE DELLE FORESTE AFRICANE

PAFC, PEFC e ATIBT, attraverso il programma Fair&Precious, sostengono la filiera del legno tropicale sostenibile, etico e legale come risorsa naturale e rinnovabile, promuovendolo nei paesi importatori.

Attraverso le loro azioni, hanno un obiettivo comune: permettere una buona gestione delle foreste e del legno tropicale migliorando i benefici ambientali, sociali, economici e tecnici, ma anche impegnarsi con i paesi che continuano a combattere duramente il commercio illegale di legname.

Per soddisfare al meglio le esigenze attuali e preservare l'ecosistema e la biodiversità per le generazioni future, PAFC e i suoi partner stanno implementando uno schema regionale di certificazione per uno sfruttamento sostenibile che rispetti l'ambiente, la fauna e le comunità locali.

LA CREAZIONE DI UN SISTEMA DI CERTIFICAZIONE REGIONALE NEL BACINO DEL CONGO

Più che mai mobilitati per migliorare la gestione delle loro foreste, sviluppare le loro ricchezze e in particolare il loro "oro rinnovabile", i paesi del bacino del Congo desiderano proteggere la loro fauna, la loro flora e le loro foreste evitando qualsiasi commercio illegale di legname. Sede della seconda foresta più grande del pianeta, il bacino del Congo, che comprende il Camerun, la Repubblica del Congo e il Gabon, è trattato in modo esemplare da una serie di aziende forestali locali, come Precious Woods, che sono impegnate a preservare questo ecosistema unico. PAFC si inserisce in questa visione e vuole inoltre dare il suo contributo incoraggiando la certificazione della gestione forestale sostenibile, accanto a PEFC e ATIBT.

L'ambizione principale del sistema PAFC Bacino del Congo è quella di espandere l'offerta di legname certificato offrendo un unico sistema regionale di certificazione PAFC per la gestione sostenibile delle foreste. Questo sistema, composto da diversi standard, guide, procedure e allegati sviluppati localmente, basati sui requisiti del Consiglio PEFC e adattati all'ambiente della sub-regione, offrirà numerose opportunità a tutte le aziende che desiderano essere coinvolte.

Per la CEMAC (Comunità economica e monetaria dell'Africa centrale), la certificazione forestale è una delle principali riforme da realizzare per attuare con successo la strategia di industrializzazione sostenibile del settore del legname nel bacino del Congo. La questione è stata nuovamente sollevata durante la riunione dei ministri della CEMAC del 28 luglio 2020, che hanno espresso il desiderio che l'organizzazione partecipi attivamente all'attuazione di questo approccio regionale per lo sviluppo dei sistemi di certificazione PAFC.

CERTIFICAZIONE PEFC: UN MODO PER RAFFORZARE L'UTILIZZO SOSTENIBILE DELLE FORESTE

Per continuare a frenare le cattive pratiche che in alcuni casi persistono nelle foreste del bacino del Congo, PAFC sta incoraggiando tutte le aziende forestali e di lavorazione del legname dell'area a diventare certificate. Una certificazione PAFC attesta la buona gestione delle foreste e la tracciabilità del legname e dei prodotti forestali provenienti da foreste gestite in modo sostenibile nel bacino del Congo.

I vantaggi della certificazione PAFC sul mercato mondiale:

- un accesso al mercato internazionale;
- un aumento dei vantaggi competitivi e dei benefici;
- un accesso ai mercati che esigono prodotti certificati;
- una tracciabilità della fornitura di legno;
- un reale vantaggio competitivo rispetto alle aziende non certificate.

A proposito di PAFC

Lo schema Pan-African Forest Certification (PAFC) è stato lanciato nei primi anni 2000 per sviluppare la gestione sostenibile delle foreste nei paesi dell'Africa centrale sulla base dei requisiti del Consiglio PEFC riconosciuti a livello internazionale. Nel 2019, la PAFC Gabon, la PAFC Camerun e la PAFC Congo, hanno espresso la volontà comune di sviluppare e promuovere la certificazione forestale in Africa centrale attraverso uno schema di certificazione forestale regionale adattato al contesto locale.
Sito web: <https://pafc-certification.org>

A proposito del Consiglio PEFC

Il Consiglio PEFC è un'alleanza globale di schemi nazionali di certificazione forestale. Come organizzazione internazionale, non governativa e senza scopo di lucro, promuove la gestione sostenibile delle foreste attraverso la certificazione di terzi indipendenti. Il Consiglio PEFC fornisce ai proprietari di foreste, dai più grandi ai più piccoli, uno strumento per dimostrare le loro pratiche responsabili, e allo stesso tempo permette alle imprese di acquistare in modo sostenibile. L'etichetta PEFC permette ai consumatori di riconoscere i prodotti provenienti da una foresta certificata PEFC - una foresta gestita secondo i più rigorosi requisiti ambientali, sociali ed economici.
Per ulteriori informazioni, vedere www.pefc.org

A proposito di ATIBT

L'Association Technique Internationale des Bois Tropicaux / International Tropical Timber Technical Association (ATIBT) è stata fondata nel 1951 su richiesta dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'alimentazione e l'agricoltura (FAO) e dell'Organizzazione per la cooperazione e lo sviluppo economico (OCSE). Al servizio dell'industria del legname tropicale dalla foresta al consumatore finale, l'associazione gioca un ruolo di primo piano nella realizzazione di progetti internazionali dedicati alla gestione sostenibile e responsabile delle foreste tropicali. Si posiziona anche come uno dei migliori referenti tecnici e scientifici della risorsa del legno tropicale. Tra il 2016 e il 2019, l'ATIBT ha visto aumentare quasi del 50% il numero dei suoi membri, portando il numero di adesioni a oltre 130. Accanto agli attori europei del settore del legname tropicale africano, l'ATIBT riunisce Stati (Repubblica del Congo, Repubblica della Costa d'Avorio, Repubblica Centrafricana), altre associazioni commerciali africane (Gabon, Costa d'Avorio, Camerun, RDC) ed europee, ONG (come WWF, WCS o WRI) e grandi imprese.
Siti web: www.atibt.org e www.fair-and-precious.org

How to spot red flags of illegal logging in your supply chain

Illegal logging is a crime of monumental proportions, and companies that are complicit can face regulatory fines and reputational fallout.

Interpol and the [World Wildlife Fund](#) estimate that 50%–90% of the wood harvested from the Amazon rainforest region, central Africa, and Southeast Asia, and 15%–30% of all wood traded globally, is procured illegally. On an environmental level, illegal logging contributes to deforestation and climate change, according to the European Commission.

Companies found to have purchased timber illegally — whether they are furniture retailers, guitar makers, paper companies, or other organisations selling products derived from timber — can face serious reputational damage and financial penalties, as the global regulatory environment around the importation of illegally sourced timber and wood products tightens.

In 2016, Virginia-based Lumber Liquidators Inc. paid more than \$13 million in fines, forfeitures, and community service payments after it was found guilty of importing illegal timber in violation of the Lacey Act, the US law governing wildlife crime. The illegally logged wood was found to have originated from forests in Eastern Russia that provide habitats for endangered Siberian tigers and Amur leopards, according to [a press release from the US Department of Justice](#).

And in Europe, companies found in violation of the Forest Law Enforcement, Governance and Trade (FLEGT) Action Plan — the EU trade agreement on logging — risk merchandise confiscation and hefty fines.

“Sustainability is something that can really affect a company’s reputation and bottom line,” said André de Boer, the former director of the Royal Association of Dutch Timber Companies (Koninklijke Vereniging Van Nederlandse Houtondernemingen, or VVNH) and former secretary general of the European Timber Trade Federation. “Not only is the regulatory environment tightening all over the world, increasingly, it’s also something that consumers, employees, and investors really care about.”

That’s why it’s important for savvy CFOs to keep abreast of risk factors and to make sure that the timber or timber-derived products their company is sourcing are of legal origin.

Here are some of the top red flags that warrant additional due diligence into whether timber is being sourced sustainably:

Timber from a known corrupt area: If the timber’s country of origin is high on the widely referenced [Transparency International Corruption Perceptions Index](#), it’s a red flag that should automatically require a higher level of due diligence, according to Benoît Jobbé-Duval, director general of the International Tropical Timber Technical Association (ATIBT), which is based near Paris. The higher the ranking on the transparency index, the more widespread corruption is considered to be in a nation.

“You have to start with the corruption index, and the higher the index, the more careful due diligence you would need to do,” Jobbé-Duval said.

For example, wood from a country like Cambodia — which is ranked at 160 out of 180 nations included on the 2020 corruption index — would require additional investment in due diligence to verify the wood’s origin, he said.

Product from high-risk areas: Trees that come from disputed regions or conflict areas, or from forest areas buffering high-risk locales — for example, national forests near the border of another country known to have problems with illegal logging — also warrant additional scrutiny, according to Phil Guillery, executive director of the World Forest ID Project.

“You need to take steps to verify the product’s true origins,” he said. “This is critical because, increasingly, illegal timber is being laundered to get around regulations.”

Rare or endangered timber: The Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora (CITES) regulates international trade so that it doesn’t threaten the survival of certain species in the wild. Every three years, CITES [updates its lists](#) of controlled species, which can include animals or plants, and are divided into three groups:

- Appendix I includes species threatened with extinction (such as Brazilian rosewood or Guatemalan fir) and for which trade is illegal except in exceptional circumstances.
- Appendix II includes species that are endangered (for example, various species of rosewood — other than Brazilian — and mahogany) and for which trade is controlled.
- Appendix III includes species that are protected in at least one country (such as Korean pine or Japanese oak) and for which countries have requested assistance from other CITES parties in controlling trade.

“Anything that appears on the CITES Appendix I or II is automatically a red flag,” Jobbé-Duval said. “There are certain types of wood you just can’t buy, and it’s important to know what those are.”

Overly complex supply chains: Suppliers should be able to be transparent about the origins of any timber or timber products. If they are unable to do so, it’s a red flag, according to Guillery. Long, overly complex supply chains also raise red flags and warrant additional due diligence — particularly if tiers in the supply chain involve companies with post office boxes rather than physical addresses.

“Simpler supply chains are more transparent and make it easier to ensure you’re buying timber that was logged legally,” he explained. For example, most paper products consist of three tiers: a printer, who buys from a pulp mill, who buys from a forest. This shorter supply chain makes it easier to check, according to Guillery.

Compare that to plywood, which often goes through multiple brokers and as many as ten supply tiers from the originating forest.

“Plywood is much more complex and requires more care and due diligence,” he said. “If you can’t get your hands around what the supply chain looks like, it means it’s high-risk.”

Noncertified timber: All sources interviewed agreed that one of the key ways to reduce a company's risk of exposure to illegal timber is to make sure all timber-related products are certified by globally recognised organisations.

The two most widely used certification schemes include the Forest Stewardship Council (FSC) and the Programme for the Endorsement of Forest Certification (PEFC).

The FSC certification scheme tracks supply chain transparency and the sourcing of wood products — including products made from hardwoods and plywood, as well as paper and other paper products — from responsibly managed forests. Wood and paper that is 100% certified should mean that the timber was logged legally, came from a responsibly managed forest monitored by a credible independent third-party auditor, and was tracked through the entire supply chain.

The PEFC system similarly relies on independent third-party auditors to assess that the forests where timber is logged are managed sustainably, and to track timber throughout the entire supply chain.

“Buying timber that has the certification is probably the single best way to make sure a business is operating in a sustainable economy,” Jobbé-Duval said.

[Article](#)

EU to start measuring embodied carbon emissions from buildings

30 November 2021, source [edie newsroom](#)

The European Commission is considering a new EU-wide requirement to measure the carbon emissions associated with construction materials throughout their whole lifecycle but is expected to stop short of regulating.



A further EU policy update is due in mid December

Buildings are responsible for around 40% of the EU's energy consumption and 36% of its greenhouse gas emissions. To tackle this issue, the European Union has embarked on a huge renovation effort in order to reach its legally-binding objective of cutting emissions down to net-zero by 2050.

The European Commission aims to introduce minimum energy performance standards for all buildings by 2035 as part of the upcoming revision of the EU's Energy Performance of Buildings Directive (EPBD), due on 14 December.

However, little progress has been made on reducing the environmental impact of construction materials used in the building sector.

“Globally, 11% of emissions are from embodied carbon in construction – the emissions created from the construction, demolition and the wider supply chain of a building,” [reads a letter](#) by the #BuildingLife project, a coalition of industry stakeholders representing the entire building value chain.

Their aim is to persuade the Commission to consider a so-called “Whole Life Carbon” (WLC) approach tackling building emissions from the whole supply chain, including the construction and demolition sectors.

The coalition estimates that embodied carbon amounts to 10-20% of the total emissions associated with buildings in the European Union, but points to a lack of data available at the EU level to measure progress in a consistent way.

In Brussels, the European Commission is showing interest in the approach but has opted for a more cautious regulatory stance for now, focusing first on standard measurements before considering the introduction of environmental targets at the EU level.

Tackling emissions from buildings over their “whole lifecycle, including production and transport of materials, construction, refurbishment and end of life” was identified among the challenges to tackle, the Commission wrote in a [preliminary cost-benefit analysis of the EPBD revision](#).

According to the leaked draft EPBD revision, EU countries will be asked to provide an “overview” of planned measures to address “the reduction of whole life-cycle greenhouse gas emissions in the construction, renovation, operation and end of life of buildings”.

The European Commission is also considering the introduction of a non-obligatory WLC category in energy performance certificates (EPCs) for buildings. Under the current draft, EPCs should include a “yes/no indication whether a calculation on whole-life carbon emissions has been carried out for the building” and “the value of the whole-life carbon emissions (if available)”.

Calculation methods

The leaked EPBD draft mandates calculating the life-cycle global warming potential (GWP) of new buildings via Energy Performance Certificates (EPCs). This should take place as of 1 January 2027 “for all new buildings with a useful floor area larger than 2000 sqm” and for all new buildings starting on 1 January 2030.

Those should take place on the basis of standardised methodologies for measuring the environmental footprint of buildings that are accepted at the EU level.

Where national calculation tools exist, they “may be used to provide the required disclosure,” the draft says. Other calculation tools already in place at the national level may be used “if they fulfil the minimum criteria laid down by the Level(s) common EU framework,” it adds.

The [Level\(s\)](#) initiative dates back to 2018, when the EU began testing a new framework designed to measure the sustainability performance of buildings, from design to end of life. “Level(s) is designed to improve the sustainability of buildings throughout their lifecycle, helping professionals deliver better buildings while also speeding Europe’s transition towards a more circular economic mode,” the EU’s environment commissioner Virginijus Sinkevičius said in 2020, as the initiative was officially launched.

“I see the impact of Level(s) as a signal for the industry that the EU has taken a point of view on the sustainability goals,” [explained](#) Remy Heijer of the Dutch Green Building Council. “This will have a major impact on the industry as it gives definitions on sustainability internationally,” he added.

Most EU states appear to be on board with utilising the Level(s) framework as well.

“We know that some member states would prefer to use Level(s) as a harmonised framework,” Quentin Galland, Public Affairs Director at Knauf Insulation, [told EURACTIV](#).

France leads the charge

Most buildings-related emissions are associated with energy consumption, so making buildings more efficient is an obvious low-hanging fruit, which explains the EU’s focus on renovation and insulation.

But for countries with a low-carbon supply of electricity like France, energy use emissions from buildings are less of a priority than for countries with a more carbon-intensive electricity mix like Germany.

“In France, in new constructions, because of high energy performance of the building envelope and very low emission factor of electricity, embodied carbon could represent up to 75% of total carbon footprint and the remaining relates to heating and cooling” explained Vincent Briard, group sustainability director at Knauf Insulation.

As a consequence, while the EU is primarily concerned with emissions from heating, individual EU states have begun going at it alone.

“On this topic, France is amongst the pioneering countries, they’ve created the French Environmental Regulation RE2020. One of the challenges is the harmonization of the calculating method,” Briard told EURACTIV, adding that he expected it to come into effect in early 2022.

The new French regulation will account for the carbon impact across all materials and equipment used in a building, from construction to the demolition phase. It will also give a higher weight to the carbon that is emitted today than the carbon that will be emitted later.

The initiative “will increase the use of materials with a low carbon footprint, particularly wood and biosources,” said the ATIBT, the international tropical timber technical association.

Most immediate energy and carbon savings will come from the use of wood as an alternative to cement, bricks and steel. For example, larch cladding produces an energy saving of 24% compared to bricks, according to recent [research](#).

The Nordic countries, which have prominent forestry industries and high shares of nuclear and renewables in their electricity mixes, have similar plans.

“Norway, Sweden, Denmark and then Finland are all working on including the carbon footprint of the building, the embodied carbon and operational carbon, via regulation within one or two years, certainly within five,” said Briard.

There is just one problem with the French regulation for WLC: it is calculated via the so-called [dynamic life cycle assessment](#) method (DLCA), which is not in line with the EU methodology.

DLCA is not the method “envisioned in the Level(s) framework by the European Commission, and so we are wary of the French methodology becoming the norm for all of Europe,” noted Briard.

Nikolaus J. Kurmayer,

[LINK](#)

CONGO BASIN: the objectives of the new regional forest certification scheme

By **Boris Ngounou** - Published on December 1 2021 / Modified on December 1 2021



A new initiative to combat deforestation and illegal timber trade is being launched in the Congo Basin, the world's second largest green lung. The Pan African Forest Certification (PAFC) and its partners have set up a regional certification scheme in the Congo Basin, which will strengthen the existing offer. The aim is to effectively combat deforestation and the illegal timber trade.

The Pan-African Forest Certification (PAFC) system, whose mission is to develop sustainable forest management in Central African countries, now has a new tool. It is a unique forest certification scheme for the Congo Basin (PAFC Congo Basin). Adapted to countries sharing the second largest forest massif in the world (Democratic Republic of Congo, Cameroon, Republic of Congo, Gabon, Central African Republic, Equatorial Guinea), the Congo Basin PAFC guarantees sustainable forestry operations that respect the environment, wildlife and local communities.

Composed of several standards, guides, procedures and annexes developed locally, this regional certification system offers many advantages for forestry companies wishing to commit themselves. They will benefit from access to the international market, increased competitive advantages and profits, access to demanding markets for certified products, traceability of wood supplies, etc.

Collaborations between PEFC and ATIBT

The Congo Basin PAFC is implemented with the contributions of the Programme for the Endorsement of Forest Certification (PEFC) and the International Tropical Timber Technical Association (ATIBT), whose requirements guarantee international recognition.

The PAFC Congo Basin is the realization of a wish formulated on July 28th, 2020 by the ministers in charge of forests of the Economic and Monetary Community of Central Africa (CEMAC). Meeting in session, these officials asked the PAFC to develop a regional approach to its forest certification system.

read also-*AFRICA: Creation of a business forum for sustainable forestry*

Illegal logging, which refers to any harvesting of timber without legal authorization, or incidentally by illegal means, remains persistent in the Congo Basin. In Cameroon, for example, a recent report produced by the Center for Environment and Development (CED) and the Environmental Investigative Agency (EIA) indicates that the country lost \$58 million (nearly 33 billion CFA francs), between January 2016 and July 2020, through the illegal export of its timber to Vietnam.

Boris Ngounou

[Lien](#)

EU to start measuring ‘embodied’ carbon emissions from buildings

By [Nikolaus J. Kurmayer](#) | [EURACTIV.com](#)

30 nov. 2021 (updated: 1 déc. 2021)

While the EU has so far focused on reducing energy consumption in buildings, France has adopted a broader approach which also takes into account "embodied" carbon emissions from construction materials. [[Shutterstock/ESB Professional](#)]

The European Commission is considering a new EU-wide requirement to measure the carbon emissions associated with construction materials throughout their whole lifecycle but is expected to stop short of regulating for now.

Buildings are responsible for around 40% of the EU’s energy consumption and 36% of its greenhouse gas emissions. To tackle these, the European Union has embarked on a huge renovation effort in order to reach its legally-binding objective of cutting emissions down to net-zero by 2050.

The European Commission aims to introduce minimum energy performance standards for all buildings by 2035 as part of the upcoming revision of the EU’s Energy Performance of Buildings Directive (EPBD), due on 14 December.

However, little progress has been made on reducing the environmental impact of construction materials used in the building sector.

“Globally, 11% of emissions are from embodied carbon in construction – the emissions created from the construction, demolition and the wider supply chain of a building,” [reads a letter](#) by the #BuildingLife project, a coalition of industry stakeholders representing the entire building value chain.

Their aim is to persuade the Commission to consider a so-called “Whole Life Carbon” (WLC) approach tackling building emissions from the whole supply chain, including the construction and demolition sectors.

The coalition estimates that embodied carbon amounts to 10-20% of the total emissions associated with buildings in the European Union, but points to a lack of data available at EU level to measure progress in a consistent way.

In Brussels, the European Commission is showing interest in the approach, but has opted for a more cautious regulatory stance for now, focusing first on standard measurements before considering the introduction of environmental targets at EU level.

Tackling emissions from buildings over their “whole lifecycle, including production and transport of materials, construction, refurbishment and end of life” was identified among the challenges to tackle, the Commission wrote in a [preliminary cost-benefit analysis of the EPBD revision](#).

According to the leaked draft EPBD revision, EU countries will be asked to provide an “overview” of planned measures to address “the reduction of whole life-cycle greenhouse gas emissions in the construction, renovation, operation and end of life of buildings”.

The European Commission is also considering the introduction of a non-obligatory WLC category in energy performance certificates (EPCs) for buildings. Under the current draft, EPCs should include a “yes/no indication whether a calculation on whole life carbon emissions has been carried out for the building” and “the value of the whole life carbon emissions (if available)”.

LEAK: Draft EU law introduces new standards to decarbonise buildings by 2050

A draft EU directive, due for publication on 14 December, introduces minimum energy performance standards for existing buildings undergoing major renovation works as part of a renewed push to achieve a zero-emission building stock by 2050.

Calculation methods

The leaked EPBD draft mandates calculating the life-cycle global warming potential (GWP) of new buildings via Energy Performance Certificates (EPCs). This should take place as of 1 January 2027 “for all new buildings with a useful floor area larger than 2000 sqm” and for all new buildings starting on 1 January 2030.

Those should take place on the basis of standardised methodologies for measuring the environmental footprint of buildings that are accepted at the EU level.

Where national calculation tools exist, they “may be used to provide the required disclosure,” the draft says. Other calculation tools already in place at national level may be used “if they fulfil the minimum criteria laid down by the Level(s) common EU framework,” it adds.

The [Level\(s\)](#) initiative dates back to 2018, when the EU began testing a new framework designed to measure the sustainability performance of buildings, from design to end of life.

“Level(s) is designed to improve the sustainability of buildings throughout their lifecycle, helping professionals deliver better buildings while also speeding Europe’s transition towards a more circular economic mode,” the EU’s environment commissioner Virginijus Sinkevičius said in 2020, as the initiative was officially launched.

“I see the impact of Level(s) as a signal for the industry that the EU has taken a point of view on the sustainability goals,” [explained](#) Remy Heijer of the Dutch Green Building Council.

“This will have a major impact on the industry as it gives definitions on sustainability internationally,” he added.

Most EU states appear to be on board with utilising the Level(s) framework as well.

“We know that some member states would prefer to use Level(s) as a harmonised framework,” Quentin Galland, Public Affairs Director at Knauf Insulation, told EURACTIV.

France leads the charge

As a majority of buildings-related emissions are associated with energy consumption, making them more efficient is an obvious low-hanging fruit, which explains the EU’s focus on renovation and insulation.

But for countries with a low-carbon supply of electricity like France, energy use emissions from buildings are less of a priority than for countries with a more carbon-intensive electricity mix like Germany.

“In France, in new constructions, because of high energy performance of the building envelope and very low emission factor of electricity, embodied carbon could represent up to 75% of total carbon footprint and the remaining relates to heating and cooling” explained Vincent Briard, Group Sustainability Director at Knauf Insulation.

As a consequence, while the EU is primarily concerned with emissions from heating, individual EU states have begun going at it alone.

“On this topic, France is amongst the pioneering countries, they’ve created the French Environmental Regulation RE2020. One of the challenge is the harmonization of the calculating method,” Briard told EURACTIV, adding that he expected it to come into effect early 2022.

The new French regulation will account for the carbon impact across all materials and equipment used in a building, from construction to the demolition phase. It will also give a higher weight to the carbon that is emitted today than the carbon that will be emitted later.

The initiative “will increase the use of materials with a low carbon footprint, particularly wood and biosources,” said the ATIBT, the international tropical timber technical association.

Most immediate energy and carbon savings will come from the use of wood as an alternative to cement, bricks and steel. For example, larch cladding produces an energy saving of 24% compared to bricks, according to recent [research](#).

The Nordic countries, which have prominent forestry industries and high shares of nuclear and renewables in their electricity mixes, have similar plans.

“Norway, Sweden, Denmark and then Finland are all working on including the carbon footprint of the building, the embodied carbon and operational carbon, via regulation within one or two years, certainly within five,” said Briard.

There is just one problem with the French regulation for WLC: it is calculated via the so-called [dynamic life cycle assessment](#) method (DLCA), which is not in line with the EU methodology.

DLCA is not the method “envisioned in the Level(s) framework by the European Commission, and so we are wary of the French methodology becoming the norm for all of Europe,” noted Briard.

[Lien](#)

ADEFAC-Projekt: Ausbildungsprogramm für holzverarbeitende Berufe und nachhaltige Waldbewirtschaftung in Kamerun, Gabun, Kongo und der Demokratischen Republik Kongo

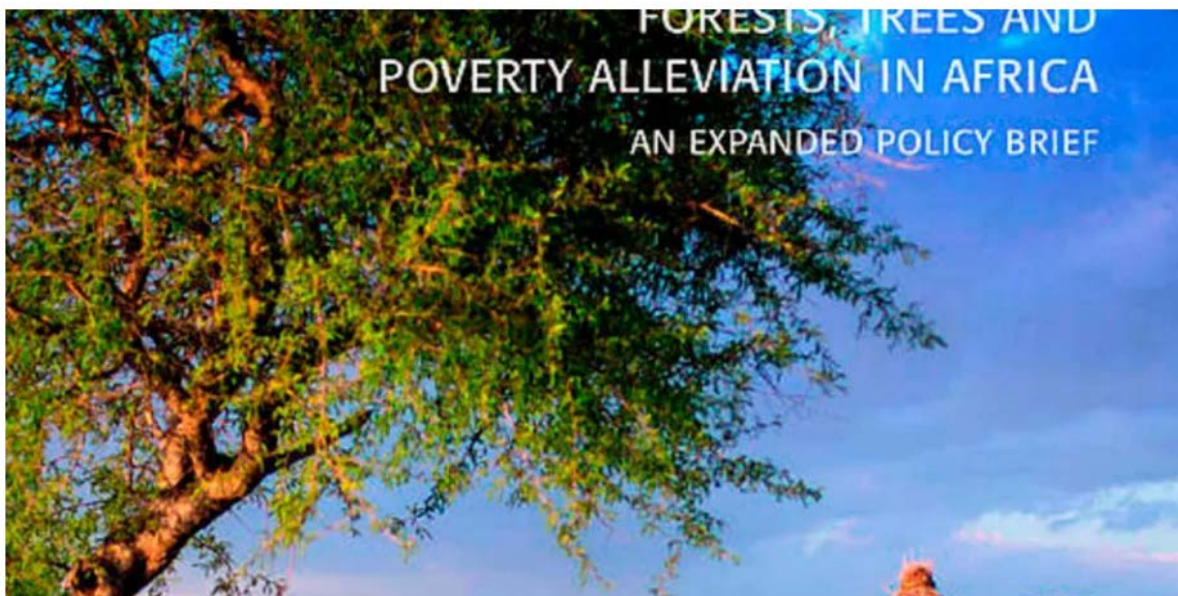
[25. März 2021](#) [Allgemein](#), [Umwelt](#), [Wirtschaft](#), [Zusammenarbeit](#) [ADEFAC](#), [Ausbildung](#), [Demokratische Republik Kongo](#), [Gabun Kongo](#), [Holzwirtschaft](#), [Kamerun](#)



Das Kongobecken beherbergt das zweitgrößte Tropenwaldgebiet der Welt und bietet mehr als 60 Millionen Menschen eine Lebensgrundlage. Die Bedeutung dieser Ökosysteme stellt ein globales Gemeingut dar und erfordert gemeinsame regionale Verpflichtungen zur nachhaltigen Waldbewirtschaftung. Der Forst- und Holzsektor, vom Holzeinschlag bis zur Verarbeitung, ist für die Länder des Kongobeckens ein sehr wichtiger Wirtschaftssektor, sowohl hinsichtlich der Beschäftigung (25% der formellen Beschäftigung) als auch hinsichtlich seines Beitrags zur regionalen Wirtschaft (7% des BIP).

Das ADEFAC-Projekt besteht darin, im Kongobecken – Kamerun, Gabun, Kongo und der Demokratischen Republik Kongo – ein zukunftsfähiges Ausbildungssystem im Forst-Holz-Sektor aufzubauen. Aktuell wird dieses im Vergleich zu den Anforderungen des Sektors als unzureichend angesehen.

[Article](#)



70 % der ärmsten Menschen der Welt leben in Afrika. Viele hängen von Bäumen und Wäldern ab. Das Dossier 'Forests, Trees and Poverty Alleviation in Africa' zeigt auf, wie Bäume und Wälder dazu beitragen können die Armut zu lindern. | Foto: IUFRO

Forstpolitik

Programm gegen illegalen Holzhandel



Bearbeitet von Marc Kubatta-Große
15. Juli 2021

Die International Tropical Timber Technical Association (ATIBT) setzt sich mit ihren Aktionen weltweit aktiv gegen die Abholzung der Tropenwälder sowie den illegalen Holzhandel ein. Sie hat unter anderem das Fair&Precious-Programm ins Leben gerufen, das sich gezielt dem Schutz und der legalen Bewirtschaftung der nach wie vor bedrohten afrikanischen Wälder widmet.

Sei es durch die Erhaltung geschützter Arten und Nutzungsflächen, den Schutz von Saatsäumen, schonende Abbaupraktiken oder 25- bis 30-jährigen Ruhezeiten: die Umsetzung all dieser Maßnahmen sowie die Beteiligung am Waldschutz und am Schutz der Biodiversität ermöglichen die Förderung von zertifiziertem und legalem Holz.

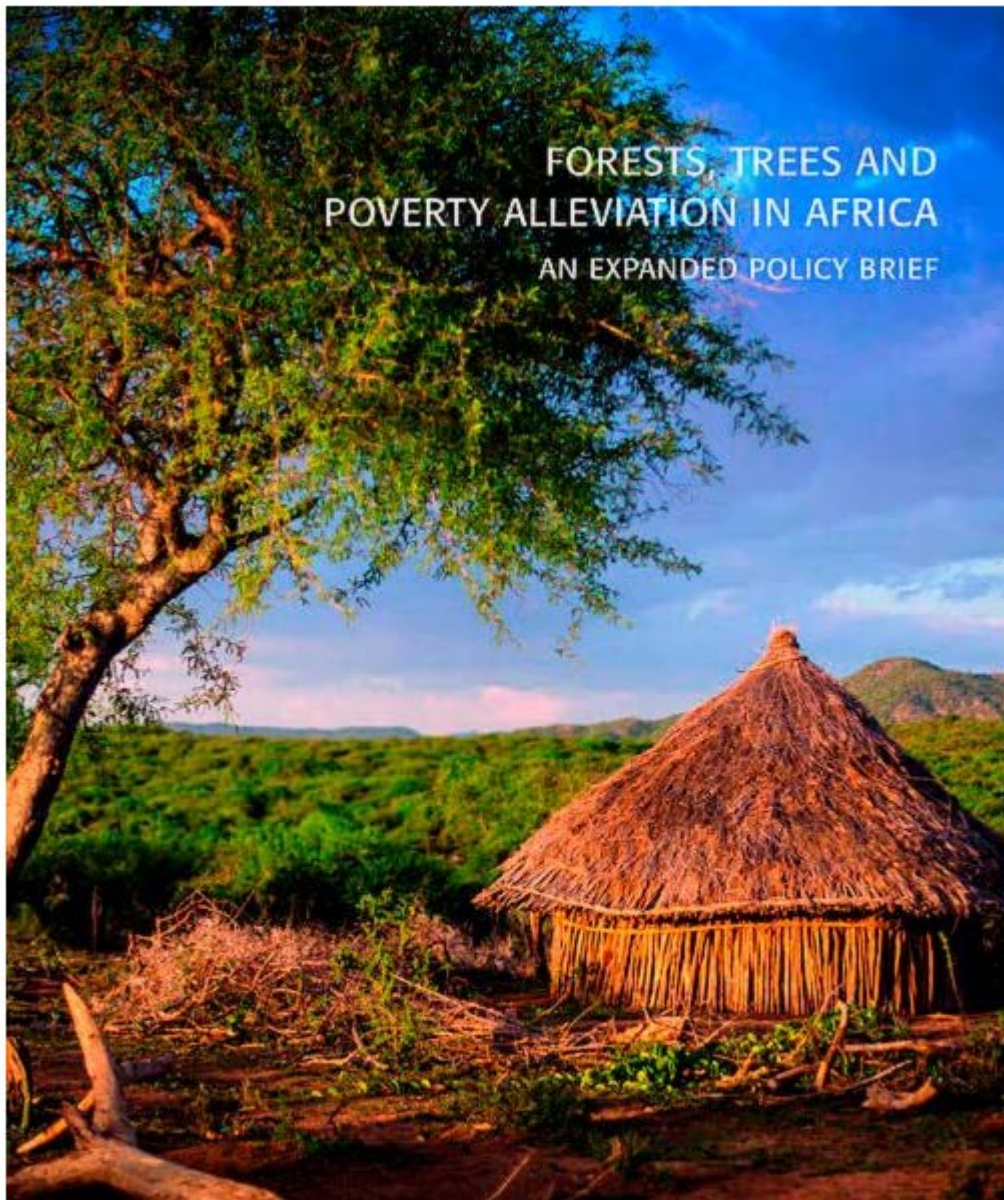
Legalen Holzhandel unterstützen

Durch die Förderung der Entwicklung einer nachhaltigen, ethischen und legalen Tropenholzindustrie als natürliche erneuerbare Ressource unterstützt ATIBT die Erzeugerländer in Afrika. Gleichzeitig macht sie in den Importländern auf die Vorteile von zertifiziertem Tropenholz aufmerksam.

Mit dem „Fair&Precious“-Programm will ATIBT die ökologischen, sozialen, ökonomischen und technischen Vorteile von Tropenholz unterstützen und arbeitet dazu eng mit Ländern zusammen, die den illegalen Holzhandel entschieden bekämpfen.

Wald und Bäume gegen Armut

In diesem Zusammenhang weist die Internationale Union der Forstlichen Forschungsanstalten (IUFRO) darauf hin, dass gerade der ärmste Teil der Bevölkerung in den Tropenländern stark vom Wald und von Bäumen abhängt. Oft werde der Beitrag der Wälder und Bäume zur Armutsbekämpfung unterschätzt und es fehle an angemessenen politischen Rahmenbedingungen, um die Rolle des Waldes im jeweiligen Kontext zu stärken. Zu dem Thema ist ein englischsprachiges Dossier ([Forests, Trees and Poverty Alleviation in Africa](#)) erschienen.



70 % der ärmsten Menschen der Welt leben in Afrika. Viele hängen von Bäumen und Wäldern ab. Das Dossier 'Forests, Trees and Poverty Alleviation in Africa' zeigt auf, wie Bäume und Wälder dazu beitragen können die Armut zu lindern. | Foto: IUFRO

Sensibilisierung für nachhaltige Nutzung

Aktuell wird erwartet, dass sich der Inlandsmarkt aufgrund des hohen Bevölkerungswachstums in Afrika stark entwickelt. Allerdings müsse dieser besser reguliert werden. Die lokale Bevölkerung als auch die lokalen Verbraucher müssen noch stärker für die Einhaltung von Abholzungs Vorschriften und für den Schutz von Holz als erneuerbare Ressource sensibilisiert werden. Mit der Zunahme der lokalen Holzverarbeitung (mittelfristig ist ein völliger Exportstopp für Stammholz geplant) könnte der lokale Verbrauch weiter steigen, vor allem für den Bau hochwertiger Wohnkomplexe.

Derzeit überwiegen jedoch die Exportmärkte, die sich in den letzten 10-15 Jahren nach Asien verlagert haben. Mehr als 50% des im Kongobecken produzierten Holzes wird in asiatische Länder exportiert. Die verschiedenen Exportmärkte sind in Hinblick auf nachhaltige Holz-Beschaffung jedoch nicht alle gleich ausgeprägt. Während einige Länder den Wert von zertifiziertem Holz hochhalten (z.B. die skandinavischen Länder, die Niederlande oder das Vereinigte Königreich), herrscht in anderen Ländern wenig (besonders in Südeuropa) bis kaum Interesse an Holz-Zertifizierung (z.B. in asiatischen Ländern). Der Verwendung von zertifiziertem Holz, aber auch die höhere Wertschätzung der Ökosystemleistungen sind somit Themen, die zu den aktuellen Prioritäten der ATIBT gehören.

Fokus auf Kamerun, Kongo und Gabun

Afrika steht mehr denn je vor der Herausforderung, seine Waldbewirtschaftung zu optimieren. Die Reichtümer Afrikas, zu denen auch das „erneuerbare Gold“ Tropenholz zählt, müssen gezielter geschützt werden. Tropenholz sei „viel mehr als Holz“ betont die ATIBT. Das Kongobecken, zu dem Kamerun, Kongo und Gabun gehören, beherbergt den zweitgrößten Waldbestand weltweit und umfasst knapp 5,5 Mio. ha FSC-zertifizierter Wälder. Nach Ansicht von Forschern und Wissenschaftlern werde gerade diese Region von FSC-gelabelten Unternehmen vorbildlich bewirtschaftet. Als Fortschritt könne auch die Gründung eines zweiten Labels für Nachhaltigkeit angeführt werden: das PAFC – Kongobecken.

Kamerun:

Als erstes afrikanisches Land schreibt Kamerun bei der öffentlichen Auftragsvergabe die Verwendung von legalem Holz vor. Das Land hat in Zusammenarbeit mit dem Ministerium für Wälder und Wildtiere (MINFOF) eine nationale Aufklärungskampagne zur Verwendung von legalem Holz in den bedeutsamsten Ballungszentren des Landes initiiert. Als Land mit den meisten Holzexporten, profitiere auch die Bevölkerung Kameruns von seinen Waldressourcen und müsse sich daher ihrer Bedeutung bewusst sein.

Kongo:

Mit den meisten Abholzungsflächen und der größten FSC-zertifizierten Waldfläche, verstärkte der Kongo seine Maßnahmen zum Schutz der natürlichen Ressourcen. Besonders die Verabschiedung eines neuen Forstgesetzes zeige die Entschlossenheit auf Entscheidungsebene. Außerdem soll ein neues Projekt zur Produktionsbeteiligung die lokale Holzverarbeitung fördern.

Gabun:

2020 führte das Land eine umfassende Umweltpolitik ein, die unter anderem festlegt, dass alle Konzessionswälder des Landes bis 2022 das FSC-Zertifizierungsmodell umsetzen sollen. Dies zeuge von dem kontinuierlichen Engagement des Landes zur nachhaltigen Forstwirtschaft und trage zur weltweiten Wertschätzung des gabunesischen Tropenholzes bei. Gabun gilt seit langem nicht nur als Vorreiter im Kampf gegen den illegalen Holzhandel, sondern ist auch das erste Land, das den Export von Stammholz verbietet.

Außerdem werde Gabun in Kürze erste internationale Zahlungen für den Schutz seiner Wälder erhalten. So werde Norwegen insgesamt 17 Mio. Dollar für die durch die Maßnahmen zur Bekämpfung der Abholzung vermiedenen CO₂-Ausstöße zahlen. 2016 und 2017 seien insgesamt 3,4 Mio. t mehr an CO₂-Emissionen sequestriert worden als im Vergleich zu den Durchschnittswerten der vergangenen 10 Jahre.

Über ATIBT

Der internationale Verband für technische Fragen zum Tropenholz wurde 1951 auf Antrag der Ernährungs- und Landwirtschaftsorganisation der Vereinten Nationen (FAO) und der Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (OECD) gegründet. Der Verband spielt heute in der Tropenholz-Branche eine führende Rolle bei der Umsetzung internationaler Projekte zur nachhaltigen und verantwortungsvollen Bewirtschaftung der Tropenwälder, vom Wald bis hin zum Endverbraucher.

Im Jahr 2016 verzeichnete der ATIBT einen Anstieg der Mitgliederzahl um fast 50 % auf über 140. Neben den europäischen Akteuren im Bereich „Afrikanisches Tropenholz“ vereint der ATIBT Staaten wie die Republik Kongo, die Republik Elfenbeinküste oder die Zentralafrikanische Republik, NGOs (wie den WWF und die Prince Albert II Foundation) sowie Großunternehmen.

Das Fair&Precious-Programm

Das Fair&Precious-Programm zur Förderung der nachhaltigen Bewirtschaftung von Tropenwäldern wird von der Zentralafrikanischen Waldkommission (COMIFAC) sowie der deutschen Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) und der französischen



PAYS: Allemagne
DATE: 15 juillet 2021
MEDIA: FORSTPRAXIS.DE

CATEGORIE: Online
FREQUENCE: Quotidien
AUDIENCE: 20,000 visits/mois

Entwicklungsagentur unterstützt. Fair&Precious empfiehlt die Forstzertifizierungssiegel FSC und PEFC/PAFC.

Quellen: ATIBT, IUFRO

[Lien](#)



PAYS: Allemagne
DATE: 24 juillet 2021
MEDIA: AFRICA-LIVE.DE

CATEGORIE: Online
FREQUENCE: Quotidien
AUDIENCE: 2,000 visits/mois

Kamerun, Kongo und Gabun wollen ihre Tropenhölzer verantwortungsvoller nutzen

🕒 24. Juli 2021 📁 Allgemein, Umwelt, Wirtschaft 📍 Afrika, FAIR & PRECIOUS, Holz, Tropenholz, Zertifizierung



©ia

FAIR & PRECIOUS, das Programm der ATIBT für die Förderung von zertifiziertem Holz aus dem Kongobecken: Die International Tropical Timber Technical Association (ATIBT) setzt sich mit ihren Aktionen weltweit aktiv gegen die Abholzung der Tropenwälder sowie den illegalen Holzhandel ein. Sie hat unter anderem das Fair&Precious-Programm ins Leben gerufen, das sich gezielt dem Schutz und der legalen Bewirtschaftung der nach wie vor bedrohten afrikanischen Wälder widmet. Sei es durch die Erhaltung geschützter Arten und Nutzungsflächen, den Schutz von Saatbäumen, schonende Abbaupraktiken oder 25- bis

30-jährigen Ruhezeiten: die Umsetzung all dieser Maßnahmen sowie die Beteiligung am Waldschutz und am Schutz der Biodiversität ermöglichen die Förderung von zertifiziertem und legalem Holz.

„AFRIKANISCHES HOLZ: VIEL MEHR ALS NUR HOLZ“

Durch die Förderung der Entwicklung einer nachhaltigen, ethischen und legalen Tropenholzindustrie als natürliche erneuerbare Ressource unterstützt ATIBT die Erzeugerländer in Afrika. Gleichzeitig macht sie in den Importländern auf die Vorteile von zertifiziertem Tropenholz aufmerksam.

Mit dem „Fair&Precious“-Programm unterstützt ATIBT die ökologischen, sozialen, ökonomischen und technischen Vorteile von Tropenholz und arbeitet eng mit Ländern zusammen, die den illegalen Holzhandel entschieden bekämpfen.

TROPENHOLZMÄRKTE

Aktuell wird erwartet, dass sich der Inlandsmarkt aufgrund des hohen Bevölkerungswachstums in Afrika stark entwickelt. Allerdings muss dieser besser reguliert werden. Die lokale Bevölkerung als auch die lokalen Verbraucher müssen noch stärker für die Einhaltung von Abholzungs Vorschriften und für den Schutz von Holz als erneuerbare Ressource sensibilisiert werden. Mit der Zunahme der lokalen Holzverarbeitung



PAYS: Allemagne
DATE: 24 juillet 2021
MEDIA: AFRICA-LIVE.DE

CATEGORIE: Online
FREQUENCE: Quotidien
AUDIENCE: 2,000 visits/mois

(mittelfristig ist ein völliger Exportstopp für Stammholz geplant) könnte der lokale Verbrauch weiter steigen, vor allem für den Bau hochwertiger Wohnkomplexe.

Derzeit überwiegen jedoch die Exportmärkte, die sich in den letzten 10-15 Jahren nach Asien verlagert haben. Mehr als 50% des im Kongobecken produzierten Holzes wird in asiatische Länder exportiert. Die verschiedenen Exportmärkte sind in Hinblick auf nachhaltige Holz-Beschaffung jedoch nicht alle gleich ausgeprägt. Während einige Länder den Wert von zertifiziertem Holz hochhalten (z.B. die skandinavischen Länder, die Niederlande oder das Vereinigte Königreich), herrscht in anderen Ländern wenig (besonders in Südeuropa) bis kaum Interesse an Holz-Zertifizierung (z.B. in asiatischen Ländern). Der Verwendung von zertifiziertem Holz, aber auch die höhere Wertschätzung der Ökosystemleistungen sind somit Themen, die zu den aktuellen Prioritäten der ATIBT gehören.

Fokus auf Kamerun, Kongo und Gabun: 3 Länder, die ihre Tropenhölzer verantwortungsvoller nutzen wollen.

Afrika steht mehr denn je vor der Herausforderung, seine Waldbewirtschaftung zu optimieren. Die Reichtümer Afrikas, zu denen auch das „erneuerbare Gold“ (Tropenholz) zählt, müssen gezielter geschützt werden. Tropenholz ist „viel mehr als Holz“ betont die ATIBT. Das Kongobecken, zu dem Kamerun, Kongo und Gabun gehören, beherbergt den zweitgrößten Waldbestand weltweit und umfasst knapp 5,5 Millionen Hektar FSC (Forest Stewardship Council) zertifizierter Wälder. Nach Ansicht der Forscher und Wissenschaftler wird gerade diese Region von FSC-gelabelten Unternehmen vorbildlich bewirtschaftet. Als Fortschritt kann auch die Gründung eines zweiten Labels für Nachhaltigkeit angeführt werden: das PAFC – Kongobecken.

Kamerun:

Als erstes afrikanisches Land schreibt Kamerun bei der öffentlichen Auftragsvergabe die Verwendung von legalem Holz vor. Das Land hat in Zusammenarbeit mit dem Ministerium für Wälder und Wildtiere (MINFOF) eine nationale Aufklärungskampagne zur Verwendung von legalem Holz in den bedeutsamsten Ballungszentren des Landes initiiert. Als Land mit den meisten Holzexporten, profitiert auch die Bevölkerung Kameruns von seinen Waldressourcen und muss sich daher ihrer Bedeutung bewusst sein.

Kongo:

Mit den meisten Abholzungsflächen und der größten FSC-zertifizierten Waldfläche, verstärkt der Kongo seine Maßnahmen zum Schutz der natürlichen Ressourcen. Besonders die Verabschiedung eines neuen Forstgesetzes zeigt die Entschlossenheit auf Entscheidungsebene. Außerdem soll ein neues Projekt zur Produktionsbeteiligung die lokale Holzverarbeitung fördern.



PAYS: Allemagne
DATE: 24 juillet 2021
MEDIA: AFRICA-LIVE.DE

CATEGORIE: Online
FREQUENCE: Quotidien
AUDIENCE: 2,000 visits/mois

Gabun:

2020 führte das Land eine umfassende Umweltpolitik ein, die unter anderem festlegt, dass alle Konzessionswälder des Landes bis 2022 das FSC-Zertifizierungsmodell umsetzen sollen. Dies zeugt von dem kontinuierlichen Engagement des Landes zur nachhaltigen Forstwirtschaft und trägt zur weltweiten Wertschätzung des gabunesischen Tropenholzes bei. Gabun gilt seit langem nicht nur als Vorreiter im Kampf gegen den illegalen Holzhandel, sondern ist auch das erste Land, das den Export von Stammholz verbietet.

Außerdem wird Gabun in Kürze erste internationale Zahlungen als Belohnung für den Schutz seiner Wälder erhalten. So wird Norwegen insgesamt 17 Millionen Dollar für die zusätzlichen Tonnen an Kohlenstoff, die durch die Maßnahmen zur Bekämpfung der Abholzung sequestriert werden, zahlen. Im Vergleich zu den durchschnittlichen CO₂-Emissionen der Jahre 2006 bis 2016 konnte das Land 2016 und 2017 rund 3,4 Millionen Tonnen CO₂ einsparen.

Über ATIBT

Der internationale Verband für technische Fragen zum Tropenholz wurde 1951 auf Antrag der Ernährungs- und Landwirtschaftsorganisation der Vereinten Nationen (FAO) und der Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (OECD) gegründet. Der Verband spielt heute in der Tropenholz-Branche eine führende Rolle bei der Umsetzung internationaler Projekte zur nachhaltigen und verantwortungsvollen Bewirtschaftung der Tropenwälder, vom Wald bis hin zum Endverbraucher. Er ist die weltweit beste technische und wissenschaftliche Referenz für Tropenholzressourcen. Im Jahr 2016 verzeichnete der ATIBT einen Anstieg der Mitgliederzahl um fast 50 % auf über 140. Neben den europäischen Akteuren im Bereich „Afrikanisches Tropenholz“ vereint der ATIBT Staaten (Republik Kongo, Republik Elfenbeinküste, Zentralafrikanische Republik), NGOs (wie den WWF und die Prince Albert II Foundation) sowie Großunternehmen.

Das Fair&Precious-Programm zur Förderung der nachhaltigen Bewirtschaftung von Tropenwäldern wird von der Zentralafrikanischen Waldkommission (COMIFAC) sowie der deutschen Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) und der französischen Entwicklungsagentur AfD unterstützt.

[Lien](#)

26. Apr 2021

Ausbildungsprogramm im Forst-Holz-Sektor im Kongobecken

Das Projekt ADEFAC baut ein Ausbildungsprogramm für holzverarbeitende Berufe und nachhaltige Waldbewirtschaftung in Kamerun, Gabun, Kongo und der Demokratischen Republik Kongo auf.

ADEFAC: Projet d'Appui au développement de la formation continue dans la filière forêt-bois en Afrique centrale - Unterstützungsprojekt für die Entwicklung einer Weiterbildung im Waldholzsektor in Zentralafrika

Das Kongobecken beherbergt das zweitgrößte Tropenwaldgebiet der Welt und bietet mehr als 60 Millionen Menschen eine Lebensgrundlage. Die Bedeutung dieser Ökosysteme stellt ein globales Gemeingut dar und erfordert gemeinsame regionale Verpflichtungen zur nachhaltigen Waldbewirtschaftung. Der Forst- und Holzsektor, vom Holzeinschlag bis zur Verarbeitung, ist für die Länder des Kongobeckens ein sehr wichtiger Wirtschaftssektor, sowohl hinsichtlich der Beschäftigung (25 Prozent der formellen Beschäftigung) als auch hinsichtlich seines Beitrags zur regionalen Wirtschaft (7 Prozent des Bruttoinlandsprodukt).

Das ADEFAC-Projekt besteht darin, im Kongobecken – Kamerun, Gabun, Kongo und der Demokratischen Republik Kongo – ein zukunftsfähiges Ausbildungssystem im Forst-Holz-Sektor aufzubauen. Aktuell wird dieses im Vergleich zu den Anforderungen des Sektors als unzureichend angesehen.

Das Netzwerk der Ausbildungsinstitutionen im Bereich Forstwirtschaft und Ökologie Zentralafrikas (RIFFEAC) profitiert in Zusammenarbeit mit der Internationalen Technischen Vereinigung für Tropenholz (ATIBT) von der Unterstützung der Französischen Entwicklungsagentur (AFD), um das Verhältnis von Angebot und Nachfrage im Bereich der Fort- und Weiterbildung in Berufen des Forst- und Holz-Sektors im Kongobecken im Zeitraum 2020 bis 2024 zu verbessern.

Der Regionalkoordinator der RIFFEAC, Claude Kachaka, betont, dass "die Initiative der CEMAC (Wirtschafts- und Währungsgemeinschaft Zentralafrikas), dem Rundholzexport ein Ende zu setzen und stattdessen die lokale Holzverarbeitung und damit die Schaffung qualifizierter Arbeitsplätze zu stärken, durch das ADEFAC-Projekt unterstützt wird." Dies stehe voll und ganz im Einklang mit der Zielsetzung der Staaten.

Das neue Programm ermöglicht den Aufbau eines Netzwerks an Dozenten, die sowohl aus Bildungseinrichtungen als auch aus der Berufswelt direkt kommen. Im Anschluss daran steht die Entwicklung von Fortbildungsmodulen, entweder als Präsenzunterricht oder als Fernstudium, die sich vor allem an Unternehmen aus dem Holzsektor und junge Menschen richtet, die in diese Berufe wechseln wollen.

Das Programm Fair&Precious, das verschiedene Akteure der nachhaltigen Waldbewirtschaftung vereint, unterstützt diese Initiative, die auf die Förderung verantwortungsbewusster Arbeitsweisen in der Holzindustrie und neuer Berufe im Umweltsektor abzielt.

Das Hauptziel des ADEFAC-Projekts besteht darin, die Berufsfähigkeit und die Qualifikationen der Akteure des forstwirtschaftlichen Sektors zu verbessern, um zur nachhaltigen Bewirtschaftung der Wälder des Kongobeckens beizutragen. Es soll außerdem dazu beitragen, einen nachhaltigen und effizienten Weg zur Umsetzung und Qualitätszertifizierung der Weiterbildungsmodule zu etablieren, der den Erwartungen der Akteure des Forst-Holz-Sektors entspricht. Nicht zuletzt besteht das Ziel des Projekts darin, die Voraussetzungen der institutionellen und finanziellen Durchführbarkeit der Fortbildung im forstwirtschaftlichen Sektor in Zentralafrika im Einklang mit der regionalen und nationalen Dynamik zu beurteilen.

Zahlen und Fakten zum ADEFAC-Projekt:

- 80 Personalverantwortliche sowie die Vertreter und Mitglieder von 12 Gruppen von KMUs und Fachkräften, die in der Planungsverwaltung von Arbeitsplätzen und Kompetenzen ausgebildet wurden (GPEC)
- 160-200 Ausbilder mit Kompetenzen im Bereich der Erwachsenenbildung
- Mehr als 900 Mitarbeiter und Fachkräfte aus technischen, kaufmännischen und administrativen Bereichen entsprechend den von den Unternehmen festgelegten Prioritäten
- 30 Informationsblätter und andere Hilfsmittel zur Förderung von Berufen in der Holzindustrie
- Die Einrichtung eines Systems zur Zertifizierung der Ausbildungsqualität und die Veröffentlichung eines Katalogs der in Zentralafrika verfügbaren Ausbildungsmodule
- Die Identifizierung nachhaltiger Systeme zur Finanzierung der Weiterbildung
- Die Einrichtung einer thematischen Multi-Stakeholder-Arbeitsgruppe "Weiterbildung" und die Ausbildung ihrer Mitglieder für ein gemeinsam koordiniertes Ausbildungs-Management
- Die Publikation des Fachbuchs "Verwendung von Tropenholz in Afrika"

Über ATIBT

Der internationale Verband für technische Fragen zum Tropenholz wurde 1951 auf Antrag der Ernährungs- und Landwirtschaftsorganisation der Vereinten Nationen (FAO) und der Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (OECD) gegründet.

Der Verband spielt heute in der Tropenholz-Branche eine führende Rolle bei der Umsetzung internationaler Projekte zur nachhaltigen und verantwortungsvollen Bewirtschaftung der Tropenwälder, vom Wald bis hin zum Endverbraucher. Er ist die weltweit beste technische und wissenschaftliche Referenz für Tropenholzressourcen.

Im Jahr 2016 verzeichnete der ATIBT einen Anstieg der Mitgliederzahl um fast 50 Prozent auf über 140. Neben den europäischen Akteuren im Bereich "Afrikanisches Tropenholz" vereint der ATIBT Staaten (Republik Kongo, Republik Elfenbeinküste, Zentralafrikanische Republik), NGOs (wie den WWF und die Prince Albert II Foundation) sowie Großunternehmen.

Das Fair&Precious-Programm zur Förderung der nachhaltigen Bewirtschaftung von Tropenwäldern wird von der Zentralafrikanischen Waldkommission (COMIFAC) sowie der deutschen Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) und der französischen Entwicklungsagentur unterstützt. Fair&Precious empfiehlt die Forstzertifizierungssiegel FSC und PEFC/PAFC.

[Lien](#)

Nachhaltiges Tropenholz mit Zertifikat aus dem Kongobecken

(29.9.2021) Auf Initiative der International Tropical Timber Technical Association (ATIBT) haben Forstmanager im Kongobecken (Kongo, Gabun, Kamerun), die sich der nachhaltigen Waldbewirtschaftung mit Zertifikat verschrieben haben, die Marke Fair&Precious ins Leben gerufen. Dieses Kollektiv, das von deutschen (KFW) und französischen Entwicklungsagenturen unterstützt wird, setzt sich für die Bewahrung der Fauna und Flora sowie für ein wirtschaftliches und soziales Entwicklungsmodell ein, das mit Respekt für die lokale Bevölkerung agiert.



Nachhaltiges Tropenholz - langlebig und leistungsstark

Tropenhölzer weisen eine außergewöhnliche Langlebigkeit und technische Leistungsfähigkeit auf, die sie für viele Anwendungen zu einem idealen Rohstoff machen. Sie zeichnen sich durch eine hohe Beständigkeit gegen äußere Umwelteinflüsse aus und erfordern im Gegensatz zu anderen Holzarten keine umfassende chemische Behandlung. Ihre Farbe, Textur, Maserung und Homogenität verleihen diesen Holzarten zudem eine außergewöhnliche Ästhetik. Darüber hinaus eignen sich diese feinfaserigen, splinterfreien Hölzer ideal zum Barfußlaufen.

Um sein ursprüngliches, natürliches Aussehen zu erhalten, sollte Tropenholz nur ein- oder zweimal im Jahr abgebürstet werden. Falls erforderlich hilft das Auftragen eines Entfetters, um die ursprüngliche Farbe des Holzes wiederherzustellen, oder ein Holz-Sättiger, um den Glanz zu verlängern.

Seriöse Garantien für nachhaltige Produktion gegenüber Handel und Endverbraucher

Gerade beim Kauf von Tropenholz kann ein wichtiges Zeichen gegen illegale Rodung und intransparente Vertriebswege gesetzt werden. Und zwar, indem man darauf achtet, dass es von verantwortungsbewussten Unternehmen stammt, die Zertifizierungen von unabhängigen Kontrollinstitutionen haben und deren Produktionswege sich genau zurückverfolgen lassen. Dies ist bei den Unternehmen, die sich Fair&Precious angeschlossen haben, der Fall. Sie engagieren sich vor Ort für nachhaltige Waldbewirtschaftung, den Erhalt der Biodiversität und fördern lokale Arbeitsplätze in der Holzverarbeitenden Industrie sowie soziale Projekte.

siehe auch für zusätzliche Informationen:

- [Fair&Precio](#)
- [International Tropical Timber Technical Association \(ATIBT\)](#)

ausgewählte weitere Meldungen:

- [Bauen+ Fachseminar „Brandschutz im Holzbau“ am 23. und 24.11.2021 online](#)
- [Maschinenbauer lädt explizit Architekten zu einem Seminar zum „neuen Holzbau“ ein](#)
- [Deutscher Holzbaupreis 2021 entschieden \(28.9.2021\)](#)
- [Elka-Holzwerke als klimaneutrales Unternehmen zertifiziert \(7.9.2021\)](#)
- [KI für besseres, technisch modifiziertes Holz \(21.11.2019\)](#)
- [Kesselhaus ganz in technisch modifiziertes Holz \(Accoya\) gekleidet \(18.3.2019\)](#)
- [Entwicklungsministerium: Warum ein Tropenholzboykott keine gute Idee ist! \(7.7.2013\)](#)

siehe zudem:

- [Holzbaustoffe und technisch modifiziertes Holz auf Baulinks](#)
- Literatur / Bücher zu den Themen [Fassade](#), [Holzschutz](#) und [Holzbau](#) bei [Amazon.de](#)

[zurück ...](#)

[Übersicht News ...](#)

[Übersicht Broschüren ...](#)



[Lien](#)



Die Erhaltung der Wälder Zentralafrikas ist eine globale Herausforderung. | Foto: INTERHOLCO

Forstpolitik

Die UN-Klimakonferenz COP26 und die Rolle der Wälder weltweit



Bearbeitet von Jörg Fischer
15. November 2021

Vom 1. bis zum 12. November fand im schottischen Glasgow die 26ste UN-Klimakonferenz (COP26) statt. Der Abschlussbericht wurde jedoch erst am 13. November „nach Verlängerung“ angenommen. Er enthält große Worte, doch nur wenig wirklich Verbindliches. Welche Bedeutung hat das Ergebnis der COP26 für die Wälder weltweit?

Die zähen Verhandlungen, die noch den ganzen Samstag lang andauerten, ergaben am Ende einen Kompromiss, der die ohnehin schon kaum konkreten Aussagen zum Kohleausstieg noch weiter aufweichte. So setzten Indien und China am Ende durch, dass in dem Bericht nur noch von einem schrittweisen Abbau der Kohleenergie die Rede ist. Doch auch darüber hinaus klingen die Ergebnisse der Klimakonferenz nach viel gutem Willen, dem aber meist die Verbindlichkeit fehlt.

Ergebnisse für den Wald

Am 2. November einigte sich die Staatengemeinschaft auf einen weltweiten Entwaldungsstopp bis 2030. Auch diese Aussage war jedoch kaum verbindlich, wurde sie doch nicht durch konkrete Maßnahmen unterstrichen und konnte leicht als „Freifahrtschein für die Entwaldung über weitere 10 Jahre“ verstanden werden.

Von Bedeutung war auch die Erklärung über nachhaltige Bioenergie, die am 10. November unterzeichnet wurde. In dieser wurde betont, dass der Nutzung von Bioenergie eine unverzichtbare Rolle zukommt, um den CO₂-Ausstoß bis 2050 auf Null reduzieren zu können. Bis zum Jahr 2030 sollen demnach durch nachhaltige Bioenergie aus Holz die weltweiten Nettoemissionen um 600 Millionen Tonnen CO₂ pro Jahr und bis zum Jahr 2050 um eine Milliarde Tonnen CO₂ gesenkt werden – mehr als die gesamte Luftfahrtindustrie derzeit ausstößt. Ein wichtiges, aber auch ehrgeiziges Ziel.

Erhalt der Wälder Zentralafrikas

Ein weiterer Programmpunkt auf der UN-Klimakonferenz widmete sich dem Erhalt der Wälder Zentralafrikas. So hielt das FSC-zertifizierte Forstunternehmen INTERHOLCO mit Sitz im Nordkongo, auf der COP26 eine Konferenz ab, die live aus dem COMIFAC-Pavillon übertragen und von Olman Serrano, dem Präsidenten der NRO ATIBT (International Technical Association for Tropical Timber), in Anwesenheit der Ministerin für Forstwirtschaft der Republik Kongo, Rosalie Matondo, moderiert wurde.

Ziel war es, die Zusammenarbeit zwischen dem kongolesischen Staat und den Akteuren des Privatsektors im FSC-zertifizierten Holzsektor zu veranschaulichen und aufzuzeigen, wie diese dazu beiträgt ein Waldgebiet effektiv zu erhalten und die Produktion von verantwortungsvollen Holzprodukten für den lokalen und internationalen Markt zu gewährleisten.

Auf der Konferenz wurde die nachhaltige Waldbewirtschaftung als beispielhaftes Modell hervorgehoben, das sich als erfolgreich erwiesen hat und in weiteren tropischen Wäldern in Afrika, Lateinamerika und Südostasien somit nachgeahmt werden kann.

Eine nachhaltige Waldbewirtschaftung bietet globale Lösungen, und zwar nicht nur in ökologischer Hinsicht (positive Auswirkungen auf den Schutz der biologischen Vielfalt, die Kohlenstoffbindung und die Verlangsamung des Klimawandels auf globalem Ausmaß), sondern auch in wirtschaftlicher und sozialer Hinsicht (Gewährleistung fairer Arbeitsplätze, Armutsbekämpfung, finanzielle Mittel für Gemeinden, Steuern für die Regierung oder Unterstützung der Infrastruktur etc.).

„Wir brauchen eine enge und direkte Zusammenarbeit zwischen dem Privatsektor, den Regierungen und den Entwicklungsinstitutionen. Wir müssen alle gemeinsam an einem Strang ziehen. Dann muss die Anpassung der Finanzströme an internationale Ziele erleichtert werden. Zuletzt müssen die Investitionen des Privatsektors mit den Strategien der Industrie in Einklang gebracht werden“, sagte Ulrich Grauert, Geschäftsführer von INTERHOLCO.

Die Rolle, die große afrikanische Wälder bei der Klimaregulierung zum Nutzen der gesamten Menschheit spielen, sollte in Maßnahmen umgesetzt werden, die den afrikanischen Gemeinschaften, für die diese Wälder eine Heimat sind, dringend benötigte wirtschaftliche Vorteile bieten.

An der Konferenz nahmen insgesamt 150 Personen teil. Regierungsvertreter, Privatpersonen, Wissenschaftler, Investoren, Entwicklungsagenturen, internationalen Organisationen und Nichtregierungsorganisation kamen zusammen.

Zum Schluss...

...kann man sagen, dass auf der COP26 viele große Worte und Versprechen zu hören waren. Die geschäftsführende deutsche Bundesumweltministerin, Svenja Schulze, sprach gar von einem historischen Abkommen. Das stimmt allerdings nur, wenn all den großen Worten auch Taten folgen. Und Taten sind es, die jetzt zählen.

Red./Mit Material von ATIBT

Tags

Forstpolitik

Klimaschutz

Klimawandel

[Lien](#)



PAFC-ZERTIFIKAT

Edle Tropenhölzer aus nachhaltigem Anbau



Der illegale Holzhandel ist ein Problem, von dem vor allem für das Ökosystem wichtige Regenwälder betroffen sind. Um die unkontrollierte Abholzung wertvoller Bäume zu verhindern, führen die Pan African Forest Certification (PAFC) und das Programme for the Endorsement of Forest Certification (PEFC) mit Unterstützung der International Tropical Timber Technical Association (ATIBT) zusätzlich zu den bereits bestehenden Zertifizierungen ein neues, regionales Zertifizierungssystem für die Hölzer aus dem Kongobecken ein.

Wertvolles Ökosystem Tropenwald muss geschützt werden

PAFC und PEFC sind Waldzertifizierungssysteme, bei denen nachhaltige Waldbewirtschaftung im Mittelpunkt steht. ATIBT ist der internationale

Verband für technische Fragen zum Tropenholz und spielt eine wichtige Rolle bei der Umsetzung von internationalen Projekten für nachhaltige Waldbewirtschaftung. Die drei Akteure tragen mit ihrem „Fair&Precious“-Programm dazu bei, den nachhaltigen, ethischen und legalen Handel von Tropenholz aus den Regenwäldern weiter zu fördern. Gemeinsam wollen sie eine Bewirtschaftung der Wälder erreichen, die den ökologischen, sozialen, wirtschaftlichen und technischen Nutzen verbessert. Zusätzlich wollen sie die Zusammenarbeit von Ländern, die gegen illegalen Holzhandel vorgehen, weiter vorantreiben. Das regionale Zertifizierungssystem soll gleichzeitig den Bedarf an Tropenhölzern decken und das Ökosystem und die biologische Vielfalt für die Zukunft erhalten. Sowohl Pflanzen, Tiere als auch die lokale Bevölkerung werden dabei berücksichtigt.

Natur & Händler profitieren gleichermaßen

Im Kongobecken befinden sich Länder wie Kamerun, die Republik Kongo oder Gabun. Sie wollen inzwischen verstärkt die Bewirtschaftung ihrer kostbaren Regenwälder verbessern, um die vielfältige Natur zu schützen. Dafür untersagen sie den illegalen Holzhandel im zweitgrößten Wald unseres Planeten. PACF will gemeinsam mit PEFC und ATIBT durch die Waldbewirtschaftungs-Zertifizierung einen verantwortlichen Umgang mit den Wäldern erreichen. Das PAFC-System soll vor allem das Angebot des zertifizierten Holzes erweitern. Dafür wird ein regionales Zertifizierungssystem für nachhaltige Waldbewirtschaftung eingeführt. Teil des Systems sind Normen, Leitfäden und Prozesse, die auf lokaler Ebene entwickelt wurden. Sie basieren auf den Anforderungen, die vom PEFC-Rat festgelegt wurden und sind an das Umfeld der jeweiligen Region angepasst.

Mithilfe eines PACF-Zertifikats können forstwirtschaftliche und holzverarbeitende Unternehmen, die im Kongobecken tätig sind, zweifelsfrei nachweisen, dass sie verantwortungsvollen Handel betreiben und die Hölzer aus nachhaltig bewirtschafteten Wäldern stammen. Unternehmen profitieren vom PAFC-Zertifikat, da es den Zugang zu internationalen, anspruchsvollen



PAYS: Allemagne
DATE: 20 DEC 2021
MEDIA: ECOWOMEN.DE

CATEGORIE: Online
FREQUENCE: Quotidien
AUDIENCE: 31 000 visits/mois

Märkten für zertifizierte Produkte ermöglicht, den Wettbewerbsvorteil und die Gewinnspanne erhöht, die Holzlieferung nachverfolgbar gestaltet und einen großen Vorteil gegenüber nicht zertifizierten Unternehmen schafft.

Quelle: OPEN2EUROPE, Bild: Depositphotos: SURZet, Text: Fatma Cevi

[Lien](#)